LE PACHA DE TOMBOUCTOU

PREMIÈRE PARTIE

L'HOMME DU DESTIN

Un jour parmi les premiers de l'an 999 de l'hégire, — année que les chrétiens d'Europe comptent pour 1590, — à l'heure de la prière du soleil couchant, un homme noir aux épaules grêles et de haute taille, drapé dans les plis indigo d'un vêtement léger et coiffé d'un turban écarlate, se présenta devant Bab Aguénaou, la porte qui ouvre à Marrakech les chemins de l'Atlas et des neiges étincelantes. Comme il ne possédait aucune arme, qu'au surplus il apportait des nouvelles propres à réjouir les entrailles du Sultan Moulaÿ Ahmed El Mansour et qu'il se réclamait du Prophète et d'un chérif vénéré, il fut conduit à la demeure du cadi et gardé pour la nuit dans une des chambres destinées aux étrangers. Il ajoutait et répétait qu'à travers le Sahara il venait des salines de Téghaza : mais les gardiens, ignorant la géographie et autres sciences, ne s'en soucièrent point.

On ne sait au juste ce qu'il serait advenu, au matin, de ce voyageur, se disant homme libre et qui demeurait fort ahuri en face d'une grande cité et de la foule incroyable de ses habitants, si un eunuque nègre du palais ne s'était trouvé passer par là. Souvent, à cette heure, il venait dans ce quartier acheter des beignets frits dans l'huile d'olive, qu'il jugeait de qualité sans pareille pour la raison que le marchand, — borgne et pied bot par la volonté de l'Unique, — savait les cuire à point,

Copyright by André Demaison, 1927.

c'est-à-dire les faire ressembler à la lune à son lever et, quand on les ouvrait, à un rayon de ruche prêt à recevoir le miel des abeilles. Aussi curieux que gourmand, — quelles seraient les autres joies d'un eunuque? — il avisa son semblable, le salua et, à cause de l'étonnement que ce dernier ne pouvait dissimuler sous un masque de froideur, le questionna.

— Ton nom?

— Ould Kirinfil.

— De quel pays viens-tu?

— De Gao, sur la Grande Rivière, en passant par Tombouctou et les mines de sel du Sahara. Les gens de Gao te saluent.

— Que Dieu en soit loué! Je ne connais pas ces régions. Mon père, qui est né de ce côté du monde, m'en a parlé quand j'étais enfant, mais mon œil ne les a jamais vus. Ton pays est-il vraiment riche?

— Il y a des bœufs que l'on ne peut compter. Il y a aussi de l'or.

— Que Dieu en soit loué! Beaucoup d'or?

— On ne peut compter tout l'or qui passe dans nos villes.

— Tu dis une chose agréable, soupira l'eunuque. Chacun ici, à la vérité, parle de cet or. Il doit être vrai, puisque tu le dis... Tout est dans la main de Dieu!... Mais nous avons également une ville pleine de puissance. Comment trouves-tu Marrakech?

— La cité dépasse la cervelle d'un homme. Elle me paraît grande jusqu'à l'impossible.

— Tu as dit la vérité. Je vais te raconter une chose extraordinaire.

— Parle, je t'écoute, dit l'étranger au comble de l'admiration.

— C'est la haine de ses ennemis qui a donné à Marrakech-la-Rouge une part des faveurs qu'elle répand...

— Et comment?

— Un jour d'une année dont j'ai perdu le souvenir, ils l'entourèrent, le cœur tout noir du désir de la prendre. Mais leurs armes et leurs ruses ne purent rien contre le courage des soldats et les murailles de la ville. Du désert, ils avaient apporté des provisions de dattes en quantités telles que tu ne peux y réfléchir. Mais les dattes s'épuisèrent et ils durent retourner dans le Sahara d'où ils étaient venus..

— Alors?

— Alors les noyaux qu'ils avaient crachés hors de leurs bouches impies poussèrent et donnèrent à notre ville cette ceinture de palmiers digne du Paradis...

— Et... les palmiers eurent le temps de grandir pendant le siège?

— On le dit, mais je ne voudrais pas mentir... répondit l'eunuque embarrassé.

Il partagea un beignet avec l'homme de Gao qui commençait à lui raconter les malheurs qui l'avaient éloigné de sa patrie et dont les traits, dilatés un instant par l'étonnement, avaient repris leur sécheresse désertique.

— Écoute-moi! dit l'eunuque pour couper court à ces histoires sans intérêt pour lui. Reste tranquille et assis dans la maison du cadi jusqu'à ce que je revienne. Mon nom est Si-Mana. Je vais parler de toi à quelqu'un qui pourra t'être utile. Tu es mon frère et je ne veux pas laisser ta tête se troubler au milieu de cet univers... Je reviens.

Sur la bonne face de Si-Mana, qu'une variole clémente avait percée de menus trous, passa un air de suffisance. Peut-être aurait-il aujourd'hui une histoire plus intéressante que d'ordinaire à raconter : un homme qui venait du pays de l'or pouvait avoir son importance. Il releva les manches de sa djellaba, en rejeta le capuchon sur ses épaules et se rendit en hâte à la maison de Djouder, caïd des fusiliers renégats; sans courir toutefois, parce qu'il n'en avait point l'habitude et qu'il eût risqué, non de perdre ses babouches, mais d'attirer l'attention des Marrakchis, étonnés de voir s'agiter un homme légèrement ventru, noir et orné à l'oreille d'un grand anneau d'esclave.

Quelques ruelles à angle droit, entre de hauts murs blancs percés de portes avares, conduisaient à la maison du caïd Djouder, dans la kasbah, près de Bab Ksiba. Lorsque Si-Mana, bien connu des serviteurs et des mokhaznis, y eut pénétré, il trouva le caïd en conversation avec Azan Ferriro, capitaine d'une compagnie de ces mousquetaires d'Europe que les sultans du Maroc entretenaient à grands frais auprès du palais et qu'ils recrutaient parmi les prisonniers que leur fournissaient les batailles contre les infidèles et les combats de piraterie. « Un

Espagnol, avait-on coutume de dire au Maghzen, est plus utile pour la manœuvre des armes à feu que cent Maures marocains. » Pour mieux s'assurer de leurs services, le Sultan forçait ces prisonniers chrétiens, sous la menace du sabre, à changer de religion. Peu de ces aventuriers avaient le goût du martyre, et, la restriction mentale aidant, ils abjuraient, — des lèvres, tout au moins. Ils sortaient de ces fêtes, où tout le peuple de Marrakech était périodiquement convié, la tête rasée, avec le titre d'*eulj* ou renégat, pour les bien distinguer des musulmans d'origine marocaine.

Assis sur la bordure en *zelliges* de la cour intérieure, les deux hommes causaient familièrement. Si-Mana s'adossa un moment contre un pilier de la galerie pour attendre la fin de leur entretien.

Il les savait liés d'une étroite amitié qui datait de la jeunesse de Djouder, du temps que Ferriro l'avait recueilli, emporté loin des montagnes de Grenade et de la révolte des Maures andalous. Au cours des années, la vie avait rapproché les deux Espagnols, comme aux jours où les corsaires marocains les avaient capturés sur mer, obligés à renier la croix et incorporés dans l'armée du sultan Ahmed el Mansour.

Si-Mana ne l'ignorait pas, et cela l'autorisait à approcher en toute tranquillité ces deux maîtres des armes à feu. D'Espagne, où le dur caprice de l'esclavage l'avait transporté, il était parti avec eux, sur une caravelle dans l'espoir de rallier les côtes de l'Afrique, pays de ses pères. Il s'était agi de renouveler l'aventure qui, au cours du siècle précédent, avait mené un seigneur vénitien, le navigateur Aloÿs de Cada Mosto, sur les rivages inconnus de l'Afrique et de s'emparer de l'or des Noirs que ce dernier avait entrevu : cet or qui remontait en Europe à travers les forêts et le désert, et dont trafiquait la ville de Tombouctou.

Si-Mana, remis en leur compagnie sous le joug de la fatalité, il avait abjuré lui aussi. Cependant, il n'était pas renégat et ne pouvait l'être, parce que, né païen, il avait été, au gré de ses maîtres maures ou espagnols, tour à tour musulman, chrétien, puis de nouveau musulman. On ne l'avait pas plus consulté au cours de ces changements de croyance que pour le mettre en cet état d'eunuque, propre à l'élever au-dessus des passions intérieures du commun des mortels, mais qui lui

valait aujourd'hui de se promener à sa guise dans la maison et les jardins du Sultan et de s'y engraisser avec les reliefs des somptueux repas. Il parlait d'égale manière le dialecte andalou et l'arabe (l'esprit des Noirs, qui ne s'encombre pas de casuistique, est apte à recueillir les sons et à les émettre) et profitait de cet avantage pour tenir ses amis au courant des intrigues, des bavardages agrémentés d'insinuations ou de réticences qui sans cesse allaient de la ville au palais et du palais à la ville, et auxquels la nuit même n'imposait pas de repos.

— Quelles nouvelles ? demanda le plus jeune des deux chefs qui était aussi le plus haut en grade.

— Des choses, caïd Djouder...

— Parle ! Que se passe-t-il en ville ?

— Bien des choses, soleil de mon jour...

— Mais quoi donc ?

— Le caïd Abdallah ben Youssef a trouvé sa femme préférée enfermée dans une chambre avec un esclave soudanais au service de ses cuisines. On dit qu'elle tournera la meule jusqu'à sa mort et que le Soudanais doit être supplicié...

— Que m'importe, Si-Mana ! N'as-tu rien de mieux à nous raconter ?

— On dit que le caïd Ouktourza a été renversé de sa mule entre Bab-el-Khémis et la Kissaria. Une charge d'olives avait été répandue par un âne épuisé et la mule a glissé dessus... On a bâtonné l'ânier et les enfants ont mangé les olives...

— C'est tout ?

— On dit aussi que le sultan El Mansour, — que Dieu le comble de bénédictions ! — s'éloigne de la couche de la favorite parce qu'il n'en a pas d'enfant...

Et comme le caïd paraissait y trouver quelque intérêt :

— La chose, ajouta aussitôt Si-Mana, est dans la main de Dieu seul qui favorise le misérable comme l'homme puissant. Mais elle fait sortir le Sultan de son caractère. On dit aussi qu'il songe toujours au Soudan : les vingt mille hommes qu'il envoya il y a six ans, et dont la plupart périrent à moitié chemin, marchent encore dans sa cervelle. Les deux cents fusils qu'il expédia par la suite à Téghaza, — cela ne vous est pas caché, — ne brûlèrent pas une seule charge de poudre. Tout cela lui échauffe le cœur...

— Nous le savons déjà, dit Azan Ferriro d'une voix lassée. Si tu n'as que ça à nous apprendre...

— Il y a autre chose, et que vous ne savez pas assez..

— Eh bien, parle.

— C'est que le Soudan est toujours plein d'or. Mon père me le disait et il ne mentait pas. Un homme vient de me le répéter.

— Quel homme?

— Il est entré hier soir dans la ville. Il arrive de Tombouctou et de Gao. Il prétend que l'or n'y finit plus...

Les yeux bleus du caïd Djouder s'agrandirent.

— Tu veux donc, s'écria-t-il, que je te fasse arracher les ongles des orteils?

— Dieu me préserve de tous les maux, dont le plus grand serait de ne plus te voir, soleil de mon jour! Mais pourquoi te fâcher ainsi?

— Ne pouvais-tu me parler de cet homme plutôt que de me raconter tes histoires de vieille femme? Où est-il? Ouktourza l'a-t-il déjà vu? Est-il allé en ville, au Maghzen?

— Ne te fâche pas, seigneur caïd. Le Soudanais ne s'est pas envolé. Il m'attend, assis dans la maison du cadi. Je puis te l'amener tout de suite...

— Je t'accompagnerai, Si-Mana.

Le soir même, le caïd Djouder ramenait chez lui le singulier voyageur qui portait encore sur ses vêtements la poussière du désert et l'odeur des empires noirs.

— Est-ce bien vrai que tu viens du Soudan? demanda-t-il après s'être enfermé avec lui et l'eunuque.

L'homme, peu rassuré, hésitait.

— Je viens du royaume des Sonrhayes, Seigneur. Téghaza est mon dernier séjour.

— Les salines?

— Oui, seigneur.

— Reste-t-il quelqu'un de nos soldats, là-bas?

L'homme hésita de nouveau :

— Des os blanchis par le soleil, dit-il enfin.

Djouder resta un moment songeur.

— Tu dis que ton pays est?

— Gao.

— Ton roi?

— L'askia Ichacq le deuxième.

— Le descendant de ceux qui refusèrent la suzeraineté du Sultan?

— Tu as dit la vérité, il est le descendant de l'askia Daoud et de l'askia El Hadj Mohammed, — plaise à Dieu qu'il leur ressemblât!

— Quel mal fait-il donc?

— Il opprime les justes, il exalte les impies et les méchants. Il ne tient compte que de l'avis des débauchés et des flatteurs. Il ne suit pas la Voie...

Djouder baissa la tête, sourit et demeura pensif. Que lui importait la vertu d'un souverain noir? Il y avait peut-être là matière à s'immiscer dans ses affaires et le moyen de s'emparer de ce fameux or du Soudan dont l'idée seule excitait le palais, la ville et la kasbah.

— Qu'est-ce qui t'a fait quitter ton pays pour venir à Marrakech?

— Je fuyais les rigueurs de mon roi, car je suis la Voie, et seulement la voie de l'Unique, qui a voulu dans sa puissance que je sois le frère utérin de l'askia Ichacq le deuxième. Mon nom est un nom connu dans le pays qui s'étend des montagnes du Hombori aux montagnes du Hoggar.

— Et après, que veux-tu faire?

— Tenter de faire rentrer mon pays dans la koubbah de l'Islam; pour cela demander appui au prince des Croyants, au très sage sultan Moulaÿ Ahmed El Mansour que l'on dit habiter l'immense cité de Marrakech-la-Rouge.

— Il n'est pas ici, dit Djouder, mais je représente ses armes.

— Que Dieu t'accorde tous les succès!

— Qu'il t'entende! murmura Si-Mana dans un soupir.

— Et l'or du Soudan, l'or de Tombouctou? Est-ce une chose vraie?

— Il ne finit plus! s'écria Ould Kirinfil.

— Très bien, dit Djouder. Maintenant il est tard et tu es un homme fatigué. Tu coucheras dans ma maison. Aucun danger ne pourra t'y menacer. Dors en paix et que Dieu t'inspire de justes résolutions durant la nuit.

Comme Ferriro rentrait, il lui dit en espagnol :

— Azan, regarde bien un homme qui vient du Soudan, qui a vu l'or de Tombouctou...

Et s'adressant à Si-Mana :

— Dis qu'on serve un repas abondant à Ould Kirinfil. Demain tu l'amèneras dans la première cour du méchouar à l'heure de l'exercice des arquebusiers.

— Qu'il couche seul et ne cause avec personne, ajouta-t-il à voix basse et en espagnol.

Et à son ami :

— Reste avec moi ce soir. J'ai à te parler...

LA NUIT DORÉE

En route vers d'autres mondes, le jour quittait l'empire du soleil Couchant. La Koutoubyia s'allégeait dans les dernières flammes du crépuscule. Les murailles de Marrakech-la-Rouge rougissaient encore en direction de Mogador; du côté de l'ombre s'infiltrait la nuit impudique. Sur les neiges de l'Atlas, des lueurs mauves glissaient lentement pour se diluer dans l'obscurité des contreforts. Et l'Atlas envoyait sur la ville de l'air frais : un air si pur qu'on eût pu suivre le trajet d'une flèche jusqu'aux étoiles, si limpide qu'un cri d'enfant eût mis en émoi l'empire du Moghreb tout entier.

La ville, après la journée chaude et turbulente, s'était tue. Elle ne dormait pas encore, elle mangeait. Dans la maison du caïd Djouder, les serviteurs finissaient d'enlever les plats qu'ils avaient servis au maître et à son invité. En chuchotant, ils se disputaient des restes de mouton aux olives.

Djouder et Ferriro entrèrent dans la chambre de repos et s'assirent sur les matelas qui servaient de sièges, contre les murs.

— Que veux-tu faire de cet homme? Le fusiller?

— Tu es fou, Azan! Fusiller un homme qui arrive de Tombouctou et qui connaît le chemin de l'or! Je crois bien que tu as perdu la tête!

Ferriro regarda profondément son compagnon.

— Et moi, je vois que tu as toujours autant d'imagination, reprit-il de cette voix courte et grave qu'ont d'habitude les hommes qui ne parlent guère en mangeant... Tes idées! Ce sont déjà tes idées qui nous ont menés ici, souviens-toi bien.

— Y es-tu tellement malheureux? N'es-tu pas aussi bien que dans les Flandres? Que pouvais-tu y ramasser? Un coup de pique, une balle de mousquet. Tu me l'as dit toi-même : les villes étaient vidées comme un boyau chez le tripier, le butin devenu rare et la solde plus rare que le butin. Alors? Tu vois bien qu'il n'était pas fou, le Sévillan qui cherchait des hommes pour l'aventure... L'or des Noirs, que nous allions conquérir, cet or existe. Mais il faut le prendre. L'idée en tourne la tête au Sultan... Et voici aujourd'hui entre nos mains un nègre soudanais qui peut nous montrer le chemin de cet or...

— On le connaît ce chemin, Djouder; le chemin où tant d'hommes ont déjà crevé!

— Quels hommes? Des Chleuhs, des Marocains à la tête brûlée, conduits par des chefs sans cervelle. Pas des hommes! Si j'avais en mains tous les renégats espagnols, je me charge de les conduire là-bas. On peut tout faire avec des Espagnols, quand ils ont un chef!... Je te dis que l'occasion attendue par nous depuis si longtemps est venue. Je le sens bien, c'est le moment de nous libérer tous du Sultan, de ses vizirs, de ses pachas et d'être nos propres maîtres.

— Toujours le même, Domingo!

— Ne m'appelle pas Domingo, Azan! Je ne suis plus Domingo depuis le jour du reniement... Mais je puis le redevenir! dit le jeune caïd d'une voix étouffée et en regardant du côté de la porte.

— Méfie-toi de la colère d'El Mansour, Djouder! Il a la corde facile et je crois bien me souvenir que la Malasombra, à Séville, te disait de se méfier des cordes...

— Pas étonnant, Azan, elle avait eu ses deux maris pendus! dit en riant le caïd.

A ce moment, et en même temps que le murmure de la ville reprenait, la voix d'un muezzin se déchaîna, aussi véhémente que s'il venait de découvrir à l'instant l'unité de Dieu et la mission de Mohammed. Ni Ferriro, ni Djouder ne s'inclinèrent. Le dos tourné à la Mecque, ils reprirent leur conversation.

— Tu as peut-être envie de quitter Marrakech, Djouder, et tu as raison. On mêle beaucoup ton nom à celui de Zouleïkha...

— Je lui dois tout de même d'être vivant. Sans elle, je serais mort de soif sur la route, quand les gens de Salé nous ont

conduits ici. Tu vois bien, Azan, ce que le destin peut réserver à une créature? La petite fille de Souk el Arba est bien devenue chérifa. Je te dis qu'à notre tour nous serons rois de l'or.

— Tu es fou, Djouder! Tu es fou, et pas encore guéri de l'aventure!

— Tu crois peut-être plus prudent d'attendre ici que le Sultan vieillisse et nous fasse couper la tête pour sa distraction; ou qu'il meure et soit remplacé par un idiot qui sera pire encore et nous brûlera comme des fagots! A moins que tu ne préfères espérer que nos parents ou le roi Philippe envoient notre rançon...

L'ancien mousquetaire de Charles-Quint haussa les épaules sans répondre. Entre les deux hommes se glissèrent les rappels des heures terribles qu'ils avaient vécues, des fantaisies cruelles et des sanglantes menaces de leurs maîtres marocains, aux jours d'affolement.

Le muezzin s'était apaisé. Le grincement des lourdes portes des quartiers avertissait que l'heure assignée au repos était venue, l'heure aussi des secrètes débauches que préparaient les modulations plaintives ou stridentes des *ribabs* et des *gumbris*.

— Ferriro, me suivrais-tu encore une fois? Pourrais-je compter sur toi?

— Tu es plus stupide que je ne le pensais, Djouder, dit le capitaine de fusiliers d'une voix plus lente et en tendant la main à son jeune ami. N'est-ce pas moi qui t'ai fait caïd en tuant notre chef Daoud, dans l'affaire de Qarakouch le rebelle?

— C'est vrai, Azan, tu es vraiment mon ami...

Les deux hommes se turent, penchés ensemble sur leurs souvenirs. Puis Djouder se leva et se promena dans la chambre. Trente ans environ. Il était petit de taille, assez mince. Mais à la lueur de la lampe à l'huile, c'était une ombre démesurée qui se déplaçait sur la muraille. Comme s'il avait pris de soudaines résolutions, il vint se rasseoir en face de son compagnon et fixa sur lui le regard de ses yeux très bleus qui, avec son poil presque blond, l'avaient fait remarquer à chaque étape de sa vie parmi les hommes bruns d'Andalousie et du Maroc. En silence, leurs deux visages s'opposaient maintenant. Celui de Djouder, plein, clair, encadré d'une barbe taillée en collier et accrochée à la chevelure rase; visage mobile qui attendait tout de la vie et semblait toujours prêt à répondre

à un appel. Les traits de Ferriro, sculptés par l'âge et les fatigues (quarante-huit ans, dont vingt-deux dans les armées espagnoles), étaient fixés par l'expérience et ne craignaient plus de surprises. De lourdes moustaches coupaient le visage, au relief accusé par la flamme rougeâtre de la lampe, très bruni et dressé sur de larges épaules, ponctué à la joue d'une protubérance grosse comme un pois chiche. La mâchoire inférieure avancée trahissait, à défaut d'imagination, un esprit assidu, tenace et soucieux du détail, et s'allongeait encore d'une barbiche grisonnante, comme il était de mode aux mousquetaires d'Empire.

Djouder considérait son ami. Combien de fois lui devait-il l'existence? Il ne le savait plus... Lorsque la mort de Charles-Quint avait ramené Ferriro à Séville, Djouder, qui était alors Domingo et qui avait quitté son village de Las Cuevas, fuyant les égorgements d'Alpujarras, avait suivi le mousquetaire à travers l'Espagne, dans certaines équipées où le point d'honneur, mal défini, se défendait toujours par des coups. Il avait fréquenté avec lui les mendiants postiches de Séville, les faux perclus de Valladolid, les coupeurs de bourses du Zocodover à Tolède ou de la Plaza Mayor à Madrid, les portefaix de Cordoue, les valets de rufians et tous les *picaros* du monde. Partout, la réalité si diverse des choses l'avait enchanté; moins toutefois que les chimères dont il entretenait Ferriro, chaque soir dans les auberges, ou le jour sur les routes... Ensemble, ils avaient suivi les chemins du monde, et ces grands chemins les avaient amenés à Marrakech.

Par une fenêtre, ouverte sur les jardins, entrait en sourdine la rumeur de la ville, dernier soubresaut avant le sommeil.

— Il est tard. Je vais me coucher, dit Ferriro en se levant. La grande fraîcheur descend de là-haut, tu comprends...

Son ombre, sur le mur, dépassait presque de la tête l'ombre de Djouder.

— Va et salue pour moi les « filles de la douceur »! dit ce dernier en souriant...

— Bonne nuit, homme vertueux!

Quand le rire et les pas de son ami se furent éloignés, le caïd Djouder sortit dans la cour. S'étant assuré que son hôte soudanais n'avait pas quitté la maison et qu'il dormait profon-

dément, il rentra, ferma la porte, puis la fenêtre de sa chambre, et se trouva seul : seul avec lui-même, avec les murs nus où pendaient des armes et qui supportaient un plafond de bois aux poutres apparentes, rehaussées à leur point d'appui de quelques enluminures.

Quel changement depuis le jour qu'il s'était vu enfermer dans les prisons du Maghzen, puis relégué aux obscurs travaux qui étaient le partage des esclaves chrétiens! A cette heure, il emplissait de son importance cette chambre, cette maison, comme il emplissait jadis son village de sa turbulence, comme il déborderait, — un jour prochain, sans doute, — sur cette ville qui dormait et qu'il n'entendait plus. Il ne pouvait en être autrement pour lui, Djouder... C'était même évident. Tout autre que lui aurait péri au cours des événements qui avaient traversé sa vie, ou du moins se serait laissé vaincre, aurait accepté la défaite, ne se serait pas relevé après chaque chute. Une orgueilleuse satisfaction le grandit à la taille de son ombre sur le mur.

Il y avait bien un trou, voire un gouffre, dans la dernière période : le reniement. Mais il écartait la vision de ce jour pénible, où la chaleur écrasait les cervelles. Il trouvait des excuses à sa défaillance dans l'impossibilité d'y soustraire sa volonté violée par ses vainqueurs, dans l'exemple des milliers de renégats qui l'avaient précédé ou accompagné, dans la tentation venue d'une femme du palais, — cette Zouleïkha, précisément, qui l'avait sauvé de la soif mortelle, quand elle n'était rien, et qui était elle-même parvenue au sommet, — dans l'espoir où il s'était réfugié de revenir un jour en arrière, de refaire ce qu'il avait défait. « Ce n'est qu'un état passager », se répétait-il les premiers temps.

Il lui était plus facile maintenant d'écarter ce souvenir. Chaque jour avait creusé le fossé entre ses anciennes croyances et son nouvel état ; chaque jour, il était devenu un peu plus Djouder, un peu moins Domingo ; chaque mois avait ramené des prières et des cérémonies, auxquelles il avait d'abord répugné, dont il s'était ensuite amusé, et qu'il avait fini par considérer comme la rançon bénigne de sa sécurité. L'Islam l'avait pris par la sensualité de ses préceptes et la quiétude de sa morale. Tout ici s'adressait à la vie extérieure, laissant Dieu et le prophète responsables des troubles profonds de l'âme. Plus de discussions

autour du libre arbitre, plus rien de cette inquiétude qui dévorait les consciences dans les pays d'Europe. Effacés aussi les tourments de l'avenir, que l'on se dérobait au moyen de quelques prières murmurées à l'ombre de la mosquée.

Djouder sort pour respirer les souffles que l'Atlas, durant la nuit, répand sur Marrakech, et qui lui rappellent ses montagnes d'Andalousie.

... Des bruits de pas et d'armes, des voix dans la rue. Sans doute, une patrouille de quartier ou l'arrestation d'un chef de bande qui s'est introduit dans les murs pour inspecter la ville et piller les riches demeures à la faveur de l'obscurité. Les minarets s'interpellent, se répondent. A leurs cris, à leurs inquiétudes, ils mêlent le nom de Celui qui réside au delà des étoiles... Jilali et sa police veillent.

Maintenant, le jeune caïd s'est de nouveau étendu, à la recherche du sommeil. Pour mieux se dégager de l'oppression, il s'arrête avec complaisance sur sa fortune actuelle et calcule les chances de l'affermir. L'or des noirs, qui l'a conduit ici, peut l'en tirer. Il a des ennemis, prêts à rechercher, — du moins il le croit, — l'occasion pour eux-mêmes : mais ces ennemis seront peut-être effrayés des difficultés qui ont anéanti les précédentes expéditions. Lui, n'en éprouve aucune peur; il a le don du commandement, de l'organisation, la science de la guerre, puisqu'il a réussi, aidé simplement par son audace et sa féconde imagination, « si Ferriro avait tué leur chef Daoud, c'est bien lui, Djouder, qui avait découvert la porte cachée de la ville, qui avait tourné la position avec quelques hommes et semé la panique dans la troupe de Qarakouch ». Toutes ses campagnes contre les rebelles ont été fructueuses; avec le butin, il s'est fait des amis : ces amis l'aideront. L'intrigue, aisément nourrie en pays musulman, lui servira; cette femme puissante paraît moins en faveur, mais elle y reviendra; elle travaillera pour lui : il suffira de lui montrer la voie. Cette même femme, qui l'avait remarqué, il la délivrera aussi; il lui donnera l'or du Soudan, cet or auquel pensent sans trêve El Mansour, la ville, le Moghreb, — tout l'or des noirs. Et elle sera à lui... Pourquoi pas? N'est-ce pas ainsi que s'achevaient les romans de chevalerie, qu'il écoutait naguère dans les veillées d'Andalousie? N'est-ce pas de la sorte qu'Amadis finissait par épouser Oriane? Les noms de Galaor, de la fée

Urgande, lui reviennent en mémoire, aussi familiers que le nom prestigieux de Ruy Diaz de Bivar. Les prodiges de ces chevaliers patients et gigantesques, il est capable de les renouveler... De quoi n'est-on pas capable quand on possède l'or, l'or en poudre, l'or en boucles, des bijoux d'or, des sacs d'or, des monceaux d'or, qui font trembler les mains et pervertissent les yeux, l'or de Tombouctou, de cette ville fameuse qui fut le plus puissant marché du métal jaune aux siècles précédents ?

La mèche de la petite lampe à huile charbonne. La lumière et l'ombre se confondent. A travers le demi-sommeil qui engourdit les sens, l'imagination du jeune Domingo, ainsi préparée en Espagne, a trouvé ici un somptueux refuge et s'y est déchaînée.

... Avant de mourir dans la nuit, les idées que venait de réveiller l'homme noir arrivé du Sud, vivent dans la tête de Djouder une vie désordonnée.

LA LETTRE AU SULTAN

Le caïd Djouder avait pensé vrai : rien n'était plus propre à exciter l'admiration d'un homme venu en droite ligne des confins des empires noirs que la belle ordonnance des arquebusiers, fusiliers et canonniers de l'armée du Sultan, tous anciens captifs, renégats pour la plupart. Une section, justement, évoluait sous la surveillance d'Azan Ferriro. Quand parut Ould Kirinfil, escorté de deux esclaves de la maison de Djouder, et qu'il fut appelé à s'approcher des soldats, une rumeur passa dans les rangs, suivie de rires. Mais le Noir ne comprit pas : les renégats, entre eux, ne parlaient que la langue espagnole, dernier lien qui les rattachait à la patrie perdue ; il prit la chose pour une ovation et n'en fut pas trop surpris.

Mais où cela tourna en frayeur, ce fut lorsque, ayant chargé leurs armes, arquebuses, mousquets et escopettes, en décomposant les mouvements comme il doit se faire dans une troupe bien commandée, et appuyé ces armes sur une fourche en fer plantée droit devant eux, tous ces hommes allumèrent en même temps et au son d'un commandement, le pulvérin contenu dans le bassinet. Il se produisit sur toute la ligne une détonation d'une telle force, qu'Ould Kirinfil en fut d'abord assourdi

et n'eut pas le temps de réfléchir aux contingences. Il pensa qu'il venait d'assister à une scène de la grande rencontre des humains avec Dieu au jugement dernier, telle que l'avait décrite Mohammed el Bani, le jurisconsulte célèbre de Gao. En dernier lieu, il s'en tint à l'horreur des ouragans qui s'abattent durant les mois de pluie sur les pays qui bordent la Grande Rivière.

Ensuite, aux fins de démontrer à son hôte, frère de l'empereur des Sonrhayes de Gao, que tout ce bruit produisait quelque efficacité, un lieutenant amena un prisonnier, condamné à mort par le tribunal, et le fit tenir debout, appuyé à un mur. Cela fait, le lieutenant se mit à une telle distance qu'il n'aurait pu, sans grand peine, s'entretenir avec l'homme. Ayant dirigé son arme vers le condamné, il alluma le pulvérin. Quand la fumée se dissipa, l'homme s'était écroulé. Ould Kirinfil, qui s'était approché, put alors voir la poitrine défoncée comme une calebasse piétinée par un cheval rétif.

Son effarement et son admiration ne s'étaient pas encore dissipés, qu'il fut rejoint dans la maison de Djouder par le caïd lui-même.

— En vérité, lui dit-il, votre ville est l'étonnement du voyageur. Je ne puis parler du pouvoir de vos armes, il me dépasse.

— Votre roi, insinua Djouder, doit sans doute en posséder de pareilles et des fusiliers égaux à ceux que tu as vus ce matin ?

— Dieu, dans sa générosité, répondit le Noir, a donné à notre Askia, — que l'Unique le ramène au plus vite dans la bonne voie, — des troupeaux et des esclaves qu'on ne peut compter, de l'or que l'on ne saurait peser (dont un trésor caché que je pourrais remettre entre tes mains), des greniers de mil impossibles à mesurer, des maisons capables d'abriter un peuple... Mais il n'a donné à ses guerriers que des javelots et des lances, des arcs et des flèches, et aussi le courage. Mais que peut le courage du lion lui-même contre vos armes de l'enfer ?

— Tu n'as vu que peu de chose, répondit à dessein Djouder. Crois-tu qu'avec ces armes on puisse prendre le Sonrhaye ?

— Sans fatigue...

— Et le chemin ?

— Long.

— Combien?

— J'ai mis près de deux lunes.

— Seul?

— En suivant deux caravanes. Je fis d'abord le chemin de Gao à Tombouctou. J'y ai ajouté celui de Tombouctou à Araouan et celui d'Araouan à Téghaza, où je fus enfermé par les ordres de mon frère.

— Et après?

— Des salines de Téghaza, d'où je me suis échappé par la clémence de l'Unique, jusqu'aux montagnes, j'ai marché à en mourir, avec une autre caravane, pendant près d'une lune. De Lectaoua, sur l'Oued Draa, jusqu'ici, la bénédiction de Dieu était sur nous : l'eau se montrait de toutes parts, fraîche et claire...

— Et maintenant, que penses-tu demander à notre maître?

— De prendre dans sa main notre pays merveilleux, d'y imposer sa loi et d'en chasser mon frère l'Askia. Mes semblables sont tombés dans un tel état de bassesse et de servitude que ce sera pour vous une œuvre facile et pour eux un bienfait de Dieu. Laisse-moi parler à votre sultan, je le convaincrai.

— Il n'est pas ici, mais à Fez où il vient de réprimer une révolte des notables et des chérifs. Il les a châtiés et leur a fait crever les yeux, ce qu'un grand nombre d'entre eux n'a pu supporter.

— Nous appartenons à Dieu, murmura Ould Kirinfil, et c'est à lui que nous retournons !

— Qu'il nous préserve d'un pareil sort ! ajouta Si-Mana.

— Que dois-je faire pendant ce temps ? demanda Ould Kirinfil.

— La plume doit dire ce qui est impossible à la langue. Aller à Fez est dangereux pour tout autre qu'une force armée. Tu écriras à El Mansour et je ferai porter la lettre.

— Selon ton désir, Seigneur des armes !

— Ce sera une chose juste et vraie.

Le *fqih* attaché à la personne de Djouder venait de s'asseoir sur un des coussins de laine qui entouraient la pièce. Avec des précautions minutieuses, il débouchait la petite jarre vernissée qui lui servait d'encrier, taillait le roseau qui devait

tracer les belles phrases destinées au Sultan magnifique, au Prince des croyants, au Victorieux. Le parchemin qui fut employé avait été choisi avec soin dans les deux cents boutiques de la Koutoubyia, la mosquée des libraires, et le Soudanais minutieusement interrogé. Le fqih absorba deux tasses de menthe, et ce fut enfin un soulagement pour chacun, pour Djouder qui bâtissait des projets ambitieux, pour Azan Ferriro qui entrevoyait une nouvelle aventure, pour Kirinfil qui savourait déjà sa vengeance, et pour Si-Mana qui avait hâte d'aller à la cuisine manger d'un plat de mouton aux cardons dont il avait appris merveille, quand le savant et précieux écrivain commença ainsi sa lettre :

Dieu est unique et Mohammed est Son envoyé. Au très grand et très miséricordieux calife de l'Islam, Moulaÿ Ahmed el Mansour...

Le scribe se redressa, respira et continua d'écrire d'un seul trait, comme s'il transcrivait une formule. On n'entendait plus que le crissement des becs du roseau qui, de droite à gauche, figurait les histoires du Soudan, et le chant d'une bouilloire posée sur le feu de braises. Ayant terminé, le scribe reprenait à haute voix la fin de la lettre :

Ceci n'a pas été écrit par Ould Kirinfil, ton très humble esclave, simple poussière de tes babouches, pour faire de l'effet ni pour se donner de l'importance, mais simplement parce qu'il a vu avec son œil la répugnance qu'éprouve le royaume de Gao à suivre un prince dissolu et contempteur des croyances.

... Pour mieux écouter, les quatre auditeurs, accroupis, penchaient la tête comme les condamnés à la décollation au moment du supplice.

LE PACHA DJOUDER

Pour éloigner de Marrakech Ould Kirinfil, Djouder lui ordonna :

— Précède-moi à Lectaoua, derrière les montagnes, à la porte du Sahara. Ici, des dangers pourraient t'atteindre. Si tu es sûr de devenir mon lieutenant et prince de ton pays, les ennemis de l'expédition qui habitent cette ville, — et ils sont nombreux comme les mouches en été, — ne manqueraient pas de te souhaiter des malheurs que tu ne peux concevoir.

— Je ferai selon ton désir, patron des armes bruyantes et terribles.

A la même époque, on apprit qu'au reçu des nouvelles du Soudan, El Mansour venait d'envoyer un courrier rapide à Gao pour sommer le roi des Sonrhayes de faire acte de vassal en payant le tribut d'un *mitzqual* d'or (1) par barre de sel sortie des usines de Teghaza. Il espérait que l'intimidation suffirait envers un prince que l'on disait si faible.

Cela ne faisait pas l'affaire de Djouder. Que lui importait, en effet, que le roi de Gao fît sa soumission, puisqu'il n'en profiterait pas? Seule la maîtrise de l'or pouvait le libérer, lui donner le pouvoir. Sans retard il s'en ouvrit à Ferriro. Il en parla secrètement au caïd Jilali, homme bouffi, blafard et souriant, chargé de la police de Marrakech, et dont il avait fait son ami.

Une équipe d'hommes sûrs partit aussitôt vers les confins du désert, de l'autre côté de l'Atlas, sous prétexte d'aller « prendre langue » auprès d'un marabout célèbre de la zaouïa des Naciri, — asile de science et de piété.

A Marrakech, des mots, étonnants et discrets, tombés çà et là dans les gargotes et les boutiques de perruquiers, avaient ouvert l'oreille des renégats.

— Par faveur! Ferriro, répétait Djouder, travaille encore l'esprit des *bachouds* et des soldats. Dis-leur bien que je suis l'homme qui peut les mener à la conquête de l'or. Comme ils n'attendent plus leur rançon du roi Philippe, je suis certain qu'ils comprendront tout ce que cela veut dire pour eux...

Les renégats, — Djouder le savait bien, — étaient faciles à émouvoir. Leur situation instable et précaire les rendait accessibles au mirage de la richesse et de la liberté. Le jeune caïd savait aussi que la plupart d'entre eux avaient, en changeant de religion, continué le cours de leurs aventures et poursuivi dans le camp adverse la chance qu'ils n'avaient pas rencontrée chez eux. Parler de l'or aux renégats, d'un or possible, qu'un homme connu pour sa ruse pouvait mettre entre leurs mains, c'était réveiller chez ces Espagnols la folie qui possédait

(1) Mesure d'or d'environ quatre grammes.

l'Espagne depuis plus d'un siècle, depuis qu'un formidable aventurier avait découvert un nouveau monde, — tout doré.

« *El oro!* » : ce mot devint vite le grand sujet des conversations dans la Kasbah, dans les casernes qui avoisinent le Méchouar, en attendant de devenir le cri de ralliement autour d'un chef heureux et qui sait partager le butin.

Il restait le palais et la ville. L'intrigue y était reine. Tout le monde intrigue dans l'empire du Moghreb : le fqih et le négociant, le teinturier et l'ouléma, le cordonnier, le tanneur, le marabout, le cadi et jusqu'au marchand d'eau qui n'omet pas de multiplier les démarches et les prières en vue d'une fontaine préférée. Djouder fit, une fois de plus, le compte de ses amis et de ses ennemis : le pacha qui lui avait donné son premier commandement touchait un tiers de plus du butin et de l'impôt que des autres chefs d'armée ; l'amîne du palais avait à plusieurs reprises reçu des chevaux, des sacs d'orge et de blé ; les vizirs et le cadi étaient comblés ; plusieurs chérifs avaient vu de l'argent rentrer dans leur maison ; les jardins du caïd Jilali s'étaient agrandis, le nombre de ses esclaves avait augmenté ; les mendiants de la ville eux-mêmes, âpres et bavards, avaient mangé à leur faim ; et une certaine vieille *harifa*, Aïcha bent Ismaïl, attachée à la personne de la favorite Zouleïkha, avait reçu en présent un bracelet d'or auquel s'étaient ajoutés des étoffes de soie et des doublons d'Espagne. En dépit de ces largesses, le trésor du sultan encaissait des sommes inaccoutumées.

Mais, dans l'autre camp, des caïds marocains se montraient jaloux de voir un *eulj*, un renégat étranger, monter en faveur et en gloire : Mahmoud Zergoun, désireux de devenir pacha ; Ouktourza, qui recherchait l'amitié de Mahmoud et suivait sa trace ; et tant d'autres, qui se croyaient des pôles de science militaire. A eux se joignaient des oulémas disputeurs et inquiets, des poètes enfin qui répugnaient à changer le sujet de leurs louanges.

Quant au Sultan, préoccupé d'achever la construction de la Bedïa, — le plus merveilleux palais du monde, — il suffirait peut-être de lui suggérer le nom d'un chef pour qu'il donnât son assentiment.

Pendant les deux mois suivants, un bruit étrange courut sur le désert : « A l'occasion d'un voyage de Fez à Marrakech, le sultan Moulaÿ Ahmed el Mansour, son armée et sa suite, avaient été pris, disait-on, dans une tourmente de neige envoyée à dessein par le Tout-Puissant, — qui nous connaît tous et sait mesurer la valeur de nos actions. Le Sultan avait failli périr en route ; tous ceux qui l'accompagnaient avaient perdu les mains et les pieds par la rigueur du froid. »

On ajoutait encore que les murs des villes marocaines s'écroulaient, que le sang des croyants se répandait partout et que ceux qui échappaient au poignard ou à l'épée mouraient de la famine ou de la peste. On racontait aussi une foule d'histoires semblables qui, portées par le vent du nord, venaient s'échouer dans le palais de l'askia de Gao et gonflaient le cœur des Sonrhayes.

A la même époque, ceux des voisins du caïd Djouder qui sortaient de grand matin, purent constater les fréquentes allées et venues de l'eunuque Si-Mana et du caïd Jilali. Cependant que la favorite Zouleïkha, délaissée par le sultan El Mansour, assurait-on, n'admettait plus auprès d'elle pour la consoler que sa vieille harifa fidèle et la femme de ce même caïd Jilali...

Toutefois, comme la mesure ordinaire des bavardages et des conciliabules n'était point dépassée, cela n'empêchait pas le Moghreb de suivre tranquillement son chemin d'empire où chacun, comme ailleurs, se croyait le centre de l'univers...

Comme le printemps réchauffait le pays et se répandait en feuilles nouvelles et en fleurs, les gardiens de Bab Ahmar virent arriver devant leur porte un groupe de cavaliers voilés.

— Pour le noble sultan El Mansour, criaient ces hommes sombres, nous apportons les paroles de l'askia de Gao !

Ils étaient peu nombreux et parlaient hautement de deux souverains à la fois. Les portiers ouvrirent le lourd vantail de cèdre clouté de cabochons de cuivre et les laissèrent pénétrer sous les deux voûtes disposées en chicanes.

... Dans la même journée, le palais connut la fureur d'un sultan issu de la famille du Prophète, et dont le naturel était enclin à la violence. Les caïds furent convoqués, ainsi que les vizirs et les pachas, et l'on sut dans la soirée que l'askia Ichacq, le deuxième du nom, roi des Sonrhayes de Gao, non seulement

refusait d'abandonner les salines de Téghaza et de se soumettre au Sultan, mais que sa réponse était un tissu d'injures dignes d'un ânier porteur d'olives et de pierre à chaux. Pis encore, ce nègre « sorti de l'enfer par une porte souterraine et puante de soufre » avait joint à sa lettre une paire d'épées, une paire de javelots et une paire d'entraves pour prisonniers. Une rumeur avait approuvé le geste du Sultan, quand il avait jeté à terre la lettre et les javelots. Seul le Grand Vizir s'était levé et avait dit : « Dieu est unique, Mohammed est son Prophète, El Mansour est le seul Émir des croyants! » Tous les assistants avaient répété la formule en se passant de main en main les armes ennemies. Mais quand elles étaient arrivées à Djouder, il les avait gardées quelque temps par devers lui. Puis, dans le silence qui s'était fait, les élevant au-dessus de sa tête : « Un seul de mes mousquets, s'était-il écrié, est capable de briser cet impudent!... »

Très tard dans la nuit, la ville entière commenta ces événements, depuis les demeures des puissants jusqu'aux *fondouks* où les montagnards des environs, soumis à l'autorité du Sultan, viennent apporter les produits de leur sol et de leurs vergers, remiser leurs bêtes et goûter les plaisirs ignorés de la campagne mais que cette ville, au visage équivoque et changeant, leur dispense la nuit sans compter.

Le lendemain, pour se reposer de sa colère, le Sultan fit savoir qu'il visiterait son harem. Cette promenade constituait le délassement favori d'El Mansour qui, pour ambitieux qu'il fût, sacrifiait volontiers à la volupté. A côté des quatre ou des dix épouses, — qu'Allah pardonne à celui qui cite ces chiffres longuement discutés par les fqihs et les oulémas et dont l'un, sans doute, contient l'erreur, — vivaient quelques centaines de servantes de lit, prises pour une grande partie dans les femmes noires que les razzias du Soudan amenaient sur les marchés du Maroc. Tout ce peuple féminin glissait dans les couloirs dessinés en chicanes, se répandait suivant l'heure du jour et l'humeur du temps dans les vastes patios dallés de marbre et de zelliges aux tons verts doux, à travers les jardins et les vergers que la munificence du Sultan entretenait pour la joie des yeux et la fraîcheur du corps.

Midi. Maître du ciel, le soleil pèse de tout son poids sur la

ville. Au harem, chacune des femmes, entourée d'esclaves, se prépare pour offrir à la vue du Sultan le plus grand nombre de charmes et les plus subtils. De là, des appels précipités, des piétinements, des remontrances et des colères.

Seule, Zouleïkha, la petite sultane, paraît insensible, hors de cette agitation. Assise à l'écart, sur le bord d'un bassin, avec une baguette d'ivoire elle taquine un insecte tombé à l'eau. Elle le pêche, le laisse respirer et le replonge tour à tour. Elle est jeune. Ses yeux noirs envahissent son visage d'or mat : elle a les plus grands yeux noirs de l'Empire. Un foulard de soie éclatante entoure ses cheveux. Son nez est droit, ses lèvres alourdies de volupté.

Cependant, elle paraît triste et baisse la tête. Les femmes du harem s'en aperçoivent. Certaines y sont indifférentes ; chacune poursuit son but et sa chimère pour son propre compte. Ses rivales se réjouissent : « l'affliction de Zouleïkha vient de son délaissement », disent-elles. D'autres, qui espèrent le retour du Sultan dans la couche de la favorite, lui offrent des gâteaux au miel et aux amandes. Auprès d'elle, sa harifa s'empresse, trébuchant sur ses vieilles jambes. Elle se hâte comme les vieilles personnes dont l'argent est devenu le seul plaisir. Et de qui aurait-elle de l'argent, sinon de la favorite? Dans un harem, même celui du Sultan, il faut choisir à qui plaire. Le Maître reste ou meurt, mais ne fait aucun cadeau à une harifa qui ne compte pas, qui est ignorée. Le Maître ne connaît que l'amîne du palais qui ordonne les êtres et les choses. L'amîne garde tout le profit et fait travailler esclaves et harifas. Qui donnerait des bijoux et des étoffes de prix à la harifa, sinon la favorite?

L'heure est arrivée. Dans la grande cour des trois vasques, les femmes attendent la venue du Seigneur. Des négresses toutes nues se plongent dans les bassins et, ruisselantes, offrent le galbe de leur corps luisant aux feux de la lumière. Zouleïkha maintenant paraît songer, les yeux dans le vide. Elle n'entend pas le chant qui s'élève à l'entrée du Sultan :

« Louange à Dieu, louange à l'Unique en souveraineté, en puissance, en gloire, en domination, en violence, en bonté, en clémence, qui a transmis son autorité au chérif Moulay Ahmed El Mansour, en sorte que c'est auprès de lui que l'opprimé trouve un refuge. Lui seul réalise nos demandes et comble nos désirs ! »

« Dieu a fait de notre maître son ombre sur la terre, reprend le chœur des eunuques. Ses hautes vertus brillent d'un éclat que rien ne peut voiler ! »

« Il est la gloire de nos jours, la consolation de nos nuits. Quand il voyage, nos yeux pleurent ! » termine le groupe des femmes.

Cependant, Zouleïkha demeure immobile et silencieuse quand El Mansour arrive près d'elle. L'esclave qui l'éventait se prosterne. Habillé comme le plus simple de ses sujets, tout de lainage blanc, le Sultan a belle prestance. Sa haute taille le désigne à l'admiration, et sur son visage, légèrement coloré, règne cet air de hauteur et de détachement qu'adoptent volontiers les hommes habitués à voir leurs semblables s'incliner devant eux.

— Qu'y a-t-il ? demande l'amîne. Es-tu malade, Zouleïkha, que tu ne vois point le Maître ?

— Je pense au rêve que j'ai fait cette nuit, dit enfin la jeune femme, comme si elle venait à l'instant de se réveiller.

La gloire écrase El Mansour et lui enlève la saveur de toute chose ; l'empire de l'or pourrait seul vaincre son accoutumance des honneurs ; il ne cesse d'y penser. Mais, pas plus que ses sujets, il n'échappe à la curiosité des choses révélées durant le sommeil.

— Quel rêve ? demande-t-il.

— Un rêve, répète Zouleïkha, nonchalante. Mais dois-je faire part de mes songes au Chérif éminent, à la montagne de science aussi étincelante que le djebel Likoumt, et à qui Dieu a donné une parure qui n'est pas simplement le reflet du ciel dans l'eau d'un bassin ?

— Parle, Zouleïkha ! insiste El Mansour.

— Dieu t'a comblé, puissant seigneur, essence des Fatimites ; il t'a comblé de faveurs et de bienfaits, et il t'en accordera encore jusqu'au jour de ta rencontre avec lui. J'ai rêvé que tu étais assis sur un trône d'or massif et que les rois venaient se ranger autour de toi comme les perles d'un collier autour du cou de ta préférée. Parmi ces perles, la plus belle était une perle noire, car le roi du Soudan lui-même, qui méprise ta puissance, se prosternait devant toi, après s'être cru protégé par l'aridité et la désolation du Sahara...

Zouleïkha se courbe.

— Parle encore! supplie El Mansour. Qu'as-tu vu en rêve?

— O maître vénéré, puissant khalife du Prophète! Il y a eu des victorieux qui t'ont précédé, dont le plus grand fut l'Almovaride. Il a eu pour domaine la terre d'Espagne, mais toi...

— Et bien, parle! parle vite!

— Toi, mon maître, mon sultan, tu seras El Mansour Ed Déhébi « le Doré » jusqu'à la fin des générations! Et je te voyais dans le plus fastueux palais que les yeux des fils d'Adam aient vu sortir de terre sous le regard d'Allah.

— Lui seul est grand et sait ce que nous sommes, d'où nous venons et où nous allons, conclut l'amîne qui écoutait près du Sultan.

— Est-ce tout? questionne El Mansour.

— Il y a bien autre chose... Mais ton esclave pourrait-elle te donner une idée qui ne soit déjà dans ton esprit? Éloigne de toi ces étrangers qui portent tes armes, mais qui pourraient devenir un jour des ferments d'insurrection... Souviens-toi du complot des poudres que les chrétiens avaient monté... J'ai dit, lumière de ma vie.

Et la sultane baisse la tête.

... D'un signe discret, El Mansour la désignait au chef des eunuques.

Le soir même, les marieuses et les juives, marchandes d'étoffes et de bijoux, colportèrent le songe de la sultane Zouleïkha et le surnom de « Doré » qu'elle avait donné au Prince des Croyants, le glorieux El Mansour.

Quand Djouder, averti par la rumeur de la ville, apprit de Si-Mana les détails de l'événement, il eut la sensation que procure un succès trop rapide. La destinée ne lui tendait-elle pas un piège? Quels retours lui réservait-elle? L'hésitation fut de courte durée. Djouder mesura d'un coup d'œil le chemin parcouru, reconnut vite les faveurs que le destin lui renouvelait après chaque traverse, et qu'il acceptait aujourd'hui comme les promesses d'une réussite qui lui était due. « Il n'arrivait que ce qu'il avait prévu, du moins entrevu. » Depuis l'âge de vingt ans, guidé par Ferriro plus soucieux de réalités que de fictions, il avait mis à leur vraie place les magiciens et les enchanteurs, les fées, les dragons et les nains des contes qui tenaient grands ouverts, à la veillée, ses yeux d'enfant; mais les monceaux

d'or, les trésors rutilants, restaient toujours à la portée de son imagination fastueuse. Il attendait depuis longtemps l'occasion, et voici que l'occasion s'offrait, mûrissait avec une hâte presque inquiétante.

Sans arrêt, il mit Ferriro et ses amis à contribution. Plus que jamais, ceux-ci furent persuadés de la richesse qui les attendait. Leur émotion croissait, d'ailleurs, avec celle de la ville. On ne secoue pas en vain aux yeux du populaire et des puissants l'image perverse de l'or. Dans les rues, les âniers, les portefaix et les mendiants, tout comme les marchands assis dans leurs échoppes, parlèrent déjà d'une expédition destinée à la conquête de l'or. Le menu peuple et les juifs du Mellah en calculèrent avec ardeur les possibilités. Il en fut discuté à perte de souffle dans les écoles; les oulémas des mosquées de Sidi-ben-Sliman, de la Koutoubyia et de Youssef-ben-Tachfine, émirent à ce sujet des projets divergents. Les fqihs remuèrent le grain dans leur moulin à savoir. L'un d'entre eux, poursuivant son idée, put à loisir questionner ses confrères pour leur faire dire si mâcher un brin de laine ou avaler sa salive un jour de jeûne était un péché; un autre eut beau apporter de nouvelles raisons capables de prouver que la prière d'une demi-journée à la mosquée est nulle si à la fin on découvre sur soi un pou femelle : personne ne les écouta.

Il y eut bien quelques hommes, dans la rue, pour rappeler prudemment les malheurs des précédentes colonnes envoyées aux salines de Teghaza; mais on balaya des conversations leurs avertissements saugrenus. « Déheb ! Ed Dehebi ! L'or ! Le Doré ! » Ces mots revenaient dans toutes les bouches. Au palais, les esprits, pour être plus politiques et, de ce fait, moins communicatifs, travaillaient néanmoins à perte de sommeil.

Quant aux ennemis de Djouder, exploitant le désir d'El Mansour, — maintes fois contrarié, toujours vivace, — ils suggéraient de confier l'expédition aux renégats, dans le secret espoir de les voir périr dans le désert. Mais cela échappait à Djouder : seuls, en effet, les hommes trop intelligents croient que l'adversaire connaît aussi bien qu'eux-mêmes leurs propres pensées et forme les mêmes projets, — ce qui paralyse leur effort. Opiniâtre, il exerçait son imagination sur les choses, sur les faits à accomplir, et non sur les intelligences d'en face.

L'ÉTAT des esprits en était à ce point, lorsqu'aux premières chaleurs d'avril le glorieux sultan de Marrakech réunit le conseil des notables. A vrai dire, il se serait bien passé de leurs avis; mais, comme une telle expédition ne s'organise pas sans argent, il était prudent de les consulter puisque c'était à leur bourse et au trésor des mosquées qu'il ferait appel, ainsi qu'à leur autorité morale pour atteindre le vulgaire qui compose la foule des contribuables.

Ceux qui s'opposaient à tout mouvement nouveau capable de changer l'ordre des choses présentèrent des objections, jusqu'au moment où le sultan El Mansour se leva lui-même pour parler. Il parla longuement, non pour convaincre, — sa décision était prise, — mais pour obéir à la coutume.

— Dieu bénisse El Mansour Ed Déhebi et lui assure la victoire sur le roi de Gao et sur tous ses ennemis! s'écria un vizir quand il eut terminé.

A ce signe d'acquiescement, le Sultan répondit par une inclinaison de tête.

— Dieu protège El Mansour le Doré! répéta l'assistance.

Le maître éleva la main :

— Qui peut dire celui que je dois destiner au commandement de cette armée?

Comme personne ne se hâtait de répondre, le caïd Jilali se leva :

— O Sultan glorieux! s'écria-t-il, n'est-ce pas un des chefs de ta mousqueterie qui doit porter tes étendards hachémites? Il le faut jeune et entreprenant, ferme comme une lame de koummya, fertile en projets et en ruses comme un vieillard, dévoué à ta cause... Dans les circonstances graves, ne fais appel qu'à l'homme énergique, à celui qui peut dire en présence du péril : « Me voici... » Et celui-là, c'est le caïd Djouder.

— Le pacha Djouder! rectifia El Mansour.

ON PRÉPARE LA GUERRE DU SOUDAN

LA décision du Sultan, en fixant le cours des événements, en accélérant leur cadence, ne pouvait manquer de réagir fortement sur tous ceux qu'elle touchait. Djouder, devenu pacha, se voit obligé de prendre au sérieux la brusque réalisation de ses ambitieux projets : le moyen de reculer, lorsque tout le

camp des renégats s'est mis en fête? Ferriro, que des liens fragiles attachent seuls à la rouge cité de Marrakech, est devenu le lieutenant général de Djouder et s'est mis aussitôt à préparer l'expédition. « Le mois d'octobre, ont dit les sages et les caravaniers, est propice au départ d'une troupe qui doit traverser le Sahara. » Il rapporte à Djouder la frénésie des renégats. L'or, plus que jamais, a brillé aux yeux de ces hommes. Pour un grand nombre, il est le seul moyen de se libérer; à d'autres, il doit procurer les plaisirs dont ils sont insatiables. Le désir de l'or efface même les obstacles : la mer de sable est difficile à traverser, mais moins qu'on ne le croit communément, puisque de simples courriers la sillonnent sans cesse à la bonne époque. On oublie aisément que les conditions diffèrent entre une randonnée de quelques chameliers isolés et la marche d'une armée, et l'on prétend qu'après l'épreuve, on trouvera devant soi des gens médiocrement équipés de gourdins et de javelots, on cueillera un empire immense où le voyageur séjourne avec plaisir et trouve toutes choses en abondance, sans en découvrir les limites. « C'est, disait-on de toutes parts, le rendez-vous des peuples, le jardin de l'univers arrosé d'un fleuve célèbre, le Nil lui-même, qui fait pousser les fruits et les céréales en abondance. Les femmes y sont belles et nombreuses... » Nul n'a manqué d'amplifier les dires d'Ould-Kirinfil au sujet des esclaves et des trésors cachés, des peuples asservis de la Guinée qui apportent l'or. « *El oro! El oro!* » est devenu le cri des renégats espagnols.

Djouder écoute ces rapports. Il a mis le destin en marche; à cette heure, le destin l'entraîne à sa suite. Si-Mana, qui s'agite, répète à son maître les dires de la vieille harifa. L'eunuque sent que sa situation grossit, entre une chérifa revenue en faveur et un homme en pleine ascension. Les histoires qu'il connaît sont innombrables : on ne se cache pas devant lui, et Aïcha bent Ismaïl est bavarde. Djouder apprend ainsi la joie de la petite sultane, l'effervescence de son ambition, fille de la puérile gloriole du harem : « Elle se fait raconter sans arrêt, dit Si-Mana, les histoires merveilleuses du pêcheur Djouder, des *Mille et une nuits*. » Cela gonfle le cœur et hausse le cerveau du jeune pacha. Ce qu'il ne sait pas, c'est que la jeune femme se prend au jeu par persuasion : cet homme, cet étranger, qu'elle a sauvé un jour de la soif

mortelle, lui a porté bonheur; il a une influence heureuse sur sa vie; cela ressort clairement des consultations de Zorah la devineresse, des songes de la vieille Aïcha, aussi bien que des rêveries disparates qui peuplent les heures incertaines du harem. Pour elle, il devient plus digne d'intérêt depuis qu'il va conquérir l'empire des esclaves et de l'or. Son départ lui fait gagner la partie à coup sûr : s'il réussit, — tout est dans la main de Dieu, — elle peut devenir sultane sans concurrentes; s'il échoue, — Dieu seul sait comment aurait été ce qui eût pu être, — elle se reposera dans la nonchalante sérénité qui est la marque des faveurs du ciel... Il n'arrive que ce qui est écrit...

La nouvelle d'une expédition prochaine n'affecta pas seulement le palais, les troupes cantonnées au Méchouar et spécialement les arquebusiers du Sultan. La foule et toutes les classes de la ville s'en émurent avant même la proclamation du décret. Mais cela ne s'arrêta ni aux paroles ailées que prononcent avec plaisir les lèvres dédaigneuses des savants, ni aux insultes et aux mots grossiers qui sortent du gosier rugueux de la plèbe marocaine. Le vent de la discussion souffla sur Marrakech. Les faibles se disputèrent, en vinrent à porter leurs controverses devant les puissants qui, à leur tour, les interrogèrent. A l'appui de leur ignorance ou de leurs hâbleries, ils ne manquaient pas d'invoquer le nom de l'Unique, — lui seul sait toutes choses!

L'armée du Soudan fut à son insu l'occasion d'un mouvement inusité dans le monde du négoce et du commerce. Les poètes n'en furent pas la seule cause. Chacun d'eux, à l'envi, composa par avance des *basît* et des *tawil* où il ne célébrait encore que les mérites personnels des héros; mais cela disposa les esprits aux exagérations propagées par les hommes les plus respectés pour leur vertu et pour leur science. On raconta les prédictions d'Abou Bekr el Arabi, les calculs téméraires d'Ali ben Atya, les sous-entendus plus dangereux encore de Mohammed Aboul Khasim. Tout cela mit au jour des histoires énormes. On sut les projets de Djouder avant qu'il les eût conçus. Les Almoravides et les Almohades furent de petits aventuriers; les Mérinides, des souverains rétrécis dont l'histoire servirait tout au plus de préambule à cette magnifique guerre

montée par le Victorieux, El Mansour, le plus glorieux des Sultans. Il y eut des hommes absolument étrangers au métier des armes qui échafaudèrent des plans dont un, entre autres, eut aussitôt les faveurs du public marrakchi : « Il s'agissait, afin de permettre la liaison du sultan avec Djouder et les villes célèbres et pourries d'or de Gao et de Tombouctou, d'établir une ligne ininterrompue de soldats entre le Soudan et le Maroc. » Cela, paraît-il, simplifiait la tactique et assurait la victoire aux étendards d'El Mansour. Un chérif, venu du Drââ, tout confit de savoir et façonné d'embonpoint, recruta une foule de nouveaux disciples pour avoir proposé, afin d'augmenter sans retard le nombre des renégats, d'éviter la circoncision aux chrétiens que l'on capturerait avant le départ de l'armée.

Ce fut le coup de pioche dans un nid de fourmis. Le Mellah connut un tourment plus fort qu'à l'occasion d'une altération de la Thora. Les souks marocains et les ateliers s'emplirent d'une effervescence pareille à celle du chaudron d'un gargotier endormi devant son brasier. Exalté par les chiffres des précédentes expéditions ou par ceux plus magnifiques encore qui se colportaient de toutes parts, chaque artisan, chaque commerçant, chaque boutiquier, déterra les pièces de monnaie amassées péniblement et gardées avec soin, et, sans rien dire, acheta toute la marchandise disponible. Les lainiers parcoururent la campagne et donnèrent à filer de la laine à burnous et à djellabas. Les tisserands haussèrent leurs prix. Les teinturiers mirent en resserre la garance, l'indigo et l'écorce de grenade. Les selliers achetèrent des tissus de poil de chameau et des cuirs de chèvre pour un nombre incalculable de selles et de bâts. Ce que voyant, les tanneurs devinrent exigeants et les maîtres de tanneries empestèrent la ville avec leurs amas de peaux qu'on ne prenait plus le temps de sécher avec soin.

L'arrogance pénétra chez les boutiquiers du Souk el Khzel. Le prix de leurs fils et de leurs tissus augmenta de jour en jour. Les balances des marchands fonctionnèrent sans cesse pour acheter des châtaignes, des dattes et des figues sèches, des céréales de toute qualité. Et pendant la nuit on enlevait aux poids les ferrailles dont on les avait habillés afin de gagner sur l'achat, pour le cas où, le lendemain, l'occasion se présenterait de revendre. Les cordonniers, de leur côté, certains que

c'était à eux que l'on s'adresserait de préférence, confectionnaient sans lever la tête des multitudes de babouches et de bottes, et les chikarres indispensables pour transporter l'or et le butin de haut prix. Tout le Smat el Marga fut en révolution.

Quant aux armuriers, ceux qui ne furent pas enfermés dans les ateliers du Maghzen ne demeurèrent pas en retard : sans prendre le temps de manger, ils fabriquèrent des *koummyas*, — courbe gracieuse et tranchant féroce, — des glaives et des épées. Les enfants des cordiers tournèrent les rouets avec une ardeur inconnue jusque-là et le sentiment que quelque chose dans l'univers changeait de place.

Les gens se déplaçaient, non plus comme auparavant avec cette hâte spéciale qui est celle que l'on met simplement à passer d'un état de repos à un autre état de repos, mais comme des fous... On pouvait, durant ces jours avantageux, voir déambuler à grands pas des Juifs sortis du Mellah, la calotte noire enfoncée sur les oreilles, la lévite huileuse écaillée de crasse, murmurant des mots incompréhensibles. Ils allaient et venaient autour du quartier des renégats, implorant par ci, menaçant par là, recevant des coups de pieds et des coups de fourche à mousquet. Le soir, leurs lamentations s'élevaient entre leur cimetière et Berrima, où l'on pouvait entendre que ces chiens de chrétiens, convertis ou non, allaient partir en guerre au bout du monde sans payer leurs dettes qui comportaient pas mal de douros, prêtés au taux bénin de sept pour cent et par mois. Et l'écho de leurs plaintes se mêlait à l'odeur d'urine que ne parvenaient pas à dissiper les souffles purs descendus des montagnes neigeuses.

Les sages passementiers eux-mêmes furent bouleversés : personne en effet n'eût osé croire qu'une pareille armée pût aller sans une pompe digne du souverain. Il n'est pas jusqu'à Omar el Khdim, le fabricant de soufflets, dont la mâchoire ne portait plus qu'une dent, qui ne pensât que l'on aurait besoin de ses instruments pour allumer les milliers de feux de la troupe dans les campements du désert; il frappait ses fils, déjà barbus, pour réveiller leur activité.

Les mendiants, comme s'ils avaient voulu participer au tourbillon des affaires, arrêtaient de leurs bras tendus les passants bousculés. Ceux qui étaient aveugles, — combien nom-

breux ! — criaient plus haut encore leurs invocations et leurs prières pour dominer le brouhaha.

La gargote de Chaouï, l'homme riche, fut écrasée de disputes, au point qu'on négligea désormais d'écouter les instruments, les monotones chanteurs et la louange des « aigles » qui habitent les *ksars* dans la montagne.

Dans l'ombre humide et chaude des hammams, il ne se trouva plus qu'un seul homme, sourd et muet par la volonté de l'Unique, pour dormir après le bain...

Un bruit surpassait tous les autres : dans le Ksour, les forgerons, pareils à des cyclopes, ne vivaient plus que parmi les étincelles du métal. Les colombes, qui sont leurs compagnes fidèles, se penchaient sur cette perturbation, descendaient sur le tas de charbon de bois et s'enfuyaient à tire d'ailes, pour se reposer un instant dans la palmeraie, derrière la porte des Doukhalas. Les chiens, ahuris et penauds davantage, rasaient péniblement les murs. Les chats familiers observaient ce hourvari et n'approchaient que timidement, comme des intrus, des petits réchauds allumés par leurs maîtres à l'entrée des boutiques pour se protéger de la maligne froidure matinale.

Au Souk el Khémis, on achetait tous les chameaux sans souci de leur maigreur ou des maladies cachées, sans savoir s'ils avaient été volés. L'ardeur, qui couvait dans les quartiers éloignés de la ville et les faubourgs, faisait explosion dans les marchés à la criée, autour de la Kissaria, à côté du souk des potiers. Là, plus de retenue : les crieurs publics en perdaient la voix, les adoul faisaient des erreurs, partout les yeux exorbités et les lèvres baveuses montraient avec suffisance que l'excitation des trafiquants était à son comble. *Ma! El ma!* Ce n'étaient plus les marchands d'eau qui poussaient leur cri habituel, mais les clients qui les réclamaient dans le tumulte. *Ma ! El ma !* L'eau ! De l'eau ! On put voir, — chose incroyable, — certains d'entre eux, enrichis par tous ces hommes enfiévrés, redresser leur échine et acheter un âne pour porter leurs outres...

Dans les rues, devenues trop étroites, il y eut des accidents sans nombre. Au milieu des cris et des invectives, les chameaux surchargés se rencontrèrent, renversèrent leurs charges sur les ânes et les âniers qui se hâtaient. « *Bâlek! Bâlek!* Otez-vous du chemin ! » Il y eut d'horribles mélanges d'olives mûres, de farine et de dattes, dans la poussière et le crottin ; des jambes

écrasées sous les animaux tombés; des bras et des têtes cassés à coups de matraque. Quant aux yeux crevés, aux dents brisées et aux habits déchirés, cela ne retenait pas l'attention. « *Bâlek! Bâlek!* »

... Tout alla bien tant que le Maghzen n'eut pas besoin de s'approvisionner lui-même et que les marchands ne faisaient qu'évaluer son pouvoir d'achat. Mais quand le glorieux El Mansour fut avisé de cette disposition de l'esprit public qui menaçait de mettre son trésor en état de légèreté, il trouva sans doute que sa bonne cité exploitait prématurément l'or du Soudan. Dans la journée du troisième jeudi de juin, en l'an 999 après la fuite du Prophète, — que Dieu le garde éternellement près de Lui et le couvre de bénédictions! — on pendit une douzaine de marchands, on en décolla une autre douzaine. Quant aux Juifs, de méchants mokhaznis entrés dans le Mellah se saisirent de deux douzaines d'entre eux et les fusillèrent sur la place Djemaa El Fna, à l'heure de minuit, afin que le bruit de leur exécution ne fût pas couvert par la rumeur de la ville et que chacun en tirât son profit.

LE DÉPART D'UN DESTRUCTEUR D'EMPIRES

A l'époque où le soleil dessèche les jardins et les rivières, cuit les pierres éparses dans la plaine et verse une pluie de feu sur les terrasses de Marrakech, un courrier arriva de Lektaoua. Ould Kirinfil faisait dire au pacha Djouder que le moment était propice pour partir, que les rares pluies d'été avaient donné de l'eau aux puits du désert et qu'il ne fallait pas manquer cette occasion.

La fièvre des affaires, calmée en ville, passa dans les magasins du palais et au *Dar Baroud*, la maison de la poudre. A titre d'œuvre pie, le Magzhen réquisitionna tout le salpêtre des murs et des caves. Les Juifs furent obligés d'apporter celui de leurs humides habitations. Comme l'armée avait besoin d'eux, on offrit d'emmener un des leurs pour représenter les créanciers au Soudan et recueillir l'or des soldes. Cela leur parut dérisoire. Ils se rattrapèrent sur la confection de mille paires d'étriers sertis de fils d'argent, à laquelle ils étaient d'une habileté inégalée, et d'une même quantité de mors damasquinés.

Quand ce nombre fut connu des Marrakchis, la déception

fut grande. On eut beau dire qu'il ne s'agissait là que des montures d'officiers, ce fut pis encore lorsque le Maghzen passa la commande des selles pour chameaux de course : « deux mille six cents », et des bâts : « huit mille pour chameaux et mille seulement pour les chevaux et les mules. » Ainsi se précisait peu à peu l'effectif de la troupe montée. Chacun alors imagina aisément que les fantassins seraient rares, à cause du long et aride parcours.

Ces chiffres ne faisaient pas l'affaire des spéculateurs. Quand ils furent confirmés, ce fut une débâcle. L'orge et le blé furent jetés en abondance sur le marché. Les malheureux et le populaire purent manger des dattes sèches jusqu'au dérèglement de leurs entrailles. Les vanniers, les chaudronniers et les nattiers, pour débarrasser leur maison des volumes d'osier, de cuivre et de sparterie qu'ils y avaient entassés, les offrirent à des prix de misère, en crachant leur mépris sur les ministres du Maghzen. Des marchands de beurre de brebis et de chamelle, désespérant de conserver leur marchandise, la livrèrent à des tarifs inusités. Et tout à l'avenant.

A la vue de ces ruines, il y eut des satisfactions et des vengeances inespérées. Le jurisconsulte Mohammed ben Djarrir, entre autres, fut amplement dédommagé d'avoir été, une dizaine d'années auparavant, accusé par Youssouf el Khasim, d'avoir mis un *tanouïne* erroné sur le *mim* de *Es-Salamoun*, quand on sut la déconfiture de ce savant cupide et envieux.

Certains mécontents critiquèrent le petit nombre de l'armée. Mais moins haut qu'ils n'avaient d'abord chanté les louanges du chef et du sultan. Une cabale se monta contre Djouder. On l'accusa de ruiner le pays et de mener à la mort une troupe trop faible en regard de l'empire des Sonrhayes de Gao. On essaya d'ameuter contre lui les gargotiers venus du Sous, qui ouvraient boutique dans la kasbah; où les soldats d'Europe sont plus friands de soupe à l'oignon et aux fèves, de bœuf aux cardons, de poulet aux olives, que de couscous et de dattes. Se plaignirent en même temps les rôtisseurs, habiles à confectionner des brochettes d'entrailles et des saucisses de viande hachée et roulée autour d'une tige de fer, les cuiseurs de galettes, les marchands de beignets, les coiffeurs ventouseurs qui repassent leurs rasoirs sur des meules inégales et excentrées en chantant les louanges du Très-Haut et des hommes forts qui

font parler la poudre. Un peu partout enfin, les « filles de la douceur », dont la renommée s'étend jusqu'au delà des montagnes neigeuses, dans les solitudes du Sahara, et qui n'ont d'égales, assure-t-on, que celles de Tombouctou sur l'autre rive du désert, pleurèrent le départ de leurs amants qui tarissait une des sources de leurs revenus.

En revanche, le menu peuple de Marrakech, qui n'avait pas profité de la hausse des denrées et des fournitures, et qui craignait d'être enrôlé dans les myriades de guerriers annoncées, se mit à bénir Djouder de la façon la plus bruyante et sans retenue. Il fit des chansons sur son nom, ses origines et sa vertu, — car on ne lui connaissait pas de femmes. La popularité du nouveau chef des renégats grandit à vue d'œil, au point d'inquiéter la cour. Le Sultan ordonna de hâter les préparatifs. Pour gagner du temps, il fut décidé que l'armée compléterait ses approvisionnements en vivres et en chameaux au delà des montagnes, à Lektaoua où déjà l'on installait un atelier pour la frappe des monnaies d'or.

L'AGITATION de la ville a passé dans le camp des renégats et dans la maison du nouveau pacha. Si-Mana est bousculé en tous sens; il bouscule à son tour la harifa de Zouleïkha et force à toute heure la porte du caïd Jilali. Tout ce qui se dit, il le rapporte à Djouder ; sans étroitesse de mots, car il est mal de rétrécir la pensée des puissants. A toute occasion, il confirme ces dires et, satisfait de son importance, les développe. Ces paroles sont une ardente semence dans un champ préparé. La gloire fait irruption dans le cœur de Djouder : « Il est remarqué par une femme du palais, par la ville, par le Moghreb tout entier. » Ferriro qui aurait pu, tenté par la quiétude de cette vie et les plaisirs faciles de Marrakech, le détourner de cette voie, a retrouvé ses instincts de coureur de grand chemin : il exhorte le jeune ambitieux à se porter en avant. Il n'est pas jusqu'aux quelques remords en sommeil au fond de son être, qui ne poussent Djouder à une aventure lointaine, dans une contrée où il pourra, — qui sait ? — imposer la croix aux populations, la rétablir dans sa troupe fidèle... Et cette troupe, il la ramènera peut-être, après la conquête d'un nouveau monde, à l'assaut de l'empire marocain pour planter la croix au sommet des minarets et demander à une sultane d'abjurer l'Islam

comme il abjura sa foi... Tous les rêves sont des possibilités.

Mais les préparatifs n'absorbent pas Djouder au point de bannir l'inquiétude. Rien, par moments, ne lui interdit la plus folle des entreprises. Le moindre racontar, à d'autres instants, lui révèle un obstacle. Tout se noue, se dénoue, pour se renouer dans la même nuit. Cependant, il a trop parlé aux renégats de cet or fabuleux répandu dans les pays noirs, il a impétueusement décrit ces villes merveilleuses qui s'échelonnent le long d'un grand fleuve. Les noms de Gao et de Tombouctou sont devenus familiers à la troupe. L'idée de conquête s'est propagée, cristallisée autour de lui. Il en est le prisonnier, et comme nul n'échappe à sa destinée, les intentions sournoises de ses rivaux eux-mêmes, en coupant ses dernières lignes de retraite, l'ont lancé dans la voie du risque, l'ont livré à ce vent d'épopée qui souffle au moins une fois dans la vie des gens qui manient les armes...

Et puis, il y a l'Islam qui entoure Djouder, l'imprègne, le menace, le porte à son insu ; l'Islam et son laisser-aller scandé d'exaltations, son fatalisme haché de réveils violents et de sanglantes colères ; l'Islam et la folie de l'or...

Vers la fin de septembre, alors que la chaleur décroissait, Djouder put réunir sur la place du Méchouar toute sa troupe et en offrir le spectacle au Sultan.

Le harem fut admis à contempler un tel apparat. Il y avait là deux mille cinq cents arquebusiers à pied, et cinq cents arquebusiers à cheval ou spahis, tous renégats choisis par Djouder; mille Arabes, armés de lances, leur furent adjoints, des sapeurs au nombre de six cents, et six pierriers portatifs destinés à ouvrir les enceintes fortifiées et à répandre la terreur dans le cœur des ennemis. Tous ces guerriers devaient être portés (le bruit en fut confirmé) ainsi que les provisions, les munitions et les réserves, par huit mille chameaux menés par mille conducteurs qui se rassemblaient en partie sur l'oued Drâà. Mille chevaux devaient les convoyer jusqu'à cette porte du désert.

Le peuple marrakchi admirait l'éclatante ordonnance de cette troupe, et que les approvisionnements eussent été si parfaitement rassemblés par les soins éclairés du lieutenant général Azan Ferriro, l'œil et le bras du pacha, qui avait fait

la guerre avec les rois chrétiens et n'ignorait rien de cet art difficile et périlleux.

La joie remplit le cœur d'El Mansour, quand il vit ses étendards jaillir, s'agiter au-dessus d'un corps d'armée si homogène et si solidement constitué. Il ne douta plus que sa puissance ne vînt à son comble lorsque la foule se mit à hurler : « Ed Déhebi ! Le Doré ! Ed Déhebi ! »

— El oro ! El oro ! répondaient les trois mille renégats.

Entre deux créneaux, une femme du harem s'oublia à lever son voile. Les bijoux de sa chevelure étincelèrent au soleil. Sa main éleva une rose et, par inadvertance, la laissa tomber dans la cour. Le peuple la piétina en criant à tue-tête la louange du Doré.

A la nuit tombante, Zouleïkha s'est assise sur la plus haute terrasse de la maison des femmes. Jusqu'à elle, comme une louange, monte encore la rumeur des souks et des places publiques, tandis que les remous de la luxure clapotent dans les bas-fonds de la ville. Zouleïkha, redevenue favorite, domine Marrakech où s'échangent les produits de l'Europe et de l'Afrique, où la force du Nord et la corruption du Sud se sont rencontrées. Zouleïkha est déjà sultane de Marrakech où les courtisanes et les marieuses, les filles de fondouks et les entremetteuses, les visiteuses de femmes et les éphèbes sans pudeur, ont trouvé de tout temps leur emploi comme les scribes et les boutiquiers, les soldats et les mendiants, les savants et les portefaix. Ce soir, sa revanche continue sur l'infortune de sa jeunesse. A peine exaltée, elle a osé manier le sort, — sans oublier toutefois d'invoquer le nom de l'Unique, — et le sort s'est laissé modeler. L'homme qui va l'aider à accomplir le destin, c'est le destin même qui l'a mis sur sa route, d'abord esclave assoiffé, ensuite soldat avisé et puissant pacha. Elle a réussi. Ses rivales sont abaissées. Cependant, sur la montée glorieuse Zouleïkha est accrochée, elle aussi, par l'inquiétude. Une angoisse remue ses entrailles. Pour qui craint-elle ? Elle ne pourrait le dire très sûrement. Elle a tout mis en œuvre pour donner au maître un enfant qui assurerait à la mère la continuité des faveurs. Mais que faire contre la volonté de l'Unique ? Il n'arrive que ce qui doit arriver et tout est écrit.

Partis du rêve, la gloire et l'angoisse, le désir et l'ambition,

tour à tour agités, se dissolvent en rêve. Le vent des Djélibet, pour calmer le trouble de Zouleïkha, lui apporte des terrasses voisines les accords des ribabs, les plaintes des gumbris ; tandis que, tombé de la Koutoubyia, le cri du muezzin dit aux mortels inférieurs que le temps du repos est venu et que la grandeur de Dieu ne connaît ni limite ni interruption...

Dans sa chambre, le pacha Djouder est endormi, enveloppé d'un caftan blanc rayé de rouge. Il repose sur un matelas de laine recouvert de tapisseries brodées à la main. Il a, cette nuit, conféré très tard avec Ferriro. C'est aujourd'hui le dernier jour, le jour du départ. Un esclave guette son réveil et remue le charbon sous la bouilloire, dans le patio. Dès que les rideaux brodés s'entr'ouvrent :

— Puissant Pacha, dit-il, l'eunuque Si-Mana est venu pour te parler.

— Qu'il entre. Qu'y a-t-il? demande Djouder.

— Que Dieu et son prophète répandent sur toi toutes leurs faveurs, dit Si-Mana, dont l'agitation depuis quelque temps est extrême, car il doit accompagner le pacha. Dans son effarement, il est porté à tout exagérer ; assis plus près, à voix basse, il continue :

— Elle a dit : son cœur est brisé, car elle craint un long voyage à travers une contrée où la cervelle fond comme du beurre.

— Réponds-lui : la moitié de l'année.

— Elle dit : « Il perdra mon souvenir dans les sables et parmi les nombreuses femmes du Soudan. Il ne restera plus sur mes os ni chair ni peau... Comment échapperai-je au vêtement de l'épreuve ? »

— Réponds-lui : je ne l'oublierai pas plus que je ne perdrai la tête.

— Elle dit : elle craint pour ta vie. Alors, elle sera seule, car tu es devenu son père, sa mère, le sang de ses veines et la cervelle de son crâne.

— Réponds-lui : je serai sultan, maître de l'or. Elle sera sultane du Soudan.

— Flambeau éclatant, tu seras puissant et je serai ton serviteur !

— Toi, tu seras l'amîne de mon palais, avec un pâtissier à ton service personnel!

— Soleil de mes jours! Elle dit aussi : « Qu'il se méfie des peuples dont les entrailles sont noires comme leur peau, qu'il se méfie de ses compagnons, de ceux qui chantent ses louanges du bout des lèvres... »

— Son souvenir et son image me protégeront. Que dit-elle encore?

— Elle dit : « Qu'il se souvienne de la mort du saint fondateur de Fez! Idriss eut confiance dans un envoyé d'Haroun-er-Rechid, venu de Bagdad. L'envoyé présenta à Idriss, — que Dieu lui accorde ses grâces et son salut! — un flacon de parfum tel qu'on n'en avait jamais senti. Quand Idriss le respira, le parfum s'éleva dans ses narines, atteignit son cerveau : il s'évanouit et tomba mort... »

— Son parfum me suffit, Si-Mana. Que dit-elle encore?

— Elle dit : « Qu'il pense à la mort du fils de ce même Idriss, étouffé par un grain de raisin... Qu'il fasse goûter les breuvages qu'on lui présentera. »

— Réponds-lui : sa bouche est la seule coupe qui m'attire...

— Elle dit : « Il doit craindre les serviteurs du génie Chambarouch qui se changent en serpents et autres bêtes, pour détourner le voyageur et l'effrayer... Qu'il les tue! le sang des génies qui changent de forme ne peut être vengé. »

— Que dit-elle encore?

— Elle dit aussi : « Qu'il fasse attention aux brigands qui se cachent dans les puits et qui coupent les cordes des seaux, de manière à assoiffer les caravanes et à les piller. »

— Et encore?

— Il y a aussi, dit-elle, les génies qui tantôt volent dans les airs, tantôt grimpent sur les montagnes, tantôt entr'ouvrent la terre et s'y enfoncent...

A ce moment, un grand tapage se produisit dans les couloirs. C'était Azan Ferriro. A grande voix, il appelait le pacha pour le départ.

Et ce départ tombait par bonheur un vendredi.

SUBITEMENT, la ville avait doublé de population. Les tanneurs du Derb Debbachi avaient appelé les tanneurs des environs; les teinturiers, les briquetiers, les passementiers, les corroyeurs,

les selliers, avaient fait signe à leurs amis de la plaine ; la parole des marchands de la Kissaria avait rejoint l'oreille des négociants de la côte ; des lettres, écrites avec soin chez les écrivains publics, avaient mis en marche les hommes lointains courbés sur des livres ; venus de l'Atlas, les montagnards chleuhs au manteau noir taché de pourpre, que l'on rencontrait partout, avaient cet air maladroit des aigles descendus dans la plaine et qui ont dû se percher sur un arbre.

Toute cette populace, — ocre et grisaille, — pour contempler le défilé de l'armée, avait pris d'assaut les murailles de terre rouge. Le soleil du matin crépissait d'or les bastions et les tours, les hauts murs des demeures princières et des fondouks, illuminait les minarets, — rouge, vert et or, — projetait de l'or même sur la colline d'immondices que depuis des siècles les Juifs amoncelaient entre le mellah et leur cimetière.

Du cintre de Bab Roob, une des portes qui regarde l'Atlas et le Sud, l'armée des renégats déboucha, sous le regard d'El Mansour, comme un fleuve miroitant. Les cavaliers de Marrakech les escortaient.

— Ed Déhebi ! Déheb ! L'or ! Le Doré ! criait la foule.

Et les escopettiers, arquebusiers, spahis et servants de pierriers, allaient au rythme d'une chanson sur l'or, qu'un poète d'entre eux avait composée.

Mousquet de malheur, mousquet de misère !
Tu marques l'épaule en marche et au feu !
Ta mèche seule est légère, qui allume la mort.
Mousquet de malheur, mousquet de misère !
Qu'importe ! Avec toi nous prendrons l'or,
L'or des Noirs et l'or du monde !
Poudre d'enfer, plomb de malheur !
Nous vous changerons bientôt contre la poudre d'or !

— *El oro ! El oro ! del mundo entero !* reprenaient en sourdine les renégats.

Comme ils contournaient la kasbah, une rangée de créneaux se détacha sous la poussée des spectateurs et s'effondra à leurs pieds, entraînant une grappe d'informes braillards, parmi lesquels un marchand d'eau dont l'outre, en touchant le sol, éclata.

— Mauvais présage! glapit quelqu'un d'en haut. Ils ne reviendront pas plus que les vingt mille, pas plus que les deux cents! Mauvais présage!

Le cri se perdit dans les hurlements et ne dérangea pas un instant l'alignement des mousquets et des étendards.

— Le Pacha! criait toujours la foule. Que Dieu donne la victoire au Pacha! Et au Doré!

L'énorme rumeur du peuple marrakchi ne s'était pas encore éteinte au moment que la troupe finissait par se confondre avec les champs d'oliviers.

Le pacha Djouder, précédant son armée, — ce qui lui épargnait la poussière, — se retournait parfois vers la ville, l'âme pareille à ces corps légers qui flottent sur un fleuve, que le vent fait par instants reculer, mais qui reprennent avec le courant la route vers la mer. A ses regards, l'horizon s'ouvrait, immense, mais tout en largeur. Droit devant lui, l'Atlas, portant jusqu'au ciel ses moires argentées, en barrait la profondeur et cachait le mystère des espaces à l'homme qui partait pour détruire les empires du Soudan.

André Demaison.

(A suivre.)

LA GÉNÉRATION PRÉSENTE
EN ANGLETERRE

Poète, critique, essayiste du plus beau talent, M. Cloudesley Brereton n'est pas seulement un des maîtres de la pensée anglaise contemporaine : cette année même, l'Université de Lille lui conférait le grade de Docteur honoris causa, *en reconnaissance d'éminents services rendus à la culture française auprès de la* Faculté anglaise des Arts *et au* London County Council. *Dans ce brillant* Essai, *écrit directement en français pour la* Revue, *on sera curieux de comparer les effets produits par des causes analogues de l'un et de l'autre côté de la Manche.*

En Angleterre, depuis quelque temps, la génération présente a été l'objet d'attaques ou, tout au moins, de critiques nombreuses. Ce n'est d'ailleurs pas seulement en Angleterre, c'est dans le monde entier que la question se pose. Le Comité mondial de *The Young Men's Christian Association*, qui a des filiales dans la plupart des pays civilisés, a lancé, il y a un an, dans plus de cinquante-deux pays, un grand questionnaire sur l'idéal des jeunes gens. Chez nous, directeurs et directrices d'écoles secondaires ont consacré au problème quelques-unes des séances de leurs réunions annuelles. Mêmes discussions au sein du congrès de l'Église anglicane. Tout dernièrement encore, l'Assemblée générale de la même Église a décidé d'encourager la formation de commissions diocésaines pour étudier les divers problèmes que soulève le mouvement de la jeunesse actuelle.

Mais d'abord, que faut-il entendre par la génération présente? Toute définition qu'on en donne est nécessairement arbitraire : accordons-nous pour la limiter aux individus des deux sexes de dix-huit à trente ans, c'est-à-dire à ceux qui ont quitté les bancs de l'école et jouissent soit de l'affranchissement relatif de l'Université, soit de la liberté complète.

Dresser le bilan de cette génération est un problème qui se complique du fait qu'elle n'est pas entièrement normale, et cela pour plusieurs raisons. Le directeur d'une grande école de Nottingham est allé récemment jusqu'à déclarer que le type des enfants entrant à l'école ne sera pas normal avant 1931. C'est beaucoup dire; mais il n'est pas douteux que la guerre a mis une empreinte profonde sur tout enfant né avant ou durant le conflit. L'atmosphère de malaise général, l'insuffisance et la monotonie de la nourriture, l'absence d'un grand nombre de pères de famille pris par les armées, la fréquence des raids aériens, tout cela a affecté d'une façon néfaste les enfants pendant les années les plus critiques de leur croissance. Partout les maîtres constatent chez leurs élèves des tares, qui se révèlent par une nervosité, un manque d'équilibre mental, une impuissance à concentrer l'attention sur la tâche du moment : défauts plus marqués que chez la population scolaire d'avant-guerre. Du simple point de vue physique et mental, on pourrait assez bien dire de la génération présente qu'elle est un peu déséquilibrée, comme le sont les soldats atteints de commotion cérébrale à la suite d'une explosion.

LA CRISE DE L'AUTORITÉ

L'un des premiers et des plus désastreux effets de la guerre est la désillusion qu'elle a laissée après elle. A la tête de la génération présente, parmi ceux qu'elle regarde comme ses chefs spirituels immédiats, se trouvent des milliers de jeunes gens qui ont fait la guerre. Ceux-ci se demandent avec amertume ce que, diable, ils ont retiré du sacrifice qu'ils ont fait de leur santé ou des années perdues dans les tranchées. Beaucoup d'entre eux, mutilés de guerre, se sont vus condamnés à renoncer à leurs anciennes carrières; d'autres, plus heureux, ont quand même éprouvé, à leur rentrée dans la vie civile, la plus grande difficulté à trouver un emploi, ou, s'ils ont réussi à se

caser, ont dû commencer au bas de l'échelle, alors que ceux de leur âge, embusqués ou exemptés de service militaire, s'étaient octroyé les positions les plus lucratives.

Chez nombre de jeunes filles anglaises du même âge, il existe un pareil état d'esprit profondément aigri. Elles sentent qu'en se dévouant au service des hôpitaux et autres œuvres de guerre, elles ont perdu les meilleures années de leur vie, sans parler du célibat involontaire auquel les a vouées l'effroyable holocauste de maris possibles.

Aussi un premier trait à noter, dans la génération présente, est la tendance au mécontentement.

Que les générations successives aient toujours eu quelque peine à se comprendre, c'est un lieu commun. Mais aujourd'hui la difficulté s'aggrave du fait que la génération intermédiaire a été décimée. Je parle des hommes de trente à quarante-cinq ans qui, en temps normal, auraient pu amortir les chocs, jouer, entre les nouveaux venus et notre génération de vieillards, le rôle d'interprètes. Les jeunes gens reprochent à la génération précédente et à la civilisation d'avant-guerre, de n'avoir su ni empêcher la guerre, ni en recueillir les fruits. De là une baisse universelle du principe d'autorité, qui se traduit par une impatience générale de toute tradition religieuse, par une véritable haine des conventions et des convenances, et par un mépris souverain de la technique dans tous les arts, à quoi s'ajoute une espèce de volonté féroce de tout construire *de novo*, après avoir fait table rase de toute civilisation antérieure.

Rien n'est plus significatif de cet état d'esprit que la littérature d'aujourd'hui, celle dont la génération présente se nourrit, si elle ne la produit pas. Dans le roman comme au théâtre, c'est essentiellement une *littérature de révolte*.

Ce mouvement de révolte ne date point d'hier. Il se dessinait nettement avant la guerre, aussi bien en France qu'en Angleterre; ses protagonistes respectifs se nomment Anatole France et Bernard Shaw. Que si on remonte plus loin, de ce côté du détroit, il faut citer en toute première ligne les deux célèbres romanciers « nihilistes », Samuel Butler et Thomas Hardy, qui ont fait plus que personne pour miner les conceptions sociales et religieuses de l'époque victorienne. A côté de ces ouvriers, — je serais tenté de dire : de ces combattants, — de la première heure, se trouvaient James Thomson,

poète dantesque de cette épopée des ténèbres, *the City of Dreadful Night*; John Davidson, mélange imparfait d'un Virgile pastoral et d'un Lucrèce embrouillé; Oscar Wilde, dont la dernière phase rappelle le brusque revirement de Huysmans; et toute cette phalange du *Yellow Book*, qui se dispersa après la chute de son brillant chef.

Les romanciers ont continué l'œuvre de saccage et de démolition contre la cité victorienne, dont les Butler et les Hardy avaient fait sauter les principales fortifications. Citons parmi les plus importants Galsworthy, Wells, Arnold Bennett, Beresford, Gilbert Cannon (disciple avoué de Butler), D. H. Lawrence, Walpole, Compton Mackenzie, Aldous Huxley, etc., dont beaucoup ont également écrit pour le théâtre, — outre les dramaturges purs et simples (en fait, ils ne sont ni purs ni simples), tels que Noël Coward et d'autres.

A cette œuvre de démolition se sont associées de bonne heure des femmes écrivains, quelques-unes de vraies révolutionnaires, voire des pétroleuses (elles avaient la rage d'incendier les anciennes idoles, surtout celles de leur sexe), — mais quelques-unes de tout premier ordre : May Sinclair, Sheila Kaye-Smith, Rose Macaulay, Virginia Woolf, Rebecca West, Margaret Kennedy, etc. Pour la première fois en littérature, la femme conquérait peu à peu la liberté de dire toute sa pensée. Quoi de surprenant alors si la plupart de ses observations ont été de nature à critiquer et même à flétrir les conventions, sous l'empire desquelles elle avait jusqu'alors vécu en silence? On ne peut s'empêcher parfois de penser à ce conte charmant d'Anatole France, *la Femme à laquelle on rendit la parole*, — et de regretter involontairement, comme le mari, ses silences d'autrefois.

Enfin, la russification partielle du théâtre et du roman, qui a mis en honneur l'aboulie, n'a pas manqué de contribuer, elle aussi, à la baisse de l'autorité.

Cette littérature, il faut le dire, possède une qualité éminente. Elle est très sincère, — jamais la littérature anglaise n'a été si peu hypocrite; — elle voudrait passionnément débarrasser le monde de conventions surannées. Seulement, ces énergumènes paraissent quelquefois en danger de jeter, dans leur zèle, le bébé avec l'eau du bain. En outre, cette sincérité touche parfois à l'indécence, et même la recherche;

l'exemple le plus frappant est peut-être l'*Ulysse* d'un auteur que Bernard Shaw, qui se proclame en littérature puritain, et avec raison, a traité de *dirty little cad* (sale petit voyou). La plupart des honnêtes gens que n'aveugle pas le snobisme littéraire, et qui connaissent cette monstruosité littéraire, espèce de baleine échouée en pleine putréfaction, donneront raison au grand puritain anglais... Peut-être, toutefois, cette littérature, en démasquant le mal, a-t-elle un côté moral. Avec ses procédés de « tout à l'égout », elle remplit une fonction sociale, celle de balayeuse municipale, bien nécessaire à l'assainissement public.

En revanche, malgré quelques œuvres significatives, comme plusieurs poèmes de Masefield, *God the Invisible King* de Wells, *Saint Joan* de Bernard Shaw, la grande littérature d'aujourd'hui, pour me servir de l'expression de Napoléon, poursuit le culte de Çiva et néglige celui de Vishnou. Le côté démolisseur prime chez ses disciples. Leur critique de la vie est plutôt négative et destructive que positive et vraiment constructive. Même quand ils essayent de tout reconstruire, y compris l'univers, leurs créations, comme celles de M. Wells, restent pour la plupart mort-nées. Leurs « anticipations », du moins sociales, ne se réalisent guère, — ou bien ils enfantent des êtres si anémiques, si insipides, à l'image de ceux de Bernard Shaw, dans la dernière partie de *Back to Methusaleh*, qu'on se félicite involontairement de vivre dans l'âge où nous sommes, si imparfait qu'il soit, plutôt que d'avoir à attendre quelque 30 000 ans pour naître dans cette époque soi-disant privilégiée.

Une dernière phase de cette lente agonie de l'autorité, ou, si vous voulez, de ce progrès vers le chaos, est marquée par l'avènement de la doctrine de la « relativité » dans la littérature. Sortie de la Science qui, érigée autrefois en vérité absolue, est reconnue aujourd'hui toute relative, cette doctrine sévit chez les philosophes et a atteint même les écrivains.

C'est la dernière revanche de la Science détrônée et déchue, dans sa longue vendetta contre la Religion. On dirait qu'elle cherche à entraîner son adversaire avec elle dans une ruine commune. Pour le « relativiste », rien n'est absolu, tout est relatif, depuis l'espace jusqu'à la loi de gravitation, et de même depuis la morale jusqu'à l'amour. Tous les antécédents, tous les *a priori*, sont à nier, surtout Dieu. Cette tendance d'esprit

se résume dans la phrase bien connue : Tout passe, tout lasse, tout casse. La vie devient un kaléidoscope vertigineux; elle mène au suicide ou à la maison d'aliénés.

Faut-il noter enfin le peu de place que la littérature actuelle accorde à ces qualités supérieures de générosité, de sacrifice, d'abnégation, d'altruisme enfin, qui sont, aime-t-on à croire avec Sir Arthur Keith, le ciment indispensable de toute civilisation durable ? Certes, il paraîtrait que toute littérature qui jusqu'ici a survécu à la génération qui l'a produite est précisément celle qui est imprégnée de ces grandes qualités : voyez Homère, Platon, les tragiques grecs, la Bible, Dante, Shakspeare, etc. Telles sont les sources toujours vives, auxquelles s'adressent les générations en quête de conseils, d'encouragements ou de consolations. La guerre a été le crucifiement de tout un continent. A quand le retour du Paraclet dans la littérature ? M. Middleton Murry, dans sa récente *Vie de Jésus-Christ*, pose fortement la question. Si l'humanité est destinée à survivre, le Paraclet ne peut pas ne pas reparaître.

Quelles sont les causes de son absence actuelle ? A celles que nous venons d'indiquer, s'en ajoute une autre. Des conversations avec des critiques français m'ont appris que le même type de littérature, brillant, mordant, n'épargnant rien, un peu superficiel et même cinématographique, existe en France, surtout chez les jeunes. Jamais, en effet, depuis la Restauration anglaise, les rapports littéraires entre les deux pays n'ont été si étroits. C'est là, sans doute, non une coïncidence, mais un effet de causes communes, dont la guerre est la plus importante. Ceux qui ont fait la guerre l'ont trouvée tellement effroyable, tellement révoltante, une si véritable *reductio ad absurdum* de la vie, qu'elle les a blessés dans le tréfonds de leur être, surtout s'ils n'étaient, comme la plupart, que des civils en armes. Donc ils ne veulent désormais ni en parler, ni en entendre parler. Ils ne veulent pas non plus qu'on mentionne ces qualités, ni ces instincts profonds qu'elle a fait surgir en eux du fonds ancestral. Ils écartent tout ce qui rappelle les grandes émotions, évocatrices de cette vie dans l'épouvante qui fut celle du temps de guerre.

Sans doute, il ne faut jamais prendre la littérature comme le miroir exact de la société. Elle idéalise, simplifie, exagère, et même défigure tout. Pour produire son effet légitime, qui est

de découvrir et de mettre en relief le *significatif* dans l'amas informe des choses, elle recherche l'extraordinaire, le plus frappant, aux dépens de ce qui est commun, habituel, banal. En outre, elle se désintéresse des éléments statiques de la société, faisceaux d'influences souvent séculaires, pour s'attacher aux tendances les plus récentes; elle néglige les croyances encore survivantes pour les idées encore exceptionnelles qui régneront peut-être après-demain. A ce titre elle attire spécialement l'attention des jeunes qui, comme les enfants, voient plus facilement les objets en mouvement que ceux qui sont immobiles. Si donc notre analyse est exacte, quoique sommaire, on peut admettre que si la littérature actuelle joue un rôle très important auprès de la jeunesse, — c'est surtout en tant qu'elle mine le principe d'autorité.

LA VIE DE FAMILLE

Nulle part, cette baisse de l'autorité n'est plus marquée que dans la vie de famille; il n'est pour s'en rendre compte que de comparer celle qui fut la nôtre il y a un demi-siècle ou moins, avec celle d'aujourd'hui. Notre enfance a été élevée sous un régime de monarchie absolue, sinon de vraie tyrannie, qui avait pour première maxime d'État : « Les enfants sont faits pour se taire »; à quoi s'ajoutait un décalogue ou plutôt un « hectalogue » de prohibitions quasi hébraïques, de « Tu ne feras pas... »

Les parents de la génération suivante se sont peu à peu mués en souverains constitutionnels, tandis que leurs enfants jouissaient, sous une loi non écrite, de beaucoup de droits et de privilèges : le chapitre des devoirs et obligations était déjà très abrégé. Cette forme de gouvernement familial se rencontre encore. Mais, le plus souvent, le père d'aujourd'hui a vu diminuer le nombre de ses prérogatives, au point de passer dans sa propre maison à l'état de roi fainéant. Pendant les vacances, le foyer domestique se tranforme en hôtel, où les enfants reçoivent leurs amis, parfois inconnus de leurs parents. L'atmosphère de telles familles n'est pas des plus propices au respect pour les parents. Père et mère sont bien heureux quand on ne les affuble pas d'autres sobriquets que *Pop* (Papa), *Mop* (Maman), ou *Old bean* (vieille fève); tandis que le cliché

P. P. P. (pauvre papa paie) indique assez clairement le sort peu flatteur du banquier de la maison. Tout cela aboutit fatalement, chez les parents, à l'abdication totale du rôle d'éducateur. S'il reste encore quelque éducation dans la famille, c'est celle des parents par les enfants.

Heureusement il est, même dans les classes aisées, de nombreuses exceptions à cette faillite de la famille. Les parents les plus avisés sont ceux qui, par étapes insensibles, passent du rôle de monarque absolu au rôle de monarque constitutionnel, pour arriver à une sorte de république oligarchique, où ils ne sont vis-à-vis des enfants que *primi inter pares*. Ils tâchent de renouveler le bail de leur vie, et à mesure que les petits deviennent grands, ils s'efforcent de rajeunir. Ainsi ils réussissent à jeter un pont sur l'abîme naturel qui les sépare de leurs enfants. Pour les autres, la distance entre les deux générations ne se compte pas en milles, mais en lieues.

A ces parents aux idées progressistes, on peut assimiler ces gens d'un certain âge qui, sans avoir d'enfants, se montrent sympathiques à la jeunesse, laquelle au fond, malgré son indépendance intransigeante, conserve le secret désir de puiser dans leur expérience. Cette jeunesse consent à apprendre, mais à une double condition : que le mentor de son choix ne cherche ni à faire sentir sa supériorité, ni à imposer de force ses idées. En un mot, si elle rejette l'autorité tout court, elle l'accepte raisonnée, — état d'esprit bien naturel, puisque, depuis cinquante ans, l'enseignement s'adresse presque exclusivement à l'intelligence. Faut-il s'étonner que l'esprit des jeunes, féru de cette discipline et, de plus, aiguisé par le frottement des idées contradictoires de son époque, s'érige sur toutes choses en juge suprême et critique impitoyable? Tu l'as voulu, Georges Dandin!

Dans la bourgeoisie moyenne et petite, l'autorité des parents, quoique diminuée, est probablement moins atteinte que dans la classe supérieure, surtout si la famille est non-conformiste et garde ainsi quelques restes de la discipline puritaine. Dans la classe ouvrière, au contraire, la baisse redevient considérable et, sans cesse, on se trouve en face de parents hors d'état de diriger leurs enfants en raison d'un excès d'indulgence qui est leur défaut particulier. Sans doute, voudraient-ils voir leurs petits plus heureux qu'ils ne le furent eux-mêmes dans leur

enfance. On est souvent surpris d'apprendre par les instituteurs ce que les enfants de cette classe ont su extraire de leurs parents en argent de poche, en bonbons et en séances de cinéma. Mais que cette générosité recueille toujours ses justes fruits, voilà où le doute commence. Nombreuses sont les mères qu'on entend reprocher à leurs filles, qui travaillent au dehors, de ne rien leur donner ni pour le logement, ni même pour la nourriture.

A vrai dire, une doctrine qui se répand, dans la génération présente, c'est que les parents, étant responsables de l'existence de leurs enfants, le sont également de tout ce qui les concerne, tout en ne possédant de leur côté aucun droit, — contrat unilatéral qui donne à réfléchir! Récemment, dans une discussion contradictoire, la société Hardwick, formée d'hommes de loi bien connus, a décidé à la majorité que l'enfant n'a aucun devoir envers ses progéniteurs! Sans prendre trop au sérieux ce verdict d'un débat d'après-dîner, il faut pourtant convenir qu'il constitue un signe des temps.

On peut se demander parfois si nous ne sommes pas en train de retourner aux sentiments des sauvages vis-à-vis des vieillards. Nous ne les regardons pas encore comme des suppléments possibles au repas familial, encore que cette idée ait été ironiquement proposée par M. Aldous Huxley. Plaisanterie à part, il y a une tendance générale, qui va croissant, à se débarrasser d'eux en les casant, ces rois Lear inutiles, dans les asiles privés ou publics, qu'on appelle parfois par euphémisme *Homes*. Cette pratique se répand, avant tout, dans les classes inférieures. Elle est due en partie à cette lente désagrégation de la famille, qu'aggravent la crise des loyers et la propagande socialiste. Le morceau suivant, emprunté à Bernard Shaw, proclame la doctrine sous sa forme extrême.

« Quand l'organisme social tend à la civilisation, il est obligé d'imposer le mariage et la vie familiale à l'individu. Pourvoyons autrement aux buts sociaux, que poursuit la famille, et alors, abolissons tout à fait son caractère coercitif. » Et plus loin : « Si une femme ne répudie pas sa féminité (*womanliness*), ses devoirs envers son mari, ses enfants, la société; le monde entier, elle-même exceptée, elle ne peut s'émanciper. Il faut que la femme répudie le devoir en bloc. De cette répudiation naît sa liberté. » A lire ces lignes, on

se rappelle, malgré soi, l'âpre définition de la paix romaine : *Ubi solitudinem faciunt, pacem appellant.*

Cette décroissance du respect pour le rang et pour l'âge est générale aujourd'hui, comme le faisait observer récemment un correspondant du *Times*. Maints exemples attestent ce déclin de l'étiquette. Le receveur de tramway avant la guerre, en percevant l'argent d'une dame, répondait toujours : *Thank you Ma'am*. Aujourd'hui son successeur dit simplement : *Ta!* (mot populaire pour merci). Le vieillard qui se voyait autrefois qualifié de *Sir*, se voit affublé du titre peu cérémonieux de *Dad* (mot populaire pour *Father*).

Tous ces changements sont généralement attribués aux manières apprises à l'école primaire. Ceux qui connaissent cette école, telle qu'elle fonctionne chez nous Anglais, savent combien ces critiques sont loin de la vérité. On se demande plutôt où en seraient les manières, sans l'école. La raison d'un tel changement est plus profonde : elle tient aux progrès de l'esprit égalitaire. Loin de pousser au relâchement des manières et des mœurs, l'école primaire, de nos jours et dans les villes, contribue plutôt à les maintenir. Il y a cinquante ans, les instituteurs de campagne étaient sous la dépendance du pasteur qui les mettait sur le même pied que le sacristain, en leur faisant jouer de l'orgue à l'office et parfois, mais rarement, en les embauchant pour les travaux urgents de son jardin. La position de l'instituteur dans les villes n'était pas non plus très enviable, sous les *School Boards*, dont les membres le traitaient plutôt en domestique de l'autorité publique. Il n'est pas étonnant que l'instituteur, mécontent de sa position quasi servile, se soit alors montré volontiers frondeur. Mais nous avons changé tout cela.

Depuis vingt ans, on fait passer par les écoles secondaires la grande majorité des futurs maîtres et maîtresses de l'enseignement primaire; aujourd'hui, un certain nombre de ces postulants continuent leurs études dans les universités mêmes. Cette interpénétration scolaire a transformé les manières et rehaussé le prestige du professorat primaire. Ce n'est plus une caste à part. Parvenu souvent, grâce à son instruction, au grade d'officier pendant la guerre, l'instituteur a profité des bons côtés de la vie militaire; il a appris la tenue, le souci de l'étiquette, la manière de commander. Il prêche donc d'exemple

à ses élèves, et parce que l'exemple vaut mieux que le précepte, son influence personnelle est considérable.

Un changement analogue se manifeste chez les institutrices ; grâce au relèvement des traitements qui eut lieu en 1918, la situation financière du monde enseignant est aujourd'hui satisfaisante. L'effet sur ce personnel un peu « bas bleu » a été remarquable. Pouvant enfin satisfaire leurs instincts de femmes, réprimés jusqu'alors, les institutrices ont certainement aidé à cette transformation de l'Anglaise, surtout de l'Anglaise de la classe inférieure, qui, en dix ans, a changé de la tête aux pieds : autre coupe de cheveux, autres formes de chapeaux, bas de soie artificielle, souliers à hauts talons. — Signe frappant du besoin d'égalité, dira quelqu'un. — Oui, mais avec une différence essentielle. Tandis que l'esprit égalitaire est habituellement niveleur, très souvent il apparaît, chez les femmes, sous la forme du désir de s'élever à un niveau supérieur. Un humoriste disait un jour qu'on est aristocrate par choix, démocrate par nécessité. C'est une épigramme, mais qui contient une parcelle de vérité, tout au moins en ce qui concerne les femmes, qui ont toujours un sentiment très vif de la hiérarchie. Toutefois, les vieux conservateurs, qui joignent souvent à un instinct si juste une vue si myope, car ils portent les besicles du passé, dénoncent encore l'école primaire, sans voir la révolution qui s'est opérée sous leur nez.

L'ACCÉLÉRATION DE LA VIE

Autre danger avec lequel la génération présente se trouve aux prises : l'accélération universelle de toutes les activités humaines, qui caractérise l'époque actuelle. L'existence de nos grands-pères s'était réglée à l'allure de la diligence, celle de nos pères au rythme de la locomotive; notre vie et celle de nos enfants s'ajustent à la vitesse de l'auto : il semble que la vie de nos petits-fils devra s'accorder aux pulsations vertigineuses de l'aéroplane. Rien d'étonnant donc que Tagore ait parlé des visages inquiets qu'ont les races d'Occident. Dans vingt ans, si cela continue, on pourra définir l'Occidental un être incapable de repos. Rappelez-vous le portrait que traçait déjà Lucrèce du Romain dégénéré de son temps : « Ignorant ce qu'il désire, et cherchant toujours, il change de place, comme

s'il pouvait ainsi se débarrasser de son fardeau. Souvent il sort de sa haute maison, ennuyé de rester chez lui, et rentre subitement, ne se sentant pas mieux au dehors. Il court à sa maison de campagne, poussant ses chevaux au grand galop, se précipitant comme s'il portait secours aux toits brûlants. Dès qu'il en atteint le seuil, il bâille, etc. » Au lieu de « chevaux » lisez « auto »... Mais le parallèle avec la génération actuelle est pour le moins inquiétant.

Une forme du même phénomène apparaît dans la tendance croissante à abréger les périodes successives de l'enfance, de l'adolescence, de la jeunesse, et à faire de la jeunesse même une espèce de pot-pourri de tous les âges. De là, la pose franchement futuriste de quelques-uns de nos jeunes gens, qui unissent l'irresponsabilité de la jeunesse au scepticisme du vieillard.

Il importerait de dresser une nouvelle carte de la vie, indiquant pour chaque âge, pour l'homme aussi bien que pour la femme, de seize, de trente, de quarante-cinq, de soixante ou de soixante-quinze ans, les passions qui le guettent, les droits et les devoirs, les règles d'hygiène, et les plaisirs appropriés à chaque période de l'existence. En d'autres termes, ce que Cicéron a fait pour la vieillesse on devrait le faire, mais d'une façon plus systématique encore, pour le jeune homme, pour l'homme dans la fleur de l'âge, pour l'homme mûr, pour le sexagénaire et pour le vieillard. Aujourd'hui, chacun, en passant d'un âge à un autre est obligé de dresser sa carte lui-même, d'expérimenter à ses risques et périls, de sorte qu'il commet, au seul point de vue de l'hygiène, une foule de contresens et d'erreurs préjudiciables. Faute d'une telle carte, à laquelle prêtre et médecin devraient collaborer, mais plus encore à cause du chaos intellectuel et moral où nous pataugeons, beaucoup trop d'enfants au-dessous de seize ans fument, et beaucoup trop de sexagénaires dansent le jazz.

Heureusement, l'importance qu'on attache à l'hygiène ou à l'entraînement du corps fournit un antidote contre les excès décrits ci-dessus. Sûrement, mais lentement, la nation anglaise tout entière est en train d'acquérir une *conscience physique*, comme le prouve la multiplication (1) des cliniques scolaires, des médecins d'école, des campagnes contre la tuberculose, le

(1) Quelques chiffres à l'appui de cette thèse intéresseront peut-être le lecteur français. Il y a un médecin d'écoles pour 8 500 élèves, un dentiste pour 1 400 élèves.

cancer et les maladies contagieuses, et spécialement le système de *National Health Insurance*. Le mouvement a gagné effectivement les écoles élémentaires, il a déjà conquis les écoles secondaires, que dirigent ou subventionnent les villes ou les départements. Enfin, il est en train de faire sentir son influence dans les grandes écoles (*public schools*) Eton, Harrow, Rugby, etc., où naguère l'hygiène se bornait au culte de l'air frais et de l'eau froide, et où les idées qu'on avait de questions aussi importantes pour la santé des garçons que le sommeil, la nourriture, et la prophylaxie étaient un peu moyenâgeuses.

Dans les classes supérieures et moyennes, l'actuel souci de l'hygiène a eu un excellent effet, en modérant les appétits de mangeaille et de boisson. Tandis que, dans la classe mondaine tout au moins, la femme émancipée, en partie à cause de cette émancipation rapide qui lui a un peu tourné la tête, semble vouloir jeter sa gourme, l'homme des classes supérieures et moyennes devient de plus en plus tempérant. Le bon vieux temps, où l'ivrognerie figurait parmi les arts d'agrément indispensables à tout homme de qualité, est passé à jamais. La jeunesse dorée boit sans doute ses cocktails dans les *night clubs*; on s'enivre encore un peu dans quelques sociétés d'étudiants riches d'Oxford et de Cambridge; mais c'est une mode dont on se défait assez vite, dès qu'on a quitté l'Université. Quant à la classe ouvrière, grâce en partie à la faiblesse alcoolique de la bière d'aujourd'hui, et surtout à son prix exorbitant, dû à de très lourds impôts (1), on ne voit plus guère

Sur 5 000 000 d'enfants dans les écoles, environ 1 500 000 ont passé l'inspection ordinaire qui se fait à des périodes déterminées ; plus de 800 000 ont passé des inspections spéciales, et les réinspections se montent à près de 1 600 000, ce qui fait au total 4 200 000 pour l'année. Le nombre des cliniques scolaires était d'environ 1 400. Au total, 872 460 élèves ont été envoyés à l'hôpital pour consultation et 2 000 000 ont été soumis à l'examen dentaire. Les garde-malades scolaires ont passé 13 587 050 examens. Le coût s'est élevé à 1 300 000 livres sterling en 1925.

(1) En 1913, un travailleur gagnant 100 livres sterling par an consommait avec sa femme 1 200 pintes de bière et 18 bouteilles de whisky, fournissant ainsi aux revenus de l'État 2 liv. st. 15 shillings. L'an passé, sa consommation d'alcool (y compris celle de sa femme) est tombée à moins de la moitié, tandis que ses contributions indirectes se sont élevées de ce chef à une somme deux fois plus grande. Un couple d'avant la guerre, avec un revenu de 1 000 livres sterling, consommait 175 bouteilles de bière et 50 bouteilles de whisky dans l'année; le bénéfice pour le fisc était de 7 liv. st. 10 shillings. Aujourd'hui, la consommation du même couple s'est augmentée légèrement pour la bière, 225 bouteilles, mais celle du whisky est tombée à la moitié. La contribution au fisc s'est élevée à 18 livres sterling.

d'ivrogne dans les rues de Londres. Le superflu du salaire se dépense plutôt chez le *bookmaker*, quoique beaucoup moins depuis le nouvel impôt sur les paris aux courses.

LA FEMME OISIVE

Un sujet d'inquiétude qu'on ne saurait dissimuler est la situation de la femme désœuvrée, mariée ou non, de la classe aisée. Les grands journaux ont signalé ce qu'ils appellent : « la menace de la femme oisive ». Il faut savoir que, dans la plupart des cas, elle a été élevée soit à la maison par des gouvernantes, à qui elle obéissait à son gré, soit dans les écoles privées, où la discipline est souvent relâchée et où les élèves travaillent plus ou moins à leur guise. De telles femmes, si elles appartiennent à d'anciennes familles, ont abandonné les traditions de retenue et de charité de leurs aînées, sans avoir appris par compensation cet empire sur soi et cet esprit de corps, qu'ont acquis leurs frères dans ces grandes pépinières de la classe dirigeante que sont les *public schools*. Elles n'ont pas subi non plus cet entraînement que commande l'idée de service social, ni acquis les habitudes de travail que leurs semblables moins riches ont reçues dans les écoles secondaires des classes moyennes ou inférieures. Rien qu'à les voir, on dirait qu'elles souffrent, — pour me servir d'une expression de la psychologie moderne, — d'un « complexe egocentrique ».

Le doyen Inge, qui se pique d'être le La Bruyère anglais d'aujourd'hui, a récemment rappelé ce dicton que, dans un verre de bière, la surface est formée principalement d'écume, tandis que la bière même constitue le milieu et que le fond contient la lie. Tant qu'un plus grand nombre de ces femmes ne sera pas passé par des écoles secondaires, modelées sur le type d'Eton ou de Rugby (écoles malheureusement en trop petit nombre), la jeune fille du monde sera l'« écume » de la société anglaise et continuera à mal soutenir la comparaison avec la jeune fille sortie des écoles secondaires moyennes, et qui a le sentiment du devoir social et de la responsabilité personnelle.

Ce sont encore ces femmes oisives qui semblent trouver dans l'élevage des chiens de race un moyen de suppléer à l'éducation des enfants de famille. On a beaucoup parlé ces derniers temps de la faible natalité que l'on constate dans l'aristocratie et dans la

haute bourgeoisie. D'après le doyen Inge, une consultation du Bottin mondain (*Who's Who*) a révélé que cinquante hommes pris au hasard dans ce livre n'avaient que quatre-vingt-quatre enfants. Il semblerait donc que le taux de la natalité dans l'aristocratie fût en raison inverse de celui de l'élite canine. Le seul avantage, d'ailleurs assez mince, de ce fâcheux état de choses est que l'élevage des chiens oblige ces femmes à un certain exercice en plein air, ce qui vaut mieux pour elles que de cultiver des colonies de chats, consolation casanière de la vieille fille victorienne. Si la jeune fille frivole tient à conserver cette camaraderie saine et solide avec l'autre sexe, trait peut-être le plus frappant de la société actuelle, ce n'est pas en buvant force cocktails, en fumant d'innombrables cigarettes qu'elle y arrivera, mais bien en se maintenant en forme afin de partager la vie en plein air du jeune homme d'aujourd'hui.

Au surplus, ce type de jeune inutile représente une minorité infime. La grande masse des femmes vit d'une façon infiniment plus saine que leurs sœurs de la génération précédente. On n'a qu'à regarder dans la rue la foule qui passe pour constater, à part l'expression tendue de leurs traits, l'amélioration physique des femmes actuelles. Elles se tiennent mieux, sont plus grandes, mieux bâties et, sous le fard qu'elles emploient sans nécessité, on aperçoit un teint souvent florissant. Sans doute, il y a encore des critiques qui ne prennent pas leur parti des robes courtes universellement acceptées aujourd'hui ; l'un d'eux formulait récemment ses objections en comparant les femmes qui les portent à des clichés photographiques : « Trop d'exposition (*exposure*) et pas assez de développement. » Un autre comparait le costume féminin à du fil de fer barbelé : il protège la propriété sans empêcher la vue.

La seule réserve bien fondée semblerait être que les vêtements actuels suppriment trop toute distinction entre femmes de niveau social différent. Entre les femmes des classes inférieures et les autres, ni les cheveux, ni les chapeaux, ni les chaussures ne mettent la même différence qu'autrefois. Reste un point, sur lequel il n'y a aucun doute : la supériorité incontestable du costume féminin d'aujourd'hui au point de vue de l'hygiène. Tous les médecins s'accordent à reconnaître que les robes courtes, le décolletage, l'absence de corset-cuirasse, tout concourt à rendre l'habillement féminin hygiénique au plus

haut degré, beaucoup plus que celui de l'homme, qui se dorlote encore en s'emmitouflant dans une infinité de vêtements superflus.

LA CAMARADERIE DES SEXES

Je n'ai fait qu'indiquer en passant une nouveauté, qui mérite au contraire de fixer et de retenir l'attention : je veux dire l'actuelle camaraderie des deux sexes. On ne saurait en exagérer l'importance : elle marque, on peut le croire, une étape, probablement décisive, dans l'histoire de l'homme et de la femme. Pour la première fois, ils se rencontrent sur le pied de l'égalité : ni maîtres ni esclaves. A coup sûr, cela ne va pas sans dangers ; mais toute innovation a ses dangers qui résultent soit de la détermination des nouvelles frontières, soit du fléchissement momentané de la morale conventionnelle et des idées religieuses.

Cette camaraderie exclut, il est vrai, le romanesque et le sentimental, qui sont devenus tout à fait démodés. On n'écrit plus de ces longs billets-doux où les amoureux d'autrefois exhalaient ou étalaient leurs sentiments du moment et les donnaient pour éternels. On affecte une simplicité parfois brutale, tout au moins familière. Voici deux billets typiques d'une nouvelle Héloïse et de son Saint-Preux dernier modèle :

C'est le chevalier qui débute :

« Ma vieille, à quatre heures au Cecil. Je te prends avec la bagnole ? T'en fais pas, eh ? — Nick. »

Voici la réponse, d'un style également haletant et saccadé, dont on jurerait qu'elle est une dépêche d'homme d'affaires :

« Entendu, quatre heures. M'amènerai bien toute seule. Bonne chance et quatre heures tapant. Pas de blague. — Poppet (1). »

Ombres de Clarisse Harlowe et de Grandisson, vos arrière-petits-neveux sont devenus d'effrayants réalistes !

Les dangers mentionnés ci-dessus se trouvent accrus par le fait que le nombre des femmes l'emporte sur celui des hommes, ce qui, pour l'instant, donne à l'homme une fâcheuse plus-

(1) « *Dear old thing. Four at the Cecil. Shall I call for you in the little old bus? Cheerio and some more. — Nick.* »

« *Right, four. Will find my own little way. Bless you and four sharp, mind. — Poppet.* »

value; cette plus-value disparaîtra, à mesure que s'égalisera le nombre des représentants des deux sexes. Au reste, ce sont les femmes qui inventent et ont toujours inventé les conventions sociales. Celles-ci datent du jour où l'épouse des temps primitifs, voulant rendre plus habitable la caverne, a obligé son mari à s'essuyer les pieds en réintégrant le domicile familial. Une fois donc que la jeune fille se sera acclimatée à la liberté, elle se rappellera cette vérité profonde, un peu oubliée aujourd'hui, que l'homme est obligé d'accepter la femme à son prix à elle. A elle de se faire coter haut ou bas, en créant le taux de sa propre valeur.

On pourrait peut-être citer à cet égard les vers de Coventry Patmore :

Oh wasteful woman, she who may
For her own sake ask her own price,
How has she squandered Paradise,
How given for naught her precious gift!
How spoiled the bread and spilled the wine,
Which spent with due religious thrift
Had made beasts men and men divine!

« Oh! qu'elle est prodigue la femme qui pouvait, par respect d'elle-même, demander un prix digne d'elle! Comme elle a gaspillé les richesses du Paradis, comme elle a perdu le pain et répandu le vin qui, dispensés avec une religieuse économie, auraient transformé les bêtes en hommes, et les hommes en demi-dieux. »

Fortes de cette vérité retrouvée, les femmes recommenceront d'établir les *tabous* et les prohibitions nécessaires à leur propre protection et à celle de la société, dont elles sont les vraies créatrices. L'homme n'a qu'à s'incliner. A lui seul il ne peut organiser la société que sur le plan du camp minier, de la caserne ou du cloître. C'est en France, au XVIIe siècle, que la femme a eu l'heureuse audace de transformer sa ruelle ou son boudoir, premier modèle du salon, en une espèce d'école des bonnes manières. Plus tard, les Anglaises, s'inspirant sans doute de leurs sœurs d'outre-Manche, les ont imitées avec leur *withdrawing-room* ou *drawing-room*, sorte d'asile contre la grossièreté des mâles qui s'enivraient tous les soirs. Leur triomphe le plus éclatant a été d'attirer les hommes

dans cette sorte de parloir d'araignée où elles pouvaient les apprivoiser et les domestiquer à loisir.

De plus, si quelque relâchement des mœurs se manifeste aujourd'hui, c'est, comme on l'a déjà indiqué, une suite des effets de la guerre, laquelle ébranle toujours l'organisation sociale. A la longue, le temps donne le plus souvent raison à cet instinct, le plus profond de tous, celui de la conservation de la race, dont la femme est la suprême dépositaire. Pour notre part, nous nous refusons à croire à la décadence de l'Occident et d'abord à celle de l'Angleterre et de la France.

Ici une objection se présente : « C'est une belle chose, nous dit-on, que votre camaraderie des sexes; veuillez toutefois remarquer que la camaraderie ne connaît pas de limites : elle est polygamique ou polyandrique, métaphoriquement parlant, tandis que le mariage c'est la monogamie. — D'accord. — D'autre part, les grandes fortunes amoindries, la vie plus chère, les prétentions plus grandes des deux sexes au confort, sinon au luxe, la crise des domestiques, la crise des loyers (en train heureusement de se résoudre pour la bourgeoisie anglaise) : autant d'obstacles aux mariages précoces. — J'en conviens. — Puis la littérature moderne est en grande partie hostile au mariage. Voyez la diatribe de Bernard Shaw citée plus haut. Et, paradoxe étrange, malgré le rapprochement des sexes, les femmes gardent bien peu d'illusions sur la moralité de l'homme; même, elles s'en exagèrent probablement les écarts. Autrefois la femme attendait un mari, aujourd'hui elle le redoute. Avant de tomber amoureuse, — contingence qu'elle contemple avec plus de crainte que de plaisir, — elle veut à tout prix voir clair. Et comment l'en blâmer? Rien de tout cela n'est pour encourager au mariage et le faciliter. »

Je réponds que la nature a donné à la femme certains instincts, — passion de servir, de se dévouer, de protéger, cet instinct de ce qu'il y a de sacré dans la vie, qui fait d'elle l'éternelle Gardienne. Ces instincts subsistent en elle, en dépit des négations effrénées de l'individualisme à outrance : ils sont le fond même de son être. A coup sûr, le mariage traverse une crise comme toutes choses en Europe, peut-être une des plus aiguës. Mais voyez ces centaines de milliers de femmes résignées au célibat, malgré le sort peu enviable qui les attend avec une vieillesse sans mari ni enfant, et à qui la seule idée de la

promiscuité ferait horreur. Ce sont ces centaines de milliers de femmes, vraies vierges martyres, qui assurent pour des temps meilleurs le salut du mariage.

LE TRAVAIL

Passons à un autre point. Est-ce que la nouvelle génération travaille avec autant d'énergie que les précédentes? Question fort difficile à résoudre. Il n'y a aucun doute que dans le passé la pratique de la grève perlée a exercé une influence funeste dans le monde du travail et qu'elle l'exerce encore, quoique à un moindre degré. Pourtant, on aime à croire, au moins pour le moment présent, à la décroissance de cette maladie sociale. Reconnaissons d'autre part les effets néfastes des secours prodigués aux chômeurs et les résultats plus déplorables encore des munificences de quelques municipalités communistes ou bolchévistes, telles que West Ham ou Poplar, où l'on a donné aux indigents des allocations qui dépassent les salaires ordinaires, sans doute avec l'arrière-pensée de mettre les riches à rançon, sinon même de saboter la machine sociale.

Heureusement le gouvernement actuel a corrigé ces excès. En outre, l'échec de la récente grève générale a mis les extrémistes dans leur tort, les procédés des chefs des mineurs, leur outrecuidance et leur opiniâtreté ayant révolté le bon sens du gros des travailleurs : malgré leurs sympathies naturellement très vives pour les mineurs, ceux-ci restent imbus de cet esprit de modération et de compromis, qualité foncièrement anglaise, qui se résume dans ce proverbe : *a bird in the hand is worth two in the bush* (Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras!). En même temps, la grève a révélé que l'ouvrier en général n'est pas bolchéviste. Pour le moment du moins, un esprit meilleur semble régner dans le monde du travail.

L'avenir dépend en grande partie des patrons. L'ouvrier croit avoir droit à une part plus large des bénéfices : le patron croit avoir droit à un rendement plus effectif de la main-d'œuvre. L'ouvrier riposte-t-il que l'outillage a besoin d'être amélioré, la réplique du patron ne se fait pas attendre : « Garantissez-moi une année sans grève, pour me donner chance de couvrir mes frais. » Sur quoi, l'ouvrier lance son mot final : « Garantissez-moi contre le chômage », spectre qui

hante l'esprit de tout travailleur éclairé. Tous les deux ont probablement raison, et une conciliation, au moins temporaire, semble possible, sur le terrain d'une augmentation du rendement avec amélioration possible de l'outillage, et l'adoption plus large du système du partage des bénéfices, si répandu en France.

On me dira que tous ces remèdes ne sont que des palliatifs, et qu'il faudra en venir à des solutions plus radicales. Peut-être; mais il faudrait un livre pour aller au fond du sujet. Bornons-nous à remarquer que toutes les questions politiques anglaises se ramènent aujourd'hui à des questions économiques, — nous n'avons heureusement pas de question religieuse. C'est donc sur le terrain politique que la vraie solution se trouvera, solution qui n'entraînera ni la ruine des patrons ni celle des travailleurs, mais qui établira un concordat faisant droit aux justes revendications de chacun.

Pour en revenir aux questions actuelles, si les patrons se plaignent du manque d'énergie des ouvriers, ceux-ci de leur côté trouvent à critiquer les heures quelque peu prolongées pour le déjeuner et les larges fins de semaine anglaise que s'octroient les patrons. Et cette critique n'est pas sans fondement; mais le travail cérébral ne se mesure pas seulement au nombre d'heures qu'on y consacre; il demande une intensité d'effort et une dépense nerveuse beaucoup plus épuisantes que les mouvements musculaires et mécaniques de l'ouvrier. Vérité que l'adoption de la journée de huit heures a fait trop oublier. En un mot, pour le travailleur intellectuel la récréation s'impose, non pas, bien entendu, dans le sens de la poursuite du plaisir, mais du remplacement de l'énergie dépensée. Constatons, à ce propos, qu'il existe une plus grande recherche du plaisir qu'autrefois et dans toutes les classes. Admettons qu'elle soit parfois excessive. Faut-il pourtant n'y voir qu'un mal pur et simple, et ne serait-elle pas une sorte de réaction inconsciente de la vie pour se défendre contre l'accélération que lui impose notre époque?

En tout cas, un point à considérer, c'est l'amélioration sensible qui s'est produite dans la qualité du plaisir recherché aujourd'hui par les classes inférieures. Il se peut que le cinéma ne soit pas un art très relevé : une séance de cinéma vaut mieux qu'une station prolongée chez le marchand de vins. Un

match de football n'est pas un spectacle très éducatif : c'est un jeu fort supérieur aux sports cruels d'autrefois, tels que les combats de coqs, ou le taquinage des ours (*bear-baiting*), si chers à la foule de l'époque d'Élisabeth. Il y a quelque vingt ans, l'idéal du journalier rural consistait dans une orgie stupéfiante de bœuf, de plum-pudding, et de bière. Aujourd'hui, il préfère une journée passée en famille au bord de la mer... Chose curieuse, les critiques les plus acerbes du demi-congé hebdomadaire de l'ouvrier sont les riches désœuvrés, dont la vie va d'amusements en amusements durant les sept journées de la semaine.

LES NOUVELLES CONDITIONS DE VIE

Quoi qu'il en soit, la classe qualifiée par Horace de *fruges consumere nati*, est aujourd'hui en nombre décroissant, surtout dans la grande propriété terrienne, en voie de disparition à cause des impôts écrasants et des droits élevés de succession. C'est cette classe qu'on vient de baptiser du nom de « nouveaux pauvres ». Autrefois, l'aîné d'une telle famille trouvait sa place toute faite au château ancestral, tandis qu'on casait les cadets dans l'Église, l'armée, ou les grandes administrations publiques. Pour ceux qui se montraient inaptes à entrer dans ces carrières, il restait l'intendance d'une grande propriété, la gestion d'une ferme et, en dernier ressort, le métier de courtier en vins, seule branche du commerce qui ne fût pas au-dessous de la dignité d'un « gentleman ». Ce n'est qu'après avoir essayé plusieurs de ces métiers et après des échecs successifs, que l'enfant prodigue, ayant mis sa famille à bout de patience, se voyait expédié aux colonies avec une petite rente viagère. Aujourd'hui, la situation est complètement retournée, et on voit non seulement les cadets de grande famille, mais même l'aîné à court d'argent se mettre *proprio motu* à la recherche de moyens de vivre, et cela, faute de mieux, soit dans le commerce, soit dans les banques, soit à la Bourse (devenue depuis la guerre du Transvaal très à la mode), soit « dans les autos ».

Le désir anxieux de trouver un emploi paraît plus intense encore dans les classes moyennes, même chez les étudiants, à l'Université, où autrefois on ne se souciait guère de ce qu'on

ferait à la fin de ses études et où, souvent, on travaillait en conséquence. Parents et enfants, au lieu de faire choix d'une carrière, comme leurs semblables plus prévoyants en France, attendaient comme Micawber que « quelque chose se présentât ». En effet, faute de compétiteurs, ce quelque chose se présentait d'habitude. Aujourd'hui, à l'Université même, non seulement l'élite, mais la masse des étudiants travaille ferme. Tout le monde ressent et redoute la concurrence qu'a produite le développement systématique de l'éducation nationale, laquelle a doublé et triplé le nombre des élèves dans les universités.

Il vaut la peine, peut-être, de remarquer en passant que la guerre a eu une énorme influence sur l'attitude de l'opinion publique à l'égard de l'enseignement. Des milliers d'hommes, voyant qu'il fallait de l'instruction pour devenir officier, ont découvert tout d'un coup la valeur marchande de bonnes études, idée à laquelle ils restaient jusqu'alors aveugles ou rebelles. Ils sont donc revenus en Angleterre avec le désir ardent de se perfectionner ou, du moins, de donner à leurs enfants la chance d'apprendre plus qu'eux-mêmes n'avaient fait en leur temps. On dirait que, pour la première fois, l'instruction publique est devenue vraiment populaire et ne passe plus, aux yeux du gros de la population, pour un mal nécessaire. L'enthousiasme qui salua le vote du projet de loi de 1918 en est la preuve. Si, en raison de la crise financière qui sévit depuis, on n'en a pas appliqué tous les articles, cette loi demeure la charte de l'instruction publique, pour le parti travailliste, tout au moins.

A l'augmentation de la population universitaire s'ajoute l'accroissement considérable du nombre d'élèves dans les écoles secondaires, dont la plupart, il y a vingt ans, étaient inexistantes. Ceux qui en sortent montrent la même ardeur à chercher un emploi.

De pénétrants observateurs, dignes d'être écoutés avec attention, le doyen Inge et sir Rennell Rodd, ont accusé récemment la jeunesse d'avoir un peu perdu l'esprit d'aventure qui a entraîné ses aînés au bout du globe et fondé l'empire britannique. En revanche, on pourrait citer à titre de témoin à décharge une autre autorité éminente, sir Arthur Keith. Admettons que ces récriminations contiennent une part de vérité ; mais n'oublions pas non plus que des accusations analogues avaient été dirigées contre la jeunesse d'avant

la guerre, avec quelle injustice, il n'est pas nécessaire de le rappeler ici. D'ailleurs, le malaise profond dont souffrent les deux sexes les empêche pour le moment de chercher des aventures qui demandent une certaine *foi*. Dans les conditions de la vie actuelle devenue si difficile, les jeunes gens n'ont pas trop de toute leur énergie pour mettre leur propre « moi » en ordre.

Ce qui est vrai, c'est que la question d'argent s'impose de plus en plus dans le choix d'une carrière. De là, la préférence de la jeunesse pour les postes lucratifs du commerce, surtout dans la classe supérieure. On dirait une jeunesse dédorée qui cherche à redorer son blason. Le rapport de la *Y. M. C. A.*, mentionné au commencement de cette étude, souligne l'importance attachée par la génération présente, en tous pays, au succès matériel; le milliardaire Henry Ford y est cité comme le héros mondial, l'idéal de beaucoup de jeunes gens.

Quant aux professions dites libérales, la plupart gardent en Angleterre leur prestige; même affluence aux portes du droit, de la médecine, et de toutes ces professions nouvelles où la science est appliquée à l'industrie : celles d'ingénieur, de chimiste, etc. Un peu moins recherché, peut-être, le professorat, surtout dans les écoles secondaires, tandis que l'Église, comme je le montrerai tout à l'heure, est délaissée.

La génération présente nous offre donc le paradoxe suivant. A la base, un certain nombre de sans-travail, qui ne demandent pas mieux que de rester les bras croisés; mais à mesure que l'on s'élève dans l'échelle sociale, naît et croît un désir, bien plus grand qu'autrefois, de trouver un emploi.

Ce souci ne se borne pas au sexe masculin. Il a gagné, comme j'en ai déjà fait la remarque, aussi les jeunes filles. Tâchons donc de démêler et de tirer au clair une situation assez complexe, et qui fait un contraste frappant avec l'état d'esprit de la plupart des jeunes Anglaises d'avant-guerre. De cette nouvelle situation voici quels me paraissent être les deux facteurs principaux. D'abord, l'excédent du nombre des femmes, qui, constaté dès avant la guerre, s'est beaucoup accru depuis : il y a un million et demi de femmes privées de leur carrière principale, le mariage, et souvent dans la nécessité de prendre un métier comme gagne-pain. Ensuite, l'aversion des jeunes filles pour la vie à la maison, et leur répugnance pour tout service domestique. La guerre a ouvert toutes les carrières, sauf

celle des armes, aux femmes, à celles de la classe inférieure, entrées dans les usines de munitions, comme à celles de la classe supérieure ou moyenne, accueillies dans le commerce, les banques, dans les administrations municipales ou d'État. Après l'armistice, elles ont cédé leur place aux hommes revenus de la guerre, ou bien elles ont été tout simplement licenciées ou évincées. Mais la liberté, une fois qu'on y a goûté, devient un besoin. La vie monotone de la famille les ennuie, plus encore la vie de gouvernante ou de domestique. Toutes désirent un emploi, celles même qui n'ont pas besoin de gagner leur vie. Et, chose bizarre, elles ne veulent plus de ces métiers de garde-malade ni de ces fonctions de charité, où elles jouaient un rôle si important et si noble pendant la guerre.

Même état d'esprit chez leurs cadettes, en train de devenir majeures. Elles aussi désirent, même celles de la classe supérieure, un emploi, sinon dans les professions libérales, du moins dans le commerce, comme modistes, couturières, etc.; ou bien elles cherchent un gagne-pain qui les occupe à la maison. Ici encore, c'est l'idée d'indépendance qui domine et qui se résume dans la phrase : vivre sa vie. Le mariage, — auquel on pense toujours, mais dont on ne parle jamais, sauf en termes désobligeants, — le mariage qui occupait sans doute une place exagérée dans l'esprit de la génération précédente, est considéré comme « vieux jeu ». Après cela, faut-il croire que la jeune fille d'aujourd'hui soit vraiment satisfaite de son quasi-isolement volontaire et splendide ? Le malaise que tout le monde remarque en elle ne provient-il pas du vague sentiment que la véritable liberté ne réside ni dans l'indépendance matérielle, laquelle, certes, n'est pas sans importance, ni dans une indépendance spirituelle qui ressemble trop à la solitude, mais plutôt dans cette autre indépendance qui consiste dans le service volontaire et consenti ?

En affluant sur le marché du travail, les femmes qui n'ont pas leur pain à gagner ne font qu'ajouter un élément d'âpreté à une concurrence déjà intense. En consacrant leurs loisirs aux œuvres sociales ou aux choses de l'art, elles coopéreraient à deux des tâches les plus utiles à la communauté, celle de la réparation sociale et celle de la vraie récréation. La paix a besoin d'infirmières aussi bien que la guerre. Les bureaucrates les plus déterminés reconnaissent aujourd'hui que l'État, à supposer que

les ressources financières ne lui fassent pas défaut, aurait encore intérêt à entretenir une nombreuse armée de volontaires pour collaborer aux œuvres d'assistance publique, hôpitaux, hygiène publique, placement d'élèves, etc., et y maintenir le sens de l'humanité. Quant au côté artistique de la vie, on ne saurait en exagérer l'importance. Que vaut le travail d'une nation, si son loisir est gaspillé? Maintenir l'étalon-or est l'affaire des hommes, maintenir l'étalon-art avec tous les agréments de la vie et de l'esprit, semble convenir essentiellement aux femmes, comme d'ailleurs nous le montre l'exemple de nos charmantes voisines d'outre-Manche.

LE SPORT

A la question du travail est liée la question de récréation, sous la forme spéciale qu'elle revêt en Angleterre, celle des sports. Faisons d'abord la part du feu; admettons que le sport, pour beaucoup de personnes, occupe une place disproportionnée dans leur vie, comme l'indique bien l'espace démesuré qu'accordent les grands journaux à la rubrique sportive. Admettons également que la passion du jeu aux courses, qui s'est propagée à travers le pays depuis la guerre, soit un symptôme inquiétant, bien qu'en ce moment elle soit en décroissance à cause de l'impôt Churchill. Cela dit, il reste que le sport, avec l'intérêt qu'il suscite, est loin d'être un mal. A cet égard, d'ailleurs, les expériences que nous avons faites pendant la guerre et la grève générale nous ont appris à regarder plus loin que l'étiquette. Tout d'abord, le sport est un lien précieux entre les classes, du roi jusqu'au bas de l'échelle sociale. Puis c'est souvent une vraie soupape de sûreté; il fournit, comme le temps qu'il fait, un sujet de conversation anodin : dans beaucoup de cas, l'Anglais parle de sport pour écarter les idées désagréables et les ennuis sérieux.

Nous touchons ici à un trait foncier du caractère anglais. Tandis qu'en temps ordinaire l'Anglais, par cette manie qu'il a de se plaindre des petites misères de la vie, paraît souvent morose à l'observateur étranger, dans les situations graves il change totalement d'attitude : il plaisante et, — comme nos prisonniers de guerre en Allemagne, — affecte une gaieté à toute épreuve. C'est ce dont témoignait récemment un de nos

officiers qui a souffert la pire captivité des camps allemands : jamais une plainte, jamais un mot de mécontentement ; on se contait des « blagues », ou on causait sport, source de souvenirs inépuisables, bref, tout le monde était gai comme pinsons.

A ce propos, on peut remarquer que l'ouvrier anglais abandonne souvent à des orateurs venus d'Écosse ou d'Irlande la tâche d'étaler la liste de ses doléances. L'éloquence celtique lui fait défaut. Certes il les écoute avec une complaisance toute naturelle, mais sans se laisser beaucoup entraîner. Il a le sentiment instinctif que « les dures paroles ne cassent pas d'os ». (*Hard words break no bones*), et que « de belles paroles ne mettent pas de beurre dans les épinards » (*Fine words butter no parsnips*). Voilà probablement pourquoi son inertie relative fait le désespoir des démagogues bolchévistes.

Mais revenons à la question du sport. Tout Anglais se pique d'être sportsman ; il n'est pas jusqu'aux criminels et aux détenus qui n'acceptent la tradition nationale de « jouer le jeu » (*play the game*), ce qui explique qu'en aucun autre pays les rapports entre policeman et criminel ne sont relativement aussi aimables. Le métier de policeman est une espèce de chasse qui a ses conventions, ses règles ; le criminel considère qu'il a certains droits, comme le faisan ou le renard, avec cette seule différence qu'il est, lui, un gibier pensant. De même pendant la grève générale on voyait parfois s'entretenir amicalement des policemen et des grévistes qui veillaient devant une usine fermée, prêts à passer le cas échéant à l'état de guerre. Dans un des quartiers de l'est de Londres, à une heure assez critique de la grève, des grévistes et de jeunes étudiants d'Oxford et de Cambridge qui, en qualité de gardiens de la paix, faisaient leur ronde, fraternisaient dans une des salles publiques ; les jeunes étudiants y donnaient un concert en l'honneur des grévistes et même en invitaient quelques-uns à leur faire visite à l'Université après la grève. En effet, la grève générale était, pour la grande majorité, à part l'élément communiste, une espèce d'immense partie de jeu entre deux camps ayant pour terrain l'Angleterre tout entière, un match où il fallait respecter les règles pour ne pas s'aliéner l'arbitre souverain qu'était l'opinion publique. Sans doute, l'enjeu entre les deux partis n'était rien de moins que le régime futur du pays, mais l'esprit

qui a dominé le conflit fut, dans la plus complète acception du mot, l'esprit sportif.

Il semble aussi que l'adoucissement général des relations, assez brutales autrefois, entre les grands et les petits dans nos écoles, où les brimades de toute sorte étaient en honneur, soit dû pour une bonne part, à l'esprit chevaleresque qu'engendre le sport. On ne persécute plus les nouveaux venus. Même, dans quelques grandes écoles où la gent garçonnière, toujours férocement conservatrice, tient à maintenir intacts les vieux us et coutumes, on nomme un des anciens pour servir de mentor au néophyte, pendant la première quinzaine : il est tenu pour responsable de tous les faux pas de son disciple de rencontre. Chez les jeunes filles, on remarque aujourd'hui une diminution pareille de ces petites mesquineries qu'on croyait à tort endémiques chez la femme : ainsi, il est beaucoup plus rare qu'autrefois d'entendre une jeune fille prendre plaisir à médire d'une de ses compagnes. A peine serait-ce un paradoxe de dire que si les adolescents du temps présent montrent moins de considération pour leurs aînés qui ont passé la quarantaine, en revanche ils en ont beaucoup plus pour leurs cadets ou pour ceux de leur âge.

LA RELIGION

Reste enfin la question si épineuse de la position qu'a prise à l'égard de la religion la génération actuelle. La guerre a passé comme un ouragan à travers l'âme nationale. Elle a tout ébranlé, même la religion, en tout cas la religion organisée, — cela soit dit sans infirmer aucunement notre croyance invincible à la pérennité du sentiment religieux. Mais il est évident que, pour le moment du moins, les religions organisées de toute sorte, à l'exception peut-être du catholicisme, ont perdu de leur empire sur une partie de la population. Est-ce bien d'ailleurs une conséquence de la guerre, ou la guerre n'a-t-elle pas plutôt précipité des mouvements convergents ou parallèles dont les origines remontent beaucoup plus loin ?

C'est peut-être le non conformisme (il y a vingt ans, il faisait et défaisait des Parlements et l'on se rappelle son éclatant triomphe en 1906), qui a le plus perdu de prestige, et pourquoi ? sinon parce que, à force de se jeter à corps perdu dans la

politique, il a trop négligé, dit-on, le côté purement religieux. Mais peut-être les vraies raisons de son recul sont-elles plus profondes.

Le protestantisme se fonde sur le dogme de l'infaillibilité de la Bible, sans garantie d'une Église infaillible. Infaillibilité regardée autrefois comme littérale, globale, aujourd'hui tenue plutôt pour partielle, à côté d'éléments reconnus comme historiques ou allégoriques. Mais comment faire le départ exact entre ces éléments divers? Les Renan, les Harnack, les Loisy, et combien d'autres, ont chacun leur système. Malheureusement ils ne sont ni d'accord, — ni personnellement infaillibles, — et la seule chose claire, c'est qu'à chaque expertise nouvelle, la part du feu devient plus grande.

L'homme moyen se désintéresse de plus en plus de ces questions d'exégèse. Les problèmes religieux qui passionnaient un Gladstone le laissent indifférent, sinon froid, d'autant plus qu'il ne voit, dans cet affaiblissement des dogmes, qu'un cas particulier de l'écroulement général de l'autorité. N'en concluez pas que le non-conformiste déserte nécessairement son temple; l'habitude persiste, et très souvent la religion aussi, quitte à devenir de plus en plus affaire personnelle. Les jeunes en revanche tendent à s'en aller, dociles aux tendances de leur époque.

L'Église anglicane se trouve-t-elle en meilleure posture? Elle aussi est dans une situation difficile. Elle a, d'ailleurs, ses maux qui lui sont propres, en même temps qu'elle souffre du mal général. On se plaint que son bréviaire (*Book of common prayer*) soit rédigé souvent dans un langage archaïque, aujourd'hui devenu inintelligible à la masse. Faut-il le remanier? L'Église le croit. Et tout récemment elle en a fait paraître une nouvelle édition avec de nouveaux offices, dont l'usage, il est vrai, est facultatif, pour le mariage, le baptême et la communion. Qu'il nous suffise de dire que dans l'office du mariage on a biffé le fameux mot *obey* du vœu de la mariée, et que les remaniements dans les autres sections du livre, — auxquels s'ajoute cette grande innovation : des prières pour les morts, — favorisent le parti anglo-catholique, au grand mécontentement de la Basse église (*Low Church*). C'est par ces concessions que la commission des évêques espère éviter un schisme qui bouleverserait l'Église de fond en comble. Certes le danger en paraît assez

réel, mais nous croyons, pour notre part, que la diplomatie anglicane et le bon sens anglais auront gain de cause, malgré les réclamations du *Low Church*.

Cependant que les théologiens se battent, la plus grande partie de la population ouvrière cesse de fréquenter l'église, — abandon auquel ont contribué sans doute la froideur relative d'un rite qui n'est beau que pour un esprit cultivé, et la pauvreté des sermons. Pour attirer ou retenir la foule, il faut soit un office qui fasse appel au sens esthétique, soit des discours qui touchent le cœur. C'est ce que comprennent fort bien catholiques et non-conformistes.

Même abandon de l'église ou plutôt des pratiques religieuses par la classe supérieure et moyenne, bien qu'à un moindre degré, et pour des raisons différentes, — le *week end* entre autres, et le besoin d'amusement. Bien entendu, on ne quitte pas l'église, mais on cesse d'y aller, conformément à la vieille habitude anglaise qui est, en matière d'institutions, de ne jamais détruire, mais de tout conserver. État d'âme analogue chez la plupart des étudiants d'Oxford et de Cambridge, où les chapelles des collèges sont quelquefois presque désertes, du moins pendant les offices de la semaine. On a constaté récemment que dans un collège de plus de 300 *alumni*, l'assistance, en dehors du desservant, se composait d'une seule personne. Certes, la présence aux offices n'est pas obligatoire, comme elle l'était il y a quarante ans. Mais pour les étudiants de ce temps-là (je parle d'après mon expérience personnelle) les trois quarts croyaient que de cette assistance on retirait un certain bienfait, quitte à éprouver beaucoup de difficulté à définir la nature exacte de cet avantage.

Un autre fait qui a contribué à diminuer l'influence de l'Église, c'est, dans les cinquante dernières années, la baisse progressive du niveau social et intellectuel du clergé anglican. Certes, jamais l'Église n'a eu, du moins dans les villes, un si grand nombre de prêtres dévoués à des œuvres de charité; et on dirait que, si la foi décline, la vitalité des bonnes œuvres augmente. Mais, comme je l'ai déjà indiqué, la carrière ecclésiastique n'attire plus les cadets des grandes familles. Et, pour les cures mises sous le patronage des collèges et qui étaient autrefois disputées avec passion par les doyens des *fellows* (agrégés), il arrive qu'on ait peine à trouver fût-ce de simples

bacheliers ès arts. Sans doute cette crise est en grande partie d'origine financière. Les revenus des cures sont restés à peu près stationnaires, tandis que le coût de la vie a monté d'une façon formidable. Aussi, le recrutement se fait-il de plus en plus difficile. Par exemple, le contingent nécessaire pour maintenir le clergé à son effectif ordinaire était, l'année dernière, de 651 ; 363 candidats seulement se sont présentés. Le nombre de clercs, qui était en 1914 de 21 000, est tombé actuellement à 16 500. Rien d'étonnant alors à ce que les meilleurs esprits parmi les jeunes se détournent d'une profession où le vœu de de pauvreté devient en quelque sorte la carte forcée.

Seule l'Église catholique semble tenir bon contre les conditions défavorables du moment, et même faire des conversions, surtout parmi les aristocrates, les anglo-catholiques et les intellectuels, — les Shane Leslie, les Chesterton, par exemple. C'est sur ces derniers qu'elle semble exercer un attrait tout spécial : on dirait qu'ils sont las de se laisser ballotter par le flux perpétuel de l'esprit du temps, et soucieux de jeter l'ancre quelque part. Mais si elle recrute des adhérents dans les hautes classes, j'entends dire qu'elle subit des pertes dans le peuple, surtout dans le monde ouvrier.

Quant aux religions de type exotique ou mystique, telles que la soi-disant « *Christian science* », — dont quelqu'un a dit qu'elle n'est ni science, ni chrétienne, — ou le spiritisme, — auquel la guerre, avec ses millions de morts, a donné une impulsion formidable, — on ne peut que les comparer à cette chaudière de sorcières qu'était le chaos des religions sous l'Empire romain. En sortira-t-il une nouvelle religion mondiale ? Qui oserait prévoir ce que ce très réel ferment religieux pourra produire dans l'avenir ?

On ne saurait dire que la génération présente, dans sa masse, soit irréligieuse. La plupart des Anglais d'aujourd'hui ne sont ni rationalistes, ni athées, ni anticléricaux. Leur attitude vis-à-vis de la religion organisée est celle d'une tolérance, tantôt voisine de l'indifférence, tantôt teintée de sympathie, surtout chez les esprits les plus graves persuadés du bien que fait toute religion, tantôt rongée d'une inquiétude secrète qui se trahit parfois d'un mot, d'un regard fortuit. Il est probable que cette tolérance à la Montaigne (« que sais-je ? ») et surtout cette absence relative de sentiment anticlérical sont dues en partie

au fait que les Églises se sont montrées tolérantes à l'égard des incroyants aussi bien qu'entre elles. Le rapprochement mutuel des Églises, à l'exception toutefois de l'Église catholique, a été très visible durant ces dernières années. Il a été activé par le sentiment du danger que leur crée à toutes leur mutuel adversaire, l'athéisme communiste, pour ne rien dire de leurs ennemis plus subtils, les « spirites », et ceux qui professent des credos pareillement hermétiques.

N'oublions pas d'ailleurs que l'Angleterre ne fut jamais une île des saints : elle n'a donné naissance ni à de grands religieux tels que saint Bernard, ni à de grands mystiques comme sainte Thérèse, ni à de grands fondateurs d'ordres monastiques comme saint Dominique ou saint Benoît, ni même à de grands docteurs de l'Église tels que saint Thomas d'Aquin. Les docteurs éminents qu'a produits le moyen-âge anglais, un Roger Bacon, un Duns Scot, furent plutôt en opposition avec les pouvoirs spirituels de leur temps.

Sauf quelques exceptions, la religion de l'Anglais a toujours été celle de l'homme moyen, sincère, mais plutôt borné et volontairement borné. D'instinct, il tourne le dos à ces profondeurs qui effrayaient Pascal. Ce n'est pas non plus la vision béatifique qui l'attire, ni même l'amour de Dieu, car il révère Dieu plutôt qu'il ne l'aime. Sa conception politique d'un roi constitutionnel s'oppose à la conception d'un Dieu monarque absolu. C'est l'amour du Christ qui passionne le vrai croyant anglais, de ce Christ qui est l'ami, l'intermédiaire infiniment clairvoyant, infiniment prévoyant, infiniment fidèle, l'ami puissant et sûr, le fidèle allié en cour d'appel. Un enfant chez Oliver Hobbes s'écrie : « Je déteste Dieu ; mais j'adore Jésus-Christ ! » En effet, c'est l'élément personnel qui domine chez l'Anglais, songe moins à se garder de l'Enfer, comme le voulaient les Puritains, qu'à ne pas déroger à son moi supérieur, et à se faire plus semblable à son grand Ami, par suite plus digne de son amour.

Cela revient à dire que l'Anglais, dans tout ce qui l'intéresse réellement, en religion comme en politique, en affaires ou en matière de sport, est individualiste, tandis qu'en art il n'a pas d'opinion et se contente aisément de celles qui s'énoncent en clichés reçus. La devise « Dieu et mon droit » exprime beaucoup mieux sa pensée que la phrase de Bossuet « Dieu

seul est grand ». Il croit difficilement au néant de l'individu. A cela s'oppose son orgueil, cet orgueil qui forme, d'après M. André Maurois, le tréfonds de son caractère. Ce n'est pas pour rien que le vrai héros chez Milton est Satan, le grand orgueilleux solitaire.

Individualiste donc, — mais individualiste doublé d'un fédéraliste. L'amitié, c'est une fédération à deux ! Ainsi, tout en réservant son droit de penser par lui-même, il accorde une grande fidélité à ses associés et surtout à ses chefs de parti, « ses représentants à la cour d'appel ». De même son Église, l'Église anglicane, n'est qu'une fédération de religions chrétiennes, armée d'alliés plutôt qu'armée unique. A l'aile droite, des troupes régulières dressées par une discipline plutôt catholique; au centre, des bataillons mixtes de combattants réguliers et d'engagés volontaires (*Broad Church*); à l'aile gauche, une milice qui fraternise souvent avec ces tirailleurs de flanc-garde que sont les non-conformistes.

On le voit, en admettant même que la religion organisée soit pour le moment en baisse, les qualités millénaires de la race qui font partie intégrante des institutions du pays, sont loin de subir les dégradations rapides et sinistres que semble prédire la littérature iconoclaste d'aujourd'hui, un peu poseuse comme le sont toutes les littératures. D'ailleurs, l'idée de changement n'a rien d'effrayant en soi pour un Anglais. Le dicton « plus ça change, plus c'est la même chose » représente le fond de sa pensée. Naturaliste dans l'âme (qu'est-ce qu'un exil d'un siècle dans les villes, contre plus de mille ans de vie rurale et des milliers d'années passées dans les forêts primitives?), il sait que tout naît, meurt et renaît. Qu'importent des écroulements apparents ? Ses institutions ne sont pas des constructions artificielles, en briques et pierres, destinées à s'effondrer un jour sans laisser aucun vestige; ce sont au contraire des créations vivantes, faites de ses tâtonnements, de ses expériences, de ses idées, de la meilleure partie de son âme, vrais prolongements de son moi. Les changements qui s'y produisent ne l'effraient pas, à condition que l'énergie intérieure dont elles ne sont qu'un prolongement reste indemne. S'il lui arrive de sentir que son malaise actuel signifie que cette partie vitale court le danger d'être atteinte, il cherchera, avec sa lenteur habituelle, à en trouver le remède. Qui sait s'il n'est pas déjà

en train de l'élaborer? Mais la gestation d'idées est longue chez les instinctifs.

Au surplus, remontons de ces catacombes du subconscient, pour retourner au caractère visible de l'Anglais moyen de la génération actuelle, et formulons tant bien que mal notre verdict final sur sa religion. Le voici. En faisant passer ses sentiments religieux, sentiments instinctifs et non écrits, dans la conduite de sa vie journalière, en les muant en passion pour la justice et le franc jeu (*fair play*) en toutes choses, en loyauté envers les groupes (équipes, clubs, trade-unions, etc.), en sympathie pour le plus faible (*underdog*), en bonté de Samaritain pour le malheureux, même étranger, en haine de la cruauté, en patience et en bonne humeur au milieu des situations difficiles, l'Anglais de la génération présente ne semble pas avoir démérité de ses aînés.

Quelles sont enfin les conclusions générales que nous tirons de cet article? Mais peut-être le mieux est-il de laisser ce soin au lecteur français. N'étant pas « de la paroisse », il fera les réserves nécessaires sur l'optimisme relatif de cette étude, optimisme qui, malgré tous les efforts de l'auteur pour rester impartial, paraîtra parfois « de clocher ».

La longueur de cette étude évoque l'histoire si pleine d'enseignement de ce malheureux vicaire que son doyen avait prié très imprudemment d'ouvrir la discussion dans une conférence. A la fin d'un discours interminable, il s'excusait auprès du doyen en disant : « Je crains bien d'avoir empiété sur votre temps. » Et l'autre de répondre : « Non, vous avez empiété sur l'éternité. » A bon entendeur salut, — surtout si on écrit dans une langue qui n'est pas la vôtre et qui, à la façon dont on l'écrit, risque de n'être pas non plus celle de vos lecteurs !

CLOUDESLEY BRERETON.

L'ALTANA

OU LA VIE VÉNITIENNE

1899-1924

III [1]

VEDUTA DI VENEZIA

Venise. Septembre 1906.

La gondole accoste à la porte du palais qui fait le coin du Grand Canal et du rio di San Polo, à l'opposé du Palais Barbarigo della Terrazza. Dans sa façade tournante, revêtue d'un crépi rougeâtre, s'encastrent des médaillons de marbre à motifs byzantins. Nous sommes au Palais Cappello, chez lady Layard qui, absente, nous a autorisés à visiter sa collection de tableaux. D'un vestibule orné de fleurs et de plantes vertes, un domestique de haut style nous introduit dans les salons où sont les toiles de maîtres italiens réunies par feu sir Austin Layard. Il y a là de fort belles œuvres, mais je les regarde assez distraitement, ainsi que les panoplies d'armes hindoues ou persanes rapportées par le diplomate anglais de ses diverses missions asiatiques. Soudain mon attention va vers un tableau placé sur un chevalet dans l'un des salons et qui y occupe visiblement une place d'honneur.

Sur un fond sombre, dans une sorte de loggia formée d'un soubassement de marbre, duquel pend une riche draperie orientale alourdie de broderies et constellée de pierres précieuses,

Copyright by Henri de Régnier, 1927.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juillet et 1er août.

entre deux colonnettes sculptées de feuillages que surmonte une arcade, une figure singulière se détache, à mi-corps. Sous le turban qui enroule ses voiles blancs en plis pareils aux circonvolutions de quelque coquillage, un visage apparaît, de profil, celui d'un homme au long nez recourbé, aux yeux obliques, à la fine barbe sombre. L'homme porte un vêtement à parements de fourrure. Ce visage attire, inquiète et retient par son expression d'orgueil, d'astuce, de cruauté, et aussi de tristesse. On a le sentiment d'être en présence d'un être redoutable et très puissant. Vous ne vous trompez pas, d'ailleurs, vous avez devant vous le portrait, peint par le peintre vénitien Gentile Bellini, du Sultan Mahomet II, de Mohammed le Conquérant qui, l'an 1452, entra à cheval, la brèche ouverte par ses canons monstrueux, dans Constantinople ensanglantée et vaincue et qui établit sur l'antique Byzance le règne farouche du Croissant.

Je l'ai regardé longtemps, ce portrait, et, en même temps, il me semblait revoir les massives murailles qui ceignent encore de leurs bastions et de leurs tours de marbre, de leurs portes monumentales, l'ancienne cité des Empereurs d'Orient. Je revoyais l'immense Stamboul qu'elle est devenue sous le joug musulman, avec les débris et les ruines qu'elle conserve de son passé byzantin, avec ses églises transformées en mosquées, en sa mélancolique et vaste beauté, en sa turquerie à la fois barbare et raffinée, s'étageant au flanc de sa Corne d'Or et poussant dans la mer son orgueilleuse Pointe du Sérail où, dans une des salles de l'un de ses palais, on montre encore, sur des mannequins sans tête que coiffent des turbans vides, les costumes d'apparat des anciens Sultans parmi lesquels celui de ce Mahomet II dont j'avais sous les yeux, sur le panneau peint par Gentile Bellini, la vivante image. En la considérant, je me retrouvais en esprit dans ce Constantinople où, quelques semaines auparavant, j'errais en curieux et en flâneur et d'où venait de me ramener, après une longue navigation à travers l'Archipel, le beau yacht blanc de la comtesse de Behague, ce *Nirvana*, maintenant à l'ancre devant Venise près de la Punta della Salute et sous l'égide de la Fortune d'or qui, au sommet de la Dogana di Mare, tourne à tous les vents de la Lagune.

C'est à Venise, en effet, qu'a abouti notre longue croisière

méditerranéenne, et la promesse qu'elle s'y terminerait en avait été un des attraits. Que de fois, en courant les routes marines, n'avais-je pas rencontré le souvenir de Venise! A Constantinople, ne retrouve-t-on pas ses gondoles dans les caïques du Bosphore? Les pigeons de Saint-Marc ne hantent-ils pas les cours de marbre des mosquées? Stamboul l'ottomane n'a-t-elle pas été l'héritière des vieilles rivalités byzantines et vénitiennes qui ont enrichi la ville des Doges de maintes dépouilles de la cité des Empereurs? Que de fois les rouges galères de la Sérénissime République ne se sont-elles pas heurtées aux lourds vaisseaux du Commandeur des Croyants? Sur combien de terres lointaines arrachées au Croissant le Lion de Saint-Marc n'a-t-il pas posé sa griffe victorieuse? En combien de lieux ne l'avais-je pas vu sculpté dans la pierre en signe de domination? N'avais-je pas lu, au-dessus d'une de ses images, dans le formidable rempart de Famagouste, une inscription au nom du doge Priuli? La vénitienne Catherine Cornaro n'a-t-elle pas régné sur cette île de Chypre qu'a défendue héroïquement, contre l'Infidèle, Marc-Antoine Bragadin, qu'un cruel vainqueur fit écorcher vif et dont la mémoire s'enveloppe de ce sanglant manteau de gloire? Ne fut-ce pas contre le Turc que le doge Francesco Morosini conquit son surnom de Péloponésiaque? Partout, dans les mers du Levant, Venise était présente à ma pensée, et tandis que j'errais dans l'enceinte guerrière de la déserte Famagouste, où je cherchais dans la poussière la trace des pas d'Othello, ne m'avait-elle pas parlé par la voix de Desdémone?

Cet appel, les flots de l'Adriatique me l'ont redit tout le long de la côte dalmate. Comme je l'ai entendu à Corfou, Raguse me l'a répété. Venise était chez elle sur ce rivage illyrien et j'y sentais passionnément son approche. Bientôt je rapporterais au Lion de bronze qui veille sur la Piazzetta au sommet de la colonne de porphyre le salut lointain de ses frères ailés qui, sur les terres jadis soumises à son pouvoir, conservent le souvenir vivant de son ancienne gloire. Bientôt je verrais se dessiner au ras de l'horizon la ligne basse du plat lido vénitien.

C'est de Spalato que nous sommes partis pour gagner Venise. L'Adriatique était dure et nous secouait de sa courte lame qui nous prenait par le travers, puis, la passe de Malamocco

franchie, nous sommes entrés dans la Lagune. Lentement nous avons vu Venise sortir des eaux et venir à nous, à mesure que nous allions vers elle, et tandis que nous contemplions, en silence, ce silencieux et réel prodige, le *Nirvana* a jeté l'ancre. Une fois encore Venise était à nous, mais il nous semblait que, cette fois, nous serions peut-être moins à elle que lorsque, au lieu de ce beau yacht blanc qui y serait, pour ce séjour, notre demeure flottante, nous y habitions le cher Palais Dario, aujourd'hui fermé, ou que, le soir, pour y rentrer dormir, nous introduisions dans la serrure de l'humble Casa Zuliani la grosse clé qui faisait de nous de « bons Vénitiens ».

Est-ce la belle et somptueuse étoffe dont Gentile Bellini a suspendu le roide et riche lé sur l'appui de la loggia de marbre qui encadre de ses fines colonnettes et de son arc élégant son portrait du sultan Mahomet II, est-ce elle qui, comme le tapis magique des contes, nous a transportés au seuil de ce vieux palais qui mire dans le Grand Canal sa façade au crépi gris dont les lignes sévères n'offrent à l'œil aucun de ces ornements byzantins ou moresques dont se pare la fantaisie gracieuse et bizarre du gothique vénitien? Cet ancien Palais Martinengo à San Gregorio date en effet du XVIIIe siècle, mais sa robuste carrure a plus de force que de grâce. En son aspect grisâtre et crépusculaire, et malgré la gondole de maître qui attend d'ordinaire amarrée à ses pali, il a presque l'air inhabité. La porte va cependant s'en ouvrir pour nous. Mme Fortuny, qui, depuis de longues années, occupe cette grave demeure, veut bien nous y recevoir et nous montrer l'admirable collection d'étoffes anciennes qu'elle y a réunie.

Mme Fortuny est la sœur du portraitiste Madrazzo, la veuve du célèbre peintre espagnol Fortuny et la mère de Mariano Fortuny, peintre de talent lui aussi et esprit doué de curiosités de toute sorte. C'est un vigoureux garçon, au visage régulier, encadré d'une forte barbe noire. De génie singulièrement inventif, il s'est appliqué à maintes recherches techniques. Vénitien de cœur, il aime Venise et en sait à fond tous les arts. Comme les maîtres de la Renaissance, il ne s'est pas borné à la pratique d'un seul et son activité s'exerce dans les sens les plus divers. En même temps qu'il s'est occupé de renouveler par d'originales expériences lumineuses l'éclairage

scénique, il a retrouvé les procédés de teinture et d'ornementation des anciens tisseurs et des anciens décorateurs. Dans leur tradition il a créé de très belles étoffes de tenture et d'habillement, rivalisant avec les produits des métiers d'autrefois. C'est lui qui nous a proposé de nous faire voir la collection du Palais Fortuny dont la familiarité fut pour beaucoup sans doute dans l'inspiration de ses propres créations qu'il a su adapter aux goûts modernes et approprier aux usages d'à présent. Ne semble-t-il pas fait lui-même, en sa robuste prestance, pour porter une de ces belles simarres de brocart à ramages dont Véronèse se plaît à revêtir les fastueux personnages de ses Noces, de ses Repas et de ses Triomphes? Aussi avons-nous quelque honte de nous présenter à lui dans notre misérable accoutrement.

Nous voici dans la grande galerie du Palais Fortuny. C'est une longue et vaste pièce au haut plafond soutenu par de grosses poutres. Aux murs sont suspendues de nombreuses et brillantes esquisses de Fortuny et d'intéressantes études de son fils Mariano qui est là pour nous présenter à sa mère. Mme Fortuny nous accueille avec une parfaite bonne grâce. Elle et sa fille mènent à Venise une vie singulièrement sédentaire. Elles ne sortent guère de leur palais. Descendent-elles, même, dans la cour intérieure que j'ai aperçue en entrant et où, sur les dalles humides, roucoulent des pigeons mélancoliques? Malgré la stricte clôture où l'on y vit, le Palais Fortuny est volontiers hospitalier et on y offre aux hôtes de succulentes cuisines valencianes et des pâtisseries compliquées. Mme Fortuny est secondée par sa fille. Ces deux Vénitiennes ont conservé un aspect très espagnol. Leurs fines mains sont aptes à manier l'éventail et le chapelet et je les imagine déjà palpant les merveilleuses étoffes promises avec la même dévotion dont elles caressent la magnifique cassette moresque en ivoire sculpté et qui, posée sur une table, semble, sous ses ferrures barbares, contenir, auprès de quelque philtre secret, on ne sait quel mystérieux grimoire de magie.

C'est, en effet, à une scène de magie que nous allons assister, en ce vieux palais silencieux que semblent exorciser de leurs voix incantatrices les cloches voisines de la Salute. De tout temps, Mme Fortuny nous avoue avoir eu le goût des anciennes étoffes, dont le moindre lambeau, échappé aux injures du

temps, permet d'évoquer l'intacte splendeur. Ce fut en Espagne qu'elle fit son premier achat : un antique velours dont la pourpre à reflets de sang portait un décor de grenades éclatées. Ce premier achat fut suivi de beaucoup d'autres et peu à peu se forma la merveilleuse collection. A Venise, les offres se produisent surtout l'hiver. Souvent quelque vieille Vénitienne se présente au Palais et sort de dessous son châle un précieux lambeau, relique de famille, débris de passé qui vient ajouter son témoignage au souvenir de tous ces beaux luxes évanouis.

Mais Mme Fortuny et sa fille se sont approchées d'un grand coffre placé dans un coin de la salle et en ont soulevé le lourd couvercle. C'est là que reposent, mollement pliées ou soigneusement étalées, les étoffes qu'elles en tirent, d'un lent geste précautionneux. Soudain la première apparaît. C'est un admirable velours du XVe siècle, d'un bleu sombre, gaufré d'arabesques de grand style, un velours d'un bleu étrange, sourd, profond et pur et qui est comme le vêtement même de la nuit. Puis, lentement, l'opération magique continue et, une fois dépliées et vues, les belles étoffes vont attendre au dossier d'un fauteuil, sur la pente d'un divan, l'instant de reprendre place dans l'asile du grand *cassone* qui les abrite. Les voici qui en sortent une à une. Voici les pesants velours de Venise, de Gênes ou de l'Orient, somptueux et délicats, éclatants ou graves, à amples ramages, à figures ou à feuillages, des velours qui ont peut-être vêtu des Doges ou des Khalifes ; voici les brocarts aux tons puissants, les soies aux nuances subtiles ; voici des ornements d'église et des parures de cour ; voici les charmants taffetas et les luisants satins, semés de fleurettes et de bouquets dont le XVIIIe siècle faisait les robes de ses femmes et les habits de ses hommes ; voici des étoffes de toutes les teintes et de tous les tissus, les unes évoquant encore la forme des corps qu'elles ont vêtus, les autres en longues pièces et en lés, certaines en lambeaux, en minces fragments ; et tout cela, avec des froissements d'ailes invisibles, s'entassant, s'amoncelant dans la vaste salle peu à peu assombrie par l'heure, tandis que, penchée sur le profond coffre inépuisable, Mme Fortuny semble diriger de son geste magicien l'étonnant concert d'étoffes qui, au fond de ce vieux palais, se joue mystérieusement dans le silence du crépuscule vénitien...

Je ne crois pas que de grands musiciens soient nés à Venise, car on ne peut compter de ce nombre l'aimable Galuppi qui naquit d'ailleurs dans l'île de Burano, mais de grands musiciens y ont laissé trace de leur passage. Monteverde y vécut une partie de sa vie et Cimarosa y vint finir la sienne. On voit encore sa maison sur le campo Sant' Angelo ; de même le Palais Giustiniani et le Palais Vendramin conservent le souvenir de Wagner. C'est au Giustiniani qu'il composa le deuxième acte de *Tristan* et c'est au Vendramin qu'il expira, chargé de gloire et d'années. Si donc Venise n'a pas ses grands musiciens, la musique n'y fut pas moins en honneur. N'a-t-elle pas encore son Conservatoire installé dans le Palais Pisani à San Stefano? De tout temps, Venise fut sensible au charme des instruments et des voix.

Non seulement on s'y plaisait à la musique d'église et d'opéra, mais il s'y donnait des concerts fort courus. Trois très curieuses institutions en fournissaient les virtuoses. On les recrutait aux *Incurabili*, aux *Mendicanti* et à la *Pietà*. C'étaient des hôpitaux dont les bâtiments existent encore, les *Incurabili* sur les Zattere, les *Mendicanti* sur le rio qui porte leur nom près de San Giovanni e Paolo, la *Pietà* sur la Riva degli Schiavoni. Ces trois maisons de charité, destinées à soulager les misères morales et corporelles et qui accueillaient les malades et les indigents, servaient aussi de retraite et d'asile à des jeunes filles pauvres, ainsi qu'une quatrième les *Zitelle*, située dans l'île de la Giudecca; mais aux *Zitelle* on faisait d'elles des dentellières, tandis que dans les trois autres on leur enseignait la musique et le chant.

Le signore Jean-Baptiste Albrizzi, dans l'ouvrage qu'il intitule : *l'Étranger pleinement instruit des choses les plus rares et curieuses de la ville de Venise*, nous apprend qu'aux *Incurabili* on instruit des jeunes filles demeurées sans parents dans la musique vocale et instrumentale, en quoi elles réussissent si parfaitement qu'elles attirent pour les entendre toute personne de distinction. Les *Mendicanti* ne jouissent pas d'une réputation moindre. Les jeunes filles y chantent l'office divin en musique et y donnent des « oratoires », qui sont des espèces de concerts spirituels. « C'est ici, ajoute notre Albrizzi, qu'on entend les plus douces et agréables voix de femmes et la musique la plus parfaite et la mieux exécutée, car il y a toujours des filles dont la voix a le plus grand éclat et qui

chantent avec une facilité qui les rend admirables. » A la *Pietà*, il y a ceci de particulier qu'en certains jours solennels on y fait un concert d'instruments à vent, composé de bassons, hautbois, clarinettes, trompettes, flûtes de toute espèce, timbales et d'une harpe qui se fait entendre seule de temps en temps. « Il arrive souvent, remarque encore le bon Albrizzi, que ces jeunes filles charment quelques-uns de leurs auditeurs qui se déterminent à les épouser, ce qui arrive communément quand elles ont une figure intéressante, mais en se mariant elles doivent s'engager à ne jamais monter sur le théâtre. » Les amateurs de musique étaient donc fort bien partagés, mais pour goûter tous ces agréments, il eût fallu visiter Venise en l'an 1771 ou y accompagner auparavant l'aimable président de Brosses qui, dans ses *Lettres sur l'Italie*, nous trace un fort joli tableau d'un de ces concerts. Aujourd'hui, toutes ces voix se sont tues et Venise n'a plus d'autre musique que celle de ses théâtres et de son Conservatoire. Joignons-y les gammes et les arpèges des pianos, que l'on entend parfois résonner par les fenêtres ouvertes sur quelque *calle* ou sur quelque *campo*, ou le refrain que fredonne quelque gondolier du *traghetto*, à moins que vous n'alliez écouter à l'Accademia, dans le charmant tableau de Longhi, l'aimable trio d'amateurs qui, le violon à la joue, déchiffrent avec tant d'attention leurs parties, tandis que, juché sur un tabouret, un gentil petit chien les regarde tourner les clés et manier l'archet.

Imaginerait-on, en effet, Venise sans musique? Si belle, si lumineuse, si riante qu'elle puisse être, elle a ses heures de mélancolie. Quand la clarté du jour s'est éteinte, quand l'ombre et le silence l'enveloppent de leur mystère, on a besoin de sentir battre son cœur nocturne et de voir s'éclairer son obscur visage. C'est alors que la musique est la bienvenue, même si elle apporte des harmonies un peu vulgaires et des accords d'une gaîté et d'une grâce un peu faciles. C'est alors que l'on accueille volontiers les grosses barques qui viennent se poster à l'entrée du Grand Canal et où, comme dit notre vieux Corneille, cent musiciens font « rage sur l'eau ». Sous des guirlandes de lanternes illuminées, chanteurs et chanteuses s'y groupent autour d'un piano. Ce qu'ils offrent n'est pas de la plus rare qualité, mais les voix sont souvent belles. Elles chantent des airs d'opéras démodés, des romances sentimen-

tales, des rengaines populaires, mais elles les chantent avec tant de conviction et d'entrain! Et puis, la beauté de la nuit communique, même à ces banalités musicales, on ne sait quelle poésie! Elles ont leur attrait, ces grosses barques, et peu à peu elles rassemblent autour d'elles les gondoles oisives qui s'en approchent, se collent à leur flanc et leur font une sorte de cour balancée sur l'eau pleine de reflets, humble et bizarre fête nocturne qui n'est pas sans charme, un charme auquel on a un peu honte de céder, mais auquel on ne saurait rester insensible de par l'harmonieuse conjuration de la Musique et de la Nuit.

Je les écoute souvent, du pont du *Nirvana*, ces barques chantantes, et même je prends un certain plaisir à leurs roulades et à leurs flonflons, mais, ce soir, je les supporte avec impatience. J'ai hâte qu'elles aient cessé leur concert, qu'elles soient allées déposer leur équipe vocale et instrumentale, qu'elles aient éteint leurs lanternes et que la Lagune ait retrouvé son calme solitaire, car, ce soir, Reynaldo Hahn, qui est à Venise en ce moment, nous a promis un divertissement musical plus délicat et plus raffiné. Il nous a promis de nous chanter les ravissantes chansons vénitiennes qu'il a composées et de les chanter, comme il sait chanter, non dans le salon du *Nirvana*, mais en plein air, à l'angle de quelque rio, le long de quelque fondamenta, auprès de quelque campo, sous l'arche de quelque pont, dans le sonore silence de la Venise nocturne. C'est ce plaisir que nous attendons et auquel prendront part de rares privilégiés, mais il faut attendre qu'il soit tard, attendre l'heure où Venise endormie est le séjour de l'ombre, du mystère et du silence.

Le rendez-vous pris est à Santa Maria Formosa. Notre gondole glisse sur l'eau obscure. Deux autres gondoles nous suivent. La nuit est douce, tiède et tranquille. Aux façades qui surplombent les étroits *rii* où nous nous engageons, quelques fenêtres sont encore éclairées. Sur les fondamente se hâtent de rares passants. Voici Santa Maria Formosa. Accostée au quai, une grosse péotte noire bombe sa coque pansue. Reynaldo Hahn y a fait installer un piano. Il est là qui nous attend. Lourdement la lourde barque démarre, son bordage racle le marbre du quai. Puis on n'entend plus que le bruit mouillé des rames dans l'eau. Soudain quelques accords préludent, et, dans la nuit, une voix monte, une voix singulière, à la fois

précise et souple, indolente et nerveuse, une voix qui chante et qui s'élève vers les obscures façades des vieux palais muets, se prolonge en échos, et dont la sonorité, comme épurée par le silence, l'emplit de son charme tendre et de la grâce des fines paroles vénitiennes.

La voix s'est tue sur la barque sombre qui continue d'errer par le dédale des canaux. La voix s'est tue, puis elle recommence son chant moqueur et passionné. Parfois la péotte s'arrête et nos gondoles se rapprochent. Il y a, à Venise, des carrefours d'eau où des canaux se croisent et forment des places marines. En voici une où nous faisons halte. La voix charmante y résonne et y répète les charmantes mélodies, qui s'appellent *la Biondina in gondoletta*, ou *l'Avertimento* et celle qui commente des vers de Pagello et celle qui s'intitule *la Nott'è bella* et qui se termine par une longue plainte tout orientale où s'expriment toute l'étendue et toute la mélancolie de la Lagune, et cette autre, si gaie, si vive et dont le refrain semble soulever son masque pour montrer l'éclat, si jeune, de son rire. Chacune d'elles est un peu de l'âme de Venise, de la Venise du Carnaval, de la Venise d'autrefois, de la Venise de jadis, celle de Musset et de George Sand, la romantique à laquelle nous nous étions promis de ne pas céder et à laquelle nous nous abandonnons en cette douce nuit de rêverie et de musique, tandis que, çà et là, une fenêtre s'éclaire et s'ouvre, tandis que, par instants, sur le pont de marbre qui courbe auprès de nous son arche en quartier de lune, se ralentit le pas attardé d'un passant qui s'arrête pour écouter, de la noire barque magique, monter dans la nuit vénitienne la souple voix enchanteresse.

D'UN CARNET

Venise. Octobre-novembre 1907.

Je l'ai acheté, ce carnet, — recouvert en parchemin et que ferme un lacet de cuir, — je l'ai acheté, il y a cinq ans, chez un petit relieur, dans une sombre rue, à Sienne, où j'étais venu, de Florence, passer une journée. C'était une orageuse et lourde journée de printemps qui accablait la robuste ville du poids de son ciel nuageux, sur elle en suspens. Tout à coup, comme je sortais du Dôme, la pluie se mit à tomber. Ah! la

brusque, la soulageante, la furieuse pluie ! Elle se précipitait en averse drue, violente, irritée. Du porche où je m'abritais, je voyais les larges dalles de la place crépiter de gouttes épaisses qui rejaillissaient au marbre en poussière d'eau. Par les pentes et les escaliers de ses rues, toute Sienne grondait torrentueuse et déserte, et, dans l'air saturé d'humidité, je sentais sous ma main s'amollir la peau moite et parcheminée de mon carnet...

Aujourd'hui, une averse d'octobre tombe, du ciel gris de Venise, dans le Grand Canal, couleur de jade, et je regarde pleuvoir par ma fenêtre qu'encadrent des glycines jaunissantes. Il pleut doucement dans un silence que troublent à peine un battement de rames, des voix lointaines, un son de cloches assourdies. Puis, peu à peu, tout s'est tu, — même la pluie, — et j'entends le bruit de mon crayon, sur la page de papier que semblent ponctuer, quand je lève les yeux vers la vitre, les virgules d'eau qui s'égouttent, au dehors, des feuilles de la glycine ruisselante.

***

Le pas, la voix, le rire, le chant prennent ici une sonorité particulière, comme les sentiments y ont une valeur différente. On y est joyeux ou triste autrement qu'ailleurs.

Après tant de séjours, Venise me donne autant de plaisir, mais me suggère moins d'images.

Les siècles, comme la mer, usent et polissent les marbres et les mots.

Une longue promenade en Lagune vous laisse une sorte d'étourdissement ébloui, un balancement jusque dans l'esprit où les pensées oscillent, et qui persévère même dans le sommeil.

La Venise que je préfère, c'est la Venise d'automne, la Venise des journées fraîches et lumineuses. J'aime ce vieux Palais Venier où nous habitons, cette année, et que Mme de la Baume, recevant, au Dario, sa belle-sœur et ses deux neveux,

a mis à notre disposition. J'aime, après les dîners quotidiens au Palais Dario, nos rentrées nocturnes, la clé qui grince dans la serrure, la traversée du jardin obscur où les branches cinglent le visage et où l'on se guide dans les allées incertaines aux fenêtres éclairées de la basse façade frissonnante de feuillages.

Venise est construite en couleurs dans de la lumière.

Dans la lumière de Venise, le matin est plus matinal qu'ailleurs et plus crépusculaire le crépuscule.

Midi. Campo Sant' Agnese. La vieille cloche de l'église sonne, à découvert, dans son pauvre campanile. Je la vois s'agiter, affairée, basculante, humble, active comme une ménagère rustique. De la margelle d'un puits un pigeon s'envole. Des linges sèchent à des cordes tendues. Un peu de vent les gonfle.

Un soir, je revenais des Zattere par les calli obscures, quand les cloches se sont mises en branle. Elles sonnaient tout près de moi, au-dessus de ma tête, car c'étaient les cloches voisines, de la Salute, des Gesuati. Elles remplissaient l'ombre d'une fête de métal sonore qui, dans l'air, répandait sa richesse nocturne.

Ces femmes, ces filles de Venise, aux visages pâles, aux épaules étroites que drape la grâce populaire des longs châles à franges, elles ont de beaux cheveux qu'elles disposent en lourdes coques, en chignons gonflés. Un soir, dans une petite calle, sous un réverbère, j'ai vu deux de ces femmes arrêtées, l'une rajustant à l'autre sa coiffure avec une charmante et gaie gentillesse.

Nous étions devant San Giovanni e Paolo. Le Colleone se dressait fièrement sur son piédestal. Des pigeons volaient et se posaient autour du socle héroïque comme une décoration mouvante, tour à tour défaite et refaite. Nous sommes allés jusqu'au Ponte dei Mendicanti et aux Fondamente Nuove. De là,

Murano apparaît parfois, avec, dans l'air limpide, des transparences si irréelles, que l'île semble posée sur l'eau.

Il y a un rassemblement au campo San Vio, gens du quartier, passants, filles en châles, enfants. Un homme montre des perroquets savants, des cacatoès plutôt, car ils sont blancs avec une crête jaune. Sur une planche soutenue par des tréteaux, ils font divers exercices. L'un se tient en équilibre sur une boule, l'autre s'assied dans un petit fauteuil qu'un troisième pousse par derrière. Le plus habile monte et manie une petite bicyclette. Ils sont tristes, lents avec un air de dignité et de mauvaise humeur.

Certaines voiles de barques, ocre, rouges, avec des dessins compliqués, des arabesques mystérieuses, sont aussi belles que des façades de palais.

Où est-il ce palais, sur quel pauvre rio de quel quartier misérable? Je ne sais, mais j'ai aimé son humide décrépitude. Il n'était pas très ancien; sa façade peu ornée était d'un jaune extraordinaire et toutes ses fenêtres closes de volets verts, d'un vert déteint, singulier et comme empoisonné.

Il y a d'étroites calli où l'on marche dans de l'ombre, du silence et du secret.

Rio Foscari. D'un jardin, contre un mur rose, le jet sombre, isolé, magnifique, d'un haut cyprès.

J'allais à Murano. La marée était basse. La gondole s'est embarrassée dans les longues algues du fond. Pour l'en dégager, les gondoliers y appuyaient leurs rames et la gondole tournait sur elle-même, comme prise au piège.

On mène ici une vie d'ombres heureuses dans la plus belle des lumières.

Ce matin, sur le blanc rideau de mousseline ensoleillée qui voile la fenêtre, je vois se dessiner, en noir, le feuillage des glycines qui l'enguirlandent en dehors, et parfois se détache et

tombe une de ces empreintes avec la feuille dont elle était l'ombre.

Il y a salut aux Gesuati sur les Zattere. L'église est éclairée par de gros cierges et les piliers sont revêtus d'une étoffe rouge. Une Madone en robe dorée est placée sous un baldaquin. Au plafond, on aperçoit les belles fresques, légères, volantes, de Tiepolo. On chante; les gens entrent, prient un instant, causent. Un sacristain quête et, en échange de l'offrande, donne une image. En sortant de cette ombre illuminée apparaît, entre les lourds rideaux qui flottent devant la porte, une Venise grise, crépusculaire, et, au delà de son canal, la Giudecca se détachant sur un grand nuage de cendre.

On est bien dans ce vieux et bizarre Palais Venier, dans cette grande pièce aux boiseries blanches, dans ce silence plein de bruits minuscules, trot de souris, frisson de feuilles, tassement de la cendre éteinte des premières flambées.

Il y a sur un dahlia du jardin un gros scarabée mordoré que visite un papillon rouge et noir.

En gondole, derrière San Giorgio Maggiore. Les cloches sonnaient, puis le crépuscule est venu. Nous sommes allés lentement jusqu'à l'île San Servolo. A la pointe de l'île, un chien jappait. La lune se levait sur le Lido. Des bancs d'algues affleuraient.

Au jardin. Le soleil faisait luire les sauges du parterre. Les allées encore humides séchaient. Un chat noir et blanc se chauffait. Au-dessus du toit du palais, j'admirais la cheminée, chef-d'œuvre de la fumisterie vénitienne. Elle se compose d'une espèce de tour en briques que domine une sorte de petit temple rond dont les colonnes soutiennent un dôme coiffé d'un couronnement en zinc, de la forme d'une carte à jouer pliée en deux, le tout surmonté d'une girouette.

Le canon de midi a tonné. Des cloches sonnaient dans un ciel où les nuages laissaient entre eux de grandes places d'un bleu frais, lavé, charmant. Le vent agitait les feuilles des arbres, et des bourdons se posaient sur les fleurs.

La rame du gondolier semble creuser, dans l'eau, la tombe du silence et le pleurer de ses larmes.

Ce matin, du jardin, je regardais, par la fenêtre ouverte, se refléter dans le miroir de la chambre, les parterres fleuris qui s'y encadraient et y formaient un charmant tableau floral.

Je pense à un enterrement que j'ai vu passer, sur le Grand Canal. Il y avait d'abord un *vaporetto* chargé de monde qui remorquait une grande barque ornée de figures dorées. Sur cette barque, qui était un peu comme le Bucentaure des Pompes funèbres, se dressait le catafalque avec ses draperies noires, lamées d'argent, sur lequel s'amoncelaient des couronnes et des fleurs. A cette barque de deuil étaient attachées des gondoles, une dizaine au moins, pleines de gens qui formaient cortège. Et cette flottille allait lentement, en apparat funéraire, sur l'eau égayée d'un clair soleil, sur l'eau que le sillage du vaporetto faisait clapoter à la rive avec un bruit de linge mouillé, comme un claquement de mouchoirs trempés de pleurs.

Il est doux de sentir toute Venise autour de soi.

A Venise, par la structure même de la ville, par sa contexture de labyrinthe, la vie est noble, mystérieuse, gentiment compliquée.

La nuit, les façades de certains palais se décharnent, se creusent presque douloureusement.

Les lieux où l'on a souvent vécu et que l'on a beaucoup aimés prennent une sorte de personnalité. Les rapports où l'on est avec eux sont sujets à toutes les nuances de la passion. Les sensations s'y changent en sentiments.

Ici, on éprouve une grande activité de rêverie et une grande paresse d'esprit.

Le gondolier nous a demandé une fleur pour la placer

dans le petit cornet de cuivre qui se trouve à la proue de la gondole. C'est, a-t-il dit : « *Per la bella figura.* »

Venise, ville et port. Elle retient l'esprit dans le lacis de ses calli et de ses canaux et offre sa lagune à tous les rêves.

Ici se mêle à tout un peu de comédie. La fille de Carlo, Lisetta, est venue demander à Mme de la Baume d'augmenter ses gages, et pour rendre sa démarche plus pathétique, elle ne s'était pas peignée et n'avait pas son joli fichu habituel.

La gondole longe le haut mur rouge de l'Arsenal. Avec ses briques guerrières, ses créneaux sarrasins, on dirait l'enceinte de quelque ville des croisades, de quelque ville musulmane d'un tableau de Bellini.

Venise, le lieu du monde où le temps fuit du pas le plus léger, s'envole de l'aile la plus insaisissable.

Dans la grande salle démeublée et vide du Palais Labia, la seule présence des fresques de Tiepolo est une fête. Le silence y est joyeux, la solitude y danse. Salut, Tiepolo, toi le Véronèse du rococo!

Chez le misérable petit antiquaire de San Zaccaria il y a un curieux portrait de médecin, longue figure d'âne à perruque. Il tient à la main une banderole sur laquelle on lit : *Obstetriciam reddo facilem.* Je facilite l'accouchement.

L'usage de tout transporter par eau à Venise produit des spectacles assez comiques. Dans une barque, tout seul, cérémonieux, un fauteuil semblait se rendre en visite chez quelque meuble de sa connaissance.

Un goût de cigare un peu âcre aux lèvres, une petite calle pleine d'ombre, un mur rouge ensoleillé que dépassent des verdures jaunissantes, un coin de ciel bleu, un pas à côté du sien...

La Venise d'été est moins mystérieuse, moins secrète que la Venise d'extrême automne.

Il y a des lieux où il est doux d'être triste.

Il semble qu'ici, dans la sorte de bien-être égoïste où l'on vit, on supporterait mieux l'oubli, l'ingratitude, l'injustice. On est comme dans un labyrinthe où les chagrins ont plus de peine qu'ailleurs à vous atteindre. Tout ne vous y arrive qu'en reflets, en échos. Chaque journée y est un peu une fin de vie.

Fantasio aurait dû naître à Venise aux accords d'une sonate de Mozart.

Le souvenir de Venise laisse dans l'esprit comme une cendre de lumière.

A la Giudecca. Rangées sur l'appui d'une fenêtre, une file de fiasques. Dans leurs panses clissées ne dirait-on pas qu'elles tiennent du vin en cage ?

Rien de plus charmant que ces ciels de Venise où, après la pluie, les nuages fondent dans du bleu.

Les hirondelles sont parties avec l'été fini. Où est leur folle frénésie, lorsqu'elles tissaient, de leurs noirs fuseaux ailés, un véritable filet de cris, sur Venise ?

Il y a, au-dessus de la cheminée, une vieille glace dédorée. Sur la tablette de marbre, deux vases blancs en faïence de Bassano, une coupe en verre à perles bleues, et un gros piment jaune qui se gonfle, se contourne et luit en son écorce laquée.

Je suis allé, sous les arcades des Procuraties, retenir des places pour le théâtre Goldoni. A un pilier, le loueur a adossé, au-dessous d'une affiche du spectacle, le vieux petit pupitre où il délivre ses coupons, à la lueur d'une lanterne. Qu'ils sont touchants sous les galeries éclairées, cette lanterne, cet antique pupitre en plein vent, ce bonhomme ! On sent tout cela demeuré tel qu'il y a cent ans.

Nous sommes allés à l'île de San-Lazaro, chez les Arméniens. C'était une de ces belles et pures journées de l'automne

vénitien où l'air est saturé de bonheur et de mélancolie. De loin, les murs de briques du vieux couvent ressemblaient à un ancien brocart couleur de rose, sur lequel se détachait le sombre velours des cyprès. On eût dit le motif de quelque étoffe orientale ou le dessin de quelque tapis persan. Dans le jardin du cloître, un cèdre étendait ses branches et, au tronc velu d'un palmier, grimpait un volubilis dont la fleur était du bleu le plus charmant, le plus tendre, le plus pur que j'eusse jamais vu. Quand nous avons eu admiré, dans la galerie du couvent, une momie venue d'Égypte et la signature de lord Byron, nous sommes sortis pour nous promener. Le jardin des moines nous a offert ses allées tranquilles qu'abritent des treilles recourbées et où courent sur le sable des lézards furtifs. Çà et là, entre deux cyprès, entre deux ceps, des araignées ont tendu des toiles magnifiques, ourdi des rosaces de soie flexibles et irisées. On les voit qui s'y balancent, filandières appliquées, dentellières de la lagune. Ce sont elles qui tissent les langes et le linceul du silence.

Il pleut. La gondole accoste aux marches mouillées du Palais Venier. La pluie tombe lourde sur les pierres, les feuillages qui jaunissent, une pluie obscure, mystérieuse, avec des arrêts, des redoublements, des silences.

Parfois, c'est encore l'été, un été fragile d'une douceur, d'une mesure charmantes. Dans le jardin, il y a encore trois roses blanches. Les cloches sonnent dans l'air vide.

Depuis hier, Venise est pleine de vent, d'un vent qui vient de la mer et favorise une forte marée. Le Grand Canal se gonfle. J'aime cette Venise turbulente et que le vent tonifie. Il la refait marine, aérée et rude. Cette nuit, dans le jardin du Palais Venier, c'était un bruit de feuillages secoués, une sourde rumeur. Au matin, il y avait des branches brisées, des pots à fleurs renversés.

Le Palais Dario est fermé. Mme de la Baume est partie, mais, en partant, elle nous a laissé les clés du Palais Venier et son domestique italien, Antonio. C'est un gentil garçon qui assurera notre service, et se chargera d'allumer et d'entretenir la

« fournaise », — c'est ainsi que l'on nomme le calorifère, — car voici novembre. Le froid peut venir et le Palais Venier est humide. Antonio s'occupe avec zèle de ses fonctions. Il habite une sorte de réduit bizarre d'où il sort comme d'une boîte à surprises. Il est plein de prévenances, mais ses capacités se bornent à savoir faire bouillir de l'eau, à disposer sur un plat les fruits et les gâteaux du goûter, et à présenter les lettres sur un plateau d'argent. Par politesse il laisse les siennes à côté des nôtres. Les siennes portent cette suscription : *All' excellentissimo Signore Antonio.* Il en reçoit beaucoup. Il est galant et son réduit est favorisé de visites mystérieuses. Il y a aussi un jardinier qui vient ratisser les allées. C'est un petit homme noirâtre et de caractère irascible. L'autre jour, Antonio et lui faisaient mine de se battre à coups de râteaux avec des gestes terribles. Cela s'est apaisé. Ce n'était qu'une *demonstrazione.*

Aujourd'hui, jour de la Toussaint, toutes les cloches de Venise sonnent dans un ciel d'un gris argenté, dans un ciel de perle, mais de perle sans orient, de perle morte...

Vous en souviendrez-vous de ce 1er novembre de l'année 1907?

Vous souviendrez-vous de notre vieux Palais Venier à demi enseveli sous ses rouges vignes vierges et ses glycines jaunissantes qui peu à peu perdaient leurs feuilles amollies et fripées? Ce furent des jours de vie solitaire, de cette vie vénitienne que nous aimions, si propice aux longues oisivetés et aux longues rêveries, faite de minimes événements quotidiens, où l'on goûte si bien l'inutilité de soi-même et la beauté des choses. Elle se compose d'un charme monotone, d'on ne sait quoi d'uni et de continu, de l'éclat vif ou voilé de la lumière, de telle promenade, de telle flânerie, de telle parole, de telle pensée, de tel songe qui se transforment vite en souvenirs. Elle fait du temps un tissu à la fois lâche et serré qui vous enveloppe de sa paix et de sa mélancolie. On y devient sensible à tout, à tel bruit, à telle couleur, à telle nuance, à tel silence. Novembre se prête bien à cette virtuosité de l'instrument intérieur et lui en fournit tous les thèmes classiques : matinées radieuses, soirs magnifiques, douces après-midis, froides journées, crépuscules pluvieux, tantôt avec des mollesses d'été, tantôt avec des âpretés d'hiver. Vous souviendrez-vous de ses brouillards,

les uns si roses, si pénétrés de soleil invisible, les autres si lourds en leurs cendres humides où disparaissaient palais et canaux et où Venise n'était plus qu'une étendue de vapeurs muettes?

Ces jours-là, nous nous enfermions dans le vieux palais avec des livres. Vous en écriviez un sur de grandes feuilles blanches que vous laissiez tomber une à une sur le tapis comme des ailes lasses. Votre livre s'appelait : *le Temps d'aimer*. C'était une histoire ironique et tendre, romanesque et passionnée, douloureuse et charmante. Vous l'écriviez devant la cheminée où flambaient des bûches, car la « fournaise » d'Antonio ne suffisait pas toujours à chauffer ce vieux palais humide. Vous écriviez sagement, parfois distraite par quelque bruit familier. Parmi ces bruits était celui du *taupo*. Ce taupo était un rat dont les fines pattes trottaient au plafond et qui parfois montrait son museau hardi et moustachu. Un feuillet de papier froissé suffisait à le faire rentrer dans son trou, mais vous aviez encore d'autres sujets de distraction et le jardin en était un. Vous aimiez à y descendre par le petit escalier extérieur qui, de la pièce où vous travailliez, y conduisait. Les chrysanthèmes avaient remplacé les sauges, les roses et les dahlias. Ils répandaient leur odeur amère. Parfois aussi vous alliez vous accouder à la balustrade des petites terrasses qui, en corbeille sur le Grand Canal, ont pour gardiens les deux jeunes drôles en pierre d'Istrie qui, le manteau aux épaules et le tricorne à la nuque, portent l'un une lanterne et l'autre un chauffoir. Ils vous voyaient venir avec joie, car ils n'avaient personne d'autre que vous à qui offrir leurs services et à qui montrer leurs mines rustiques.

Qu'il était donc solitaire, en effet, notre palais! Nulle gondole n'accostait plus aux marches de sa porte d'eau. Nul pas ne franchissait la haute grille de fer par où l'on pénètre dans le jardin. Aucune main ne tirait plus la chaîne de la sonnette. Les jours coulaient en leur monotone diversité. Un soir cependant, nous sommes allés au théâtre Minerva dans la calle San Moïse, à un spectacle de marionnettes. Il y avait de charmantes et minuscules petites ballerines parfaitement articulées et un gentil squelette qui, en dansant, perdait ses os et les retrouvait avec une merveilleuse dextérité, à la grande joie du bon public vénitien. D'autres soirs, après avoir dîné au restaurant, nous

flânions sous les arcades des Procuraties et nous rentrions par le plus long. Au retour, dans la grande pièce aux boiseries blanches, les dernières tubéreuses répandaient leur âme odorante. Notre rentrée dérangeait le grignotement du taupo.

Et ce novembre passa ainsi. Vous en souviendrez-vous? Puis vous avez été malade et il n'est pas bon de l'être à Venise, dans un vieux palais solitaire où l'on n'a à son service qu'un Antonio dont la bonne volonté n'a d'égale que l'incapacité. Comme vous ne pouviez sortir, c'est moi qui allais vous chercher de quoi dîner. Que de fois suis-je revenu à travers les calli en portant, comme un personnage d'une farce de Goldoni, un poulet froid et en balançant un chapelet de bananes et une fiasque de Chianti! Cependant novembre s'avançait et l'humidité se glissait partout, malgré les grands feux et la fournaise d'Antonio. Le matin, les chaussures étaient recouvertes d'une légère moisissure. Vous alliez mieux et il était temps de partir. D'ailleurs Antonio nous aurait abandonnés. Il était attendu à Bologne pour une « place » merveilleuse. Il apporterait à ses nouveaux maîtres le certificat élogieux que j'étais bien décidé à lui donner.

Enfin le jour du départ arriva. Nos malles chargées sur une gondole, à travers les vitres brouillées du *felze*, nous aperçûmes Antonio, debout sur les marches du palais, entre les deux petits valets de pierre d'Istrie, dont le tricorne ruisselait et dont avaient dû s'éteindre la lanterne et le chauffoir. Il nous adressait un salut d'adieu tout en s'abritant sous un parapluie percé, car nous quittions Venise par une formidable averse qui ressemblait, vous en souviendrez-vous, à une pluie de verre filé?

HENRI DE RÉGNIER.

(*A suivre.*)

LES JOURNÉES TRAGIQUES
DE JUILLET 1914

II[1]

LA DÉCLARATION DE GUERRE

LA JOURNÉE DU 28

Je reçus le 28 juillet un télégramme de notre consul général à Fiume, qui m'annonçait la déclaration de l'état de siège en Slovénie, en Croatie et à Fiume, ainsi que l'appel des réservistes de toutes les classes.

A Saint-Pétersbourg, le gouvernement et l'opinion publique avaient la conviction qu'un conflit armé était devenu inévitable depuis que la déclaration de guerre avait été signifiée à la Serbie, juste au moment où le gouvernement impérial faisait tous ses efforts pour éviter la guerre. Un conseil des ministres, tenu sous la présidence de l'Empereur, décida de mobiliser tout de suite quatre districts militaires, environ 13 corps d'armée, destinés à agir, le cas échéant, contre l'Autriche-Hongrie. L'ordre de mobilisation fut publié le 29 juillet.

La veille de la publication de l'ordre de mobilisation, je télégraphiai à Berlin à Bronevsky pour le charger d'informer le gouvernement allemand de notre décision, et de l'assurer qu'aucune mesure militaire n'était dirigée contre l'Allemagne.

Je fis verbalement la même déclaration à l'ambassadeur d'Allemagne qui me déclara, de la part du chancelier, que son gouvernement n'avait cessé d'exercer une action modératrice

(1) Voyez la *Revue* du 1er août 1927.

à Vienne et qu'il entendait continuer cette action, même après la déclaration de guerre. Je remerciai le comte de Pourtalès de cette communication et je lui dis que la mobilisation de nos quatre districts militaires du sud, simple réponse à la mobilisation presque totale de l'armée austro-hongroise, n'indiquait aucune intention offensive contre l'Autriche. J'ajoutai que, si l'on voulait obtenir une solution pacifique de la crise austro-serbe, il me semblait utile d'avoir recours à la médiation des quatre grandes puissances non intéressées, et en même temps d'ouvrir des négociations directes entre la Russie et l'Autriche-Hongrie. Après les concessions faites par la Serbie, il ne devait pas être difficile de trouver un terrain propice à un compromis.

A ce moment, j'ignorais encore que le comte Berchtold eût opposé un refus catégorique à toute continuation de pourparlers avec Saint-Pétersbourg. J'ignorais également que l'Allemagne dût rejeter aussi, pour des raisons de forme, la proposition de médiation des quatre puissances. Même après ce refus, je continuai à recevoir de Berlin, l'assurance que le gouvernement allemand ne cesserait d'user de toute son influence pour apaiser Vienne. Nous avons appris depuis, par la publication de documents secrets allemands, que la réponse extrêmement conciliante de la Serbie à l'ultimatum autrichien inspira à l'empereur Guillaume la velléité d'amener le cabinet de Vienne à se contenter du succès diplomatique qu'il venait d'obtenir. « Après la capitulation de la Serbie, dit-il dans sa lettre à von Jagow, toute raison de guerre disparaît. » Toutefois, n'ayant dans les Serbes qu'une confiance médiocre, il proposait à l'Autriche de se garantir par l'occupation de Belgrade, « ou toute autre occupation temporaire d'une partie du territoire serbe ;... ainsi nous avons laissé nos armées en France jusqu'au paiement des milliards. » Dans ces conditions, il se disait disposé à offrir à l'Autriche sa médiation.

Ces dispositions étaient-elles sérieuses et durables ? Chez les impulsifs tels que Guillaume II, un état d'esprit survit rarement au moment qui l'a fait naître. Ce qui est certain, c'est que nous n'entendîmes plus parler de tentatives sérieuses de la part du Kaiser pour sauvegarder la paix. Les efforts dont il parle dans ses télégrammes à mon souverain, n'étaient que des formules de rhétorique. Sans quoi, il n'aurait probablement

pas traité « d'absurdité » (1) l'idée exprimée par l'empereur Nicolas de remettre le différend austro-serbe entre les mains du tribunal international de La Haye.

La principale occupation de M. de Bethmann-Hollweg pendant ces journées critiques de juillet était, à en juger par sa correspondance avec Tschirsky, non de sauver la paix, mais de présenter les événements sous un jour qui pût faire croire que l'Allemagne avait été contrainte à la guerre. Après la précipitation extrême avec laquelle on s'était préparé à Vienne à attaquer la Serbie, après la rupture des relations diplomatiques dans les quarante-huit heures exactement qui suivirent la remise de l'ultimatum, après la déclaration de guerre survenue trois jours plus tard et suivie dans les vingt-quatre heures par le bombardement de Belgrade, on pouvait supposer que les préparatifs militaires de la monarchie danubienne étaient entièrement terminés et que, d'un moment à l'autre, elle procéderait à l'invasion du territoire ennemi. Soudain, on apprit à Berlin que l'Autriche-Hongrie ne se déciderait pas à une action offensive avant quinze jours, c'est-à-dire avant le 12 août.

Un retard si imprévu mit l'Allemagne, comme nous le voyons d'après la lettre du chancelier, en date du 28 juillet, à son ambassadeur à Vienne, dans une situation très difficile, qui aurait pu paraître quelque peu comique si elle n'avait été aussi profondément tragique. Le chancelier se plaignait amèrement à Tschirsky de ce retard et lui disait que le gouvernement allemand risquait de recevoir d'autres puissances des propositions de médiation qui pourraient aller jusqu'à la convocation d'une conférence internationale. Si l'Allemagne continuait de refuser toutes ces propositions, la lourde accusation d'être responsable de la guerre mondiale pèserait sur elle, même aux yeux de sa propre opinion publique. Il serait alors impossible de mener une guerre victorieuse sur tous les fronts. « C'est pourquoi, ajoutait le chancelier, il faut, — et c'est pour nous un impérieux devoir, — que la responsabilité de la participation à la lutte des puissances qui ne sont pas directement intéressées au conflit, retombe de toutes façons (*unter allen Umstanden*) sur la Russie. »

(1) *Recueil de Kautsky*, n° 337, p. 54.

A la fin de sa lettre, le chancelier chargeait son ambassadeur d'insister auprès du comte Berchtold pour que celui-ci réitérât au gouvernement russe l'assurance que l'Autriche-Hongrie n'avait pas l'intention de porter atteinte au territoire de la Serbie, tout en évitant de créer l'impression que l'Allemagne retenait l'Autriche-Hongrie. La question se résumait donc ainsi : il fallait trouver le moyen de réaliser l'objectif principal de la politique viennoise, en coupant le nerf vital de la propagande panserbe sans faire éclater la guerre, ou si celle-ci devenait inévitable, trouver le moyen de la mener dans les meilleures conditions (1).

Que dire de pareilles instructions? Elles reflétaient exactement la politique de M. de Bethmann-Hollweg, imprécise, vacillante, sans but défini et sa complète ignorance de la situation politique européenne. On peut affirmer que jamais homme d'État chargé de guider les destinées d'un grand Empire au milieu des pires complications internationales, ne prouva un manque de jugement et une ignorance de l'histoire contemporaine aussi formidables. M. de Bethmann-Hollweg était pourtant un homme de nature paisible, ni vaniteux ni même chauvin. Il ne cherchait pas de prétextes pour faire la guerre et il ne la désirait probablement pas. Mais quand la folie de ses alliés le mit en face de ce spectre épouvantable, il ne fit rien pour le chasser. Homme sans volonté, il suivit docilement le chemin où d'autres l'avaient engagé.

Les politiques allemands avaient oublié le sage principe de Bismarck : « Ne pas chercher l'inaccessible ». Ils ne voyaient pas que la création de cette fameuse *Welt Politik*, c'est-à-dire l'instauration de la domination allemande sur le continent européen et, encore plus, la création d'un empire fantastique s'étendant du Rhin à l'Euphrate, — que j'avais nommé, dans un de mes discours à la Douma, « le Califat de Berlin », — dépassait les moyens dont disposaient l'Allemagne et son Alliée rongée par un implacable mal intérieur. Et comment l'Allemagne avait-elle pu ne pas prévoir qu'un pareil programme aboutirait nécessairement à la création d'une coalition comme celle que Bismarck redoutait tant pour la Jeune Allemagne ?

(1) *Recueil de Kautsky*, deuxième partie, n° 323.

Le Kaiser rentra le 28 juillet de sa croisière habituelle dans les fjords de Norvège. Aussitôt l'empereur Nicolas lui adressa un télégramme où il le priait de lui prêter son concours dans la situation dangereuse créée par la déclaration qu'avait faite l'Autriche-Hongrie d'une guerre « odieuse » à son faible voisin. L'indignation, partagée par le Tsar, était immense en Russie ; et l'empereur Nicolas prévoyait le moment où il serait contraint, sous la pression de l'opinion publique, de prendre des mesures qui pourraient aboutir à un conflit armé. Il priait Guillaume II de faire, en souvenir de leur ancienne amitié, tout ce qui dépendait de lui pour éviter les calamités d'une guerre européenne.

Sur ce télégramme franc et amical de ton et de forme, Guillaume II fit, selon son habitude, de nombreuses annotations où il y avait de tout : une insinuation que l'Empereur désirait rejeter sur le Kaiser la responsabilité de ce qui se passait ; le reproche d'une menace secrète ; l'expression de « guerre odieuse » interprétée comme une manifestation de sentiments panslavistes ; puis le conseil d'un appel direct à l'empereur François-Joseph, et encore beaucoup d'autres choses, — sauf la promesse d'une action pacificatrice.

L'appel personnel du Tsar au Kaiser n'eut pas plus de succès que les efforts de sir Edward Grey et les miens. Sur ma demande, le ministre anglais fit une nouvelle démarche et pria le gouvernement allemand d'indiquer lui-même le moyen qui pourrait rendre possible la médiation des quatre puissances non intéressées dans le conflit entre la Russie et l'Autriche-Hongrie.

Les concessions de sir Edward Grey au cabinet autrichien allaient loin. Il proposait à l'Autriche d'occuper provisoirement une partie du territoire serbe jusqu'à ce que ses exigences eussent reçu satisfaction, mais à condition qu'aucune nouvelle avance n'eût lieu en territoire serbe, jusqu'au résultat définitif des efforts conciliateurs des Puissances. La Russie ne protesta pas contre cette nouvelle proposition, qui, cependant, dépassait tout ce que l'on pouvait attendre d'elle.

LA JOURNÉE DU 29

A en juger par les conversations que j'eus entre temps avec l'ambassadeur d'Allemagne, je pouvais espérer que cette

fois, le gouvernement allemand consentirait enfin à user de son influence à Vienne. Le 29 au matin, nous n'avions pas encore reçu la nouvelle du passage de la frontière serbe par les armées autrichiennes. Mais notre état-major général recevait constamment de la frontière de Galicie des renseignements sur la mobilisation, que nous savions décrétée depuis quelques jours et qui était, d'après nos renseignements, terminée à ce moment. D'après le comte de Pourtalès, l'Allemagne insistait toujours pour que des négociations directes s'ouvrissent entre Vienne et Saint-Pétersbourg; et l'Autriche-Hongrie les refusait toujours.

Quant à l'idée d'une médiation des Puissances, l'Allemagne continuait obstinément à la considérer comme inacceptable pour son alliée. Nous faisions un travail de Danaïdes. J'ignorais alors si l'influence de Berlin se manifestait à Vienne avec quelque insistance. Mais j'affirme que cette dernière exigeait énergiquement de Berlin que l'Allemagne déclarât son intention de mobiliser si nous poursuivions nos armements. L'Allemagne ne manqua pas de se conformer à ce désir, et, le 29 juillet, je reçus la visite du comte de Pourtalès qui m'informa de la décision prise par son gouvernement, conformément à la requête autrichienne. La communication de l'ambassadeur me fut faite dans la forme très solennelle que tous les représentants allemands donnaient aux communications de leur gouvernement, lesquelles ressemblaient fort souvent à des exigences impératives. Pourtalès qualifia la sienne d'avertissement amical.

Le même jour, j'expédiai à Iswolsky et à nos autres représentants auprès des grandes Puissances la dépêche suivante :

L'ambassadeur d'Allemagne vient de m'informer aujourd'hui de la décision prise par son gouvernement de mobiliser si la Russie n'arrête pas ses préparatifs militaires. Nous avons entrepris ceux-ci uniquement à la suite de la mobilisation déjà commencée par l'Autriche-Hongrie et pour répondre à son refus d'accepter tout règlement amiable de son conflit avec la Serbie. Comme il nous est impossible de céder aux exigences de l'Allemagne, il ne nous reste rien d'autre à faire que d'accélérer nos propres préparatifs et de nous tenir prêts à l'éventualité de la guerre. Veuillez en informer le gouvernement français et lui exprimer, par la même occasion, notre reconnaissance pour la

déclaration qui me fut faite par l'ambassadeur de France que nous pouvions entièrement compter sur le concours de notre alliée. Dans les circonstances actuelles, cette déclaration a une valeur exceptionnelle.

Le jour même où j'expédiais cette dépêche, l'Empereur qui suivait avec autant, sinon plus, d'attention que tous les membres du gouvernement russe, chaque mouvement des gouvernements intéressés à la crise européenne, et qui cherchait continuellement le moyen de sauver l'Europe d'une catastrophe générale, envoya à l'empereur Guillaume un télégramme, dont je ne cite que les phrases finales:

« *Il serait juste de soumettre le différend austro-serbe au tribunal de La Haye. Je compte sur ta sagesse et ton amitié.* »

Comment ne pas admirer les paroles si simples, empreintes d'un si profond pacifisme et d'une si noble confiance, prononcées par l'Empereur? Elles n'eurent d'autre écho qu'une exclamation pittoresque puisée dans le jargon populaire berlinois que Guillaume II écrivit de sa main en marge de la dépêche. A cette occasion, je dois noter que si le *Livre Blanc* allemand donne les autres dépêches de l'empereur Nicolas à Guillaume II, il ne mentionne pas, pour des raisons faciles à comprendre, ce télégramme qui ne fut publié par le *Messager du gouvernement* russe que six mois plus tard. Je me souviens de la surprise qu'éprouvèrent tous les gouvernements amis et beaucoup de neutres quand le texte en fut rendu public. Leurs représentants à Pétrograd me demandèrent comment il se faisait qu'un document d'une telle importance ait pu rester inconnu de tout le monde pendant une demi-année. Ma réponse fut très simple : moi aussi, j'en ignorais l'existence. Sous l'empire de ses préoccupations pour sauver la paix européenne, Nicolas II avait expédié son télégramme de Péterhoff directement à Potsdam et avait oublié, au milieu de tant d'affaires urgentes, de me le remettre ; il ne le retrouva qu'en janvier 1915.

La journée du 29 juillet eut une importance extrême au point de vue des négociations qui précédèrent la déclaration de guerre de l'Allemagne. Ce jour-là, nous apprîmes qu'un conflit armé entre l'alliance austro-allemande et la France alliée à la Russie était devenu inévitable. Il était impossible de me le dire plus clairement que ne le fit l'ambassadeur allemand au cours de l'entrevue qu'il eut avec moi.

L'Autriche-Hongrie avait mobilisé contre nous huit corps d'armée, ce qui provoqua de notre part les mesures correspondantes de mobilisation à la frontière de Galicie. Mais, dans les trois districts militaires du nord, destinés à agir contre l'Allemagne, pas un seul réserviste n'avait été convoqué. L'Allemagne en fut d'ailleurs officiellement informée par le ministre de la Guerre et par moi-même; de plus, ses représentants militaires à Saint-Pétersbourg le savaient parfaitement, comme le prouvent leurs rapports. Ce qui n'empêcha pas Berlin de nous menacer de la mobilisation de l'armée allemande, en nous avertissant qu'une telle mesure signifiait la guerre.

La Russie n'avait plus qu'à se préparer aussi à une mobilisation générale, non pas dans l'intention de commencer les hostilités, — et l'Empereur le déclara personnellement au Kaiser, — mais pour être prête à toute éventualité dangereuse, vu la lenteur de notre mobilisation.

LA JOURNÉE DU 30

La journée du 30 juillet n'apporta aucun éclaircissement à la situation générale qui, au contraire, empira considérablement. Les pourparlers que l'Allemagne et l'Autriche menaient simultanément avec les gouvernements de nos amis, ne faisaient qu'augmenter mon inquiétude.

A cette date, Paris, Londres et aussi Rome partageaient notre conviction d'une guerre européenne inévitable. En dépit de l'esprit pacifique qui nous animait, la nécessité devenait pressante de nous préparer, de toutes façons, aux graves événements qui menaçaient l'Europe. Nos amis et nous n'en étions pas moins fermement décidés à ne rompre qu'à la dernière extrémité les pourparlers diplomatiques. Malgré la situation extrêmement difficile que nous créait l'obstination de l'Autriche, — rejetant systématiquement toutes mes propositions pacifiques, — je continuai néanmoins, avec la complète approbation de l'Empereur, mes efforts de conciliation, dans l'espoir de trouver avec les Puissances centrales un point de vue commun. J'en informai les ambassadeurs de France et d'Angleterre, avec qui je collaborais en toute confiance, en leur déclarant que : « je continuerais les négociations jusqu'à la dernière minute » (1).

(1) Livre jaune français, n° 54.

Ce même 30 juillet, j'eus encore une entrevue avec l'ambassadeur d'Allemagne, au cours de laquelle il me demanda si nous ne nous contenterions pas d'une promesse de l'Autriche-Hongrie s'engageant à ne pas attenter à l'intégrité territoriale de la Serbie; puis il me pria de lui indiquer à quelles conditions nous accepterions de suspendre nos préparatifs militaires.

Je pris une feuille de papier et écrivis immédiatement la note suivante :

Si, en reconnaissant que la question austro-serbe a pris le caractère d'une question internationale, l'Autriche déclare qu'elle est disposée à rayer de son ultimatum les points qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie, — la Russie s'engage à arrêter ses préparatifs militaires (1).

Je doute qu'il soit possible à une grande Puissance de faire preuve d'un plus grand désir de paix. Contre la seule promesse de l'Autriche-Hongrie de ne pas attenter à l'indépendance de l'État serbe, et sans exiger de sa part l'arrêt de ses hostilités et sa démobilisation sur notre frontière, la Russie se déclarait prête à suspendre ses préparatifs militaires. En fait, un tel engagement excédait mes pouvoirs : je n'avais pas qualité pour engager la Russie aussi à fond. Si pourtant je n'hésitai pas à assumer cette responsabilité, c'est que je savais l'Empereur résolu à ne mettre d'autre limite à nos concessions pour le maintien de la paix, que la sauvegarde de la dignité et des intérêts vitaux de la Russie. Je savais en outre, de science aussi certaine, que les dispositions du Conseil des ministres n'étaient pas moins pacifiques que celles de l'empereur Nicolas II.

Quelques heures après avoir remis cette formule à l'ambassadeur d'Allemagne, je reçus une dépêche de M. Sverbéiev m'annonçant qu'il avait transmis au secrétaire d'État ma proposition, communiquée de son côté par M. de Pourtalès. Von Jagow lui avait déclaré, ajoutait-il, qu'il la considérait comme inacceptable pour l'Autriche (2). Il y avait entre les cabinets de Vienne et de Berlin une telle communauté d'idées que l'un pouvait parler pour l'autre. Nos dernières espérances de paix s'envolaient; les mesures défensives devenaient de plus en plus indispensables.

La même journée m'apporta encore de Berlin une autre

(1) Livre orange, édition française, n° 60.
(2) Livre orange, édition française, n° 62.

nouvelle dont, à vrai dire, je ne fus aucunement surpris. Sverbéiev me télégraphiait que le décret de mobilisation allemande était signé. Sans perdre une seconde, j'en fis part au ministre de la Guerre et au chef de l'État-major général.

A midi, un journal officieux, le *Lokal Anzeiger*, avait fait paraître une édition spéciale annonçant la mobilisation de l'armée et de la flotte allemandes. Un télégramme de Sverbéiev m'en avisa quelques minutes après l'apparition de ce journal. Ce télégramme m'arriva deux heures après son envoi. Peu après l'expédition de son télégramme, Sverbéiev fut appelé au téléphone et reçut de von Jagow le démenti de la mobilisation allemande. Il me transmit également ce dernier renseignement. Mais cette fois, la dépêche ne me parvint qu'avec un grand retard. On n'a pas encore complètement élucidé la question de savoir comment a été publiée la nouvelle de la mobilisation allemande. Le seul point indubitable c'est qu'elle a paru au lendemain du Conseil de la Couronne, qui eut lieu à Potsdam, et qu'elle avait, sans doute, un rapport plus ou moins direct avec les décisions de ce Conseil. On ne sera pas surpris d'apprendre que cette nouvelle fit une profonde impression en Russie et que l'on accorda plus de foi à l'annonce de la mobilisation qu'au démenti.

D'où venait l'étrange retard du deuxième télégramme de Sverbéiev démentant, sur la demande de von Jagow, son premier télégramme ? L'explication la plus plausible est que ce deuxième télégramme fut volontairement retardé par le gouvernement allemand : celui-ci espérait, par ce moyen, accélérer la mobilisation russe, en prolongeant l'effet de la première communication du *Lokal Anzeiger* ; et cela pour qu'aux yeux de l'Europe et encore plus de l'opinion publique allemande, la Russie fût responsable de la guerre.

A L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL

Vers deux heures de l'après-midi, le général Yanouchkévitch, chef d'État-major général, me téléphona qu'il avait un besoin urgent de s'entretenir avec moi au sujet des derniers renseignements reçus par l'État-major ; le ministre de la Guerre était à ce moment dans son bureau : tous deux me priaient de venir leur parler. En me dirigeant vers l'État-major général où habitait Yanouchkévitch (à peine cinq minutes à pied du

ministère des Affaires étrangères), je prévoyais bien ce que j'allais entendre. Je trouvai les deux généraux fort inquiets. Il leur apparaissait que l'unique moyen de salut était la mobilisation immédiate de toutes les forces de l'Empire. Ils me parlèrent à peine de l'Autriche-Hongrie. Le danger allemand reléguait au second plan la menace autrichienne. Le général Yanouchkévitch me dit que, d'après les informations de l'État-major général, la mobilisation allemande était sûrement très avancée ; par suite de la rapidité avec laquelle cette mobilisation pouvait s'effectuer, — selon l'expression de Moltke l'armée allemande était en état constant de mobilisation, — la Russie se trouverait dans une situation extrêmement dangereuse si, au lieu de décréter notre mobilisation générale, nous nous contentions de mobiliser partiellement. Le général ajouta que nous risquions de perdre la guerre avant d'avoir eu le temps de tirer le sabre du fourreau.

J'en savais assez pour ne pas douter un seul instant de la justesse des paroles de Yanouchkévitch. Je me bornai à demander si un rapport sur cette question avait été fait à l'Empereur. Les généraux me répondirent que l'Empereur était au courant de la situation exacte, mais que jusqu'à présent, ils n'avaient pu obtenir de Sa Majesté l'autorisation de décréter la mobilisation générale. Conformément à l'assurance donnée au Kaiser par l'Empereur lui-même, la mobilisation chez nous n'indiquerait pas inévitablement le début des hostilités.

Cette distinction entre la mobilisation et la guerre, était acceptée dans toute la hiérarchie de notre administration militaire. Les attachés militaires étrangers à Saint-Pétersbourg en étaient parfaitement informés. Au cours de cet entretien mémorable, le général Yanouchkévitch me déclara que notre mobilisation pouvait encore être remise de 24 heures ; mais qu'après cette dernière limite, elle deviendrait inutile, parce qu'elle ne pourrait plus s'accomplir dans les conditions de rapidité nécessaires. Il se verrait alors forcé de décliner toute responsabilité. Lui et le ministre de la Guerre me supplièrent de téléphoner à l'Empereur qui se trouvait à Péterhoff : devoir pénible, mais auquel je n'avais pas le droit de me dérober.

Qu'on me permette ici une remarque d'ordre personnel. Je n'étais l'ami ni du général Soukhomlinoff, ni du général Yanouchkévitch ; en temps ordinaire, une simple affirmation de leur

part n'aurait pas suffi à me faire changer d'avis sur une question importante. Mais, dans ce cas particulier, il en était tout autrement. Si les renseignements dont ils disposaient étaient plus exacts que les miens au point de vue technique, ils ne faisaient d'ailleurs que confirmer mes informations personnelles. D'autre part, je savais avec certitude qu'aucun de ces deux généraux n'avait de velléités belliqueuses et n'était d'ailleurs suspect d'aucune germanophobie.

UNE AUDIENCE DU TSAR

Je me mis en communication téléphonique avec le Palais de Péterhoff. Quelques minutes d'une attente pénible s'écoulèrent avant que j'entendisse la voix, que je ne reconnus pas d'abord, d'un homme évidemment peu habitué à parler par téléphone, et qui voulait savoir qui j'étais, où j'étais. Je répondis à l'Empereur en me nommant et ajoutant que j'étais dans le bureau du chef d'État-major général.

— Que voulez-vous, Sergueï Dmitrievitch? me demanda-t-il.

Je le suppliai de me recevoir avant le dîner pour un rapport que j'avais à lui faire de toute urgence. Cette fois, la réponse se fit attendre ; l'Empereur me dit :

— Je vous recevrai à trois heures.

Les généraux poussèrent un soupir de soulagement. Quant à moi, je m'empressai de rentrer chez moi pour m'habiller, et je partis pour Péterhoff où j'arrivai à l'heure indiquée.

Il n'y avait personne chez l'Empereur. Je fus immédiatement introduit dans son cabinet. Au premier coup d'œil, je remarquai combien Nicolas II avait l'air fatigué et soucieux. Tout d'abord, il me demanda si je ne m'opposais pas à ce que le général Tatischtcheff assistât à mon rapport. Le général devait partir le soir même ou le lendemain matin pour Berlin, où il occupait depuis plusieurs années le poste d'attaché à la suite de l'empereur Guillaume. Je répondis que j'en serais très heureux. Je connaissais le général depuis longtemps et j'avais avec lui les meilleures relations; mais j'exprimai, en même temps, le doute que Tatischtcheff pût retourner à Berlin.

— Vous pensez qu'il est déjà trop tard? me demanda l'Empereur.

Je répondis affirmativement.

... Le général Tatischtcheff est cet homme au grand cœur, dont ceux qui savent l'histoire tragique de sa mort, aux côtés de l'Empereur et de sa famille à Ekaterinbourg, conserveront toujours le pieux souvenir, comme celui d'un des plus nobles et des plus dévoués serviteurs du Tsar martyr...

Sur un coup de sonnette de l'Empereur, il entra dans le cabinet de travail. Je commençai mon rapport à trois heures dix et le terminai à quatre heures. J'exposai d'abord à l'Empereur toute ma conversation avec le ministre de la Guerre et le chef d'État-major général, sans en omettre aucun détail. Puis je communiquai à Sa Majesté les dernières nouvelles reçues d'Allemagne et d'Autriche par le ministère des Affaires étrangères, et encore ignorées de lui. Elles établissaient que depuis deux jours que je n'avais vu Sa Majesté, la situation avait empiré au point qu'il ne restait plus aucun espoir de sauver la paix. Toutes nos offres conciliatrices, dépassant de beaucoup l'esprit de concession que l'on peut attendre d'une grande Puissance dont les forces sont intactes, avaient été rejetées. La proposition de sir Edward Grey, faite d'accord avec nous et qui prouvait de la part du gouvernement britannique un non moins grand esprit pacifique, avait subi le même sort. Passant à la question de la mobilisation générale, je dis à l'Empereur que je partageais entièrement l'avis des généraux Soukhomlinoff et Yanouchkévitch sur les dangers que comportait un plus long retard. Leurs renseignements démontraient que la mobilisation allemande, bien que non encore décrétée officiellement, n'en était pas moins fort avancée, grâce à une parfaite organisation militaire ; ils savaient que l'Allemagne pouvait accomplir sans bruit, au moyen d'appels individuels, une grande partie de la mobilisation, et la terminer très rapidement aussitôt déclarée. Tout cela était bien connu de l'Empereur et il me le confirma par de silencieux hochements de tête.

Il avait reçu, le matin même, un télégramme de Guillaume II, où celui-ci lui déclarait que, si la Russie continuait sa mobilisation contre l'Autriche-Hongrie, il serait dans l'impossibilité de poursuivre le rôle de médiateur dont il s'était chargé : la décision à prendre retombait entièrement sur le Tsar, qui devait choisir entre la paix ou la guerre. Cette dépêche n'était pas encore parvenue jusqu'à moi ; j'en pris connaissance dans le cabinet de l'Empereur. A l'expression de son visage je

compris combien il était blessé par le ton et le contenu de ce télégramme. Rien que des menaces; pas un mot en réponse à la proposition de remettre le différend austro-serbe au jugement du tribunal de La Haye. Cette proposition serait restée inconnue jusqu'ici, sans l'heureux hasard dont j'ai parlé plus haut. L'Empereur me dit d'une voix pleine d'émotion :

— Il réclame de moi l'impossible. Il paraît avoir oublié que l'Autriche a mobilisé avant nous. Maintenant il nous demande d'arrêter notre mobilisation, sans dire un mot de celle des Autrichiens. Vous savez déjà que j'ai retardé nos préparatifs, et je n'ai consenti ensuite qu'à mobiliser partiellement. Si actuellement j'acceptais les exigences de l'Allemagne, nous serions désarmés devant l'Autriche. Ce serait de la folie.

Je ne pus que lui répondre que d'aucune manière la responsabilité de la guerre ne pourrait retomber sur lui; que ni lui, ni son gouvernement n'avait voulu la guerre; que, pour l'éviter, il était allé jusqu'au bout des sacrifices les plus pénibles à l'amour-propre national. Sa conscience était pure; ni devant Dieu, ni devant les générations futures du peuple russe, il n'aurait à répondre de l'effusion de sang que cette terrible guerre causerait à la Russie et à l'Europe tout entière.

Je restais silencieux en face de l'Empereur, surveillant attentivement l'expression de son visage sur lequel je pouvais suivre les phases de la lutte intérieure qui le torturait et dont je souffrais autant que lui. Le sort de la Russie et du peuple russe dépendait de sa décision. Tout avait été tenté pour conjurer le désastre : tout avait été inutile. Il ne nous restait plus qu'à tirer l'épée pour défendre nos intérêts vitaux. Nous étions acculés à une impasse.

Nos alliés français, qui ne cherchaient pas plus la guerre que nous, se trouvaient dans la même situation, ainsi que nos amis balkaniques. Les uns comme les autres savaient qu'ils n'avaient plus le choix; et à contre-cœur ils acceptaient de relever le défi. Ces pensées traversèrent mon esprit pendant les minutes d'attente qui s'écoulèrent entre l'exposé de tout ce que ma conscience m'avait obligé de dire à l'Empereur et sa réponse. Le général Tatischtcheff était assis à côté de moi, sans prononcer une parole, en proie à la même angoisse.

Enfin l'Empereur me dit, en articulant péniblement chaque mot :

— Vous avez raison. Il ne nous reste qu'à nous préparer a repousser une agression. Transmettez au chef d'État-major général mon ordre de mobilisation.

Je me levai immédiatement et je descendis au rez-de-chaussée où se trouvait le téléphone pour communiquer avec Yanouchkévitch, qui me dit que son « téléphone était cassé ». Cette phrase avait un sens convenu : le général craignait de recevoir par téléphone l'ordre d'arrêter la mobilisation. Ses craintes, toutefois, étaient vaines. L'Empereur avait vaincu en son cœur les doutes qui l'oppressaient et sa décision était devenue irrévocable.

Du cauchemar que j'ai vécu pendant ces heures tragiques, je ne veux rien dire : j'étais torturé en pensant à l'issue de la terrible lutte vers laquelle on entraînait la Russie qui n'y était pas préparée, et pour laquelle l'Empereur avait une répulsion profonde, partagée d'ailleurs par tous les hommes responsables du sort de leur patrie. Après les exigences d'un désarmement immédiat, présentées le 29 juillet par le comte de Pourtalès, nous ne pouvions plus nous attendre qu'à des exigences encore moins acceptables ou à l'agression pure et simple. La position prise par l'Allemagne à ce moment, dans la bataille diplomatique, s'expliquait par le désir du cabinet de Berlin, non d'éviter, mais bien d'accélérer la guerre. C'est l'impression qui dominait à Saint-Pétersbourg ; telle était aussi l'impression à Paris et à Londres.

Maintenant qu'il nous est possible, grâce à la publication des documents diplomatiques allemands par le gouvernement révolutionnaire de 1919, de jeter un coup d'œil dans la coulisse et de prendre connaissance, aux sources mêmes, de l'état d'esprit des principaux acteurs de la scène berlinoise, nous devons reconnaître que deux d'entre eux, ceux précisément qui eussent pu prononcer des paroles décisives, Guillaume II et le chancelier Bethmann-Hollweg, — eurent par intervalles quelque intuition de l'esprit qui animait la politique du cabinet de Vienne. J'ai déjà mentionné la lettre de Guillaume II à von Jagow, écrite sous la première impression, causée par les concessions extrêmes auxquelles la Serbie avait consenti en réponse à l'ultimatum autrichien. Dans cette lettre, il conseillait à l'Autriche-Hongrie de se contenter de son succès diplomatique, ne voyant pas pour quelles raisons elle déclarerait la

guerre. Nous retrouvons le même état d'esprit dans la dépêche du chancelier du 30 juillet à l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne. Il y exprime le regret que le gouvernement autrichien ait rejeté obstinément toutes les propositions conciliatrices, surtout celles de l'Angleterre. En même temps, il exprime sa crainte de ne pouvoir, après ces refus successifs, manœuvrer pour faire retomber sur la Russie toute la responsabilité d'une conflagration européenne. Le tout se termine par une invitation au gouvernement de Vienne d'accepter l'office de sir Edward Grey (1).

Cette dépêche avait été précédée d'une autre, adressée quelques heures auparavant au même Tschirsky et dans laquelle le chancelier qualifiait de faute grave l'interruption des négociations avec Saint-Pétersbourg, car ainsi la Russie se voyait directement provoquée et poussée à la guerre. Il concluait par l'assurance que l'Allemagne accomplirait son devoir d'alliée, mais qu'elle refusait de se laisser entraîner à la suite de l'Autriche dans un conflit mondial, si l'on ne tenait pas compte à Vienne de ses conseils.

Ce que désirait Berlin, c'était arriver à donner l'impression que c'était la Russie qui déchaînait la guerre. C'était, d'une part, nécessaire au chancelier pour disculper sa politique aux yeux de son propre peuple à qui l'on devait toujours cacher que son gouvernement avait provoqué la guerre; c'était, d'autre part, indispensable à l'égard des pays neutres. Le gouvernement de Berlin réussit à merveille à atteindre le premier de ces objectifs, puisqu'il existe encore un grand nombre d'Allemands convaincus des intentions offensives de la Russie contre leur patrie. Mais les efforts de Bethmann-Hollweg ne furent pas couronnés du même succès hors de l'Allemagne.

Tout en reconnaissant l'apparition, d'ailleurs bien tardive, d'un certain esprit de conciliation dans les conseils prodigués par Berlin, nous pouvons regretter que ceux-ci aient été si timides et si faibles que les cris guerriers de l'Autriche-Hongrie eurent bientôt fait de les étouffer complètement. Berlin avait oublié comment il fallait parler à Vienne pour en être écouté; une année s'était cependant à peine écoulée depuis le moment où, dans des circonstances presque identiques, un avertisse-

(1) *Recueil de Kautsky*, n° 441.

ment énergique de Potsdam avait eu une influence salutaire sur ses tendances belliqueuses.

Malgré leur évidente faiblesse, l'opinion allemande jugea encore superflus les conseils de modération de M. de Bethmann-Hollweg. Nous trouvons, dans le recueil des documents officiels allemands de Kautsky, un télégramme du chancelier, par lequel il donne instruction à Tschirsky de ne pas communiquer au comte Berchtold la dépêche expédiée peu avant et que je viens de citer; il y est aussi question de la nécessité de continuer les pourparlers avec Saint-Pétersbourg, afin de ne donner à la Russie aucun motif de continuer ses préparatifs militaires. Pourquoi donc, après avoir si justement jugé les dangers de la situation politique, le chancelier crut-il nécessaire de battre en retraite?

Or, à côté du télégramme de Bethmann, dont il vient d'être question, nous trouvons dans le même recueil une autre dépêche qui explique l'arrêt de la première par l'intervention du Grand État-major, affirmant que les préparatifs militaires de la Russie obligeaient l'Allemagne à prendre des décisions immédiates afin d'éviter toute surprise. Au 30 juillet, jour de l'expédition de cette dépêche, nos mesures de précaution se bornaient à la mobilisation contre l'Autriche-Hongrie de nos quatre districts militaires du sud, ce qui nous mettait sur le même pied de préparation militaire qu'elle-même, déjà en guerre contre la Serbie. Notre mobilisation générale fut décrétée le 31 juillet, c'est-à-dire le jour même où l'on proclama à Berlin le *Kriegsgefahrzustand*, — avant que la nouvelle de notre mobilisation n'y fût arrivée. Cette déclaration d'une « situation de menace de guerre » différait fort peu, sauf par le nom, d'une mobilisation. Elle était en réalité une ruse pour pouvoir commencer la mobilisation sans prononcer le mot odieux.

Nous avons toutes les raisons de supposer que cette intervention de l'État-major général allemand était dictée par le désir d'aboutir au plus tôt à des décisions rapides. On peut aussi supposer que, dès cet instant, le sort de l'Allemagne, et en même temps celui de toute l'Europe, était définitivement passé des faibles mains des diplomates allemands dans celles, singulièrement plus fermes, de l'État-major général.

L'État-major était déjà assez puissant du temps de Bismarck

pour que le chancelier de Fer eût beaucoup de mal à soutenir la lutte contre lui. Sous le gouvernement de ses successeurs, que ce fût Bethmann-Hollweg ou les autres, le pouvoir civil se contenta de céder, une à une, toutes ses positions à un adversaire plus fort que lui, jusqu'au moment où il abdiqua toute autorité entre ses mains.

Pour moi, afin d'accomplir la volonté de l'Empereur et de demeurer fidèle à la promesse que nous nous étions faite à nous-mêmes, ainsi qu'à nos amis et alliés, je dus accepter les modifications que sir Edward Grey apporta à ma proposition concernant la suspension des armements russes, au cas où l'Autriche retirerait celles de ses exigences qui étaient incompatibles avec l'existence de la Serbie comme puissance indépendante.

La nouvelle rédaction proposée par sir Edward Grey modifiait sensiblement la mienne : elle reconnaissait la possibilité d'une occupation temporaire de certaines parties du territoire serbe; elle exigeait seulement que l'Autriche arrêtât l'avance de ses armées et s'en remît au jugement des Puissances, à la seule condition du maintien et de la sauvegarde des droits souverains de la Serbie et de son intégrité territoriale.

Malgré toute l'aversion que cette nouvelle formule m'inspirait, je me décidai néanmoins à solliciter de l'Empereur l'autorisation de l'accepter dans l'intérêt de la paix européenne, tout en lui montrant qu'elle était foncièrement injuste et qu'elle ne pouvait ni aboutir à une conclusion équitable du conflit austro-serbe, ni créer des rapports satisfaisants et solides entre les parties en litige. Si grand que fût son désir de sauver la paix, l'Empereur fut péniblement impressionné par la nouvelle proposition de sir Edward Grey; j'eus autant de difficulté à le convaincre de l'accepter que j'avais eu moi-même de répugnance à prendre la décision de solliciter son consentement.

Ma proposition, la quatrième depuis l'ultimatum autrichien, fut faite le 31 juillet, c'est-à-dire le jour de la déclaration du *Kriegsgefahrzustand* en Allemagne, et chez nous de la mobilisation générale. J'ai déjà dit qu'il y avait très peu de différence entre ces deux déclarations; le « danger de guerre » permettait la mobilisation sans qu'elle fût décrétée. Mais il y avait tout un monde entre la conception qu'on avait de la mobilisation en Russie et celle qu'on en avait en Allemagne. La mobilisation n'était pas nécessairement considérée en Russie

comme un moyen d'attaque, mais aussi comme un moyen de défense. C'est ce dernier caractère qu'avait notre mobilisation de 1914, comme l'Empereur en informa Guillaume II dans un de ses télégrammes, et comme il le confirma en lui donnant sa parole de ne rien entreprendre contre ses voisins tant que les négociations avec l'Autriche ne seraient pas définitivement rompues. En Allemagne, tout au contraire, la mobilisation menait directement à la guerre, ce qui me fut d'ailleurs déclaré par l'ambassadeur d'Allemagne.

L'ULTIMATUM ALLEMAND

Le 31 juillet, à minuit, M. de Pourtalès me remit l'ultimatum par lequel l'Allemagne exigeait de nous la démobilisation dans les douze heures de tous les réservistes appelés contre l'Autriche et l'Allemagne. Ces exigences, pratiquement inexécutables, avaient le caractère d'un acte de violence brutale, car aucune mesure équivalente ne nous était promise de la part de nos adversaires, en compensation du licenciement de nos armées. A ce moment, l'Autriche avait déjà terminé sa mobilisation et l'Allemagne avait ce jour même commencé la sienne. L'ultimatum contenait encore des demandes d'explications au sujet des mesures militaires prises par nous. Ces exigences étaient naturellement inacceptables, tant par la forme que par le fond. Notre démobilisation immédiate à un moment si critique aurait causé un désordre irréparable dans notre organisation militaire, dont nos adversaires, toujours mobilisés, se seraient empressés de profiter pour réaliser leurs projets sans rencontrer de résistance.

L'ambassadeur d'Allemagne était en proie à une violente agitation lorsqu'il me remit l'ultimatum de son gouvernement. Il me répéta à plusieurs reprises, et avec insistance, ses exigences concernant notre démobilisation. Je réussis à conserver mon sang-froid et lui expliquai sans irritation les raisons pour lesquelles le gouvernement russe ne pouvait accéder aux exigences de l'Allemagne.

Le terme qui nous avait été fixé pour capituler devant les Puissances centrales n'était pas encore révolu lorsque le gouvernement austro-hongrois témoigna, d'une façon tout à fait inattendue, le désir de renouer avec nous les pourparlers

interrompus, ce à quoi il s'était si énergiquement refusé tant qu'on en avait pu attendre quelque utilité. La décision du comte Berchtold avait-elle été prise sous une pression venant de Berlin, ainsi que l'affirma le gouvernement allemand en publiant, — avec un an de retard (1), — les télégrammes de Bethmann-Hollweg à Tschirsky? Le comte Berchtold s'y était-il décidé de son propre chef en considérant l'insuffisance de la préparation de l'armée autrichienne, si peu prête à entrer en campagne, non seulement contre la Russie mais même contre la Serbie? Était-ce enfin tout simplement pour nous jeter de la poudre aux yeux, puisqu'on savait déjà à Vienne que l'Allemagne allait nous déclarer la guerre, et qu'on pouvait impunément faire preuve d'un certain esprit de conciliation? Toutes questions qui, aujourd'hui, ne présentent plus guère d'intérêt...

Le bruit du canon empêcha de renouer ces pourparlers auxquels je n'avais attaché de valeur pratique que dans le premier stade du conflit austro-serbe. La déclaration de guerre à la Serbie et le bombardement de Belgrade leur avaient enlevé toute importance. Je ne m'y refusais pas, mais ils étaient inutiles.

RUPTURE AVEC L'ALLEMAGNE

Le dernier pas, décisif et irrévocable, fut fait par l'Allemagne le samedi 1er août. Le comte de Pourtalès, arrivé chez moi à sept heures du soir, me demanda dès le premier mot, si le gouvernement russe était prêt à donner une réponse satisfaisante à l'ultimatum que l'Allemagne avait présenté la veille. Je répondis négativement. J'ajoutai que, si elle ne pouvait contremander sa mobilisation générale, la Russie était néanmoins disposée à continuer les pourparlers afin d'essayer d'arriver *in extremis* à une solution pacifique.

Le comte de Pourtalès semblait très ému ; il me répéta sa qnestion en soulignant les lourdes conséquences qu'entraînerait notre refus de ne pas tenir compte de la sommation de l'Allemagne. Je répondis de même que précédemment. L'ambassadeur, en tirant de sa poche un papier plié, me répéta d'une voix tremblante sa question pour la troisième fois. Je

(1) Ce retard difficile à expliquer dans la publication de ces télégrammes a provoqué des doutes sur leur authenticité.

lui déclarai que je n'avais rien à ajouter à ce que je lui avais dit. Profondément bouleversé, l'ambassadeur prononça alors, avec un visible effort : « Dans ce cas, je suis chargé par mon gouvernement, de vous remettre la note suivante. » D'une main tremblante, il me tendit la feuille qui contenait la déclaration de guerre. Elle renfermait deux variantes intercalées dans le texte par une inadvertance de l'ambassade. Cette méprise n'attira mon attention que plus tard, car le contenu de la note était parfaitement clair, et je n'avais pas le loisir, sur le moment, de l'étudier en détail.

Après m'avoir remis la note, l'ambassadeur, à qui il en avait visiblement beaucoup coûté de s'acquitter de sa mission, perdit tout empire sur lui-même et, s'appuyant à la fenêtre, fondit en larmes. « Qui aurait pu prévoir qu'il me faudrait quitter Saint-Pétersbourg dans de telles conditions ? » répétait-il en levant les bras au ciel. Malgré ma propre émotion, que je réussis à maîtriser, je me sentis pris d'une sincère pitié pour lui, et nous nous embrassâmes avant qu'il n'eût quitté mon cabinet d'un pas mal assuré.

Bien que le comte de Pourtalès, en informant le cabinet de Berlin d'une façon tendancieuse et, paraît-il, incomplète, sur l'état de choses à Saint-Pétersbourg, n'ait pas toujours parfaitement rempli son rôle de médiateur entre les gouvernements allemand et russe à une époque aussi critique pour tous deux, je ne doute pas que son désir ne fût sincère d'éviter une rupture entre son pays et le mien. Il prévoyait les conséquences inévitables de cette rupture qui, sans doute, se présentèrent à son esprit avec une netteté particulière au moment où il lui fallut jouer un rôle si important. Elles provoquèrent la crise de désespoir qui s'empara de lui lorsqu'il sentit qu'il venait de se produire quelque chose de terrible et d'irréparable, dont l'horreur dépassait toute imagination.

Le lendemain à huit heures du matin, l'ambassadeur quittait Saint-Pétersbourg dans un train spécial à destination de Berlin, par la Suède, avec tout le personnel de l'ambassade, la légation de Bavière et une centaine d'autres sujets allemands. Je me fais un plaisir de noter ici que, grâce aux soins et à la prévenance des autorités russes, le départ des diplomates allemands s'effectua dans l'ordre le plus parfait. Sous ce rapport, il différa très sensiblement du départ de Berlin de nos repré-

sentants diplomatiques et de quelques membres de la colonie russe qui quittèrent l'Allemagne en même temps, et dont plusieurs eurent à subir les insultes de la populace.

Ainsi se fit notre rupture avec l'Allemagne. Celle-ci nous avait remis, dans les trois derniers jours, deux ultimatums exigeant la cessation immédiate de nos armements, sans aucune garantie de réciprocité ni de sa part ni de celle de l'Autriche; elle nous déclara la guerre après notre refus de tenir compte de ses sommations.

Cependant nous ne nous trouvions toujours pas en état de guerre avec l'Autriche-Hongrie, la principale instigatrice de cette intolérable situation. Le cabinet de Vienne nous ayant fait part, au dernier moment, de son désir de reprendre les pourparlers interrompus, le gouvernement russe ne donnait pas à ses troupes l'ordre de passer la frontière autrichienne, fidèle à la promesse faite par l'empereur de ne pas enfreindre la paix tant que dureraient les pourparlers; c'est-à-dire, jusqu'à ce que le dernier espoir, si faible qu'il fût, de la maintenir, eût disparu. L'Allemagne se trouvait donc avoir tiré le glaive pour défendre une alliée que personne n'avait menacée.

On ne se pressait pas à Vienne de nous déclarer la guerre. Le général Conrad von Hoetzendorff, à qui incombe la plus grande part de responsabilité dans la décision de l'empereur François-Joseph, devait s'être convaincu que l'armée de l'Autriche-Hongrie n'était pas prête et qu'une guerre, non seulement avec la Russie, mais même avec la Serbie comportait de grands risques. Cette certitude pourrait expliquer le désir de l'Autriche-Hongrie de renouer les pourparlers avec nous, afin de gagner du temps pour achever en toute hâte ses préparatifs militaires.

Cet état indécis, tenant le milieu entre la guerre et la paix, ne pouvait se prolonger. La lenteur du « brillant second » irritait l'Allemagne qui ne tarda pas à donner à l'Autriche le conseil, — ou plutôt l'ordre, — de déclarer la guerre à la Russie, ce qui fut fait six jours après que Berlin nous l'eut déclarée.

Cette insuffisance de la préparation militaire de l'Autriche-Hongrie a été démontrée par la série de défaites infligée par les Serbes au général Crobatin, qui commandait les troupes autrichiennes en Bosnie. Dans ces conditions, l'attitude belliqueuse de Conrad von Hoetzendorff aurait été tout à fait inex-

plicable si l'Autriche n'avait compté que sur ses propres forces et n'avait pas eu la certitude que l'Allemagne l'aiderait. D'ailleurs, cela n'a plus besoin d'être prouvé après tout ce qui a été dévoilé depuis lors à l'appui de ma conviction dès le début du conflit, que la clef de la situation était à Berlin.

Nos alliés n'en doutaient pas, mais l'ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg repoussait avec indignation cette opinion, comme portant atteinte à l'honneur de son gouvernement. Les nationalistes allemands la repoussent toujours, n'étant pas encore revenus de l'état d'hypnose dans lequel les avaient plongés, dès les premiers jours de la guerre, les discours de l'empereur Guillaume et de son chancelier et surtout les clameurs de la presse nationaliste. On peut juger jusqu'où a été poussée l'infatuation, non seulement des masses populaires surexcitées, mais aussi des cercles gouvernementaux, sans en excepter les maisons souveraines d'Allemagne, par le fait que, non contents d'affirmer que c'était la Russie et ses alliés, qui avaient forcé l'Allemagne à faire la guerre pour sa propre défense, on était arrivé à dire et à croire que c'étaient la France et la Russie qui avaient déclaré la guerre à l'Allemagne et à oublier complètement les notes remises le 1er et le 3 août à Saint-Pétersbourg et à Paris, l'ultimatum présenté à la Belgique et l'invasion, sans autre formalité, du grand-duché de Luxembourg.

Pour se faire une idée de cette confusion et de ce trouble dans les idées, il n'est que de se rappeler cette phrase du discours prononcé par le roi Louis de Bavière à l'occasion du jubilé du Kanal-Verein bavarois. « La déclaration de guerre de la France, y disait-il, a suivi celle de la Russie, et lorsque les Anglais nous ont attaqués à leur tour, je me suis dit : « Je m'en réjouis »; et je m'en réjouissais en effet parce que nous pouvions enfin régler nos comptes avec nos ennemis. » Une assertion pareille dans la bouche du souverain d'un État allemand, occupant dans l'Empire la deuxième place comme étendue et comme importance, dépeint de manière frappante l'état d'hypnose dont l'Allemagne fut la proie à l'époque de la guerre mondiale. Si le roi de Bavière tenait un tel langage, que pouvait-on attendre du commun des Allemands?

S. Sazonov.

LE MARÉCHAL DE LA FORCE

V [1]

LA DISGRACE

Trois conseils, le Conseil d'État de France, le Conseil de Navarre, qui siégeait à Paris et dont Loménie expédiait les affaires, le Conseil privé, qui aidait La Force à Pau, administraient les deux pays dont La Force était gouverneur et vice-roi, au milieu de difficultés éternelles. Loménie le constatait en souriant : « Un ancien, écrivait-il un jour à La Force, disait qu'il naissait toujours quelque monstre nouveau en Afrique, et on peut bien dire qu'en Béarn il y a toujours quelque nouvelle brouillerie. »

Les évêques, n'ayant pu obtenir la main-levée des biens ecclésiastiques, avaient présenté au Roi un cahier de quarante-neuf articles. Ils avaient réclamé pour les catholiques du Béarn des chambres mi-parties, des assemblées, des villes de sûreté, des subsides, tous les privilèges que les réformés détenaient si jalousement en France. Les Églises protestantes avaient alors envoyé à Paris un membre du Parlement ou Conseil souverain de Pau, M. de Lescun, adroit, éloquent, passionné. Devant le Conseil de Navarre, Lescun avait récusé les évêques, les évêques avaient récusé Lescun. Ni la récusation de Lescun ni celle des évêques n'avait été admise, et l'affaire avait suivi son cours. Le 31 décembre 1616, le Conseil de Navarre, découragé par l'intransigeance de Lescun, avait

Copyright by Duc de La Force, 1927.

(1) Voyez la *Revue* du 1er août.

déclaré que l'intention du Roi était de réunir le pays souverain de Béarn et le royaume de Navarre au royaume de France. Protestations des États : la réunion était contraire aux *fors* ou libertés du pays; indignation de Lescun : il avait gagné La Rochelle pour engager l'assemblée réformée de cette ville et tous les réformés de France à confondre leurs intérêts avec ceux des réformés du Béarn. Les députés des Églises de Languedoc, de Guyenne et de Béarn, assemblés à Pau avec l'assentiment de La Force et malgré les volontés du Roi, avaient prêté un serment solennel comme des conjurés d'opéra. La formule de ce serment, par lequel chaque député promettait de ne révéler ni les délibérations ni les résolutions de l'assemblée, avait été lue en présence de La Force le 8 avril 1617, approuvée et signée par lui. Le 24, il était entré au Parlement de Pau, tandis que les conseillers décidaient de poursuivre les factieux du 8 avril ; il les avait défendus, il s'était opposé à leur arrestation. « Vous ne l'eussiez pas fait du vivant du feu Roi », lui écrivit Loménie.

Quelques semaines plus tard, La Force était mandé à Fontainebleau par Louis XIII. Il ignorait encore les desseins du prince autoritaire qui venait de ressaisir son pouvoir : Louis XIII avait moins à cœur la réunion du Béarn et de la Navarre que la réparation du dommage causé un demi-siècle plus tôt par sa grand mère, Jeanne d'Albret, aux catholiques des deux petites souverainetés.

***

Le matin du 25 juin 1617, La Force était introduit, au château de Fontainebleau, dans la chambre ovale où le Roi tenait Conseil. Louis XIII était assis au haut bout d'une table, le chapeau sur la tête. Autour de lui, outre les quatre secrétaires d'État, des princes du sang, des ducs et pairs, le chancelier Silllery, le garde des sceaux du Vair, évêque de Lisieux, quelques seigneurs.

— Vous saurez ma volonté par mon chancelier, dit Louis XIII à La Force.

M. de Sillery apprit alors à La Force que le Roi allait accorder aux évêques du Béarn la mainlevée des biens ecclésiastiques.

— La résolution du Roi en est prise, mais Sa Majesté veut savoir si vous avez quelque chose à lui représenter là-dessus.

La Force se mit « à déduire tous les inconvénients qui pouvaient arriver de ce changement ». Arnauld d'Andilly a peint Louis XIII au Conseil. On croit voir en cette chambre ovale du château de Fontainebleau le jeune prince grave, « enfonçant son chapeau pour écouter avec une très grande attention ». « Le feu Roi, comme natif du pays, disait La Force, et connaissant les humeurs de tous ses sujets, avait réussi, par la modération qu'il y avait tenue, à les faire vivre en paix ; il était fort à propos de suivre ces prudents conseils; toute innovation était à craindre dans un État »; le Roi devait « appréhender que celle-ci ne donnât un grand ombrage à tous ses sujets de la Religion ». Et La Force suppliait le Roi de ne pas lui confier l'exécution de cette affaire, ne voulant pas que « le mal qu'il croyait en devoir arriver, lui fût imputé ».

— Je m'assure que vous m'y servirez bien.

Le Roi ne répondit pas autre chose, et l'arrêt fut lu à haute voix. La Force écoutait la lecture du long document, — « déjà couché par écrit ! » — les *sur le rapport fait au Roi*, les *vu l'édit fait en 1569, déclarations et lettres patentes sur ce intervenues, ordonnances du comte de Montgomery, lieutenant général de la reine de Navarre*, toute la phraséologie juridique, et il comprenait qu'on ne l'avait appelé que pour la forme. Il ne pouvait contester la justice de l'arrêt, sans « soutenir que c'est injustice de redemander le sien, duquel l'on a été dépossédé par violence ». Jeanne d'Albret, reine de Navarre et princesse de Béarn, avait enlevé leurs biens à ses sujets catholiques en 1569 et leur avait défendu de pratiquer leur religion ; le successeur de Jeanne d'Albret leur rendait ces mêmes biens en 1617 avec la liberté de conscience. Il faut remarquer que jamais La Force ne fit valoir contre l'édit des considérations religieuses, mais seulement des considérations politiques. D'ailleurs, si les réformés restituaient le bien d'autrui, ils ne demeuraient pas sans ressources : le Roi s'engageait à entretenir les ministres, collèges, professeurs, régents, écoliers, pauvres, etc., sur le plus clair revenu de son domaine.

Tandis que la lecture de l'édit s'achevait en cette chambre ovale du château de Fontainebleau, « il est question, songeait le vice-roi de Navarre, de pourvoir à notre établissement, lequel est de telle importance que je tiens que, des remèdes qui y seront apportés maintenant, dépend le repos ou la ruine de nos

Églises et de nous en particulier. Je suis résolu d'y apporter la vigueur et la fermeté qu'il faut ».

Il songeait aussi à la difficulté que présenterait l'application de l'édit; il prévoyait certainement qu'elle fournirait à ses ennemis de la Cour et du Béarn l'occasion tant cherchée de le perdre lui et les siens pour toujours.

***

Les États de Béarn venaient de s'assembler le 10 novembre 1617, dans la vaste salle qui leur était réservée au rez-de-chaussée du château de Pau. Sur l'estrade, où l'on accédait par un degré de quatre marches, le fauteuil du vice-roi de Navarre, lieutenant général pour le Roi en Béarn, était encore vide. Un sentiment d'intense curiosité animait l'assistance, qui attendait l'entrée de La Force, arrivé de la Cour quelques jours auparavant.

Cette assistance était composée en partie de ses compagnons d'armes et de ses créatures. Cependant, de maintes bouches sortaient des propos hostiles au lieutenant général chargé d'appliquer l'édit de mainlevée.

Tout à coup, une porte s'ouvre : le voici. Pas une acclamation, pas un applaudissement! Quel est l'étrange accueil qu'on fait au gouverneur?... Les genoux pliant sous l'émotion, La Force gagne sa place, cherche des yeux ses amis parmi toutes ces figures glacées qui le regardent comme un renégat. Il commence le discours d'usage, et, tandis qu'il fait connaître les volontés royales, il sent une sueur froide couler le long de ses joues, détremper sa barbe, — le mot est de lui, — comme « une étoupe mouillée ». Il exhorte les fidèles sujets du Roi; les fidèles sujets du Roi déclarent que l'édit est contraire aux libertés du pays. Il est chargé de l'appliquer conjointement avec le Conseil souverain, mais le Conseil souverain lui est encore moins favorable que les États. Sauf peut-être les évêques et surtout M. de Lescar, les catholiques se défient de sa bonne foi. De plus, la haine du comte de Gramont, qui espère toujours hériter de son gouvernement, veille sur lui. Le marquis de La Force, fils du gouverneur, se prépare-t-il, vers la mi-décembre 1617, à revenir du Louvre, où il a servi son quartier de capitaine des gardes, on assure que Gramont l'attend sur le grand chemin avec douze hommes « armés de petites cuirasses sous le pourpoint et la casaque ».

* * *

Si Gramont eût attaqué le marquis de La Force, si ses gens eussent pillé les bagages, ils n'y eussent trouvé nul secret d'État, mais les emplettes d'une jolie femme rapportées par un mari très attentionné. Voici en effet la « liste de commissions » que la marquise avait envoyée à son époux : « Je vous supplie de me porter des gants gras comme ceux que vous me portâtes dernièrement et du même maître, car je n'en trouve point de meilleurs, et si ils ne puent point. Ceux que mon frère d'Eymet vous donna à Paris, lesquels vous trouviez si bons, étaient faits aux *Trois Roses* en la rue Saint-Denis. J'avais accoutumé, étant à Paris, de m'en fournir là; il est bien vrai qu'ils sont bons. Je vous supplie de m'en apporter de ceux que Lapierre fait faire au *Marteau d'Or* exprès, desquels mes frères se servent. J'en voudrais bien aussi de ces cirés de Vendôme, car je crois que, si on les porte lorsqu'ils sont nouvellement faits, ils sont bons, mais je laisse gâter les miens avant de les porter. Madame (c'est ainsi que la marquise appelle Mme de La Force, sa belle-mère) vous mande que vous lui portiez trois ou quatre livres de dragées d'anis musqué pour Monsieur et pour elle. Je vous envoie la juste mesure de mon tapis de cabinet : la plus courte est la largeur et la plus longue la longueur; ce sont les filets que vous trouverez ci-enclos. »

Bien plus intéressant, bien plus évocateur de toute une époque est le chapitre des livres demandés par la marquise de La Force pour elle et pour ses beaux-parents. Pour elle, un *Nouveau Testament* « en belle lettre » et les derniers livres du pasteur Dumoulin « tant contre le jésuite Arnoux que de la Providence de Dieu »; pour les beaux-parents, la troisième partie de l'*Astrée*, que toute la France réclamait avec passion depuis 1610. Madame voulait « faire lire aux petits et à la petite Diane » (septième enfant du marquis de Castelnau) le chef-d'œuvre d'Honoré d'Urfé et sans doute le lire avec son époux. Quel plaisir pour le vice-roi de Navarre de reconnaître dans les personnages du roman à la mode, le Grand Euric, Alcidon et Daphnide, Henri IV, le duc de Bellegarde et Gabrielle d'Estrées; d'oublier quelques instants les tracas de la mainlevée; de quitter la correspondance toujours renaissante avec Loménie, pour voir Henri IV enlevant à Bellegarde le cœur de la char-

mante Gabrielle. Il y a, dans cette troisième partie de l'*Astrée*, une scène que La Force dut goûter tout particulièrement, car ici le roman est la réalité même : le bon Roi s'entretient, au château de Lers, sur le bord du Rhône, dans le Venaissin, avec la maîtresse du logis, châtelaine des plus mûres, tandis qu'en un coin de la salle Alcidon-Bellegarde cause avec Daphnide-Gabrielle, dont il est amoureux ; le fin Béarnais trouve très vite le moyen de passer la vieille dame à Bellegarde, — le plus courtoisement du monde, — et de finir la conversation avec la jeune. « La parole me mourait bien souvent dans la bouche, fait dire Honoré d'Urfé à Bellegarde, témoin trop clairvoyant de son infortune. Ou, si je parlais, c'était comme une personne qui rêve. Je ne pouvais, de là où j'étais, sinon remarquer leurs visages et leurs actions, et tout ce que je voyais me faisait soupçonner ce que je redoutais le plus. » Scène d'une vérité éternelle, un peu trop instructive pour les neuf ans de la petite Diane.

***

« C'était le bon temps, » soupirait La Force en regrettant le règne du feu Roi, dont il était l'ami et le compagnon d'armes. Puis il reprenait son travail de Sisyphe ; il essayait de faire comprendre aux réformés sa politique, la seule possible désormais : obtenir au parti, en échange d'une soumission loyale, les plus précieuses concessions.

Aussi Louis XIII témoignait-il une grande confiance à son lieutenant, et Lomémie ne lui cachait pas les paroles prononcées par le Roi quelques mois plus tôt devant les évêques béarnais, qui prenaient congé de lui au Louvre : « Je fais plus d'état de ce que M. de La Force m'a promis que de tout ce qu'on saurait me dire de lui à son préjudice. » Dieu sait en effet quelles sont à la Cour les « charités » de ses ennemis ! « Bien souvent que je dors, on me fait parler, écrit La Force, et, si j'ouvre la bouche, tout est interprété sinistrement. » Louis XIII se résout-il, au printemps de 1618, à envoyer en Béarn M. Renard, maître des Requêtes, pour veiller à l'exécution de l'édit, le bruit se répand, parmi les ministres du Roi, que La Force laisse tenir en sa présence des propos scandaleux, et notamment celui-ci, le plus scandaleux de tous : « S'il y va, l'on écorchera le Renard. »

Renard est à Pau le 9 juin. Dans son logis, qui regarde le jardin public, c'est aussitôt un afflux de gentilshommes catholiques; mais bientôt une députation de gentilshommes protestants lui conseille de se retirer sans exécuter sa commission, car les réformés sont décidés à mourir plutôt que de le lui permettre. Tous les jours il confère avec le gouverneur, qui le seconde, de peur d'irriter le Roi. Une foule, grossie de tous les factieux du pays, s'amasse devant les fenêtres de l'infortuné commissaire, bruyante, gesticulante, agitant ses mille têtes empanachées de queues de renards. Des écoliers, fanatisés par leur régent, veulent le forcer dans sa tanière. Ils crient : Au Renard! au Renard! Ils essayent de forcer sa porte que maintiennent heureusement des barres solides. Les jeunes chasseurs déçus s'embusquent alors dans le jardin public, face à la maison, tirent leurs pistolets, criblent de balles la porte et les fenêtres.

Renard accuse La Force de fomenter l'émeute protestante: les catholiques lui ont soufflé cette calomnie pour mieux perdre le vice-roi, tandis que les protestants, pour exciter les émeutiers, accusent le même La Force de trahir les intérêts de la Religion. Vainement il presse le Conseil souverain de vérifier les édits, la cabale déjoue ses efforts. Soupçonné des deux partis, qui l'environnent de pièges, faut-il s'étonner s'il reste neutre lors des dernières séances?

Le 29 juin 1618, la majorité, malgré l'opposition de Marca et de Gassion, refusa d'enregistrer les édits. Elle déclarait avec insolence « n'y avoir lieu à la vérification des édits de mainlevée et de remplacement; mais que le Roi serait très humblement supplié de laisser les affaires en l'état où elles étaient, pour le bien de son pays de Béarn et repos de ses sujets ».

Le 2 juillet, muni d'une copie de l'arrêt et d'un procès-verbal, M. Renard s'en retournait au Louvre par la route de Dax. Il fut bientôt rejoint par une troupe de cavaliers. C'était La Force et sa suite. Comme autrefois Caumartin, le vice-roi tenait à l'accompagner pour lui faire honneur. Mais M. Renard se souvenait des dangers qu'il avait courus à Pau, de la chasse dont il avait pensé être victime, et plus encore des chasseurs impunis Il continua son chemin sans mot dire. Désespérant de vaincre ce silence, La Force fit volte-face, en rit avec ses gentilshommes et souhaita que le commissaire ne fût pas plus loquace avec le Roi.

* * *

Trois jours après ce brusque départ du commissaire royal, Louis XIII se promenait dans la galerie des Tuileries avec MM. de Sillery et de Luynes. Le chancelier et le favori lui parlaient de La Force, représentaient combien il avait sujet d'en être mécontent. Il fallait que le Roi, « se servant de son autorité, employât toute sorte de moyens pour se faire obéir, sans plus temporiser; un des plus doux, des plus prompts et puissants moyens était d'envoyer M. de Montpouillan vers M. de La Force (son père), pour l'obliger à exécuter ce qu'on désirait de lui ». Nul doute que M. de La Force ne comprît qu'il ruinait la fortune de son fils et ne s'empressât d'exécuter les ordres de Sa Majesté.

Louis XIII écoutait d'un air lassé. Ce n'était pas la première fois qu'on lui tenait de pareils discours. Il avait déjà subi les assauts de l'ardent Père Arnoux, qui était le confesseur de Luynes et qui, depuis le meurtre du maréchal d'Ancre, avait succédé, dans la direction de la conscience royale, au Père Coton, l'aimable confesseur de Henri IV. Chaque fois qu'on lui avait parlé du renvoi de Montpouillan, il avait déclaré qu'il n'y donnerait jamais son consentement. Il le refusait encore aujourd'hui, mais Luynes se montrait de plus en plus insinuant, Sillery de plus en plus habile; tous deux redoublaient leurs instances. Le Roi sentait croître sa lassitude et son émotion : il se mit à pleurer.

— Eh ! bien, Sire, dit M. de Luynes, si Votre Majesté ne veut pas faire ce commandement à M. de Montpouillan, M. le chancelier le lui fera de votre part.

Et il s'en alla chercher Montpouillan. Le moment était venu, il le sentait, d'emporter le consentement du Roi; sur toutes choses, il ne fallait pas lui donner « le loisir d'y penser davantage ».

Voilà Montpouillan devant Louis XIII, qui maintenant pleure à chaudes larmes, tel un héros d'Homère, tandis que M. de Luynes croit devoir pleurer aussi, et que M. le chancelier lui fait un long discours sur la nécessité d'aller trouver son père en Béarn pour l'obliger à exécuter les ordres du Roi. C'est une voie de douceur laissée par la miséricorde royale, la seule voie qui lui reste à suivre pour éviter sa ruine et celle de toute sa maison.

Montpouillan ne s'était nullement attendu à l'algarade du chancelier. Il ne fut point dupe des larmes de Luynes et comprit tout de suite d'où lui venait le coup. Le hardi compagnon qu'il était ne répondait pas comme plus tard Marie Mancini à Louis XIV, qui la congédiait malgré lui et malgré elle : « Vous pleurez et vous êtes le maître ! » Il tâcha d'excuser son père et se contenta de déplorer le malheur qui le frappait lui-même, l'éloignait du Roi et le privait de l'honneur de lui rendre ses services.

Cependant l'émotion empêchait Louis XIII de prononcer une parole; il s'abandonnait à son affliction; mais le chancelier n'abandonnait pas son dessein : il continuait ses discours et ne les termina qu'en disant à Montpouillan de « s'aller donc préparer, car le Roi voulait qu'il partît à l'heure même ».

*
* *

Tout en faisant ses préparatifs, Montpouillan admirait l'habileté du coup qui le rejetait loin du Roi, laissait le champ libre à ses ennemis et le forçait de demeurer en Béarn, à deux cents lieues de la Cour, jusqu'à ce qu'il eût obligé son père à exécuter les volontés royales. Il fallait à tout prix obtenir une commutation de peine, faire supprimer cette dernière aggravation, qui risquait de transformer son purgatoire en damnation éternelle. L'ingénieux Montpouillan savait déjà ce qu'il dirait en prenant congé de Sa Majesté. Il supplierait le Roi de « trouver bon, puisqu'il avait tant sujet d'être mal content de M. de La Force, qu'il ne fût pas contraint d'aller demeurer auprès d'une personne qui lui était si désagréable, et qu'il lui plût de lui permettre d'aller servir l'Empereur dans ses armées ».

Autorisé par le Roi à venir lui parler, Montpouillan fut reçu dans la galerie des Tuileries en présence de Luynes. Louis XIII lui accorda sa demande et lui jura que, s'il avait consenti à sa disgrâce, son consentement lui avait été arraché. Il embrassa le jeune homme en pleurant. Luynes imita son maître tant bien que mal, « et vous eussiez dit que tous trois, par leurs gémissements, tâchaient à témoigner quel était le plus sensiblement touché ».

Ce qui avait contribué, n'en doutons pas, à arracher à Louis XIII ce consentement qui le mettait au désespoir, c'étaient les avanies essuyées à Pau par M. Renard. Le Roi et

ses ministres apprirent bientôt le refus du Conseil souverain. Les termes de l'arrêt furent jugés « entièrement contraires à la Royauté », l'indulgence de La Force pour les écoliers de Pau très blâmable. Les récits exaspérés du commissaire n'étaient pas faits pour atténuer cette impression. Ils rendaient plus facile le travail patient des Luynes. Tandis que le jeune homme s'équipait à grands frais pour la guerre d'Allemagne, que ses amis lui offraient de l'accompagner et que l'un d'eux, le président Chevalier, lui ouvrait ses coffres, l'assurant qu'il le désobligerait en n'y puisant pas tout ce qui lui était nécessaire « dans un si prompt départ », les Luynes pressaient le Roi de confiner leur rival dans ce Béarn lointain, d'où sans doute il ne reviendrait jamais. La Force, disaient-ils, n'obéirait que s'il voyait arriver son fils avec l'ordre de demeurer auprès de lui jusqu'à ce qu'il eût obéi. Pour que leurs discours fussent plus efficaces, ces serviteurs zélés empêchaient Montpouillan d'approcher du Roi. Le pauvre prince « fut si fort tourmenté, et on le tourna de tant de côtés, M. de Montpouillan n'ayant plus la liberté de plaider sa cause », qu'il reprit la permission qu'il avait donnée. Montpouillan dut s'exiler à Pau.

Le 17 août 1618, il prenait congé de Louis XIII « avec un renouvellement de douleur »; quelques jours plus tard, accompagné de son frère, le baron d'Eymet, également banni de la Cour, il sortait de Paris et se dirigeait vers le gouvernement de son père.

***

La douleur de La Force fut indicible. Sa fidélité méconnue, la ruine de sa maison imminente, Montpouillan cause de sa disgrâce, lui-même devenu « le prétexte de celle de Montpouillan, et la Religion, le sujet de l'un et de l'autre », quelle suite de catastrophes! Cette disgrâce supprimait les bienfaits de Henri IV et de Louis XIII, les pensions et appointements de ses enfants, même les sommes destinées à soutenir les charges du gouvernement de Béarn; elle lui causait, suivant son expression, une « incommodité » presque insupportable. Il se consolait, raconte un de ses fils, « en ce que Dieu ne promet pas à ses élus une félicité terrière, mais au contraire qu'ils doivent être la haine du monde et sujets à persécution. Et, comme il avait toujours eu son recours et son attente en Dieu,

il se remettait du tout entre ses mains pour attendre de lui son assistance, se soumettant absolument à ce qui serait de ses volontés; il prenait donc patience avec M. de Montpouillan, qui, aussi bien que lui, ne pouvait que mener une vie fort triste et pleine de chagrins et d'ennuis ».

Ces ennuis allaient se multipler rapidement. La Cour, décidée à faire enregistrer l'édit de mainlevée, envoie au Parlement des lettres de jussion. Le Parlement, instruit des intentions de la Cour, et décidé à ne pas recevoir les lettres de jussion, apposte sur la route de Dax de soi-disant brigands, qui dévalisent le courrier royal. Celui-ci traverse le Béarn avec un fracas bien imprudent. Les brigands l'arrêtent, mais ne trouvent sur lui nulles lettres de jussion : c'est que la Cour a pénétré le dessein du Parlement; ce courrier est un faux courrier destiné à tromper les faux brigands. Les lettres de jussion arrivent à Pau par une autre voie, en grand secret sont remises aux magistrats. Les magistrats, loin de se soumettre, ripostent par un interlocutoire des plus secs, et le Roi mande à sa Cour quelques-uns d'entre eux. Cependant l'affaire du courrier irrite le Roi. Il soupçonne son lieutenant en Béarn d'indulgence envers les factieux. M. de La Ville-aux-Clercs répond à La Force, non sans ironie : « Ceux d'Orthez donnent le premier branle, ceux de Pau le suivent, le Conseil ordinaire y adhère et M. le gouverneur ne l'empêche. »

Ceux d'Orthez, La Ville-aux-Clercs désigne ainsi le cercle que les protestants ont formé en Béarn, au mépris des ordres du Roi, qui ne les permet qu'en France. Composé des députés du haut Languedoc, du bas Languedoc et de la Guyenne, il s'est constitué en assemblée générale depuis l'arrivée des députés du Poitou et de la Saintonge. Il imprime « des libelles diffamatoires et excite les provinces du Royaume à la guerre ». Le Roi sait gré à La Force de n'avoir pas reçu les députés d'Orthez, qui « établissent dans son État une république », mais il lui reproche d'avoir toléré une assemblée intolérable. C'est en vain que La Force écrit au Roi : « Sire, parmi tant de malheurs qui me suivent en l'indignation de Votre Majesté, j'y trouve cette consolation que toutes choses augmentent tous les jours les saintes intentions que j'ai d'avancer le bien de son service et procurer l'exécution de ses volontés. Mon mal consiste en ce que les difficultés ne sont pas connues, et que, par l'adresse de mes

ennemis, tout m'est rejeté, comme s'il ne tenait qu'à moi que Votre Majesté soit incontinent obéie. » Ces protestations émouvantes touchent peu Louis XIII. Il ne peut admettre que, commandant en Béarn depuis vingt-six ans, La Force y soit sans crédit. « Quoi que vous puissiez faire, mande Loménie au vice-roi le 28 décembre 1618, si ne pensera-t-on jamais que l'affaire de la mainlevée ne dépende en partie de vous. »

L'assemblée d'Orthez se transporte à La Rochelle pour communiquer plus facilement avec les Églises de France; elle devient plus conciliante loin du Béarn. Une nouvelle assemblée la remplace et se réunit à Loudun au mois de septembre 1619. L'assemblée de Loudun, autorisée par le Roi, refuse toutes les transactions qu'il propose. Cette affaire de la mainlevée, qui s'éternise, menace de prolonger indéfiniment la disgrâce de La Force et des siens. « Je puis jurer et sans fausser mon serment, lui écrit Loménie, que tous ceux qui approchent le Roi y voudraient voir MM. vos enfants et que vous vous y voulussiez aider, mais de penser que cela puisse être que le Roi ne soit obéi en Béarn, vous ne le devez pas espérer. » Cela fut cependant.

* * *

L'un des derniers jours du mois de mai 1620, un cavalier « du bel air » montait le degré qui débouchait au Louvre vers le milieu de la grande galerie. Il semblait fort pressé. Il l'était en effet, car, ayant essayé de joindre le Roi aux Tuileries et ayant appris qu'il rentrait au Louvre, il voulait le « saisir » avant qu'il eût atteint la porte de sa chambre.

Lorsque le mystérieux visiteur parut dans la grande galerie, la surprise et la joie se peignirent sur les visages des courtisans : « Voilà M. de Montpouillan ! » disait-on de tous côtés, et la rumeur, passant de bouche en bouche, alla jusqu'aux oreilles du Roi. Louis XIII, déjà parvenu à l'extrémité de la galerie, se retourne et veut rebrousser chemin vers Montpouillan, mais le duc de Luynes, — le favori avait obtenu, au mois de novembre 1619, que le comté de Maillé près de Tours fût érigé pour lui en duché-pairie sous le nom de Luynes, — représente au Roi qu' « il n'est pas bienséant qu'il aille ainsi vers M. de Montpouillan ». Louis XIII s'arrête dans une croisée, et c'est Cadenet qui s'avance à sa place. Des saluts, des caresses et des démonstrations d'amitié, puis Cadenet retient Montpouil-

lan loin de son maître et lui dit qu'avant qu'il ait l'honneur d'aller faire la révérence au Roi, il faut savoir si Sa Majesté l'aura pour agréable ».

On pense bien que, retourné auprès de Louis XIII, Cadenet joignit ses instances à celles de Luynes pour qu'il se retirât dans sa chambre. Louis XIII s'éloigna à regret, et Cadenet revint dire à Montpouillan que le Roi le verrait le lendemain à son lever. Grâce aux bons offices de ces Messieurs, Montpouillan ne le vit pas de sitôt. Mais Louis XIII était charmé du retour imprévu. Il écrivit à La Force pour lui annoncer qu'il gardait son fils auprès de lui, et il crut devoir ajouter qu'il n'oubliait point ses services passés, et que « le bien faire en tout temps convie à des reconnaissances en celui qu'on le devait moins espérer ». Les prières de Luynes incitèrent aussi le Roi à pardonner. Luynes se serait compromis aux yeux de son maître en ayant l'air de craindre Montpouillan. Il lui suffisait que Montpouillan « ne pût avoir accès ordinaire auprès du Roi ». De plus, il ne fallait pas exaspérer La Force. La Reine mère, évadée le 22 février 1619 de Blois, où elle était exilée depuis le meurtre de Concini, s'était bientôt réconciliée avec son fils, puis brouillée de nouveau. Elle occupait Angers, entourée d'une cour nombreuse, dont Richelieu était le véritable maître. Elle y préparait la guerre civile. Marie de Médicis pouvait compter sur le duc de Longueville, gouverneur de Normandie, sur le duc de Vendôme, gouverneur de Bretagne, sur le duc d'Épernon, gouverneur de Saintonge, sur le duc du Maine, gouverneur de Guyenne, sur le duc de Montmorency, gouverneur de Languedoc, tout-puissants dans leurs gouvernements. Il ne fallait pas que le gouverneur de Béarn, en relations avec elle par son cousin, le comte de Saint-Paul, oncle du duc de Longueville, et par le duc de Rohan, joignît aux troupes rebelles les cinq mille hommes qu'il venait de lever par pure précaution.

L'armée de la Reine mère se débanda aux Ponts-de-Cé, près d'Angers, le 7 août 1620, devant les douze mille hommes et les douze cents chevaux du Roi. La mère et le fils s'embrassèrent, six jours plus tard, à Brissac, et, dès le 22, Louis XIII, décidé à se faire obéir en France et même en Navarre, s'achemina vers les Pyrénées, à la tête de son armée victorieuse. Le 31 août, il est à Poitiers; le 10 septembre, il est à Lusignan; le 15, il est

à Saintes. Attentifs à cette marche lente et sûre, les députés des Béarnais se sont présentés devant Louis XIII à Poitiers ; ils ont promis de « recevoir ses commandements » en Béarn ; ils ont été félicités de leur loyalisme, mais la marche de l'armée royale ne s'est pas arrêtée pour si peu. Le Roi veut pousser jusqu'à Bordeaux, y attendre que les bonnes actions succèdent enfin aux bonnes paroles. Les Béarnais, de plus en plus inquiets, supplient La Force d'aller à la Cour « proposer au Roi la candeur de leurs intentions ». La Force se rendit d'autant plus volontiers à leurs prières que le Roi venait de le mander par un gentilhomme.

***

— Je veux oublier tout le passé, m'assurant que vous me servirez mieux à l'avenir.

— Je supplie humblement Votre Majesté de croire que je n'eus jamais d'autre intention que de la bien et fidèlement servir.

C'est entre Louis XIII et La Force que s'échange ce dialogue, et la scène se passe à Blaye, où la Cour va s'embarquer sur la Gironde pour Bordeaux. La Force est accompagné de son ami, M. de Cazaux, premier président au Parlement de Pau. Il harangue le Roi avec respect, avec habileté, il essaye d'obtenir de nouveaux délais. Il a raconté lui-même l'inutilité de ses efforts : le duc de Luynes « le tira à part et l'entretint fort particulièrement, tâchant à lui faire connaître qu'il avait beaucoup d'ennemis en Cour, que tous ceux du Conseil du Roi étaient bandés contre lui : mais que lui l'avait toujours soutenu et qu'il le pouvait assurer qu'il ne l'abandonnerait jamais; qu'il se sentait assez fort contre tout le reste; mais qu'il fallait faire vérifier cet édit de la mainlevée en faveur des ecclésiastiques du Béarn, car le Roi y était résolu ».

La Force ne crut guère aux protestations du favori, mais il jugea que, « si on irritait le Roi, on perdrait les Églises ». Les Béarnais ne pouvaient commettre cette folie. La Force se le persuade à lui-même, il le persuade au Roi. Tandis qu'il repart pour son gouvernement, la Cour demeure à Bordeaux, pleine de confiance. Déjà, sur l'ordre de Luynes, une partie du service du Roi regagne Paris, une partie de l'armée aussi. La Force ne va-t-il pas revenir avec la nouvelle de l'enregistrement, que confirmeront le premier président de Pau et les députés du

synode? Les catholiques du Béarn pourront vivre en paix, La Force rentrer en grâce, le Roi rentrer au Louvre.

***

Il n'est rien de moins sage qu'une assemblée; elle est sentimentale comme le peuple; sa psychologie est celle des foules; raisonnables individuellement, ses membres sont fous dès qu'ils sont réunis, et, selon le mot de Dante cité par Machiavel, ils crient, dans leur aveuglement : « Vive ma mort! et meure ma vie! » La Force l'éprouva, dès qu'il qu'il fut revenu à Pau et qu'il se fut présenté à l'assemblée des Églises du Béarn, qui siégeait alors et qui était profondément hostile à l'enregistrement de l'édit.

Trois fois il y parut, leur montrant « l'évidente ruine où ils se précipitaient », « le Roi à leur portée avec son armée ». S'ils envoyaient des députés au Roi pour protester de leur obéissance, ils l'empêcheraient de venir en Béarn ruiner les Églises et réunir le pays à la Couronne. Les plus sensés comprennent ses raisons. Il ne cesse de les exposer en public et en particulier. Il endoctrine, il persuade ses interlocuteurs. Mais bientôt ces mêmes interlocuteurs prêtent l'oreille à d'autres discours : « C'est moquerie que de penser que le Roi vienne jamais en Béarn, leur soufflent des bouches perfides, et cette presse que leur donne le sieur de La Force est seulement un moyen de se recommander et de se remettre bien en Cour ». La calomnie court, grandit, s'élève, c'est bientôt une tempête irrésistible. Le lendemain, à l'assemblée, elle renverse tout.

Les passions ne sont pas moins vives au Parlement de Pau, où siègent quatorze conseillers. Les dix qui sont attachés à La Force et qui subissent son influence, la rejettent quand il s'agit de la mainlevée. Ils ne voient pas la justesse de ses raisonnements, ils n'ont devant les yeux que leur haine contre les évêques. La Force n'est pas plus heureux au Parlement qu'à l'assemblée des Églises. A Bordeaux, la Cour s'impatiente et menace. « Il me semble que vous ne devez différer, lui écrit le duc de Luynes le 28 septembre, ou bien nous irons vous voir. Si cela est, nous mangerons vos poules. »

La Force revint à Bordeaux avec le premier président. Il lui allut entrer au conseil du Roi, expliquer à Louis XIII les raisons de son insuccès. Louis XIII les renvoya tous deux en Béarn,

non sans avoir déclaré que « c'était pour la dernière fois; qu'il voulait être obéi ; à faute de ce, qu'il y pourvoirait ».

Pour être plus à même d'y pourvoir, il se met en route avec son armée, malgré le duc de Luynes, que talonne le désir de rentrer à Paris, malgré son conseil, qu'épouvante la traversée des Landes presque désertes, hantées de brigands. Il s'arrête à Preignac, sur la Garonne, à neuf lieues de Bordeaux, à trente-neuf de Pau.

***

Les Béarnais trouvent qu'il est encore trop loin du Béarn pour se résigner à lui obéir. Lorsque, le 7 octobre 1620, le gouverneur et le premier président se rendent au Parlement de Pau, ils traversent une foule hostile. Les conseillers ont appelé à leur aide un zélé calviniste, le baron de Bénac. Il protégera la rébellion avec ses bandes de factieux. Les conseillers Dupont, Dufour et Gillot ne pardonnent pas à La Force de les avoir fait arrêter par ses gardes en 1616: ils refuseront l'enregistrement de l'édit, pour compromettre le gouverneur. Les conseillers protestants le refuseront, pour sauver leurs Églises, les conseillers catholiques le refuseront aussi, mais pour les perdre. Comme La Force, ils savent que, si le Roi vient en Béarn, la domination de la minorité protestante va cesser à tout jamais, et ils veulent rendre cette venue inévitable.

A peine le gouverneur et le premier président sont-ils entrés au Parlement, que les conseillers leur demandent s'ils n'ont pas promis au Roi d'assurer l'enregistrement de l'édit. Ils l'ont promis et ne le cachent pas : aussitôt on présente une requête du synode qui les récuse comme étant à la fois juges et parties. Les conseillers les prient donc de sortir sous prétexte de « délibérer s'il y a lieu à récuser » ; mais, tandis que Cazaux et La Force sont « en l'autre chambre », le Parlement « opine sur le fond en leur absence : ce qu'il ne pouvait faire ». La présence de Bénac et de ses bandes lui donne toutes les audaces et tous les droits. Il décide que deux conseillers iront supplier le Roi d'accorder à ses sujets un délai de six semaines pour lui adresser leurs remontrances ; après quoi, « s'il persiste en ses résolution et volonté », ils enregistreront purement et simplement ses édits.

Les conseillers vont à Preignac remplir leur mission, mais

Louis XIII n'est pas dupe de leurs manœuvres dilatoires :

« Puisque vous voulez me donner la peine d'aller faire vérifier moi-même mon édit, s'écrie le Roi, j'irai à Pau, et je vous réponds que l'édit sera plus amplement vérifié que vous ne l'imaginez. » Ces perfides conseillers n'ont pas omis de rejeter toute la faute du Parlement sur Bénac et sur La Force. Ils accusent Bénac de les avoir empêchés d'enregistrer l'édit et La Force de n'avoir consenti ni à prendre part à la séance du Parlement ni à les défendre contre Bénac. La Force trouva en Luynes un avocat inattendu : « Vous saurez, lui manda le favori le 11 octobre, si j'ai défendu votre innocence et si j'ai eu de la peine pour le faire. Mais vous devez être assuré que le Roi le sait et a la même opinion. J'espère vous en dire les particularités à notre arrivée à Pau, où nous irons, s'il plaît à Dieu, dans la quinzaine. Vous verrez si je suis menteur et si je n'ai prédit ce qui arrive à cette heure... Voilà donc ma prophétie accomplie, mais je crois que vous n'en devez pas être ravi. »

La Force se rend au-devant du Roi et l'atteint le 13 octobre, à Grenade, sur la frontière du Béarn. Il n'est pas plus tôt parti que les factieux enregistrent les édits et les antidatent. Le conseiller Dupont les apporte au Roi ; il réussit à compromettre le gouverneur, mais non pas à arrêter la marche de l'armée royale : « La Force, dit Louis XIII à son lieutenant général en Béarn, vous avez intérêt à ce que j'aille à Pau appuyer votre faiblesse », et il l'envoie préparer toutes choses pour son entrée. C'est déjà l'ironie, ce n'est pas encore l'aigreur, mais c'en est fait de la quasi-indépendance de La Force dans les deux provinces lointaines dont il est gouverneur et vice-roi.

Le régiment des gardes pénètre dans la ville de Pau le 15 octobre 1620, vers quatre heures de l'après-midi. Derrière les gardes, s'avancent Louis XIII à cheval, puis La Force, trois de ses fils et quelques seigneurs du pays, venus à une lieue de la ville à la rencontre du Roi, puis le duc de Luynes et la foule des seigneurs de la Cour. Si Louis XIII n'a pas voulu qu'on lui rendît les honneurs souverains dans cette capitale du Béarn, « où il n'y a, dit-il, nulle église pour en rendre grâces à Dieu », il n'a pas commandé le silence glacial qui l'accueille, et il eût préféré que les réformés n'eussent pas caché tous les vivres pour l'affamer lui et ses troupes. Le cortège monte au château, entre dans la cour, et le Roi s'avance dans la grande salle.

Quelques instants plus tard, apparaissent à la porte les robes rouges des membres du Conseil souverain. Les parlementaires se prosternent devant Louis XIII et lui demandent pardon de lui avoir si longtemps désobéi : « Quand vous me servirez mieux, leur dit-il, je vous serai bon prince. » Aux ministres protestants, aux universités protestantes, reçus après la Chambre des comptes, le sénéchal, les magistrats de la ville, les syndics du pays, les évêques et le clergé catholique, il dit : « Servez-moi bien et je vous aimerai. » Tout s'incline devant le maître. Le soir, dans le château, dans les jardins illuminés, où les seigneurs du Béarn fraternisent avec la cour de France, une fête célèbre le triomphe du Roi. Au souper, le petit-fils de Jeanne d'Albret goûte à la garbure nationale, tandis qu'un homme d'esprit, qui a lu Montaigne, tire la morale de l'aventure béarnaise :

Béarn, un prudent commissaire
Ne t'a pu réduire au devoir ;
Il sera doncques nécessaire
Qu'un roi conquérant t'aille voir.
Sa présence qui tout étonne
Apprendra à ta rébellion
Qu'où la peau du Renard n'est bonne,
On y coud celle du lion.

* * *

Le sire de Caumont, arrière-grand-oncle de M de La Force, ayant visité vers 1415, au retour d'un « voyaige en Jhérusalem », le château de Pau, l'avait déclaré « le plus bel du monde ». L'enthousiasme du vieux seigneur féodal n'eût certainement pas surpris Louis XIII, qui se rappelait celui de Henri IV. Le Béarnais « s'épanouissait de joie au seul souvenir de cette maison, et souhaitait qu'elle fût entre Paris et Fontainebleau ». Louis XIII avait entendu maintes fois son père « en discourir avec grâce et gravité », vanter les splendeurs de la vue, incomparable, disait-il, parce qu'elle s'étend « sur des montagnes qui sont les voisines du ciel, sur des rivières qui méritent place entre les astres, sur des rochers couverts de neiges, qui ont les entrailles pleines d'or et, dans leurs veines, des eaux admirables pour la guérison des maladies et la conservation de la santé, sur des campagnes qui n'ont point de compagnes en beauté et ferti-

lité ». Les jardins, souvent décrits par Henri IV, étaient familiers à Louis XIII, et même le nom du vieux jardinier qui, un demi-siècle plus tôt, adorait *lou nouste Henric*, reproduisait avec les fleurs des parterres les armes de la maison de Bourbon, sans la barre des cadets, et, quand le jeune prince lui disait que ce n'étaient pas les siennes, lui répliquait d'un air fin : « Elles le seront. »

Le 16 octobre, Louis XIII voulut visiter ce qu'il avait entrevu la veille et ne connaissait guère que par ouï-dire. Éveillé à sept heures trois quarts, il déjeuna vers neuf heures, entendit la messe, qui fut célébrée dans la grande salle du château, dîna vers midi et se promena dans les jardins et dans le petit parc. Pas plus que Henri IV, il ne pouvait transporter au Louvre les jardins et la vue, cette « merveille du Béarn », mais il remarqua, dans un cabinet du feu Roi, quatre-vingt-quinze tableaux. L'un d'eux représentait un épisode de l'histoire de Tobie. Il le mit de côté pour le duc de Luynes et fit envoyer les autres au Louvre.

Cette première journée ne fut pas consacrée uniquement au repos et aux plaisirs. Louis XIII assembla un conseil extraordinaire, car la plupart des conseillers étaient encore par les chemins. Il s'y rendit à onze heures et demie; puis, à quatre heures, il décida que les États de Béarn seraient convoqués pour le 19 et que, dès le 17, M. de Loménie serait chargé de faire vérifier au Parlement, en sa présence et « selon leur forme et teneur », les édits antidatés.

Ce même 17 octobre, l'église Saint-Martin, où la messe n'avait pas été célébrée depuis cinquante ans, devait être en grande pompe « réconciliée » par le clergé. Le Roi avait prié les évêques d'y réunir tous les prêtres du pays, et les Béarnais s'attendaient à y voir paraître le Roi lui-même. Ils ne connaissaient pas encore la profonde dissimulation de Louis XIII.

* * *

Les six mille catholiques, les quatre cents réformés, qui assistèrent à la touchante cérémonie et qui entendirent la grand messe chantée par l'évêque de Lescar, la musique divine des musiciens du Roi, les sermons des jésuites et des capucins, n'aperçurent ni le Roi ni le vice-roi. Tous deux, à cette heure, chevauchaient sur la route de Navarrens. Conformément à une

décision prise en conseil, Louis XIII marchait, avec une partie de son armée, sur la place de guerre, dont les rois de Navarre avaient fait, à sept lieues de Pau, leur inépuisable arsenal. Qui tenait Navarrens, tenait le Béarn. Depuis trente ans, Navarrens était confiée à M. de Salles, un gouverneur protestant, « assez méfiant de son naturel et grandement affectionné à sa religion ». La Force, qui le jugeait ainsi, savait que le Roi avait envoyé à M. de Salles un sien neveu, M. du Lau, qui avait la survivance de son gouvernement, pour l'engager à ouvrir les portes de la ville, et que M. de Salles n'avait acquiescé qu'à grand peine à la volonté royale. Il se demandait si M. de Salles reviendrait sur sa décision, s'il « lèverait la herse et baisserait le pont », lorsque Louis XIII lui commanda de le précéder à Navarrens et de disposer le vieux seigneur à tenir sa promesse. La Force trouva la garnison hors des murs de la ville, et le gouverneur à la porte avec les clefs, prêt à les remettre à Sa Majesté et « à lui faire sa révérence ». Le Roi arriva bientôt, et voici la scène dont l'armée fut témoin : La Force « aidant au sieur de Salles, assez incommodé de vieillesse (il avait quatre-vingts ans), prenant le coffre d'acier fort pesant où étaient toutes les clefs et le présentant au Roi; Sa Majesté le recevant et le baillant à son capitaine des gardes, qui était près d'elle ».

— Sire, disait M. de Salles, j'ai longuement et fidèlement servi le feu Roi, votre père, et Votre Majesté en cette charge, je la supplie très humblement que j'y achève mes jours.

Mais Louis XIII ne répondait point.

Ce n'est qu'après avoir pris possession de la ville et tenu conseil au logis qu'on lui avait préparé, qu'il fit dire à M. de Salles par M. de Modène qu'il « le voulait soulager, commettre cette charge à un autre » et qu'il lui donnerait « cent mille livres de récompense ». Le Roi chargea La Force d'apaiser la douleur de ce « vieux bonhomme », « de l'assurer encore de sa bonne volonté, et qu'il avait aussi donné quelque somme pour sa femme ».

Tandis que Louis XIII visitait l'arsenal, s'émerveillait en fin connaisseur devant les pièces d'artillerie, et ne pouvait résister au plaisir de les essayer, si bien qu'un gros canon éclata près de lui et faillit le blesser d'un éclat de bronze, M. de Salles acceptait son sort avec résignation. Il eut la bonté d'indiquer au Roi

la basse voûte où, depuis Gaston de Foix, les rois de Navarre enfouissaient des magnificences, une cave dont lui seul possédait le secret, et qui étala aux yeux du Roi les vaisselles d'or et d'argent des maisons de Navarre et d'Albret, le trésor le plus riche de l'Europe. La journée de Louis XIII finissait comme un conte des *Mille et une nuits*, dans la caverne d'Ali Baba.

La quasi-indépendance de La Force en Béarn finissait aussi avec cette journée. Louis XIII donna le gouvernement de Navarrens au baron de Poyanne, un seigneur des Landes aussi puissant que fidèle. Revenu à Pau, accueilli, dans les rues, par les acclamations des Béarnais, le fils de Henri IV reçut le lendemain les clefs de toutes les villes du Béarn, que La Force lui présentait avec plus de respect que de plaisir. Il détruisit l'organisation des Persans, les six corps de milice dont les six capitaines étaient des gentilhommes du pays, et qui avaient pour chefs-lieux Pau, Ossau, Navarrens, Oloron, Orthez et le Vicbilh. Tel plus tard le sabre de M. Prudhomme, ils servaient à assurer la liberté du Béarn et au besoin à la renverser. C'est à la renverser surtout qu'ils avaient servi depuis Jeanne d'Albret. Composés en grande majorité de soldats catholiques, ils avaient été les instruments de la domination protestante. La Force perdait en eux une armée que ne possédait en France aucun gouverneur.

Il assista le lundi 19 octobre, dans la salle basse du château de Pau, à l'assemblée des États, « une sorte d'États », a-t-il écrit dans ses *Mémoires*, où les évêques furent remis en possession des privilèges dont Jeanne d'Albret les avait dépouillés en 1569, et dont l'un était de présider ces mêmes États qui leur rendaient leurs droits. Puis le Roi fit de la Navarre et du Béarn une seule province de France; les deux cours souveraines de Saint-Palais et de Pau devinrent un seul Parlement, le neuvième du Royaume, désigné sous le nom de Parlement de Navarre et siégeant à Pau en souvenir de la naissance de Henri IV.

Debout sur l'estrade avec le duc du Maine, derrière la chaise où Louis XIII était assis, tandis que le duc de Luynes se tenait à droite du Roi et le garde des Sceaux Du Vair à sa gauche, debout comme le reste de l'assistance, La Force écoutait les discours des évêques d'Oloron et de Lescar, celui de Colom, le syndic du pays, celui du garde des Sceaux. Il entendit le pre-

mier article des *fors* ou *libertés* du Béarn lu en français et en béarnais par M. de Cazaux, entouré des conseillers, le *oui* du Roi qui levait la main pour jurer, le *Vive le Roi* final. Il songeait avec tristesse que l'indépendance du Béarn et la sienne avaient vécu.

A Pau, le lendemain, il vit la résurrection du catholicisme, toutes les églises rendues au culte, toutes les images relevées. La persécution avait relégué le Saint-Sacrement dans une chapelle des faubourgs, près de la Porte-Neuve. Une procession vint l'y chercher. A travers la ville, où toutes les troupes étaient sous les armes, dans les rues en fête, entre les maisons pavoisées, tapissées de tentures précieuses, après les religieux, les chapelains, le clergé béarnais, les aumôniers des évêques, les abbés, les chanoines, après les six évêques des diocèses voisins, après les cardinaux de Retz et de La Rochefoucauld, sous un magnifique dais que portaient les ducs de Mayenne, d'Elbeuf, de Luynes et de Retz, l'évêque de Lescar s'avançait, tenant le Saint-Sacrement. Derrière, le Roi venait tête nue, un cierge à la main, puis la foule éclatante et multicolore des seigneurs de sa Cour. Louis XIII faisait ainsi amende honorable, il allait réinstaller Dieu dans cette église Saint-Martin d'où l'avait chassé, un demi-siècle plus tôt, sa grand mère, Jeanne d'Albret.

***

Parmi les ducs et pairs qui avaient porté le dais le 20 octobre, il y en avait un qui n'était guère mieux en Cour que La Force. C'était le duc de Mayenne, fils du vieux Mayenne de la Ligue dont Voltaire a dit au dernier vers de la Henriade qu'après sa réconciliation avec Henri IV, il fut le meilleur sujet du plus juste des princes. Le Mayenne de Louis XIII avait été déclaré criminel de lèse-majesté au mois de février 1619. La Force trouvait que, rentré en grâce, ce Mayenne n'était pas encore « en trop bonne assiette ». Le disgracié d'hier et le disgracié de demain éprouvaient l'un pour l'autre une sorte de sympathie. Mayenne murmura deux ou trois fois à l'oreille de La Force : « Nous sommes mal. » D'autres avis moins vagues inquiétaient le vice-roi de Navarre, l'avertissaient de « prendre garde à soi », affirmaient « que l'on avait mis en délibération de le saisir lui et ses enfants ». Il était « en grande perplexité », racontent ses *Mémoires* ; « il fut un soir au moment de prendre sa retraite

avec ses enfants et de s'évader, mais il fut retenu par l'appréhension qu'il eut que l'on prît prétexte de là pour ruiner entièrement les Églises du pays et ses principaux amis. Se remettant à la Providence, il ne bougea ».

Le Roi était à la veille de quitter le Béarn, lorsque l'on vint dire à La Force que, Sa Majesté étant au lit, quelqu'un lui avait demandé : « Que voulez-vous faire du sieur de La Force? » ajoutant : « Si vous ne l'emmenez, vous vous en repentirez ». Le Roi n'avait rien répondu. Ignorant le sort qui lui était réservé, craignant que le Roi ne le privât de sa charge, La Force, le matin même du départ de la Cour, pria le duc de Luynes d'éclaircir son doute. Il en tira beaucoup de bonnes paroles, quelques avis et l'assurance que le Roi lui laissait son gouvernement. Il essaya de parler à Louis XIII, ne put le faire qu'en chemin, tandis qu'il l'accompagnait sur la route de Bordeaux, et s'en retourna à Pau avec cette seule réponse : « Servez-moi bien. »

* * *

Le conseil est plus facile à donner qu'à suivre, car le conseilleur est en défiance, et le conseillé fort ulcéré. La Force demeure plein d'amertume dans son gouvernement, dont il ne lui reste plus guère que le nom », et voici que survient, deux jours après le départ du Roi, un billet du duc de Luynes qui ravive son irritation : « Le Roi, écrit le favori, a aperçu deux canons que vous avez à Pau ; Sa Majesté veut qu'ils soient remis dans la ville de Navarrens, faites que cela soit promptement. »

La Force répond qu'il obéira ; ajoute qu'on « le jette dans la poussière ; qu'il aimerait mieux avoir les canons attachés à son col, au fond de la mer, que si Sa Majesté en recevait mécontentement » ; mais il se garde bien d'obéir. Trois mois plus tard, malgré les réclamations de Loménie et de Luynes, les deux pièces n'ont pas quitté le château. Louis XIII peut écrire lui-même le 7 février 1621 : « Vous acquerrez mon indignation, qui ne vous doit être, dit-il, de si peu de considération de la mépriser et attirer sur vous de la sorte. » La Force met son point d'honneur à ne point se départir de ses canons. Le Roi, qui préfère le savoir sans artillerie, réitère son ordre le 12, lui enjoint de détruire des fortifications qui ont été commencées à Pau, et le mande à la Cour, sous

prétexte de conférer avec le maréchal de Lesdiguières. La Force sait bien que, s'il ne se rend pas à la Cour dans le délai fixé par le Roi, — le délai de huit jours, — son fils aîné perdra sa charge de capitaine des gardes et lui-même son gouvernement; il ne bouge pas cependant; il a peu de goût pour ces conférences qui se tiennent entre particuliers sous les yeux du Roi et qui ont toujours été nuisibles à son parti. La Religion lui semble grandement menacée: Il ne le cache pas à l'un de ses gentilshommes, M. du Fraixe : « Il n'y a homme en France de ma condition qui soit si mal traité, et, Dieu merci, ce n'est pas pour mauvaises actions; l'on voit clairement que ce n'est que pour le zèle qu'ils voient que je porte à la Religion, moi et les miens, et qu'à cette cause il y a longtemps que je vois qu'ils ont résolu de nous perdre, mais Dieu nous garantira, s'il lui plaît. »

Avant même d'avoir reçu la lettre royale, il a intercédé en faveur de l'assemblée séditieuse de La Rochelle, il a écrit à Louis XIII comme à l'exterminateur des réformés : « Nous estimons que Votre Majesté a trop de prudence pour vouloir mettre son Royaume en un si éminent péril, la fidélité de ses sujets au décri, son autorité au rabais, les mauvaises intentions de plusieurs en montre et les maximes de Henri le Grand en oubli, et trop d'humanité encore pour vouloir convertir vos villes en cimetières, votre France en un désert, finalement trop de justice pour vouloir épandre le sang de tant de gens de bien qui l'ont si courageusement prodigué pour en arroser les racines des fleurs de lys de France. » Et, quand il a reçu la lettre du Roi, il répond en se plaignant « des flétrissures et des marques de disgrâce de Sa Majesté, laquelle il supplie très humblement de lui pardonner, si l'appréhension qu'il a de son courroux lui ôte le courage de se présenter devant son Roi pour n'oser voir son visage irrité ». Il n'ignore pas qu'on travaille incessamment à aigrir Sa Majesté contre lui ; on l'accuse d'avoir fortifié Pau, pure calomnie, puisque l'assiette de la ville ne le permet pas. Il a seulement autorisé les propriétaires catholiques et protestants des faubourgs, où se trouvent les plus belles maisons, à établir des palissades et à creuser des fossés, pour être à l'abri des coureurs en cas de troubles. Dans un temps où les esprits sont « plus réchauffés que jamais », il « ferait un notable desservice à Sa Majesté » en éloignant les canons, un plus notable encore en s'éloignant lui-même.

Mais, comme il l'écrit à l'assemblée de la Rochelle, qui compte sur lui pour être un chef en Guyenne et sur laquelle il compte pour ne pas le laisser périr, il craint bien que ses raisons ne persuadent point la Cour. Louis XIII n'en est pas dupe. Nous non plus. Nous ouvrons les *Mémoires* que La Force a déclaré lui-même n'avoir « point ternis de faussetés » et nous y lisons cet aveu : « Le sieur de La Force se résout de fortifier la ville de Pau, comme la seule retraite qui lui restait, marque lui-même le travail et fait mettre diligemment la main à l'œuvre. »

Admirons la patience de Louis XIII ; ni la lettre grandiloquente, qui le montre prêt à plonger ses mains dans le sang de ses sujets, ne l'indigne, ni celle qui prétend ingénieusement qu'on ne lui désobéit que pour son bien, ne l'irrite. Il répond avec calme : « Je ne puis guère être satisfait de ce que vous vous joignez à des personnes déclarées criminelles... Refusant de me venir trouver, j'aurais de quoi mal augurer de vos déportements », et il donne à La Force trois jours pour interdire la « clôture » de Pau, renvoyer les canons à Navarrens et prendre le chemin de Paris.

Patience inutile ! La Force est entraîné par les événements qui se succèdent avec rapidité et de plus en plus graves. « Je vous laisse à penser, écrit-il au marquis de La Force, s'il ferait bon pour moi à la Cour, au temps où nous sommes. »

Ce fut vers ce temps-là (mars 1621), que l'aventure de M. de Bensin, neveu de M. de Salles, le compromit encore davantage. Ce Bensin avait déjà tenté de s'emparer par surprise de Navarrens au mois de décembre 1620. Il y était entré déguisé avec ses complices; mais, découvert par les autorités, il avait pu à grand peine gagner les murailles, qu'il avait franchies en toute hâte. Le vice-roi de Navarre, qui se trouvait à La Force, pour le mariage de sa fille Jacqueline avec le comte d'Orval, second fils du duc de Sully, était accouru aussitôt, et Louis XIII l'avait félicité de son prompt retour. Peu après, à l'instigation d'une assemblée protestante de Pau, Bensin se jette avec quelques troupes dans les tours de Montgiscard, au sommet d'une motte « haute et droite comme un clocher ». Il y était la terreur du pays, et ses regards plongeaient dans l'intérieur de la ville dont son oncle avait été si longtemps gouverneur.

Poyanne, outré de la bravade, sort de Navarrens avec deux

mille hommes et assiège Montgiscard. La Force lui intime l'ordre de rentrer à Navarrens, lui reproche de vouloir faire le lieutenant de Roi, et arrive à son tour, amenant des troupes nombreuses, devant lesquelles Poyanne « se trouve assez empêché de se voir beaucoup plus faible ». La Force obtient alors du Parlement de Pau un arrêt enjoignant à Bensin d'évacuer les tours de Mongiscard. L'aventurier obéit.

La Force ne pardonne pas à Poyanne d'avoir envoyé à Pau deux officiers d'artillerie avec ordre de se saisir des deux canons si vainement réclamés; il lui en veut d'avoir écrit aux communautés du Béarn que le Roi leur défendait de le reconnaître pour gouverneur. Louis XIII, de son côté, soutient Poyanne et dépêche à La Force un gentilhomme, M. de La Saludie, pour lui commander de désarmer.

« Il m'a le plus étrangement houspillé qu'il est possible », avoue bientôt La Force à M. du Fraixe; mais, par ce même La Saludie, il conjure suppliait le duc de Luynes et le Roi de ne pas lui ôter l'honneur en l'obligeant à demeurer désarmé devant Poyanne en armes. Dans ses lettres, on lit des phrases émouvantes : « Toute la France peut témoigner les services fidèles que j'ai rendus à mes Rois... Au nom de Dieu, Monsieur, ayez quelque compassion de moi, je suis tout blanc et ai vieilli en bien servant et avec honneur... Que si j'ai manqué en quelque chose au respect que je dois à Votre Majesté, je la supplie très humblement de me pardonner et de me faire tant de grâce que de croire en l'obéissance profonde que désire lui rendre son très humble serviteur. » Un serviteur très indépendant aussi, qui, fort loin de désarmer, plaçait des garnisons dans les villes de Nay, Lescar, Orthez, Morlas et Pau, tout en s'écriant avec désespoir : « Je voudrais que le poignard de Ravaillac eût percé mon cœur et avoir suivi mon excellent maître. »

***

Quand, un demi-siècle plus tard, un arrière-petit-fils de La Force, le comte de Lauzun, capitaine des gardes du corps et gouverneur du Berri, perdit l'honneur des bonnes grâces du roi Louis XIV, il fut rapidement conduit dans un carrosse fermé à la citadelle de Pignerol, où il demeura dix ans. Au début du règne de Louis XIII, les choses ne se passaient pas

aussi simplement. Plus d'un défenseur s'armait pour la querelle des grands. Les seigneurs pouvaient compter sur leurs gentilshommes, qui, *nourris* dans leur maison, étaient considérés comme leurs *domestiques*, sur la noblesse cantonnée dans ses châteaux et toujours prête, remarque Voltaire, à « monter à cheval pour aller servir un gouverneur de province ». Aussi La Force, en son lointain Béarn, se riait-il des ordres du Roi. Poyanne, qui le surveillait dans Navarrens, attendait à la première alerte les secours qu'on lui massait en Guyenne, mais La Force savait qu'en cette même Guyenne d'autres secours se massaient contre Poyanne. Ses fils, le marquis de La Force et le baron d'Eymet, s'y préparaient à la guerre. Déjà, dans Bergerac, dont le marquis de Castelnau, son second fils, était gouverneur, Mme de La Force était venue chercher un refuge avec ses belles-filles. La Force, en cette sorte de mobilisation générale, la voyait déjà menacée par l'ennemi, réduite, dans la petite place de guerre, à une vie d'angoisse, confinée, malsaine, bien différente de celle qu'elle menait au château de Pau, sur la terrasse, dans les jardins, devant l'immense panorama neigeux des Pyrénées. Il lui écrivait : « Ce que je crains le plus pour vous autres femmes, d'être à Bergerac, est que souvent, même en ce temps, il arrive de nuit des alarmes aux villes, et j'ai peur que cela vous travaille et donne des appréhensions qui vous fassent mal. Il n'est pas facile d'entreprendre sur Bergerac, car il faut beaucoup de gens, et il est malaisé, le pays étant si favorable, qu'ils puissent s'approcher sans être découverts; le lieu le plus couvert est vers la porte de Clairac, car ils peuvent venir au long de la rivière. Je crains aussi que ne puissiez faire exercice et vous aller promener, car vous êtes devenue paresseuse, et d'ailleurs vous êtes logée au milieu de la ville, laquelle est bien boueuse. »

Cependant le vice-roi de Navarre, demeuré au château de Pau, tentait encore de conjurer par sa diplomatie les calamités qu'il prévoyait. La Saludie était reparti avec la réponse de La Force. « La Saludie fait semblant de se contenter de cette réponse et qu'elle satisferait Sa Majesté », raconte La Force dans ses *Mémoires*; il « la rapporte au sieur d'Épernon à Bordeaux, lequel il avait déjà préparé en passant, lui délivre sa commission », le presse d'exécuter les volontés du Roi.

D'Épernon se rend à son château de Cadillac situé à sept

lieues en amont de Bordeaux, sur la rive droite de la Garonne, où il rassemble ses troupes. La Force, étonné, « dépêche promptement le sieur d'Arros », l'un des barons du Béarn, vers d'Épernon : si d'Épernon « a commandement du Roi de venir en Béarn, il n'a pas besoin d'armée, il y trouvera toute obéissance. N'y a nul en France, ajoutait La Force, qui sache mieux que vous, Monsieur, en quoi consiste l'autorité des gouverneurs en leur charge; que je ne sois pas si misérable qu'après avoir servi près de trente ans en celle-ci, avec honneur, je m'y voie déshonoré en ma vieillesse. »

Le duc d'Épernon, gouverneur de Saintonge et d'Angoumois, savait tout cela ; il savait aussi qu'il était l'ami de La Force. Il avait beaucoup à se faire pardonner. N'était-ce pas lui qui, deux ans auparavant, avait aidé Marie de Médicis, exilée par Louis XIII, à s'évader du château de Blois, et rendu possible la guerre de la mère et du fils et la bataille des Ponts-de-Cé. Le duc d'Épernon commença par se montrer marri des mauvais offices qu'on avait rendus à La Force et dit qu'il était nécessaire qu'il informât le Roi, « à qui on avait donné tout autre créance ». Il ne refusa ni ses conseils, ni son concours. Que La Force envoie au Louvre un gentilhomme en poste; d'Épernon ne se hâtera pas, et le gentilhomme sera revenu avant qu'il soit entré en Béarn.

Quel espoir pour La Force, quand d'Arros lui apporte cette réponse du duc d'Épernon! Avec quel soin il écrit ses lettres, avec quelle hâte d'Arros les emporte, sur son ordre, toutes ouvertes, afin que d'Épernon puisse les lire au passage!

D'Arros avait à peine franchi les frontières du Béarn, qu'il tomba sur l'avant-garde du duc d'Épernon. Conduit auprès de celui-ci, il n'en put tirer que cette vaine excuse : « J'ai été pressé des commandements du Roi, mais ne laissez pas de continuer votre voyage. » Ce qu'il fit. D'Épernon continua le sien vers Orthez, tandis qu'un courrier dépêché par d'Arros avertissait La Force à Pau. La Force savait déjà qu'il n'y était plus en sûreté, qu'on « avait dessein sur sa personne ». Les cabales des gens qui convoitaient sa place, la trahison du comte de Bourfranc, qui avait sa confiance, rendaient toute défense inutile, bien que l'on pût trouver, dans les Persans réorganisés, une infanterie nombreuse, et qu'il y eût « beaucoup de noblesse pour monter à cheval ».

Le dimanche 2 mai 1621, après avoir, en pieux réformé, ouï le prêche malgré l'heure pressante, pris congé de Messieurs du Parlement et de tous ses amis, chargé son septième fils, le marquis de Tonneins, de remettre le château de Pau entre les mains du duc d'Épernon, il partit, accompagné d'une vingtaine de cavaliers. Il laissait une lettre qui avertissait le même Épernon de son départ. On ne devait la porter à Orthez que lorsque La Force serait loin sur la route de Guyenne. C'était vers Bergerac et ses remparts que se hâtait le vice-roi disgracié. La route s'allongeait devant lui, coupée à chaque instant par des ruisseaux ou des rivières débordées. Bientôt, la petite troupe est prise entre deux ruisseaux dont les eaux grossissent de minute en minute. Le maître d'hôtel et le cuisinier ont traversé le second ruisseau avec les provisions, mais les eaux sont maintenant trop hautes pour que La Force et les autres cavaliers s'y aventurent, et ils ne peuvent reculer, le premier ruisseau étant devenu aussi infranchissable que le second. Il leur faut rester là toute la fin du jour et toute la nuit sans un morceau de pain, quand les cavaliers du duc d'Épernon sont peut-être à leurs trousses. On se tire du mauvais pas le lendemain. Avant peu, on se trouvera en face de l'Adour. Il n'y a qu'un seul pont sur le fleuve, et le marquis de Gondrin, avec un parti ennemi, accourt à cheval pour le rompre. La Force presse l'allure de ses chevaux. Ce pont, dernier espoir des fugitifs, Gondrin y sera dans un quart d'heure. Mais soudain, voici La Force. Suivi de ses vingts cavaliers, il s'y engage, il passe, il est passé. Trop tard, Gondrin !

Quelques jours après ce *passage du Rubicon*, il était en guerre avec son Roi.

La Force.

LA FRANCE
DES CINQ PARTIES DU MONDE

IX [1]

LA FRANCE DU PACIFIQUE

Le mouvement de curiosité scientifique et désintéressée qui favorisa la reconnaissance du Pacifique peut être rattaché à la fondation de l'Académie des Sciences de Paris (1666) et de la Société Royale de Londres (1670). Ce mouvement se développa au XVIIIe siècle ; nous en avons un témoignage dans le succès du livre du Président de Brosses, *Histoire des navigations aux terres australes* (1756).

Après les renoncements du traité de Paris, l'opinion française se montra favorable aux voyages de découvertes dans le Pacifique ; le 5 décembre 1766, Bougainville partit de Brest : en mars 1768, il reconnut l'archipel Dangereux (îles Pomotou) ; en avril, il passa à Tahiti (la nouvelle Cythère), où Wallis était venu quelques semaines plus tôt) ; un peu plus tard aux îles Samoa (archipel des Navigateurs), puis aux Nouvelles Hébrides ; il ne chercha pas à s'approcher de la Nouvelle-Calédonie, dont il avait pressenti l'existence ; il arriva assez péniblement à la Nouvelle-Guinée, et de là revint, par Batavia et l'Ile de France, à Saint-Malo, le 16 mars 1769 (2).

Parmi les autres expéditions françaises dans le Pacifique, il

Copyright by Octave Homberg, 1927.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1926 — 1er août 1927.

(2) Il mourut en 1808, vice-amiral et sénateur.

convient de mentionner les deux voyages de Kerguelen aux îles australes (1771-1772 et 1773-1774); celui de Surville à la Nouvelle-Zélande en 1769 marqué par d'injustes cruautés; celui de Marion-Dufresne aux îles Crozet (massacré le 12 juin 1772 par les Néo-Zélandais).

Le plus illustre de ces voyages fut celui de Lapérouse. Parti de Brest en 1785 avec l'*Astrolabe* et la *Boussole*, Lapérouse exécuta des levés précieux de toutes les côtes occidentales de l'Amérique jusqu'à la Californie; puis il gagna Macao, la mer du Japon, le Kamtchatka, d'où un de ses compagnons rapporta en France le riche butin scientifique recueilli par lui jusque-là; il redescendit ensuite dans le Pacifique Sud, passa aux Samoa, gagna l'Australie. Sa dernière lettre est datée du 7 février 1788. Depuis lors, on ne reçut plus de lui aucune nouvelle.

Le 29 septembre 1791 partirent à sa recherche, sous le commandement du contre-amiral Bruni d'Entrecasteaux, la *Recherche* et l'*Espérance*. De 1792 à 1793, cette mission visita la Nouvelle-Calédonie et les archipels voisins dont l'ingénieur hydrographe Beautemps-Beaupré établit des cartes précieuses. D'Entrecasteaux mourut en 1794; ses officiers, divisés par des querelles politiques, vendirent ses navires aux Hollandais de Batavia, et il fallut attendre la fin de la Restauration pour que Dumont d'Urville retrouvât à Vanikoro les traces de la fin tragique de l'expédition de Lapérouse.

LA NOUVELLE-CALÉDONIE ET SES DÉPENDANCES

L'occupation de la Nouvelle-Calédonie date seulement du 24 septembre 1853. Elle fut amenée par divers événements qu'il est aisé de résumer en quelques mots.

Découverte par Cook en 1774, au cours du voyage de l'*Adventure* et de la *Résolution* (le cap Colnett porte le nom de la vigie qui aperçut la première cette terre), la Nouvelle-Calédonie avait été l'objet, sous la monarchie de Juillet et pendant les premières années du second Empire, de plusieurs tentatives françaises de colonisation : en 1843, l'évêque Douarre, débarqué à Balade par le commandant Jurien de la Gravière, se heurta à l'hostilité des indigènes, et sa tentative provoqua des protestations anglaises, à la suite desquelles Jurien de la Gravière fut désavoué, et fut envoyé un navire la *Seine*, pour amener notre

pavillon. Ce vaisseau fit naufrage et les officiers survivants allaient être massacrés, lorsqu'ils furent sauvés par la *Brillante* lancée à leur recherche (1847). Un officier de marine, nommé Marceau, fonda vers la même date la *Société de l'Océanie*, pour propager l'influence française, spécialement avec le concours des missionnaires de Mgr Douarre. Cette tentative échoua. En 1850, Napoléon III envoya le commandant d'Harcourt sur l'*Alcmène* explorer la côte orientale; une partie de l'équipage ayant été massacrée par les anthropophages, le contre-amiral Febvrier-Despointes prit possession de l'île au nom de la France, le 24 septembre 1853, et gagna de vitesse le commodore Taylor qui désirait planter le pavillon britannique sur l'île des Pins. Il devint le premier gouverneur de ces îles. Celles-ci, rattachées d'abord aux *Établissements français de l'Océanie*, devinrent par décret du 14 juillet 1860 une colonie nouvelle, bientôt agrandie, en 1864, par l'occupation des îles Loyalty.

Plusieurs révoltes des indigènes troublèrent les premières années de notre domination. La principale fut l'insurrection des Canaques en 1878, réprimée par l'amiral Olry.

Comme en Guyane, le second Empire voulut tenter en Nouvelle-Calédonie une colonisation au moyen de condamnés aux travaux forcés. La troisième République créa les peines de la déportation et de la relégation. Le bagne fut institué par décret du 2 septembre 1863 et les premiers forçats furent amenés en 1864 par l'*Iphigénie*. Leur nombre s'éleva jusqu'à près de sept mille en 1889 pour décroître depuis lors, devant les faibles résultats obtenus par l'utilisation d'une main-d'œuvre aussi médiocre. Le dernier convoi dirigé sur la Nouvelle-Calédonie date de 1897, et diverses mesures administratives récentes permettent d'espérer que la Colonie sera bientôt définitivement affranchie de tous vestiges des établissements pénitentiaires. Elle perdra ainsi le renom fâcheux que lui avait valu jadis dans la métropole sa destination administrative, et qui a si longtemps entravé son développement par la colonisation libre, la seule féconde.

Malheureusement la population indigène a diminué rapidement elle aussi. De 42000 âmes en 1887, elle est tombée à 27000 en 1921. Une sorte de fatalité semble peser sur ces races primitives du Pacifique, au contact des peuples civilisés. Aux

Hawaï, dans toute l'Océanie, elles semblent vouées à s'éteindre. Cette disparition pose pour la mise en valeur de toutes nos possessions du Pacifique, avec une acuité encore plus grande que dans toutes nos autres colonies, le problème de la main-d'œuvre. Où trouver ces travailleurs de plus en plus nécessaires? On a cherché à Java, aux Indes, en Chine, en Indochine. Certains avaient paru attendre beaucoup de l'Indochine. Ce groupe de colonies n'a cependant pas une densité de population comparable aux grands réservoirs d'hommes que nous venons de citer. Elle aussi connaît, pour ses grandes cultures industrielles en plein essor, le besoin de faire appel à la main-d'œuvre étrangère. Elle ne se refuse pas cependant à aider le développement des autres terres françaises du Pacifique, mais ce serait une dangereuse illusion que de compter entièrement sur elle pour remédier à cette crise de main-d'œuvre.

Quand on parle de grouper sous la direction d'un haut fonctionnaire unique l'ensemble de nos établissements du Pacifique, on ne semble pas « réaliser » les distances énormes qui séparent entre eux ces établissements et la variété d'intérêts qui les sépare, plus encore du fait de leurs voisinages plus immédiats. C'est à la politique générale du gouvernement central qu'il revient de régler l'impulsion des uns et des autres, en assurant la liaison de tous.

En face des redoutables éventualités que posent dans le Pacifique l'évolution du Japon, les aspirations des États-Unis et les velléités d'affranchissement que manifestent les Dominions britanniques, les dernières grandes manœuvres navales américaines paraissent vraiment être une répétition. Il importe certes de recueillir sur toutes les rives, toutes les terres de cet immense océan, le maximum de renseignements; mais c'est à Paris que peuvent seulement et doivent par suite être confrontées et utilisées toutes les informations capables d'orienter l'action de la France.

Les produits agricoles de la Nouvelle-Calédonie, sans atteindre l'importance de ses richesses minières, sont loin d'être négligeables. Le coprah se place au premier rang ; il figure, aux exportations de 1925, pour une somme de cinq millions et demi de francs; viennent ensuite le café pour cinq millions, et le coton pour près de trois millions.

Le sol et le climat de cette île se prêtent aussi à la culture de la canne à sucre. Toutefois, avant de se déclarer en faveur de diverses cultures tropicales, il convient de noter que la pluie est assez abondante en Nouvelle-Calédonie : environ cent cinquante jours par an ; ce régime, favorable au cocotier, n'est peut-être pas aussi avantageux pour le cotonnier qui a besoin d'une saison nettement sèche au moment de l'éclosion des capsules.

L'élevage, par contre, peut être très largement développé, et l'administration l'encourage efficacement en concédant aux éleveurs des baux de longue durée, à la condition de débrousser ou de clôturer les terrains de pâturage qui leur sont prêtés. Des usines de conserves ont été construites à Ouaco et à Muéo : leurs produits s'expédient en Australie, dans les îles du Pacifique, et même en Europe. Chacune de ces usines abat environ 3 000 têtes de bétail par an.

Si dignes d'intérêt que paraissent, dans la Nouvelle-Calédonie, les essais de petite colonisation poursuivis par l'administration, spécialement en faveur des jeunes gens du Nord, « les Nordistes », comme on les a appelés là-bas, — qui ont connu, après de trop brillants espoirs au départ, quelques déceptions à l'arrivée, — il faut bien reconnaître que cette colonie, malgré la douceur relative de son climat, ne deviendra jamais, en raison de son éloignement de la métropole, une colonie de peuplemeut qui puisse attirer nos paysans au même titre que l'Algérie et le Maroc. Faut-il le souhaiter d'ailleurs, et n'est-ce pas d'abord en Afrique du Nord que nous avons besoin d'eux, pour des raisons politiques plus fortes encore que les raisons économiques ?

Parmi les affaires les plus vivantes et les plus prospères de la Nouvelle-Calédonie, il convient de citer une vaste entreprise française qui centralise une variété considérable d'opérations : commerce, métallurgie, armement, banque, etc., et fait penser, par l'ampleur de son activité, aux Compagnies des Indes de jadis. Ce groupe a élevé à Nouméa des hauts fourneaux qui traitent entre 80 000 et 100 000 tonnes de minerai de nickel par an.

On sait que le nickel de la Nouvelle-Calédonie, découvert en 1863 par l'ingénieur Garnier, a fourni pendant longtemps 90 pour 100 de la quantité de ce métal consommée chaque année dans le monde. Aujourd'hui, à la suite de la mise en exploitation des ferro-nickels canadiens, cette part est tombée

à environ 25 pour 100. La teneur moyenne du minerai exploité actuellement varie de 5 et demi à 6 pour 100. Les gisements calédoniens sont très considérables et assurent aux usines de Nouméa une trentaine d'années, au minimum, de pleine activité.

A côté du puissant groupement auquel nous venons de faire allusion, une autre Société plus ancienne a construit à Thio des hauts fourneaux qui traitent environ 30 000 tonnes de minerai de nickel par an. Cette dernière Compagnie a eu le grand mérite d'introduire l'électro-métallurgie en Calédonie, en établissant à Yaté un puissant barrage, et en édifiant une usine hydro-électrique de 10000 chevaux dont l'exécution fait grand honneur à ceux qui l'ont conçue. Cette usine est destinée à traiter un minerai de chrome, probablement le plus riche du monde, — puisque sa teneur dépasse 50 pour 100, — jusqu'ici exporté brut, en particulier sur l'Australie. Sa mise en marche paraît avoir été retardée toutefois par la nécessité d'améliorer les galeries destinées à lui fournir du minerai.

La Nouvelle-Calédonie possède en outre, à Moindou, un riche gisement de charbon anthraciteux, qui, mélangé avec un tiers de charbon gras australien, produit d'excellentes briquettes, précieuses pour les industries locales et pour la navigation. Enfin, il faut citer encore des gisements intéressants de fer et de cobalt.

Ce rapide tour d'horizon montre toute la valeur de cette colonie lointaine, particulièrement bien partagée au point de vue minier, dont l'essor a été ralenti par la situation médiocre où s'est trouvé longtemps son budget local, mais qui se développe progressivement maintenant. Ce n'était point certes là la terre ingrate où la France devait se contenter de rejeter tous tous les indésirables, tous les déchets humains de la métropole.

LES NOUVELLES-HÉBRIDES

Le 30 avril 1606, le navigateur espagnol don Pedro Fernandez de Queiros, parti à la recherche du continent austral, découvrit une terre à laquelle il donnait le nom de *Terra Australis del Spiritu Santo*. C'était l'une des îles de l'archipel qu'aucun autre navigateur ne devait plus visiter pendant plus d'un siècle et demi. En 1767 seulement Philippe Carteret y

pénétrait, et l'année suivante, Bougainville prenait possession, au nom de la France, des îles Pentecôte, Aurore et Pic de l'Étoile, auxquelles il donnait le nom de grandes Cyclades.

L'archipel fut exploré par Cook, lors de son second voyage, en 1774, et reçut de lui son nom actuel de Nouvelles-Hébrides. Lapérouse, en 1788, d'Entrecasteaux, en 1793, Dumont d'Urville, en 1828, le visitèrent à leur tour.

Lorsque, en 1853, le pavillon français fut arboré sur la Nouvelle-Calédonie par le contre-amiral Febvrier-Despointes, le procès-verbal rédigé à l'occasion de cette prise de possession fit mention des dépendances de l'île, mais sans les désigner d'une façon précise.

La richesse des Nouvelles-Hébrides attire, à cette époque, de nombreux colons et traitants anglais. La situation de l'archipel oriente cependant de façon tellement évidente vers la Nouvelle-Calédonie le mouvement de ses échanges que les résidents anglais de Tanna réclament eux-mêmes, en 1875, l'annexion des îles à la France. Les commerçants calédoniens groupés autour du plus actif et du plus clairvoyant d'entre eux, John Higginson, appuient de toutes leurs forces cette revendication en tous points conforme à leurs intérêts. Mais un mouvement d'opinion en sens contraire se dessine en Australie. L'annexion immédiate des Nouvelles-Hébrides à l'Angleterre est réclamée au cours d'un meeting tenu à Melbourne en 1877. Le gouvernement français, après demande d'explications à Londres, déclare, dans une note du 15 janvier 1878, qu'il n'a pas « le projet de porter atteinte à l'indépendance des Nouvelles-Hébrides », et le gouvernement britannique déclare que, de son coté, il est disposé à respecter l'indépendance des îles.

La création, sous l'impulsion de John Higginson, de la *Compagnie calédonienne des Nouvelles-Hébrides*, qui assurait rapidement la prédominance de l'élément français, excitant l'envie des colons australiens, fit renaître leur esprit d'opposition. Sur leurs instances, des négociations furent ouvertes de nouveau, en 1885, entre Londres et Paris. Nous avions envoyé, au mois de mai de cette année, des troupes ayant pour mission de protéger nos nationaux contre les trop nombreux attentats dont ils étaient victimes, dans leurs personnes et dans leurs biens. La convention du 24 octobre 1887 nous imposa l'obligation de retirer nos troupes. Elle instituait une commision navale mixte

« chargée de protéger les personnes et les biens des sujets français et britanniques daus les Nouvelles-Hébrides ».

Ce régime, même après que la convention du 20 octobre 1906 l'eut consolidé par l'établissement d'un système à peu près complet d'organisation administrative et judiciaire qui établissait le *condominium*, ou souveraineté commune et indivisible de la France et de l'Angleterre sur l'archipel des Nouvelles-Hébrides, y compris les Banks et Torrès, n'a donné que de médiocres résultats, quant au développement économique de l'archipel. Ni la création des voies de communication indispensables, ni l'aménagement des ports et le balisage des côtes n'ont été poursuivis avec une activité suffisante. L'immatriculation des terres et le règlement des litiges fonciers s'effectuent avec une déplorable lenteur. Les colons français, qui sont de beaucoup les plus nombreux, se plaignent avec raison d'alimenter, pour la plus grosse part, le budget des services communs sans retirer de leur contribution aucun bénéfice appréciable.

Il apparaît clairement, en Angleterre et en Australie aussi bien qu'en France, que le régime du *condominium* a fait faillite et qu'il importe d'établir sur des bases entièrement nouvelles le statut de ces territoires où les intérêts français, placés en droit sur un pied d'égalité avec les intérêts anglais, ont, en fait, une importance autrement considérable.

Au recensement de mai 1924, la situation comparative des deux nations se présente comme suit :

France.		Angleterre.	
Français	709	Sujets britanniques	322
Ressortissants et sujets	1 082	Ressortissants et sujets	98
	1 791		420

Depuis mai 1924, la différence n'a fait que s'accentuer au profit de la France. La progression constante de l'élément blanc français et l'introduction de 2 500 Annamites français, ont porté le total des représentants de la France à un chiffre approximatif de 4500 âmes pour l'ensemble de l'archipel. Dans le même temps, la population anglaise a diminué ; et la part britannique dans la possession du sol s'est trouvée d'ailleurs, au début même de la présente année, réduite de 25 000 hectares, cédés

à des Français par le *Pacific Isles Investment Cy*. La répartition de la propriété foncière se répartit comme suit :

Français.	642 298	hectares.
Anglais.	104 478	—
Indigènes.	438 000	—

Dans l'activité commerciale s'affirme la même prédominance de la France; sur un commerce total de 53 187 260 francs en 1925, la part de la France atteint 39 548 069 francs, celle de l'Angleterre 13 639 190 francs. Le mouvement maritime lui-même nous fournit un nouvel argument : 14 875 tonnes ont voyagé sous pavillon anglais en 1925, et 53 329 sous pavillon français. Ce fait si remarquable apporte un argument décisif en faveur de la prédominance française.

Dans ces conditions, une solution définitive s'impose. Les Anglais, les premiers, s'en rendent compte. *L'Argus*, important journal de Melbourne, écrivait dernièrement : « Les Français ont pris la responsabilité ; par conséquent, ils ont acquis les droits. » La Commission impériale britannique, réunie à Londres au début de 1927, a réclamé aussi une décision. Des négociations sont en cours entre les deux gouvernements, et, étant donné l'esprit amical qui les anime également, nous devons espérer un règlement du problème conforme à l'équité : l'annexion pure et simple des Nouvelles-Hébrides au territoire de la France totale.

En attendant ce règlement, nous devons signaler une mesure intéressante, prise, suivant une formule très nouvelle, par l'État français, aidé d'un grand établissement financier, pour assurer la mise en valeur des Nouvelles-Hébrides. Nos domaines dans cet archipel étaient jusqu'en 1922 en grande partie détenus par une Société qui n'avait pas obtenu dans cette voie de résultats marquants. Au mois d'avril 1922, l'établissement financier en question, — qui a rendu et rend chaque jour à la France du Pacifique les plus signalés services, — a racheté la majorité des actions de la Compagnie primitive pour le compte de l'État français. Les plus importantes entreprises de la Nouvelle-Calédonie ont d'ailleurs participé à cette opération, ce qui a permis à la nouvelle Société de s'assurer pour soixante-quinze ans un domaine immobilier de 750 000 hectares.

Sur l'ensemble de ce domaine, elle mettra gratuitement à la

disposition de l'État français, 15000 hectares de bonnes terres pour favoriser le création des centres de colonisation, et dans la limite maxima de 5000 hectares, les terrains nécessaires à l'installation des services publics. Comme mandataire de la Société primitive, elle est chargée de la vente de ceux des terrains qui ne doivent pas être réservés à l'État français.

A ce titre, elle a déjà participé à la constitution d'une Société ayant pour objet la culture du coton sur un domaine de 10000 hectares dans la région de Norsup, sur la côte est de l'Ile Mallicolo. Elle a donné également son appui à une autre Compagnie qui a pour objet la mise en valeur de l'archipel aux points de vue agricole et minier.

LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCÉANIE

Tahiti. — La première description faite des sites enchanteurs de Tahiti est sortie de la plume du navigateur Wallis, que le roi d'Angleterre George III avait chargé de compléter les travaux de Byron. Wallis débarqua au nord de l'île, le 19 juin 1767. L'année suivante, Bougainville, dans son voyage autour du monde sur la frégate la *Boudeuse*, mouilla le 2 avril 1768 devant Hitisa. Accueilli par les populations de l'île avec « mille témoignages d'amitié », il établit à terre un campement, noua les plus cordiales relations avec les chefs indigènes et ne quitta l'île, qu'il nommait la Nouvelle Cythère, qu'après avoir enfoui dans son sol un acte de prise de possession inscrit sur une planche, avec une bouteille bien fermée, contenant les noms des officiers qui l'accompagnaient.

Cook, au cours de ses voyages, n'aborda pas moins de quatre fois à Tahiti en 1769, 1773, 1774 et 1777. De nombreux missionnaires anglais débarquent aussi bien à Tahiti, qu'aux Marquises et aux Nouvelles-Hébrides. C'est l'époque où l'Angleterre, cruellement éprouvée par la séparation de ses colonies américaines, considère, non sans convoitise, les îles océaniennes, qui exercent leur attrait sur tous les navigateurs du temps.

Sous le règne de la reine Pomaré IV débarque à Tahiti, vers la fin de 1824, un missionnaire anglais, du nom de Pritchard, qui va jouer dans l'histoire de l'île un rôle considérable. Les premiers missionnaires catholiques français sont à peine

arrivés à Tahiti en 1836, que Pritchard obtient de la reine leur expulsion. Envoyé par le gouvernement français, en 1838, le contre-amiral Dupetit-Thouars conclut avec la reine Pomaré une convention assurant la liberté intégrale à tous les citoyens français. Le capitaine de vaisseau Laplace, en 1832, fait ajouter un acte additionnel sur la liberté des cultes. En 1840, Pritchard se rend à Londres pour demander le secours de son gouvernement. Des troubles éclatent à Tahiti. Pressée par plusieurs chefs influents de solliciter notre protectorat, la reine serait tentée d'accéder à leur demande, si les Anglais n'intervenaient énergiquement en sens contraire. Dupetit-Thouars, qui vient de rentrer des Marquises, où il a décidé les indigènes à accepter l'annexion de ces îles à la France, adresse au gouvernement indigène un ultimatum, dans lequel il exige des garanties contre une « conduite inique et rigoureuse ». La reine Pomaré consent officiellement à l'installation de notre protectorat. Un traité est signé avec elle et ratifié par le gouvernement français sans que l'Angleterre fasse la moindre opposition.

De retour dans l'île en 1843, Pritchard se refuse à accepter les faits accomplis en son absence. Il engage la reine à résister. Dupetit-Thouars, le 6 novembre, proclame la déchéance de la Reine, prend officiellement possession de l'île, installe comme gouverneur le capitaine de vaisseau Bruat. Le 31 janvier 1844, sur le conseil de Pritchard, qui s'ingénie à lui faire entrevoir des dangers imaginaires, Pomaré se réfugie à bord d'un vaisseau anglais. Des troubles éclatent, Pritchard est arrêté et remis entre les mains du commandant d'un navire anglais. Peu s'en fallut que « l'affaire Pritchard » ne déchaînât la guerre entre la France et l'Angleterre. Le gouvernement de Louis-Philippe fit blâmer publiquement, à la Chambre, par Guizot, et l'annexion de Tahiti et l'arrestation de Pritchard. Une indemnité est versée à Pritchard. En 1848, le protectorat est rétabli et l'autorité de la reine restaurée.

Le protectorat français est solidement établi par une convention passée en 1857 avec l'Angleterre. Il se transforme en annexion définitive le 30 décembre 1880. Aucun événement ne vient dès lors troubler l'existence paisible de Tahiti, jusqu'aux jours tragiques de 1914, où le 22 septembre, les croiseurs cuirassés allemands *Sharnhorst* et *Gneisenau* vinrent lancer sur Papeete 125 obus de 204 : le commandant Destremau, après

avoir ordonné de mettre le feu aux approvisionnements de charbon, fit couler dans la passe la *Zélée*, préalablement délestée de ses canons. Les croiseurs allemands reprirent, en passant par les Marquises, la route qui devait les conduire aux Falkland (1).

Les Iles sous-le-Vent. — Découvertes par Cook en 1769, les Iles sous-le-Vent ne virent arriver qu'en 1797 les premiers missionnaires anglais, en 1837, les premiers missionnaires catholiques français.

La funeste convention franco-anglaise du 19 juin 1847, inspirée, du côté anglais, par les intrigues de Pritchard, nous fit reconnaître formellement l'indépendance des îles de Huahine, Raiatéa, Bora-Bora, et renoncer à jamais prendre possession, dans l'avenir, de l'une ou de plusieurs d'entre elles. Il nous fallut attendre que, en 1880, une demande de protectorat eût été formulée par divers chefs indigènes, pour hisser le drapeau français à Raiatéa. L'Angleterre, hostile tout d'abord, se mit d'accord avec nous pour maintenir notre protectorat pendant une période provisoire de six mois, jusqu'à ce qu'une entente définitive fût intervenue. Les négociations, au lieu de six mois, durèrent sept années. Le 16 mars 1888, la souveraineté pleine et entière de la France sur les Iles sous-le-Vent était proclamée, et, le 30 mai de la même année, était signée à Paris la convention abrogeant définitivement la convention de 1887.

Les Iles Marquises. — Dans les légendes qui circulèrent longtemps parmi les indigènes des îles Marquises, et dans la langue dont ils font usage encore aujourd'hui, la trace se retrouve du premier débarquement du navigateur espagnol Alvaro Mendana de Neira, dans les dernières années du XVIe siècle.

Près de deux siècles plus tard, Cook apparaît le 6 avril 1774. Viennent ensuite, en 1791, le capitaine Ingraham, de Boston; le Français Marchand; en 1804, le Russe Krusentern; en 1813, l'Américain Porter.

En 1838, Dupetit-Thouars arrive, ayant à son bord deux missionnaires qu'il doit débarquer dans les îles. Il est accueilli par les indigènes avec des manifestations d'amitié qui ne sont pas moins vives, après son départ, à l'égard de Dumont d'Urville. C'est à Dupetit-Thouars que devait revenir l'honneur

(1) Voyez *l'Épopée de Tahiti*, par MM. Claude Farrère et Paul Chack, dans la *Revue* du 1er septembre 1924.

de prendre possession des îles, en 1842, au nom de la France.

Les Tuamotou. — Le premier Français qui aborda aux Tuamotou fut Bougainville (1768). Les Tuamotou furent placées sous le protectorat français en 1859, et annexées à la France, en même temps que Tahiti, le 30 décembre 1880.

Les Gambier. — Dix ans après l'arrivée, en 1834, des premiers missionnaires français aux îles Gambier, le protectorat français était établi sur l'île. Il fut confirmé en 1871, mais c'est en 1879 seulement qu'un résident laïque fut installé dans l'archipel. Sur la demande faite par les indigènes le 23 février 1881, l'annexion à la France fut proclamée.

Iles australes. — Tubaï et Raivava ont été placées sous le protectorat français en 1842 et annexées en 1880. Rurutu et Rimatara ont été placées sous le protectorat en 1869, et annexées en 1900.

Rapa. — Le protectorat a été établi sur l'île en 1867. L'annexion a été prononée en 1887. L'île est rattachée administrativement à l'archipel Tubaï.

Les Wallis. — L'archipel des Wallis, découvert en 1767 par le navigateur anglais qui lui a donné son nom, a été placé sous le protectorat français en 1842 et annexé par décret du 19 novembre 1886.

L'activité commerciale des établissements français de l'Océanie est bien loin d'être négligeable. Elle atteint, en effet, en 1925, un total de 92 millions pour le commerce spécial. La France a importé dans les colonies de ce groupe 11 285 000 francs de marchandises et leur a acheté pour près de 8 millions de produits divers représentant 17 pour 100 des exportations de ces possessions.

Parmi les principales productions, citons le coprah (28 millions de francs), la vanille (près de 13 millions), la nacre de perles (3 millions et demi). Nous devons signaler particulièrement la mise en valeur par une Société financière, dans l'île de Makatéa, l'une des plus occidentales du groupe des Tuamotou, à 130 milles au nord de Papeete, d'importants gisements de phosphates, découverts en 1907, que leur riche teneur (de 80 à 85 pour 100) rend exceptionnellement intéressants.

L'île de Makatéa, formée par un ancien attoll soulevé à environ 70 mètres au-dessus de la mer par un mouvement

sismique, s'élève au-dessus des flots en une falaise presque verticale, où il a fallu ménager des rampes d'accès. Le lagon intérieur a disparu, et en dehors de quelques petites sources, l'eau douce doit être demandée à des citernes qui recueillent les eaux pluviales. Les travaux nécessités par l'exploitation des phosphates ont été parfaitement conçus et exécutés : la partie intérieure de l'ancien attoll se trouve en effet hérissée de multiples aiguilles de roches volcaniques très dures, qu'il a fallu faire sauter à la dynamite pour établir les voies de transport. Les navires qui viennent recueillir la production (cargos de 7 000 à 10 000 tonnes) s'amarrent à l'abri des vents sur des coffres retenus au fond de la mer par des câbles de 450 mètres de hauteur.

Une usine électrique permet de concasser et de sécher les phosphates. L'ensemble des établissements édifiés par la Société comprend, en outre, de vastes magasins de stockage, et les logements nécessaires pour abriter tout le personnel, dirigeants et ouvriers. Au moment de l'arrivée de nos vaillants compatriotes, l'île ne comptait qu'une cinquantaine d'habitants indigènes. Aujourd'hui, l'exploitation occupe une main-d'œuvre de 1 500 hommes.

La production, en voie d'accroissement, atteint déjà aujourd'hui 130 000 tonnes par an. Cette exploitation a rendu pendant la guerre les plus grands services à la Nouvelle-Zélande, en lui permettant de fournir en quantité croissante ses multiples produits agricoles aux Alliés.

Nous croyons avoir montré tout l'intérêt des Colonies française du Pacifique, si peu connues du public métropolitain. Leur valeur économique est réelle, leur valeur stratégique dans les grands conflits qui pourraient s'élever sur le Pacifique, surtout, paraît inestimable. Or, nous entretenons comme forces navales et militaires dans ces mers lointaines un aviso, la *Cassiopée*, et cinquante miliciens à Tahiti.

Ce n'est certes pas là une mise en défense. Ce n'est même pas du gardiennage !

OCTAVE HOMBERG.

(A suivre.)

LA VÉRITABLE SIGNIFICATION DU *NEVEU DE RAMEAU*

Le Neveu de Rameau de Diderot est sans doute un chef-d'œuvre. Dans tous les cas, c'est le chef-d'œuvre de Diderot. Mais il a eu, et il a encore la destinée de beaucoup de chefs-d'œuvre. Il a été longtemps inconnu. On sait que le manuscrit ou les manuscrits étaient demeurés dans les papiers de Diderot. Gœthe publia la traduction d'une copie en 1805. Cette traduction, traduite en français, fut donnée comme le texte original en 1821. Brière donna le texte authentique d'une autre copie en 1823. Ce ne fut qu'en 1891 que, par un miraculeux hasard, Monval retrouva le texte authentique.

Ce texte différait d'ailleurs très peu de la copie Brière. Il y a donc près d'un siècle que l'essentiel de la rédaction est connu. Mais il y a un siècle aussi qu'on le comprend mal ou qu'on ne le comprend pas du tout. On tient *le Neveu de Rameau* pour un roman, conte ou « satire » (selon le titre même de Diderot) et pour un roman, conte ou satire réaliste. Chef-d'œuvre ou modèle du genre réaliste à une époque où le roman ne connaissait guère que les curiosités de l'analyse des âmes ou les prédications morales et les extases des âmes sensibles. Marivaux, Crébillon le fils, l'abbé Prévost, Duclos, analysaient les émois, les coquetteries, les intérêts, les libertinages des cœurs de femmes ou de petits maîtres; Richardson et J.-J. Rousseau sermonnaient ou « laissaient parler leur cœur ». *Le Neveu de Rameau* est, ou serait tout autre chose. Il serait une peinture fidèle, vive, puissante non pas de l'âme de l'auteur, ni d'une âme, mais d'un être tout entier, dans

sa vie physique, nerveuse, frénétique, comme dans sa vie morale. Le Neveu en effet n'est pas un personnage de fiction. Il a vécu vraiment; Diderot l'a connu, admiré, détesté; il n'a eu qu'à l'observer, à le raconter avec une mémoire fidèle, à l'exprimer dans un style qui eût la verve fougueuse et le pittoresque cynisme du vrai neveu. Ainsi le roman ferait la transition entre *la Princesse de Clèves*, *la Vie de Marianne*, *Manon Lescaut* et Balzac ou Flaubert. Il serait un roman réaliste et objectif, une tranche de vie non point choisie et épurée, mais jetée devant le lecteur dans sa palpitation brutale.

On ajoute que Diderot savait ce qu'il faisait. Il n'a point obéi à un démon inconnu, à « l'aiguillon de sa verve. » Il a dit ce que devait être un roman réaliste, ce qu'il appelle le « conte historique » ; il l'a exposé, presque aussi nettement qu'un Flaubert. Il a répété que l'un des mérites des romans de Richardson était de nous faire vivre avec leurs héros, non pas seulement avec leurs âmes et leurs débats de conscience, mais dans leurs propos de tous les jours et de toutes les heures, dans leurs demeures et presque dans leurs vêtements et dans leur peau. L'écrivain, ajoute-t-il, peut, comme le peintre, représenter des Jupiters majestueux ou des Vénus harmonieuses, mais on n'en rencontre guère dans la vie, et la vie mérite qu'on la peigne; il y a des rides, des dessins de veines, des verrues ou des cicatrices qui font de Jupiter ou de Vénus un vieillard du quartier, la boulangère du coin ou M^ue^ Babuty. *Le Neveu de Rameau* serait donc une exacte application de la doctrine. Jean-François Rameau, le héros, serait une sorte de faune, non point mythologique, mais bien vivant, avec toutes ses verrues, toutes ses crasses physiques et morales, tout son réalisme.

Il est évident qu'il y a dans *le Neveu* un art puissant, qui est si l'on veut réaliste, mais qui n'est pas ce réalisme familier que Diderot a défini en parlant de Richardson et du conte historique. Il est certain que Diderot y a fait preuve d'observation. Mais c'est du réalisme pathéthique ou dramatique, la vie exaspérée et non pas la vie quotidienne. Surtout il me semble certain que Diderot n'a pas eu du tout l'intention d'écrire l' « histoire » du neveu authentique, de nous peindre un héros vrai, d'opposer à l'art académique des Jupiters et des Vénus, l'art qui peint un original des carrefours. Il y a du

talent ou du génie réaliste dans cette satire, mais c'est comme par surcroît. Diderot a voulu composer non pas un conte historique, mais ce qu'il appelle un conte philosophique. Et ce qu'il a voulu faire vivre, ce n'est pas du tout le vrai bohème de chez Procope; c'est un personnage fictif, propre à porter ou justifier ses thèses; c'est même un confident, si semblable à celui qui se confie qu'on ne les distingue plus. Le Neveu, c'est de temps à autre un plastron; et presque toujours, c'est exactement Diderot lui-même. *Lui* et *Moi*, les deux personnages du dialogue, c'est en réalité *Moi* et *Moi*, c'est un Diderot qui bataille, âprement, contre un autre Diderot.

***

Assurément, il a existé un vrai Neveu. Nous le connaissons assez bien, par ses amis et ses ennemis, par Piron, Grimm, Cazotte, L.-S. Mercier, et par un poème qu'il publia, *la Raméide*. De patients érudits y ont joint les pièces d'archives les plus authentiques. Ces documents suffisent à démontrer qu'il y a entre le Jean Rameau historique et celui de Diderot des différences profondes, irrémédiables, insultantes. On connaît le héros superbe et misérable de Diderot. Il traîne à travers les cafés et les bouges et, quand il le peut, les salons, son arrogance et sa bassesse. Tantôt petit-maître et maître goinfre, installé à quelque table plantureuse où il paye en flagorneries le droit de boire et de manger; tantôt chassé pour quelque insolence ou quelque raideur d'échine, vivant d'aumône et couchant aux écuries. Bon musicien, ou du moins passionné de musique, entraîné, quand il parle d'elle, quand elle chante en lui, dans une sorte de délire sacré, mais trop paresseux pour créer une grande œuvre ou même pour vivre de ses leçons. Curieux d'idées, de toutes les idées, observant avec une merveilleuse pénétration la vie qui le roule et les gens qui le bafouent; capable de percer tous les masques, de mettre à nu tous les mensonges sociaux. Mais incapable de morale ou de conscience; convaincu qu'il n'y a dans l'histoire du monde que l'histoire des faibles et des forts, que les faibles ont tort et qu'ils sont les mauvais; que les forts ont raison et qu'ils sont les vertueux; que le seul but dans la vie c'est d'être fort et par conséquent, dans nos sociétés modernes, d'être riche. Prêt par conséquent à tout faire pour de l'argent, à se vendre, à vendre

l'âme de son fils, à vendre sa femme puisqu'elle est charmante et délurée. Pour le louis d'or il sera bouffon, il sera esclave, il sera proxénète.

Le vrai Jean-François Rameau ne méritait ni cet excès d'honneur ni cette indignité.

Nous savons qu'il fut ou finit par devenir un pauvre bougre, et par sa faute. Il était d'humeur vagabonde et brutale. Il passa sa jeunesse sinon à dormir, du moins à ne rien faire. Quand ses parents furent las de le nourrir, il se fit soldat; il n'y conquit pas la gloire, troqua le fusil pour le rabat, entra au séminaire, alla jusqu'à la tonsure et refusa d'aller plus loin. Il fut ensuite professeur de chant et de clavecin, erra de Metz à Nevers, de Lyon en Champagne et jusqu'en Suisse. A rouler de province en province, il n'acquit ni la fortune ni la sagesse. Une note de police le donne pour « un caractère peu sociable et difficile à dompter ». Il insulta même, en plein théâtre, les directeurs de l'Opéra et fut, pour cette offense, enfermé au For-l'Évêque. Ce n'est pas là la destinée d'un honnête bourgeois ni même d'un vigoureux aventurier.

Mais ce n'est pas non plus le « fieffé truand », « l'escroc » ; on n'y trouve pas la « perversité de sentiments » et la « turpitude si complète » que Diderot prête à son héros. Tout prouve au contraire que Jean-François Rameau était un original sympathique et un pauvre hère plus malchanceux que perverti. Grimm ne l'aimait pas et le déclare « insupportable ». Mais qui donc Grimm aimait-il? Et Grimm ne dit pas qu'il fut malhonnête. Il avait de bons amis qui n'étaient ni des compagnons de débauche ni des traîne-guenilles, le chanoine Brosse, Bret, Piron, Cazotte. Piron le juge « le meilleur enfant du monde ». Sans doute Piron n'était pas très difficile sur les qualités qui font les bons garçons et il pardonnait aux autres ce qu'il se pardonnait à lui-même, la vie joyeuse, l'insouciance et quelques menus expédients. Pourtant Jean-François Rameau avait eu des « relations » ; il en avait sans doute encore vers 1760, quand le roman de Diderot est rédigé ou ébauché. Ce n'est qu'en 1766 qu'il « conste », nous dit Grimm, qu'il meurt de faim. Il avait pour élèves les filles de fort grandes dames, Mlle de Lowendal, Mlle de Lameth, Mlle de Vane, etc. Il n'était pas seulement reçu chez des gens d'argent, un Bertin ou un Bouret, bons, si l'on veut, à tout croire et à tout prendre,

mais chez le baron de Zurlauben, qui ne manquait pas d'esprit, chez l'ambassadeur de Russie et chez d'autres. Dans tous les cas, personne, si ce n'est Diderot, n'a pensé ou n'a dit qu'il fût un parasite sans vergogne, en quête d'esclavages alimentaires et de camouflets nourriciers. Le Neveu de Diderot ne cultive qu'un art ou plutôt ne perfectionne qu'une science, celle de flatter des imbéciles ou de divertir des brutes; il en fait la théorie et il en conte la pratique avec une fécondité d'invention et une jovialité cynique qui font bien de lui une sorte de monstre misérable et pathétique. Mais ce monstre-là, ni Piron, ni Cazotte, ni même Grimm ou Mercier ne semblent l'avoir rencontré.

Surtout personne ne s'est douté parmi ceux qui s'amusaient de Jean-François ou s'apitoyaient sur sa misère qu'il cachait derrière ses véhémences et ses pantomimes, les plus répugantes vilenies. Personne n'a su, comme le veut Diderot, qu'il ait fait allègrement métier de proxénète. Personne ne l'a soupçonné de dresser son fils pour la paresse et le vice et de préparer le minois mutin et les rondes beautés de sa femme pour le Fermier général. Le Jean-François de l'histoire a parlé dans sa *Raméide* de son fils et de sa femme, qu'il avait perdus. Il en a parlé dans un style désolant, parce qu'il ne savait pas écrire, mais avec l'accent d'un homme qui les a aimés. S'il n'y avait pas le portrait de Diderot, et si l'on avait cru bon d'écrire son histoire, on l'aurait tenu pour un pauvre sire pitoyable, à demi fou, pittoresque et sympathique ?

***

N'est-ce pas que le portrait est non pas une calomnie, puisqu'il ne fut pas publié, mais autre chose qu'un portrait ?

C'est d'abord un prétexte. Diderot, nous le verrons, a prêté au Neveu toutes sortes d'idées et de systèmes qui étaient à lui Diderot; il lui a fait défendre des paradoxes que lui Diderot avait donnés, donnait, ou donnera pour la vérité. Mais il lui a prêté un vice ou un fond de caractère qu'il détestait, pour le plaisir de le dénoncer, de l'insulter, de l'écraser. Diderot avait bien des défauts ou même quelques vices : mais il avait une vertu, l'amour de l'indépendance. La vie était dure aux hommes de lettres de son temps, quand ils n'étaient pas hommes d'affaires comme Voltaire ou résignés, comme Rousseau, à vivre

de peu. Leur métier les nourrissait mal ou ne les nourrissait pas du tout. Il leur fallait, bien plus qu'aux poètes de nos jours, un « second métier ». Et ce second métier, c'était, avec les vilenies en moins et à quelque chose près, celui du Neveu. On était le pensionné, le protégé ou tout au moins l'hôte et l'écrivain à gages de quelque financier ou de quelque grand seigneur. On « était à quelqu'un » et par conséquent, plus ou moins, le complaisant de quelqu'un, l'homme d'esprit de quelqu'un. C'est ainsi que se tiraient d'affaire un Piron, un Collé, un Carmontelle, amuseurs installés chez leurs patrons comme le maître d'hôtel ou le valet de chambre. C'est ainsi même que vivaient, se poussaient, prospéraient le grand Rameau, l'oncle, chez La Pouplinière; Marmontel chez le même La Pouplinière et chez dix autres; Palissot chez la comtesse de La Marck et la princesse de Robecq, Colardeau chez M. de la Vieuville et presque tous les autres. C'est ainsi qu'on gagnait les sinécures, les pensions sur le *Mercure*, les logements au Louvre, l'Académie. C'est ainsi qu'on arrivait. C'est ainsi que Diderot voyait ceux mêmes qui l'entouraient, Marmontel, Morellet, Grimm, sortir de l'ombre et prospérer. Il n'a jamais voulu de cette prospérité-là; ou plutôt il n'avait rien de ce qui l'assure; il était impétueux et jovial, incapable de discernement mondain et de politesse; en se grisant d'idées ou de mots, il oubliait les personnes; il était de ceux qui s'imposent ou qui lassent, et non pas de ceux qui plaisent, s'insinuent et s'installent. Mme Geoffrin pouvait bien lui envoyer une robe de chambre; d'Holbach l'héberger quelques semaines au Grandval; c'étaient là de maigres profits, qu'il ne savait pas, qu'il ne pouvait pas enfler. Et c'est pourquoi il lui fallait rentrer au logis, retrouver la tracassière Mme Diderot, traîner l'écrasant labeur de l'*Encyclopédie*; l'aisance ne lui vint qu'assez tard, par celle qui ne l'avait jamais vu, par Catherine II, qui dut prendre d'ailleurs, pour l'aider, le détour d'acheter sa bibliothèque.

C'est pour cela qu'il a fait dans son roman un si long, si âpre et si féroce tableau du métier de parasite. C'est pour cela qu'il a voulu y fouailler « tant de bêtes tristes, acariâtres, malfaisantes et courroucées » lancées à la chasse sournoise des bons dîners, des pensions, des aumônes. C'est parce qu'il les voyait revenir bien souvent avec leur proie, et triomphantes.

C'est une rancune, légitime d'ailleurs; c'est la vengeance de sa dignité pauvre et de son indépendance obscure. C'est une antithèse entre le neveu, c'est-à-dire des hommes de lettres par douzaines, et le seul être « dispensé de la pantomime », « le philosophe qui n'a rien et qui ne demande rien », c'est-à-dire Diderot.

Mais, pour être un parasite bien nourri et bien renté, il n'est pas indispensable d'être proxénète et proxénète de sa femme. La satire semble ici dépasser son but. C'est qu'elle n'est plus une satire, elle est un miroir où Diderot contemple un de ses visages à lui ou plutôt la grimace fiévreuse d'un de ses visages.

Car on ne peut rien comprendre à la philosophie, à la morale, ni même parfois au caractère de Diderot, si l'on parle d'*une* philosophie et d'*une* morale. En réalité, il y a chez Diderot deux philosophies et deux morales brutalement contradictoires; si brutalement qu'il n'y a pas de dialectique subtile qui puisse les concilier. Diderot est matérialiste et athée. Il ne l'est pas sans trouble et, lorsqu'il cesse de raisonner, il lui est cruel de penser que la mort ensevelira dans le néant lui, Mlle Volland et leurs amours; il rêve de molécules qui survivent et qui se joignent. Mais il sait que c'est un rêve. Dès qu'il suit une méditation « froide », elle le conduit au matérialisme et par le matérialisme au déterminisme. Même il n'est pas déterministe et matérialiste par spéculation, par une de ces chaînes de raisonnements géométriques dont la métaphysique de Spinoza avait renouvelé la tradition. De pareilles raisons sont souvent ployables à tous sens; elles sont dans tous les cas subtiles, éloignées de l'usage commun; elles ne s'imposent guère puissamment à un homme comme Diderot. Mais Diderot s'est convaincu que la pensée est une propriété de la matière, par des raisons qui lui semblent plus puissantes et qui sont plus obsédantes. Il a suivi des cours d'anatomie, de médecine; il y a recueilli et rédigé des éléments de physiologie. Il a étudié Locke et Condillac. Il s'est ainsi démontré que toute altération, toute transformation de notre vie physique altérait et transformait notre vie mentale aussi exactement que la variation d'une cause fait varier son effet. Il connaît l'expérience de l'aveugle-né de Cheselden, l'effet d'une hémorragie cérébrale, d'une catalepsie, du somnambulisme, d'un narcotique. Il s'est construit

un système de la vie et de la pensée qui lui semble presque aussi net et aussi impérieux que les oscillations du thermomètre ou la multiplication des polypes par sectionnement. Le monde est fait de molécules de matière; ces molécules dans certaines circonstances peuvent se grouper, former un ensemble organisé. Cet organisme est doué de sensibilité; à un degré d'organisation supérieur, il est doué de pensée. Quand le groupement de molécules est dispersé par la mort, la pensée née de leur association est anéantie.

Le système entraîne une conclusion nécessaire : c'est qu'il n'y a pas de liberté et, par conséquent, pas de morale. Le paysan, écrit Diderot, qui ne sait pas ce qu'est une montre et qui en voit marcher une, peut croire que les aiguilles tournent parce qu'elles veulent tourner. L'illusion des philosophes spiritualistes est la même. Le vrai philosophe sait qu'il n'y a dans le monde que la matière, obéissant aux lois, nécessaires de la matière. Il est parfaitement vain de parler de morale; aussi vain que de louer la vertu d'une montre qui marche bien et de blâmer le vice d'une montre qui marche mal. La vie de chacun est ce qu'elle doit être, selon des lois nécessaires, et non pas ce qu'il veut. Diderot aurait pu, comme bien d'autres, accepter clairement cette conséquence de sa doctrine, ou du moins se taire. Il aurait fait comme tant d'autres; il aurait spéculé d'un côté et vécu de l'autre. Malheureusement ou heureusement, il y avait une chose que Diderot aimait encore plus que l'anatomie, la physiologie, l'interprétation de la nature ou la bataille contre le fanatisme : c'était non pas la morale mais la prédication de la morale.

Vivre, être heureux, c'est prendre en haine les méchants ou ceux qu'on croit méchants; c'est s'attendrir et s'exalter au spectacle de la vertu. C'est crier sa haine ou son enthousiasme. C'est convier l'humanité à les partager. L'honnête homme a été mis sur la terre pour se repaître de générosité, de dévouement, d'humanité et pour traîner les autres à ce banquet.

Cet amour de la vertu, d'une certaine vertu, est bien autre chose chez Diderot qu'un amour de tête et un besoin de conscience. C'est un élan de toute son âme, un « ébranlement de sa machine » un tumulte délicieux de son être, une véritable possession physique. Il en mêle la pensée, le désir, le souvenir à ses élans d'amour pour Mlle Volland; il en décrit

avec une complaisance mystique les secousses profondes, son cœur « qui s'étend au dedans de lui » et qui « nage », le frémissement qui s'étend de la racine de ses cheveux à tout son corps. Et il écrit, copieusement, pour qu'on partage ces extases. Il publie *l'Éloge de Richardson*, de Richardson qui a su faire du roman, au lieu d'un tissu de fictions chimériques et de suggestions sensuelles, une vaste et sublime leçon de morale domestique. Il compose l'*Essai sur les règnes de Claude et de Néron*, c'est-à-dire un essai sur la lutte sublime entre le vice tout puissant et la vertu écrasée mais qui triomphe par son écrasement même. Il a écrit des méditations sur les tableaux de Greuze qu'on pourrait insérer, sans y rien changer, dans une Morale en action. Il a écrit ses drames vertueux, les lettres à Falconet et bien d'autres choses. Ce seraient des œuvres généreuses, éloquentes et pathétiques assez souvent, prolixes et ennuyeuses plus souvent, si ce n'étaient pas, par dessus tout, des œuvres contradictoires. Car, encore une fois, on ne fait pas l'éloge de la vertueuse horloge de famille, on n'écrit point un Essai sur les vices du tigre déchirant la vertueuse gazelle. Et il n'y a pas moyen d'accorder le Diderot prédicateur de morale avec le Diderot qui écrit les *Pensées sur l'interprétation de la nature*, la *Promenade du sceptique*, *le Rêve de d'Alembert* et qui collabore au *Système de la nature*.

Diderot ne pouvait pas ignorer la contradiction. Il aurait pu feindre de l'ignorer, et la taire. Mais il n'était pas dans son humeur de se taire, ni de se résigner. Il a donc tenté l'impossible. A côté de ses effusions et dissertations morales, à côté de ses essais matérialistes il a écrit des tentatives de conciliation. Ces tentatives ne sont pas d'ailleurs des définitions abstraites, des raisonnements en forme. Diderot sent très bien que tout effort pour accorder les mots de déterminisme, et ceux de vice et de vertu est absurde; dans l'abstrait la contradiction est insoluble. Mais à côté de ces abstractions, il y a quelque chose qui n'est pas contradictoire, puisque cela est; ce quelque chose est lui, Diderot. Il a en lui, avec une égale puissance, un égal besoin d'y croire, sa logique de philosophe et ses élans de moraliste, son amour de la science et son amour de la vertu. Peu importent, si l'on veut, les autres. Le matérialisme philosophique n'intéresse que quelques têtes bien faites, qui

n'en seront moralement ni meilleurs ni pires; la foule, qui goûtera les sermons de morale, s'inquiétera fort peu de leur opposition avec un *Système de la nature*. Mais celui qu'il faut accorder avec lui-même, c'est Diderot. C'est en lui qu'il faut qu'il voie clair. Et toute une partie de son œuvre sera une tentative obstinée pour confronter et résoudre ces contradictions intérieures. La clef de la pensée de Diderot est dans une phrase à Mlle Volland, restée inédite jusqu'à la publication récente de M. Ledieu : « Il est dur de s'abandonner aveuglément au torrent universel; il est impossible de lui résister. Les efforts impuissants ou victorieux sont aussi dans l'ordre. Si je crois que je vous aime librement, je me trompe. Il n'en est rien. O le beau système pour les ingrats! J'enrage d'être empêtré d'une diable de philosophie que mon esprit ne peut s'empêcher d'approuver et mon cœur de démentir. » Diderot n'aimait pas enrager en silence ni se résigner aux difficultés. Il a donc entrepris de les vaincre. Cette entreprise, c'est *Jacques le Fataliste* et c'est *Le neveu de Rameau*.

Ce sont des dialogues; et c'est la méthode de discussion qui est fréquente, qui est presque constante chez Diderot. Pour discuter, il cause; et il cause avec lui-même. « Vous savez, écrit-il, que je suis habituée de longue main à l'art du soliloque. » De sa vie ces soliloques sont passés dans son œuvre. Les Entretiens avec Dorval, à la suite du *Fils naturel*, sont, personne ne s'y trompe, des entretiens de Diderot avec lui-même. Soliloque, tout le monde en convient, *Jacques le fataliste* : le maître, c'est Diderot, et Jacques c'est encore Diderot. Soliloque le dialogue du *Salon* de 1767 sur le juste et l'injuste. Soliloques, pour l'essentiel, le *Rêve de d'Alembert*, *Mon Père et moi*, etc... Soliloque enfin, chaque fois qu'il discute au lieu de décrire, *le Neveu de Rameau*. Et c'est ce qu'il nous reste à démontrer.

***

Remarquons d'abord qu'il y a des ressemblances certaines entre la vie du Neveu et celle de Diderot, le caractère du Neveu et le caractère de Diderot. Jean-François intéresse Diderot, il lui serait même, sans ses vilenies, tout à fait sympathique parce que c'est un original. Diderot adore les originaux : « s'il en paraît un dans une compagnie, c'est un grain de levain

qui fermente et qui restitue à chacun une portion de son individualité naturelle. Il secoue, il agite; il fait approuver ou blâmer; il fait sortir la vérité. » Il les adore parce qu'il se pique d'en être. Il se distingue « par quelques côtés anguleux de la multitude de ces uniformes et plats galets qui foisonnent sur toutes les plages »; il est heureux qu'on le prenne « pour une espèce d'original ». L'original qu'est le Neveu a le mérite d'une franchise pittoresque et « si peu commune »; il dit les choses « comme elles lui viennent », et elles lui viennent fort à propos pour percer les hypocrisies mondaines et le mensonge des conventions. C'était là, très exactement, l'impétueux Diderot, qui n'avait jamais su comprendre ce qu'étaient les « bienséances » et qui se lançait aveuglément à la poursuite des idées en ravageant les parterres du bon ton et de la politesse. Enfin le Neveu est un « enthousiaste ». Le mot n'avait pas encore été affaibli par l'abus qu'en feront les romantiques; il gardait quelque chose d'inquiétant et même de désobligeant. C'est celui qu'emploieront, pour se moquer de Diderot ou le discréditer, des ennemis, Palissot, l'abbé Gauchat. Mais ses amis et Diderot lui-même n'y auraient pas contredit : « Diderot, dit Mme Necker, est affecté quand il se modère, et naturel quand il est exagéré. » Car c'est dans l'exagération qu'on peut toucher à la vérité. « Je leur semblais, écrit Diderot, extraordinaire, inspiré, divin »; et la physique expérimentale, la science même des observations et des faits ne peut être bien comprise que dans une « espèce de délire philosophique ». Bref, Diderot a toujours eu, toute sa vie, l'air qu'il avait, étant jeune, lorsqu'il entrait chez Mlle Babuty, l'air « un peu fou ».

Sa vie même a été longtemps, comme celle du Neveu, un peu folle. Le Neveu a persisté; ni l'âge, ni l'expérience ne l'ont corrigé. Mais lui et Diderot ont commencé quelque peu de la même façon. Tous les deux ont fait le désespoir de leurs parents qui rêvaient pour eux une vie bourgeoise, provinciale et sûre. Tous les deux ont préféré l'aventure et la bohème. Et tous les deux ont payé leur liberté et leurs caprices par la misère. Le Neveu va « en linge sale, en culotte déchirée, couvert de lambeaux, presque sans souliers ». Mais il rappelle à Diderot qu'il fut un temps où lui non plus n'était pas cossu, où il errait au Luxembourg ou dans l'allée des Soupirs, « en redingote de peluche grise, éreintée par un des côtés, avec la manchette déchirée et

les bas de laine noirs et recousus par derrière avec du fil blanc ». Il aurait pu ajouter que, pour lui donner les six sous de son café, Mme Diderot devait se résigner à ne pas dîner. Diderot et le Neveu, pour calmer les « tribulations de leur intestin » et les « borborygmes de leur estomac », ont capitulé avec leur conscience. Le Neveu s'est rendu sans conditions et s'est jeté, jusqu'au cou, dans la fange. Mais Diderot, comme lui-même le sait bien, y a quelque peu trempé ses bottes. Il a donné des leçons de mathématiques « sans en savoir un mot » (ce qui ne prouvait pas qu'elles fussent mauvaises; il a appris en enseignant). Mais il a, pour payer ses dettes, joué à son vieil oncle un tour de sa façon, qui était sans doute pittoresque, qu'il contait volontiers, où Mme de Vandeul ne voit pas malice, mais qui n'était en somme qu'une escroquerie. Si le Neveu vend aux Bertins, aux Bourets et à d'autres ses plaisanteries et ses flagorneries, Diderot a vendu à un missionnaire des sermons qu'il écrivait sans en penser un mot; c'est un métier qui n'est pas beaucoup plus reluisant que celui de parasite. Bref, le Neveu est ce que Diderot a été un temps ou plutôt ce qu'il a risqué d'être. Il contemple dans le bourbier celui qui a roulé jusqu'au bas de la pente sur laquelle lui-même avait mis le pied. Et peut-être conclut-il, en songeant à Jean-François, comme il conclut dans *l'Encyclopédie* : « notre système de la nécessité..., en nous prêchant l'indulgence et la commisération pour ceux qui sont malheureusement nés, nous empêche d'être si vains de ne pas leur ressembler; c'est un bonheur qui n'a dépendu de nous en aucune façon. »

***

Donc, Jean-François Rameau du roman lui ressemble par l'humeur, comme un méchant frère. Mais, par l'intelligence, il fait plus que lui ressembler : il est Diderot lui-même. Il est Diderot, d'abord parce qu'il est très intelligent. De cette intelligence cynique, cahotée, mais si aiguë et si pittoresque, les contemporains ne nous ont à peu près rien dit en parlant du Jean-François réel. Il était amusant toujours par sa laideur pittoresque, « l'œil ardent, le nez saillant, les joues larges, le sourcil noir et fourni, la bouche bien fendue, la lèvre rebordée et la face carrée » ; il l'était assez souvent par sa mimique, par cette « pantomime » que Diderot a transfigurée jusqu'à une

sorte de vertige épique. « Je le vois, écrit Piron, cabrioler à contre-temps, prendre ensuite un profond sérieux encore plus mal à propos, passer de la haute-contre à la basse-taille ». Enfin il l'était quelquefois par une sorte d'esprit. Cazotte, qui l'aime, atteste qu'il avait des « saillies d'instinct », un genre de plaisanterie analogue à l'humour de Sterne. Grimm, qui ne l'aime pas, convient qu'il rencontrait quelquefois « des idées neuves et singulières ». Mais il ajoute qu'il avait une « sorte d'imagination bête », « que le possesseur de cette sorte d'imagination rencontre plus souvent mal que bien, et qu'il ne sait pas quand il a bien rencontré ». Cazotte doit avouer qu'il était « très souvent ennuyeux, parce que son génie l'inspirait rarement ». Il y aurait d'ailleurs fort loin de ce « génie » authentique à celui que lui prête Diderot, même si Diderot a rencontré et mis en scène son héros dans un jour de verve et d'inspiration. Ses traits, dit Cazotte, « semblaient partir de la plus parfaite connaissance du cœur humain ». Ce serait bien là certains traits du Neveu embelli par le roman, mais non pas tous, non pas les plus audacieux, les plus pénétrants ou les plus « philosophiques ». Il suffirait, pour s'en convaincre, de relire *la Raméide*. On peut croire qu'elle a été écrite dans un jour de tribulation intestinale, dans un de ces jours ou le Neveu demande s'il est aisé de « penser grandement ». Mais elle est si tortueuse et si plate, elle se traîne dans une telle confusion de chevilles, de périodes informes et de lieux communs, qu'il est très difficile de croire que l'auteur en fût intelligent à l'ordinaire et spirituel parfois. Tout arrive, si l'on veut, pour ces sortes de demi-fous. Et la conclusion resterait incertaine si l'on ne pouvait pas prouver très exactement que toutes les idées du Neveu ne sont pas à lui parce qu'elles sont à Diderot.

C'est d'abord la polémique littéraire, et cela personne n'en a jamais douté. Il se peut que Jean-François ait eu la dent dure parfois et des rancunes virulentes. Mais il n'y a pas un texte qui nous le montre hostile à Palissot, à Poinsinet le jeune, à Mlle Hus, à Fréron, à Baculard d'Arnaud, à Bret, d'Olivet, l'abbé Leblanc, l'abbé Batteux, Dorat, Gauchat, Bergier, Bouret, Bertin et autres. Il a même parlé de Bertin en fort bons termes, dans l'espoir, si l'on veut, de quelque sportule. Or un quart du *Neveu de Rameau* est consacré à nous démon-

trer que les Palissot, Poinsinet, Fréron et les autres étaient les dignes compagnons du Neveu dans la turpitude du parasitisme; loups, chacals et vautours qui s'entredéchirent autour des quelques os et charognes que leur jettent les Bertin et les Bouret. C'est assurément contre toute justice. Ni Palissot, ni Fréron, ni Bret, ni l'abbé Leblanc n'épiaient la proie des pensions et bénéfices avec plus d'ardeur que Marmontel, Morellet, Duclos et quelques autres philosophes. L'abbé d'Olivet, l'abbé Batteux, l'abbé Gauchat, l'abbé Bergier ont fait en conscience et fort dignement leur métier de régents, de critiques, de défenseurs de la religion.

Mais, si tant d'injures sont injustes ou excessives, elles ne sont point inexplicables, à condition de les mettre sous la plume de Diderot et non pas dans la bouche de Jean-François. Le roman a été vraisemblablement rédigé vers 1760, remanié une ou deux fois plus tard. Et chaque fois il a recueilli les rancunes que Diderot amassait au cours d'une bataille fiévreuse. 1760, c'est l'année des *Philosophes* de Palissot. Déjà les encyclopédistes avaient reçu de rudes coups et semblaient à peu près vaincus. Le privilège de l'*Encyclopédie* avait été révoqué. Les journaux, brochures et traités se multipliaient contre ces « cacouacs », contre ces empoisonneurs publics. Puissamment soutenu par de grands seigneurs, Palissot faisait jouer, et applaudir, sa comédie où en compagnie de silhouettes philosophiques plus vagues, d'un J.-J. Rousseau très précis mais en somme ménagé, Dortidius-Diderot symbolisait l'« enthousiasme » corrupteur et le matérialisme insensé. Les philosophes répliquèrent. D'un camp à l'autre les injures et les défis emplirent les airs. Le *Neveu* lance les siennes dans la bataille qui est la bataille de Diderot. A Palissot, chef du chœur ou chef de bande, il joindra Fréron, « deux insignes maroufles », Trublet qui a eu le malheur de déplaire à Voltaire, l'abbé de Laporte, Gauchat, Bergier qui ont celui de rédiger, contre les encyclopédistes, *l'Esprit de Desfontaines*, *l'Observateur littéraire*, *les Observations sur la littérature moderne*, *les Lettres critiques ou analyse et réfutation de divers écrits contraires à la religion*, *la Réfutation du système de la nature*, etc... etc... Diderot ajoutera plus tard l'« auteur des *Trois siècles* » [*de la littérature*], l'abbé Sabatier de Castres, parce qu'il dénoncera Diderot comme un bavard dangereux; les financiers Bouré et Bertin et Mlle Hus (à qui

Bertin veut du bien), parce qu'ils font leur cour à de grands seigneurs et non pas aux Encyclopédistes; des mendiants brelandiers et escrocs avérés comme Baculard d'Arnaud et La Morlière pour le déshonneur de leur compagnie. Et Jean-François Rameau, qui ne leur voulait dans la réalité aucun mal, vengera ainsi, sans s'en douter, les injures du seul Diderot.

Avec ses injures il sera chargé de faire expier ses ennuis. La musique du grand Rameau ennuyait Diderot. Il lui reconnaissait des mérites. Il le préférait à Lulli et se félicitait qu'il eût enterré « le Florentin ». Mais la musique italienne, celle des « bouffons », l'avait conquis. Dans la polémique furieuse qui opposa les partisans de la musique italienne et de la musique française, il fut, comme ses amis Grimm et J.-J. Rousseau, du côté des Italiens. Dès lors il veut que les virtuoses italiens « enterrent » Rameau. Son harmonie est un tintamarre, ses théories des visions inintelligibles. C'est son opinion et c'est celle du Neveu tout au long de sa conversation avec Diderot. Mais ce n'était assurément pas celle du vrai Jean-François Rameau. Il se « moquait de son oncle », nous dit Piron, mais il s'en moquait parce qu'il était égoïste, parce qu'il le verrait « tirer la langue d'un pied » sans lui donner un verre d'eau. Il avait de l'estime pour les Italiens. Mais il avait plus d'estime encore pour les théories et pour la musique de son oncle. Il écrit, pour le défendre contre Rousseau, un chant de son poème *La défense du goût*. Et quand il se fait compositeur, il écrit des pièces de clavecin qui sont perdues mais dont la description détaillée, donnée par l'*Année littéraire*, témoigne qu'elles suivent la tradition de la musique française.

Un assez long passage de *la Raméide* nous expose les idées du vrai Neveu sur les idées de l'oncle, sur la basse fondamentale, les rapports de la mélodie et du « fond d'harmonie ». Elles n'ont aucune ressemblance avec les dissertations que Diderot prête à son Neveu dans le roman. Ces dissertations sont fort confuses. On y distingue assez bien quelques principes. Le Neveu reproche à la musique française de manquer de naturel et de vérité pathétique, d'abuser de la mythologie, des machines, des madrigaux, de nous transporter en un mot dans un monde de convention où l'on parle dans un style

artificiel. La musique italienne au contraire prend ses sujets dans la vie; les passions qu'elle exprime sont nos passions et non pas celles d'une Armide ou d'un Castor. On comprend fort bien la comparaison. Mais il y a beaucoup de raisons que l'on comprend mal. « Le chant est une imitation, par les sons d'une échelle inventée par l'art ou inspirée par la nature, comme il vous plaira, ou par la voix ou par l'instrument, des bruits physiques ou des accents de la passion; et vous voyez qu'en changeant le dedans, les choses à changer, la définition conviendrait exactement à la peinture, à l'éloquence, à la sculpture et à la poésie. » C'est sans doute du galimatias. Il se prolonge. Si l'on veut en avoir la clef, c'est à Diderot qu'il faut s'adresser. Les théories confuses du Neveu sur « la déclamation qui est comme une ligne et le chant comme une autre ligne qui serpenterait sous la première » s'éclairent par la *Lettre sur les sourds et muets* et le *Troisième Entretien avec Dorval.* On y trouve une longue discussion, accompagnée d'exemples, sur les correspondances qui doivent exister entre le « cri animal de la passion » et son expression musicale ou plastique. Dans les termes mêmes, la critique du Neveu et celle de Diderot se ressemblent. Le Neveu n'aime pas le style de la musique française, « les vols, les lances, les gloires, les triomphes, les victoires ». Le *Troisième Entretien* loue un morceau « où il n'y a ni lance, ni victoire, ni tonnerre, ni vol, ni gloire ».

***

Tout cela n'est rien. On comprendrait aisément que Diderot ait prêté au Neveu ses idées musicales et profité de ce qu'il n'aimait pas la personne de l'oncle pour lui faire dire qu'il n'aimait pas sa doctrine. Ces discussions sont dans le roman un accessoire. L'essentiel en est une philosophie de la vie et même une philosophie. Or c'est, point par point, une philosophie que Diderot a prise à son compte.

Le Neveu ne croit ni à la liberté, ni par conséquent à la volonté. On est bien ou mal né, sans rien pouvoir changer à ce que nous imposent nos organes, nos « molécules » ou nos « fibres ». Le Neveu n'a pas de sens moral. Il en est aussi peu responsable qu'un aveugle-né de sa cécité. « C'est apparemment qu'il y a pour les belles choses en morale un sens que

je n'ai pas, une fibre qui ne m'a point été donnée, une fibre lâche qu'on a beau pincer et qui ne vibre pas. » C'est la doctrine sur laquelle Jacques le Fataliste dissertera copieusement; il fait le bien parce que sa fibre morale vibre, parce qu'il s'émeut de pitié ou de tendresse. Mais il n'a pas plus de mérite que n'en ont une terre d'être fertile et un fruit savoureux. Et c'est, dans le détail même de l'expression, une des théories ébauchées dans le *Rêve de d'Alembert* : « un animal étant un instrument sensible parfaitement semblable à un autre, doué de la même conformation, monté des mêmes cordes, pincé de la même manière par la joie, par la douleur, par la faim, par la soif, par la colique, par l'admiration, par l'effroi... »

A défaut du raisonnement, de la médecine et de la physiologie, l'histoire des mœurs et de la civilisation serait là d'ailleurs pour nous convaincre que la morale n'est qu'une convention. « Souvenez-vous, dit le Neveu, que dans un sujet aussi variable que les mœurs, il n'y a rien d'absolument, d'essentiellement, de généralement vrai ou faux, sinon qu'il faut être ce que l'intérêt veut qu'on soit. » Rien n'est plus banal, vers 1760, parmi les Encyclopédistes, que ce thème de la relativité de la morale. Il est développé longuement par Helvétius dans *l'Esprit*. Diderot, sans doute, n'est pas d'accord avec Helvétius : « ce qui paraît avoir induit notre auteur en erreur, c'est qu'il s'en est tenu aux faits qui lui ont montré le juste ou l'injuste sous mille formes opposées et qu'il a fermé les yeux sur la nature de l'homme où il en aurait reconnu les fondements et l'origine. » Car la morale « se renferme dans l'enceinte de l'espèce ». Mais c'est une enceinte bien fragile et constamment Diderot est rejeté vers le scepticisme ou l'incertitude. « La justice, écrit-il à Catherine II, ne peut consister en telles ou telles actions déterminées, puisque les actions auxquelles on donne le nom de justes varient selon les pays et que ce qui est juste dans l'un est injuste dans l'autre. »

Même dans les cas les plus clairs on rencontre, quand on y réfléchit, d'insolubles difficultés. Le Neveu, sarcastique, le fait remarquer : « *Moi*. — De Socrate, ou du magistrat qui lui fit boire la ciguë, quel est aujourd'hui le déshonoré ? — *Lui*. — Le voilà bien avancé ! en a-t-il été moins condamné ? en a-t-il moins été mis à mort ? en a-t-il moins été un citoyen turbulent ? par le mépris d'une mauvaise loi en a-t-il moins

encouragé les fous au mépris des bonnes? » Or là encore c'est, en réalité, *moi* qui dialogue avec *moi*. Dans les *Pensées philosophiques*, Diderot a examiné longuement le problème de Socrate et d'Aristippe qui le condamne. Car Aristippe se soumet à la loi, même mauvaise, « de peur qu'en discutant de son autorité privée les mauvaises lois, il n'encourage par son exemple la multitude insensée à discuter les bonnes ». La discussion est reprise sous une autre forme, dans l'*Entretien d'un père avec ses enfants*. Et l'esprit de Diderot reste « balancé, sans trouver d'ancre qui le fixât ».

Le Neveu en a trouvé une, très solide, sinon pour la pratique, du moins pour la spéculation : son caprice et son plaisir. Il se conforme ainsi à la loi universelle, à la seule loi : « Tout ce qui vit, sans en excepter l'homme, cherche son bien-être aux dépens de qui il appartiendra. » C'est la loi de l'égoïsme, la seule que nous révèle l'expérience; et Diderot est, sur ce point encore, d'accord avec le Neveu, *Lui* n'est qu'un autre aspect de *Moi* : « Pressez, dit *Moi*, un homme de motifs en motifs et vous trouverez que son bonheur particulier est toujours la fin dernière de toutes ses actions réfléchies. Il n'y a qu'un devoir, c'est d'être heureux. Puisque ma pente naturelle, invincible, inaliénable, est d'être heureux, c'est la source unique de mes vrais devoirs. » Le Neveu suivra donc sa pente naturelle qui est de ne rien faire et de demander à Bouret ou à Bertin de bons repas qui ne coûtent rien. Ce n'est certes pas la pente d'un homme digne et d'un philosophe. Mais qu'y faire? Et il arrive à Diderot de penser qu'il n'y a rien à y faire : « Vous croyez, dit le Neveu, que le même bonheur est fait pour tous. Quelle étrange vision! Le vôtre suppose un certain tour d'esprit romanesque que nous n'avons pas, une âme singulière, un goût particulier. Vous décorez cette bizarrerie du nom de vertu ; vous l'appelez philosophie. Mais la vertu, la philosophie sont-elles faites pour tout le monde? » Diderot-Rameau pose la question avec bonne humeur; Diderot philosophe l'avait déjà résolue avec gravité : « concluons donc qu'une action qui convient ou qui ne convient pas à la nature de l'être qui le produit est normalement bonne ou mauvaise, non parce qu'elle est conforme ou contraire à la loi, mais parce qu'elle s'accorde avec l'espèce de l'être qui la produit ou qu'elle y répugne. »

Il y a pourtant une sorte de morale du plaisir, car tous les

plaisirs ne conviennent pas toujours à « la nature de l'être ». Chacun a le droit d'être heureux à sa manière, mais à condition de calculer son bonheur et de ménager l'avenir. Il plaît au Neveu d'être parasite ; soit. Il lui plaît d'être insolent : on le met à la porte. Et c'est tant pis pour lui. Il a mal calculé son bonheur. Beaucoup calculent mal. La poursuite aveugle du plaisir mène aux vices et les vices mènent à la maladie et à la mort. Le Neveu le reconnaît volontiers : « Vous vous livrez à la débauche des femmes; vous serez hydropique. Vous êtes crapuleux; vous serez poumonique. Vous ouvrez votre porte à des marauts, et vous vivez avec eux ; vous serez trahi, persiflé, méprisé... — *Moi*. — Vous avez raison. » D'autant plus raison que lorsque *Moi* écrit à Mlle Volland, il parle exactement le langage du Neveu : « Je lui montrai l'envieux avec ses yeux creux et son visage pâle et maigre ; l'intempérant avec son estomac délabré et ses jambes goutteuses, le luxurieux avec sa poitrine asthmatique... »

Évitons donc, si nous sommes sages, l'hydropisie, la pneumonie, la goutte. Mais c'est à cela que se borne la sagesse. La vertu n'est qu'un mot, ou qu'une duperie. Le seul point qui importe, dans la vie, est de bien mener son affaire : « Puisque, dit le Neveu, je puis faire mon bonheur par des vices qui me sont naturels... il serait bien singulier que j'allasse me tourmenter comme une âme damnée pour me bistourner et me faire autre que je ne suis. » Diderot n'a pas toujours donné tort au Neveu ; pour le moins il a hésité à lui donner tort. Il est bien convaincu « que dans une société aussi mal ordonnée que la nôtre, où le vice qui réussit est souvent applaudi et la vertu qui échoue presque toujours ridicule... à tout prendre on n'a rien de mieux à faire pour son bonheur que d'être un homme de bien ». Mais c'est une conviction un peu chancelante et qui se sent toujours menacée ; c'est une de ces questions « très simples en apparence » et dont en réalité Diderot juge la démonstration « au-dessus de ses forces ». « Non, je ne suis pas bastant pour ce sublime travail ; j'y consacrerais inutiment toute ma vie. » D'autant plus que Diderot a été tenté parfois par l'idéal du Neveu et que, s'il aspire à la vertu, c'est une vertu confortable et luxuriante. « Tenez, dit le Neveu, vive la philosophie, vive la sagesse de Salomon : boire de bon vin, se gorger de mets délicats, se rouler sur de jolies

femmes, se reposer dans des lits bien mollets. Excepté cela, le reste n'est que vanité. » *Moi* ne contredit pas Salomon et le Neveu. « Je n'aimerais, écrit-il à l'abbé Le Monnier, ni le gland, ni les tanières, ni le creux des chênes. Il me faudrait un carrosse, un appartement commode, du linge fin, une fille parfumée, et je m'accommoderais volontiers de tout le reste des malédictions de notre état civilisé. » *Moi* n'est pas l'ennemi de « ces vices charmants qui font le bonheur de l'homme en ce monde-ci, et sa damnation éternelle dans l'autre... Si j'étais roi, je dirais en moi-même au docteur de Sorbonne : Prêche, prêche tant que tu voudras. Pour moi, je te promets que je travaillerai de toute ma force à ce qu'ils soient tous bien gais, bien joyeux, bien libertins et que les voisins et voisines se damnent, plutôt deux fois qu'une ».

Ils se damneront ensemble assurément et non pas le mari avec la femme, mais le voisin avec la voisine. *Moi* dans le *Neveu de Rameau* est sévère pour ces fantaisies qui s'ébattent en dehors du mariage. Le Neveu se vante d'être l'un de ces hommes officieux qui soulagent « par la variété, les maris du dégoût d'une cohabitation habituelle avec leurs femmes ». A quoi *moi* répond qu'il le ferait assommer par ses garçons de boutique. « Assommer! monsieur, assommer! on n'assomme personne dans une ville bien policée. » Surtout on n'assomme pas ceux dont on partage, au moins par boutades, l'opinion! Diderot a éprouvé quelque dégoût dans la cohabition habituelle avec Mme Diderot. Il se consolait avec Mlle Volland et quelques autres. Il se consolait aussi en faisant la théorie de ces dernières consolations. On sait que tout le *Supplément au voyage de Bougainville* est consacré à démontrer qu'on accorde à la pudeur et à la fidélité une importance déraisonnable et que les peuples heureux sont ceux qui n'ont pas d'histoires d'amour. Pour démontrer que, s'il faut aimer sans cesse après avoir aimé, c'est à condition de ne pas aimer la même femme, Diderot s'élève jusqu'à ce lyrisme que recueillera Alfred de Musset. Comment conseiller « un serment d'immutabilité de deux êtres de chair, à la face du ciel qui n'est pas un instant le même, sous des antres qui menacent ruine, au bas d'un rocher qui tombe en poudre, au pied d'un arbre qui se gerce, sur une pierre qui s'ébranle ».

La fidélité n'est qu'une illusion généreuse et naïve. Elle

est une aspiration. Et le mieux est de ne pas avoir d'aspirations. Le Neveu en a eu; il en a encore. Il enrage de n'avoir pas de génie, de n'être pas le grand Rameau. « J'ai donc été, je suis donc fâché d'être médiocre. Oui, oui, je suis médiocre et fâché. » Mais c'est un mauvais état que d'être fâché; cela ne fait pas le bonheur. Et mieux vaudrait s'étaler dans une médiocrité inconsciente et satisfaite, être « un bon marchand en soie de la rue Saint-Denis ou Saint-Honoré, un bon épicier en gros, un apothicaire bien achalandé »; car ainsi on acquiert de la fortune, avec de la fortune du luxe, des filles et des complaisants. Cette méditation sur la médiocrité, *Moi* l'a poursuivie comme le Neveu : « Heureux, mille fois heureux... M. Baliveau, capitoul de Toulouse! C'est M. Baliveau qui boit bien, qui mange bien, qui digère bien, qui dort bien. C'est lui qui prend son café le matin, qui fait la police au marché, qui pérore dans sa petite famille, qui arrondit sa fortune, qui prêche à ses enfants la fortune. »

Évidemment M. Baliveau, s'il est riche et heureux, n'est pas grand, il n'est pas beau. Ce n'est pas lui qui inspire le respect, l'enthousiasme. Mais encore faudrait-il s'entendre sur la grandeur, la beauté, le respect et l'enthousiasme. Le Neveu voudrait bien voltiger, nom ailé, sur les lèvres des hommes. Mais il n'est pas assez naïf pour croire que le meilleur moyen soit de cultiver la vertu et d'être le bienfaiteur du genre humain : « Il ne faut pas faire partie de ce que nous appelons des espèces, de toutes les épithètes la plus redoutable parce qu'elle marque la médiocrité et le dernier degré du mépris. » Mais, pour n'être pas une espèce, on peut fort bien être un grand criminel; « s'il importe d'être sublime en quelque genre, c'est surtout en mal. On crache sur un petit filou, mais on ne peut refuser une sorte de considération à un grand criminel. Son courage vous étonne. Son atrocité vous fait frémir. On prise en tout l'unité de caractère ». Même mépris de la médiocrité chez Diderot, même admiration pour le caractère : « Je ne puis souffrir les gens sans caractère. — Il est écrit dans l'Évangile : Malheur aux tièdes, parce que le Seigneur les vomira. — J'ai de tout temps été l'apologiste des passions fortes; elles seules m'émeuvent. Qu'elles m'inspirent de l'admiration ou de l'effroi, je sens fortement. Les arts de génie naissent et s'éteignent avec elles : ce sont elles qui font le scélérat

et l'enthousiaste qui le peint de ses vraies couleurs. » « Un tout est beau lorsqu'il est un; en ce sens Cromwell est beau, et Scipion aussi, et Médée, et Aria, et César et Brutus. » « Une seule chose peut nous rapprocher du méchant : c'est la grandeur de ses vues, l'étendue de son génie, le péril de l'entreprise. » Ce qui nous mène à la conclusion même du Neveu : « Je ne hais pas les grands crimes. »

A côté de ces idées sceptiques et cyniques, le Neveu en développe ou effleure quelques autres qui ne sont pas liées aux premières, mais qui sont aussi bien des idées familières à Diderot. Le Neveu a l'intention de ne pas élever son fils et de l'abandonner à la nature ou plutôt à sa nature. Veiller à l'éducation de ses enfants, c'est une « vanité ». Il est arrivé à Diderot de ne pas contredire tout à fait son Neveu. « Pas trop élever est une maxime qui convient surtout aux garçons; il faut un peu les abandonner à l'énergie de nature... une tête ébouriffée me plaît plus qu'une tête bien peignée. Laissons-les prendre une physionomie qui leur appartienne. » Servir ses amis est une autre de ces vanités auxquelles seuls croient les naïfs : « Est-ce qu'on a des amis! Quand on en aurait, faudrait-il en faire des ingrats? »

Diderot en a fait l'expérience tout comme le Neveu. Il a écrit un petit dialogue entre *Lui et Moi* (un autre *lui*) pour nous conter à mots couverts une histoire que Mme de Vandeul précise, l'histoire d'un protégé, qu'il sauve de la faim, qu'il aide dans ses travaux et qui en profite pour écrire contre lui une satire fielleuse. La science même est une autre vanité. « La physique sera toujours une pauvre science », dit le Neveu. Que sont en effet les découvertes et les applications des savants en face de l'immensité des choses et de leur mystère. Mais c'est aussi bien la conclusion des *Pensées sur l'Interprétation de la nature* qui ne se grisent d'interprétations et d'orgueil humain que pour se heurter, en fin de compte, à l'inquiétude et au scepticisme : « Quand on vient à comparer la multitude infinie des phénomènes de la nature avec les bornes de notre entendement et la faiblesse de nos organes, peut-on jamais attendre autre chose de la lenteur de nos travaux, de leurs longues et fréquentes interruptions et de la rareté des génies créateurs, que quelques pièces rompues et séparées de la grande chaîne qui lie toutes choses?... »

Une longue théorie du Neveu expose que la morale est relative aux conditions, que « chaque état a ses exceptions à la conscience générale, auxquelles je donnerais volontiers le nom d'idiotisme de métier ». *Moi* ne semble pas très convaincu qu'on ait le droit de devenir opulent et estimé « à force d'idiotisme! » C'est pourtant *Moi* qui a fait à plusieurs reprises la théorie de ces idiotismes dans ses discussions sur le drame bourgeois et la peinture au théâtre des « conditions », dans *Diversité et étendue de l'esprit* et dans le *Salon* de 1767. « Je m'en revenais donc, et je pensais que s'il y avait une morale propre à une espèce, peut-être dans la même espèce y avait-il une morale propre à différents individus, ou du moins à différentes conditions ou collections d'individus semblables; et, pour ne pas vous scandaliser par un exemple trop sérieux, une morale propre aux artistes ou à l'art, et que cette morale pourrait bien être au rebours de la morale usuelle. »

Assurément le Neveu n'expose pas une doctrine systématique. Il ne sait pas disserter. Il donne tête baissée au travers des idées, les saisit et les lâche à l'aventure, au gré d'une cervelle frénétique. Mais Diderot, lui non plus, n'aimait pas beaucoup les idées liées. La « méditation » lui était douce et la composition pénible. *Les Pensées sur l'interprétation de la nature*, *Jacques le Fataliste*, *le Rêve de d'Alembert* ne sont pas plus ordonnés que les propos du Neveu. Ou plutôt l'ordonnance est cachée; c'est ce que Diderot appelle un « ordre sourd », l'unité d'une curiosité et la fixité d'un but vers lequel on monte en vagabondant. L'ordre sourd existe dans *le Neveu de Rameau*. Jean-François n'est pas seulement un fieffé truand, un impulsif, une machine à appétits et gesticulations. Il raisonne ses impulsions; il met ses appétits en système; et c'est un système fort cohérent et fort clair. La matière peut être inerte, elle peut être sensible, elle peut être pensante. Elle est la seule réalité de l'univers.

Le Neveu ne se hasarde pas dans cette métaphysique d'ailleurs banale. Mais il en expose la conséquence immédiate : nous sommes, nécessairement, ce qu'est notre matière, ce que nous font nos molécules ou nos fibres, et nous suivons notre destinée aussi inévitablement que le ruisseau sa pente. La destinée du Neveu est d'avoir des appétits voraces, un tout petit génie et une immense paresse. Il est donc voué au métier de

parasite, de proxénète et de vagabond. On peut s'en affliger. Il serait absurde de s'en indigner. Car la morale n'est qu'une convention. Elle n'est qu'une convention parce que la matière universelle, qu'elle soit minérale ou humaine, obéit à des nécessités et non à des devoirs; parce que, à travers les peuples et l'histoire, les hommes n'ont jamais pu s'entendre sur les principes de cette morale, que ce qui est sain et juste pour les uns est criminel et diabolique pour les autres; parce que, d'ailleurs, les respects et les révérences prodigués à la morale ne sont que des hypocrisies, et que les hommes n'admirent que la force et le succès. Le Neveu sait donc fort bien ce qu'il dit à Diderot. Et il le sait d'autant mieux que c'est Diderot lui-même qui l'a dit ou le dira. Le matérialisme de Diderot, celui des *Pensées*, de *la Promenade du sceptique*, de la lettre à Landois, de *Jacques le Fataliste*, du *Supplément au voyage de Bougainville* le mène irrésistiblement à ces conclusions.

* * *

Diderot pourtant a résisté. Il résiste dans *le Neveu*, avec une éloquence pathétique et une sorte de recul terrifié : « Il m'est infiniment plus doux encore d'avoir secouru le malheureux, d'avoir terminé une affaire épineuse, donné un conseil salutaire, fait une lecture agréable, une promenade avec un homme ou une femme chère à mon cœur, passé quelques heures instructives avec mes enfants, écrit une bonne page, rempli les devoirs de mon état, dit à celle que j'aime quelques choses tendres et douces qui amènent ses bras autour de mon cou. » Ce sont des protestations sincères profondément. *Moi* parle à Mlle Volland comme au neveu : « Chère femme, combien je vous aime! combien je vous estime... Si le spectacle de l'injustice me transporte quelquefois d'une telle indignation que j'en perds le jugement et que, dans ce délire, je tuerais, j'anéantirais; aussi celui de l'équité me remplit d'une douceur, m'enflamme d'une chaleur et d'un enthousiasme où la vie, s'il fallait la perdre, ne me tiendrait à rien. » Mais il ne suffit pas de protester pour se convaincre. Il faut démontrer. Et Diderot est fort embarrassé. S'il s'adresse à sa raison elle se récuse; elle le ramène sans pitié, par les chemins de la physique, de l'anatomie, de la physiologie ou même de l'histoire vers l'univers aveugle, fatal, indifférent à toute morale.

S'il s'adresse à la « voix de la conscience » et à l' « instinct du cœur », leurs lumières lui semblent un peu vacillantes. Il n'a pas la confiance d'un Jean-Jacques Rousseau pour qui une émotion est plus vraie que des faits par centaines, une intuition plus démonstrative que la logique de cent systèmes. Dans cet embarras, il se tourne lui aussi et se « bistourne ». *Jacques le Fataliste* et *le Neveu de Rameau* sont deux de ces bistournements.

Plus ou moins consciemment, Diderot y tente des solutions « pragmatiques » du dilemme insoluble où il se heurte. Puisque ni la raison ne veut céder devant le sentiment, ni le sentiment devant la raison, il les tirera des confrontations abstraites où l'une et l'autre sont tout de suite butés. Il les fera vivre devant lui il les incarnera dans des personnages qui ne seront pas des abstracteurs de quintessence et des raisonneurs de cabinet, mais qui seront jetés dans la vie, obligés de vivre, en luttant pour vivre. Quelle part feront-ils, dans cette vie, à leurs idées, c'est-à-dire aux idées de Diderot, et comment accommoderont-ils leur matérialisme et leur conduite? *Jacques le Fataliste* est la solution optimiste du problème. Jacques est fermement convaincu qu'une vie humaine n'est qu'un minuscule anneau dans l'immense chaîne de la nécessité universelle; nos volontés ne sont que des illusions prétentieuses et ridicules. Pourtant, à travers les pires misères et les pires fantaisies du destin, Jacques reste courageux, énergique, pitoyable, généreux, tendre. Son désolant système n'arrive pas à le désoler. Son scepticisme de tête ne lui donne aucun scepticisme de cœur. Il vit exactement comme ceux qui croient à l'âme immortelle, à la liberté, à la vertu, à l'amour et à la tendresse consentis. Cela ne démontre-t-il pas que si le dilemme est théoriquement insoluble, la vie peut le résoudre pratiquement, que le philosophe sceptique peut escorter un homme croyant sans le corrompre, sans mettre en lui le trouble et l'amertume? C'est, au fond, la solution que Diderot acceptera pour lui-même. Mais avant d'y venir, il en avait ébauché une autre, qui est pessimiste et qui est celle du *Neveu de Rameau*.

C'est, elle aussi, une solution pragmatique. Si le matérialisme et le scepticisme sont des systèmes judicieux pour la raison, sont-ils judicieux pour la vie? Que donneront-ils non pas pour quelques têtes bien faites, qui sont l'exception, et

dont on n'est jamais sûr que l'on soit, mais pour la commune humanité ? Ne conduiront-ils pas à l'abandon de soi-même, au cynisme des mœurs, à la débauche, à la ruée féroce des appétits, à la ruine de tout et de tous ? Peut-être. Et *le Neveu de Rameau* en est la démonstration. C'est l'étude vivante des conséquences de la doctrine ; et par l'horreur des conséquences une tentative pour réfuter la doctrine. Une philosophie ne peut pas être vraie lorsqu'elle mène un Jean-François Rameau là où il est tombé. C'est pour cela que le Neveu du roman ne sera pas le portrait exact du vrai Jean-François ; c'est pour cela qu'il sera poussé au noir ; c'est pour cela que Diderot lui prêtera une insolence dans le cynisme, une assurance dans le vice, un dogmatisme dans les propos qui n'ont jamais été dans l'âme du Jean-François de l'histoire. C'est pour cela que, tout en se souvenant du pittoresque fantoche qui l'a diverti comme il divertissait Piron ou Cazotte, il l'oublie constamment pour se mettre à sa place, lui donner ses idées, sa philosophie, son style. Sans cesse *le Neveu de Rameau* devient une conversation de Diderot avec lui-même. Il est une adjuration de Diderot à Diderot : « Voilà, ô Diderot le fataliste, ce que l'on devient avec tes doctrines ; voilà ce qu'elles peuvent justifier. Voilà ce que tu aurais pu, ce que tu pourrais devenir toi-même, toi qui as parfois vécu comme le Neveu, toi qui lui ressembles par quelques instincts de bohème et par les appétits de volupté. »

***

Je ne voudrais pas pousser la démonstration jusqu'au paradoxe. Il y a certainement dans *le Neveu* trois éléments.

Un élément réaliste. Un personnage vivant, connu, pittoresque a réellement conversé avec Diderot. Diderot a certainement voulu l'observer et sans doute le faire causer. Il a pris un plaisir d'artiste, et non de philosophe ou de moraliste, à traduire exactement sa physionomie et sa pantomime. Il les a d'ailleurs traduites à sa manière, qui n'était pas celle d'un réaliste. Il les a rehaussées, diversifiées, amusées d'une vie frénétique et sans aucun doute surnaturelle. Il les a vues à travers son imagination échauffée et non par des souvenirs scrupuleux : « Que ne lui vis-je pas faire ? Il pleurait, il riait, il soupirait ; il regardait ou attendri, ou tranquille ou furieux ; c'était une femme qui se pâme de douleur ; c'était un

malheureux livré à tout son désespoir ; un temple qui s'élève ; des oiseaux qui se baisent au soleil couchant ; des eaux ou qui murmurent dans un lieu solitaire et frais, ou qui descendent en torrent du haut des montagnes ; un orage, une tempête, la plainte de ceux qui vont périr, mêlée au sifflement des vents, au fracas du tonnerre ; c'était la nuit avec ses ténèbres ; c'était l'ombre et le silence... » ; c'était trop de choses pour qu'un autre que Diderot ait pu les entendre. Ce réalisme dramatique et poétique tient, matériellement, une assez large place dans le roman. C'en est assurément la partie la plus vivante, la plus originale, la plus géniale, la plus connue. Mais elle ne doit pas nous faire oublier les deux autres.

Une partie de polémique acerbe et brutale où le vrai Neveu n'est plus pour rien et qui est tout entière la polémique de Diderot. Le mépris du Neveu pour ses soi-disant compagnons d'esclavage et de bassesse, pour les Palissot, les Fréron, les Bergier, les abbé de La Porte, etc... ne peut être que le mépris de Diderot. Polémique de circonstance, qui est une réponse véhémente aux coups que reçoit Diderot en sa personne ou en la personne collective des Encyclopédistes. Polémique aussi de principe. Diderot a symbolisé dans la vie du Neveu une conception de la vie qui n'était pas rare parmi les hommes de lettres, la vie de quémandeur et de protégé. Elle n'était ni méprisée ni vaine ; on arrivait couramment par elle à l'aisance et aux honneurs. Diderot avait trop de dignité, ou, si l'on veut, une humeur trop raide et trop vagabonde pour solliciter, se pousser ; il n'avait ni l'aisance, ni les honneurs. Il en gardait quelque rancune. Il a donc voulu démontrer qu'il fallait les payer avec de la honte et du mépris.

Mais surtout il a voulu démontrer, et c'est le troisième élément du *Neveu*, que la honte et le mépris ne sont pas seulement la conséquence de l'avidité et de la luxure, mais d'un système, d'une philosophie. Il a voulu suivre les ravages que pouvaient faire dans une destinée la conviction qu'on est l'esclave de ses fibres et qu'on n'entendra jamais les résonnances qu'elles n'ont pas. Il n'a pas étalé sa démonstration ; il ne le pouvait pas ; il aurait démontré contre lui-même. On peut donc croire et l'on a toujours cru, faute d'y regarder de près, que le Neveu est le portrait d'un homme et des idées d'un homme qui n'était pas Diderot. Mais il faut bien que ce

soit Diderot, puisque ce n'est pas le Neveu de l'histoire et puisqu'il parle exactement, d'un bout à l'autre, comme Diderot a parlé lui-même, par ailleurs. Diderot fait d'ailleurs la démonstration ou la tentative de démonstration pour lui-même, pour voir plus clair en lui-même. C'est une des raisons sans doute pour lesquelles il n'a pas publié son œuvre, pas plus que *Jacques le Fataliste*. C'est pour cela que ce portrait apparent de Jean-François Rameau s'intitule, dans le manuscrit authentique, *Satire seconde*. La satire première est *Sur les caractères et les mots de caractère, de profession*, etc..., c'est-à-dire qu'elle est une discussion de morale et de philosophie. Et c'est bien le problème moral et philosophique qui est l'essentiel du *Neveu*.

Les discussions d'idées ne tiennent pas plus de place, matériellement, que chacun des deux autres éléments : l'évocation physique du Neveu et la polémique personnelle. Mais ce sont elles qui sont partout sous-jacentes ; ce sont elles qui sont la raison profonde. Ce sont même elles qui font la vie profonde. A l'analyse, tout se juxtapose dans l'œuvre avec une incohérence qui, malgré sa fidélité au modèle ou la vraisemblance, pourrait être bien fatigante. Or il n'y a rien de moins fatigant que le Neveu. Un irrésistible courant vous entraîne. Il n'y a, comme le demandait ailleurs Diderot, qu'à se laisser porter par le torrent ; il a l'unité et la puissance vivante d'un tout, lié dans une même poussée. C'est que ce tout est exactement Diderot, et un Diderot véhément et passionné. Diderot n'a jamais été un froid spéculateur, un constructeur placide de systèmes abstraits. Il glisse invinciblement et éternellement de la théorie à la pratique, des idées pures à la vie concrète, de ses idées à sa vie, de sa raison à son cœur. Il reprend dans *le Neveu* l'éternel débat qui oppose l'une à l'autre, un débat qui l' « empêtre », comme il le dit à Mlle Volland, qui l' « enrage ». Il y a quelque chose de cette rage pathétique dans *le Neveu*. C'est ce qui en fait, pour une part, la grandeur humaine. Car il y aura beaucoup d'hommes, bien longtemps sans doute, pour se heurter, passionnément, aux mêmes problèmes.

DANIEL MORNET.

LA
DERNIÈRE CRISE SARDINIÈRE

Le dimanche 29 mai, les pêcheurs-sardiniers de Saint-Guénolé en Penmarc'h décidèrent de rester au port jusqu'à nouvel ordre. C'est ce qui s'appelle faire grève. Grève, celle-ci, de fournisseurs et non d'employés. Grève de patrons, pour un sixième environ des grévistes. En somme, ils refusaient à l'usine l'essentiel de sa matière première, qui est le poisson. Estimaient-ils ce poisson mal payé ? Sans doute. Mais ils en avaient surtout à un organisme nouveau dans le pays : le Comptoir d'achat.

Le « Comptoir français de l'industrie des conserves alimentaires » est une société anonyme fondée en 1921 pour l'achat à la commission des matières premières nécessaires à cette industrie. Elle a son siège à Nantes. Des agences fonctionnent depuis plusieurs années aux Sables d'Olonne, à Croix-de-Vie, à Quiberon, sans y avoir provoqué de troubles. Elles y jouent le rôle d'intermédiaires entre le pêcheur et l'usinier. Dans tous les ports finistériens, le pêcheur, jusqu'ici, vendait sa pêche directement à l'usine. Cette vente, dont les rites varient quelque peu d'une jetée à l'autre, est une des scènes pittoresques de la vie journalière de ces ports. A Saint-Guénolé, le lieu de la scène est une petite place riche en courants d'air, située à la naissance de la jetée, qu'on appelle ici la cale, entre le poste de la douane, un magasin de mareyeur et un cabaret. Là se tiennent les acheteurs, hommes ou femmes. Voici venir les vendeurs. Les têtes se penchent sur les paniers d'échantillon posés à terre. C'est de la petite. « Tu en as beau-

coup, Guillaume? — Huit ou neuf mille. — Combien du mille? — 95. » Silence. Le pêcheur, qui sait fort bien, pour l'avoir appris à l'accostage ou le long de la jetée, que le dernier prix payé est de 89 francs, baisse le sien, franc par franc. « 94?... 93?... 92?... 91?... » Les autres n'ont pas l'air d'entendre. Négligemment, une main plonge dans l'un des paniers, brasse cet argent un peu visqueux. L'examen est peut-être satisfaisant, mais l'habitude n'est pas d'en convenir. « 91?... 90? » Un seul *ya* jaillit de six bouches. On lance des sous en l'air. Le sort, par « face ou fleur », départage les concurrents.

D'autres fois, au lieu de laisser le pêcheur baisser, ce sont les gens d'usines qui surenchérissent. Il arrive aussi que le marché manque d'ardeur. Tel ne fut certes pas le cas à Saint-Guénolé, l'année dernière : au début et au milieu de la saison, parce que la pêche s'y montrait capricieuse, intermittente et inégale ; vers la fin, parce que c'était le seul point où l'on continuât à pêcher ; du premier jusqu'au dernier jour, parce que la plupart des conserveurs, se fiant aux précédentes commandes et comptant sur des ventes rémunératrices, ne s'occupaient que de remplir leurs magasins, coûte que coûte.

Il leur en a coûté gros. A titre d'exemple, voici la moyenne des prix payés aux pêcheurs, du 18 mai au 17 novembre, par une des plus vieilles usines de Saint-Guénolé :

Grosses sardines (de 20 au kilo)	342 fr. 15	le mille.
Petites sardines (de 115 au kilo). . . .	97,35	—
Gros maquereaux	906,60	—
Petits maquereaux.	369,80	—
Anchois	79,50	—
Sprats.	33	—

Ces prix sont de huit à douze fois supérieurs à ceux des vingt dernières années d'avant-guerre, dans les ports du pays bigouden.

Qu'est-il arrivé? C'est que, là comme ailleurs, les effets de la reprise du franc se sont fait sentir. Les exportations ont baissé. L'épicerie française elle-même s'est mise à bouder une marchandise si coûteuse. Fraîche ou à l'huile, la sardine n'est après tout qu'un aliment modeste, qu'il paraît difficile de transformer en un mets de luxe, interdit à la table du consommateur moyen. Et le consommateur moyen a toute latitude

de se décider pour la sardine portugaise ou espagnole, moins bonne sans doute, mais moins chère.

On ne saurait déplorer de tout point une erreur qui, en grevant l'usine, a commencé par favoriser la barque. Erreur excusable, semble-t-il, qui, pour les pêcheurs, s'est convertie en coques neuves, en agrès, en filets, en moteurs, en maisons. Erreur cependant, qui a développé des espérances et des exigences impossibles, aujourd'hui, à satisfaire. Dès la mi-automne, c'était la mévente. Les pêcheurs n'allaient pas tarder à s'apercevoir du changement : en décembre, à Douarnenez, des « batelées » de sprats se vendaient très péniblement, et plus péniblement encore les cargaisons de sardines que des dundees ramenaient de la côte du Maroc, après un voyage onéreux et dur.

C'est sous l'impression réfrigérante des fautes commises que se fit l'entente avec le Comptoir. Se méfiant d'eux-mêmes et du zèle de leurs acheteurs, les patrons des usines de Penmarc'h crurent prudent de s'en remettre de tous achats et de la répartition à un tiers.

Comment les pêcheurs ne se seraient-ils pas émus de cette nouveauté? En vain leur eût-on dit que le Comptoir, soucieux de leur intérêt comme de l'intérêt des fabricants, leur épargnait les difficultés de la vente, les baisses excessives dont ils avaient eu à souffrir, avant la guerre. Temps lointains! Qui donc, à part quelques anciens, se souvenait des années difficiles? L'âpre concurrence des usiniers, ils ne pouvaient que la bénir. Et peut-être aussi que tout vrai pêcheur, dont la vie est un jeu perpétuel, a tendance à préférer le marché libre, avec les risques et les aubaines qu'il comporte. C'est pourquoi, après avoir, ce prinemps, vendu leurs langoustines 1 fr. 50 le kilo, au lieu de 2 fr. 35, prix moyen de l'année précédente, et leurs gros maquereaux de dérive entre 25 et 40 francs le cent, au lieu d'environ 90, ils se révoltèrent quand l'agence locale du Comptoir leur proposa pour la sardine des tarifs de 275 à 300 francs les 100 kilos. Ces chiffres n'étaient certes pas déraisonnables, comparés à ceux d'avant-guerre, puisqu'ils les majoraient, dans l'ensemble, de 500 à 600 pour 100. Mais ce n'est pas avec les chiffres d'avant-guerre, c'est avec ceux de la dernière année que les pêcheurs de Penmarc'h faisaient la comparaison. En 1926, ils avaient vendu en moyenne 685 francs

les 100 kilos de grosses sardines, 1100 francs les 100 kilos de petites. Le rabais était d'importance. Ils s'estimèrent lésés et déclarèrent la grève.

***

Ce fut d'abord une affaire toute locale. Les pêcheurs des trois ports de Penmarc'h, — Saint-Guénolé, Saint-Pierre et Kerity, — ne veulent reprendre la mer qu'après une revision des prix portant à 800 francs les 100 kilos de sardines, et surtout après la suppression, ou tout au moins la suspension du Comptoir d'achat. La personne de l'agent local leur est-elle particulièrement antipathique ? Ou s'agit-il à leurs yeux d'un pur et simple, mais impérieux principe ? En tout cas, leur intransigeance sur ce point est absolue. Elle se heurte à une intransigeance égale des usiniers, qui se trouvent liés envers le Comptoir par un traité en bonne forme, et qui, n'ayant pris conseil de personne pour le signer, reprochent aux pêcheurs d'avoir décidé leur grève sans préavis. Aussi la réunion qui a lieu le 8 juin à la préfecture de Quimper entre délégués des uns et des autres n'amène-t-elle aucun résultat.

Le lendemain matin, à Saint-Guénolé, 800 pêcheurs se rassemblent au cabaret de la cale, dans une grande salle où les pistons du jazz, successeurs du piano mécanique et de l'ancestral biniou, règlent, aux jours de fête, les pas des danseurs. Des paroles véhémentes sont prononcées. On s'excite mutuellement à l'énergie. Les grévistes avaient jusque là interdit à leurs femmes, filles ou sœurs, d'aller travailler les petits pois aux usines. On décida, cette fois, d'appeler à l'aide les communistes.

Il faut en demander pardon aux bonnes âmes pour lesquelles la lointaine Bretagne sera toujours « la terre du passé, » ou « la terre des prêtres » : la Révolution y épanouit fort bien ses fleurs pourpres. On devrait s'en douter, à voir le nombre de Bretons déracinés qui, dans la banlieue parisienne, à Ivry, à Saint-Denis, à Saint-Ouen, s'enrôlent aux bataillons de la IIIe Internationale. Pareils enrôlements ne sont pas rares au pays même, et notamment parmi le peuple excitable de la mer. Brest et Douarnenez ont été tour à tour appelés « la ville rouge ». A Lesconil, le succès relatif d'une propagande presbytérienne galloise a curieusement coïncidé avec celui d'une

propagande socialiste. Des troubles y éclatèrent l'an dernier et gagnèrent Guilvinec. Penmarc'h, cependant, restait tranquille. Il ne pestait que contre les bélugas, grands massacreurs de filets et grands pourchasseurs de sardines.

L'orateur qui lui vint, le soir même, de Douarnenez, fut accueilli à la petite gare de Saint-Guénolé comme un Messie. Il recommanda la décision et déconseilla la violence. Les manifestations se multiplièrent. Le dimanche 12, à Quimper, l'Union des coopératives de pêcheurs bretons s'associe aux doléances des « collègues » de Penmarc'h. Elle y ajoute une menace de « suspension générale de la pêche. » Le 13, à Saint-Guénolé, Saint-Pierre et Kerity, un cortège de 3 000 manifestants, — hommes, femmes, enfants, chantant *l'Internationale* et *la Jeune Garde*, — défile par rangs de quatre, derrière le drapeau rouge, encadré de marins du parti portant ruban rouge au bras et à la casquette. Le tout, d'ailleurs, assez paisible. Il convient de noter que le maire, depuis la veille, avait ordonné la fermeture des cabarets à midi, et que des gendarmes appelés en hâte veillaient au respect des lois.

Le samedi 18, à Paris, le ministre des Travaux publics réunit les délégués des usiniers et ceux des pêcheurs de Penmarc'h, qui se sont adjoint un Guilviniste. Volontiers le camarade orateur, qui était du voyage, se fût glissé à la suite de ses compagnons, ou à leur tête. Mais M. André Tardieu entendait diriger, exclusivement, une conversation de professionnels. Elle ne devait, il est vrai, pas plus aboutir que celle du 8, à Quimper. Les usiniers s'en tenaient au maximum de 300 francs les 100 kilos, les pêcheurs au minimum de 800 francs. Les pêcheurs partis, le ministre obtint des usiniers 400 francs pour le Finistère. La bonne nouvelle accueillit les voyageurs, le lendemain matin, à la gare de Quimper. Ils n'en montrèrent nulle joie et quand, deux heures plus tard, ils débarquèrent à Saint-Guénolé, ce fut pour dire à la foule qui les attendait autour de son drapeau rouge : « Rien de fait. »

L'objet des chefs du mouvement allait être désormais de l'étendre. A Saint-Guénolé, l'homme du communisme triomphe. Il triomphe, le 22, à Quimper, où, devant les représentants de presque tous les ports de l'ouest et du sud bretons, il voue à l'exécration publique le filet tournant et, — grief inattendu, mais applaudi, — accuse les usiniers de faire le jeu des bélugas.

Il triomphe surtout, le 23, quand, après d'inutiles pourparlers à la mairie entre usiniers et pêcheurs, la grève générale est proclamée.

Triomphe éphémère. Il est bien vrai qu'au Palais-Bourbon cette proclamation trouve, dès le lendemain, un long écho dans les harangues diversement tendancieuses de MM. Gauthier, Masson, Fournier, Le Bail, Jadé, parlant au nom ou au sujet des Bretons grévistes, et dans les observations de M. Dignac, parlant pour les Arcachonnais. Mais M. André Tardieu, qui fait enquêter sur place et dont l'effort de conciliation est connu, a vite mis les choses au point : par 400 voix contre 152, la Chambre lui accorde sa confiance. Au pays même, s'il est relativement aisé d'obtenir un vote de principe, il l'est beaucoup moins de le rendre efficace. Il faut courir d'un port à l'autre, réchauffer les colères et les enthousiasmes, imposer une solidarité qui ne paraît pas toujours naturelle ni absolument nécessaire. Les militants du bolchévisme prodiguent leurs pas et leurs poumons. Ils tiennent comité sur comité, se font entendre à Douarnenez, à Concarneau, à Lesconil, à Audierne, à Guilvinec, à Quimper, rédigent des ordres du jour et des notes aux journaux. Toute cette agitation n'est pas stérile. A Douarnenez, le chômage est décidé, le 27, par 759 voix contre 167 et 8 bulletins blancs : deux jours plus tard, 152 rôles de pêche sur environ 370 y étaient déposés à l'Inscription maritime. A Audierne, à Concarneau, le dépôt des rôles se poursuit, — avec une prudente lenteur. A Guilvinec, où, le 26, un communiste du cru a failli payer d'un bain froid la chaleur de sa propagande, les chalutiers évitent de sortir, le 27, par crainte des sardiniers. Mais à Lesconil, où les sardiniers ne composent qu'une douzaine d'équipages contre 120 canots homardiers, tous les rôles restent à bord : on y garde d'ailleurs un souvenir amer de la grève de 1926, nourrie d'illusions soviétiques et aboutissant à la fermeture d'une usine sur deux. A Port-Louis, à Étel, à Quiberon, où l'on pêche, on se refuse à ne plus pêcher, et bon nombre de Finistériens sont parmi les pêcheurs, comme à chaque début de saison. Les Sablais, qui n'aiment pas beaucoup les concurrents bretons, et qui l'ont bien montré, l'année précédente, après les Luziens, en les expulsant de leur port, leur envoient, cette fois, de bonnes paroles, mais s'en tiennent là.

Le 30, par télégramme, le ministre mettait les pêcheurs en garde contre les manœuvres des communistes. Il convoquait au ministère, le 1er juillet, les délégués des fabricants; le lendemain matin, ceux des pêcheurs; puis, dans l'après-midi, les pêcheurs avec les fabricants. Ce fut une longue et laborieuse négociation, qui ne put encore être décisive. Le ministre demandait que les usiniers prissent l'engagement d'absorber, par bateau et par quinzaine, 100 000 sardines, et d'en payer le quintal 370 francs en Vendée, 400 francs dans la Loire-Inférieure et le Morbihan, 450 francs dans le Finistère. Leurs représentants, qui proposaient 325 francs pour la Vendée et 350 pour la Bretagne, se déclarèrent sans pouvoir pour accepter des prix plus élevés. Quant aux représentants des pêcheurs, ils n'avaient point reçu mandat de descendre au-dessous de 700 francs : comment arbitrer dans ces conditions? On se sépara sans rupture. Le 5, les usiniers, réunis à Nantes, télégraphiaient au ministre que, désireux de prouver leur esprit de conciliation, et quoi qu'il dût leur en coûter, ils adoptaient son tarif. Restait à obtenir l'adhésion des pêcheurs : 600 francs était leur dernier prix. Mais leur résolution, qui était loin d'être unanime, faiblissait, même à Penmarc'h. Les Quiberonnais se déclaraient satisfaits de l'arbitrage ministériel : ils désiraient seulement obtenir, eux aussi, les 450 francs promis aux Finistériens, car sur quoi justifier cette différence de traitement? La journée du 6 à Concarneau, et celle du 7 à Douarnenez, sonnèrent le glas de la grève générale.

A Concarneau, principal port de vente des thonniers, de nombreux dundees arrivaient, ce matin du 6, avec une jolie pêche et l'espoir d'un bon prix : les premiers thons de l'année s'étaient vendus, quatre ou cinq jours plus tôt, 350 francs la douzaine, et il y avait de la hausse dans l'air. Il faut dire que notre conserverie du thon est beaucoup moins concurrencée que celle de la sardine. Mais les sardiniers concarnois, ayant voté la veille un ordre du jour consignant leur port aux thonniers non concarnois, s'étaient massés sur la digue pour faire respecter ce « prikase ». Leur chef était le patron du *Lénine*, ex-patron du *Héros de Fachoda* : ainsi changent, avec les opinions politiques, les noms des chaloupes. On fit mieux : un canot à moteur alla en rade prévenir les thonniers étrangers, au fur et à mesure de leur approche, qu'ils eussent à faire cap

ailleurs. Un gendarme de la Marine s'en fut bientôt leur porter un ordre contraire. Les pêcheurs de thons, recrutés parmi une élite, trempés par la vie du large, sont pour la plupart des gars formidables, carrés d'épaules, durs de poings, et qu'on n'intimide pas facilement. Ils débarquèrent en force, et, le soir même, avec la permission du *Lénine* et de son patron, 36 équipages de dundees livraient aux usines concarnoises 9000 thons.

Le 7, à Douarnenez, sous les halles, comme les meneurs renouvelaient leurs excitations, un patron-sardinier, François Stéphan, discoureur habile en l'une et l'autre langue, la française et la bretonne, escalada la tribune et se chargea de dire leur fait aux communistes. Presque toute l'assistance applaudit, surtout les femmes, qui étaient nombreuses. Le soir, une autre réunion eut lieu dans le tumulte, sous les huées des sardinières massées autour des grilles. Les pêcheurs, sauf quelques obstinés, décidaient de reprendre le travail. Le lendemain, malgré l'averse, dundees et chaloupes appareillaient.

Localisée à Penmarc'h, la grève y devenait sans but. Le lundi suivant, les barques, là aussi, prenaient la mer.

***

Tel fut, en résumé, le cours des choses. Des quotidiens l'ont enregistré au jour le jour, en y joignant des commentaires qui n'aidaient que médiocrement à le suivre. Un reporter accouru de Paris, — et même de moins loin, — pour étudier sur place une situation dont il ne soupçonne pas la complexité, est naturellement porté à se rabattre sur son Joanne et sur ce qu'on pourrait appeler la légende de la Bretagne. Il faut baigner son information dans l'atmosphère locale. C'est de traditionnelle littérature. Voilà comme l'église de Penmarc'h et la tour de Saint-Guénolé, les rochers de Talifern, les vagues de la Torche, le raz de marée de 1896, celui de 1925, la ville d'Is et le roi Grallon se trouvent cités en qualité de témoins à la barre de l'impartiale Histoire. Ajoutons-y le pittoresque des pêcheurs et de leurs bateaux, les cirés, les sabots-bottes, les blouses tannées, les filets bleus, les voiles brunes, la naturelle sympathie qu'inspire une rude vie, aérée et accidentée entre toutes. C'est devant Penmarc'h qu'il y a deux ans eut lieu le quadruple naufrage où, en quelques minutes, vingt-sept hommes, dont quinze sauveteurs, furent engloutis. On ne

louera jamais trop le courage et l'endurance de ces marins, leur ingéniosité de pêcheurs, leur sens pour ainsi dire artistique de la pêche. Et enfin, ils risquent leur vie à ce métier, tandis que l'usinier ne risque que son argent. Cela dit, il faut bien reconnaître qu'ils sont pour la plupart des économistes peu éclairés.

Les usiniers leur sont-ils, à cet égard, très supérieurs? Ils n'ont pas en général bonne presse : c'est qu'au bord d'une mer balayée d'héroïsme, ils font figure de bourgeois, race, on le sait, inesthétique, littérairement et oratoirement sacrifiée. Si nous étions justes, nous rendrions hommage au Français ingénieux qui, au milieu du dernier siècle, eut l'idée de frire des sardines et de les mettre en boîtes, puis de stériliser ces boîtes, c'est-à-dire leur contenu. Grâce à lui, ce fut, de Camaret aux Sables, une chaude coulée de vie. Qui s'en souvient? Quel informateur, à l'époque de la première crise sardinière, exprima une pensée de sympathie pour les familles d'industriels qui, ruinées par la faute d'une mauvaise législation de la pêche côtière, allèrent, la mort dans l'âme, porter à l'Espagne et au Portugal leur expérience, leur patience, leur énergie, leurs vertus demeurées stériles dans une patrie ingrate?

Non certes, le dramatique et le romanesque n'ont pas manqué, autant qu'on peut le croire, à ces destinées bourgeoises. Ce qui a manqué surtout à l'industrie sardinière, ce sont des vues générales et le sens de l'opportunité. Était-ce encore bien opportun, cette année-ci, l'établissement du Comptoir d'achat à Saint-Guénolé? La liberté du marché n'aurait pas empêché la baisse : elle l'aurait plutôt activée. La preuve en est qu'à la mi-juillet, tandis que ce Comptoir payait 180 francs le mille de sardines, soit 450 francs les 100 kilos, Audierne, qui n'a pas de Comptoir, payait 125 francs le même poisson. Ce Comptoir, à raison ou à tort, éveillait des pensées d'accaparement, de spéculation concertée. Pourquoi l'avoir maintenu (1), et d'abord institué? Pourquoi n'avoir pas écouté les avis de quelques gérants qui, vivant sur place, peuvent mieux prendre la température de l'habitant? Les pêcheurs de Penmarc'h, qui depuis quinze ans n'avaient fait aucune grève, n'auraient sans doute pas fait celle-ci.

(1) Il est suspendu depuis le 30 juillet.

La force des choses est encore supérieure à celle du plus intelligent et du plus résolu des ministres. M. André Tardieu a su obtenir des compagnies de chemins de fer et des propriétaires d'usines des concessions avantageuses aux pêcheurs. Il a fait davantage, en séparant leur cause de celle des gréviculteurs communistes. Mais ce qui favorisait surtout la grève, c'est qu'elle a éclaté à une époque de transition, quand la pêche de la sardine et du maquereau de dérive va prendre fin, quand celle de la sardine de rogue et celle du thon ne sont pas encore déclarées. En fait, sauf à Penmarc'h, le chômage n'a jamais été total. A Penmarc'h même, c'est le travail des pois bien plus que celui du poisson qui a manqué, tout le mois de juin et la première semaine de juillet, aux usines. Un pêcheur né ne résiste pas à l'appel du banc qui passe. Les premiers thons capturés ont emporté tous les ordres du jour.

Si la grève a duré ce qu'elle a duré, c'est visiblement grâce au zèle de ses organisateurs et à leur expérience de cette sorte d'organisation. Ce sont gens de métier, n'ayant, quelques-uns d'entre eux, que ce métier-là. Ils savent inventer à point le télégramme qui entraîne les hésitants, tenir aux tièdes le langage qui les rallie. A vrai dire, leur tactique, sur ce littoral, n'est point neuve. Le 27 juin, à Quimper, ils se sont élevés contre l'intrusion des politiciens. Mais eux-mêmes ne sont pas autre chose que des politiciens, répétant ce que tous les politiciens, par dévotion à la majorité, ont dit, au cours des trois précédentes crises sardinières, celle de 1880 à 1887, celle de 1902 à 1908, celle de 1911 à 1914, — comme eux enseignant le malthusianisme de la pêche et condamnant, comme antipathique aux masses, le filet qui la rend productive.

Mais les colporteurs du communisme seraient sans pouvoir, si le communisme n'était déjà installé dans les agglomérations de pêcheurs. Le communisme, ou ce qui lui ressemble. Les observateurs de la vie bretonne le remarquaient depuis des années, au vieil esprit patriarcal des ports se substituait rapidement ou se surajoutait une mentalité ouvrière. L'évolution fut particulièrement rapide entre 1900 et 1912, et il va sans dire que la propagande socialiste y contribua de son mieux. Un des épisodes les plus significatifs de cette évolution fut le sac de l'usine Masson à Douarnenez, le 14 juillet 1902. Elle n'était coupable qu'envers les ouvriers soudeurs, dont elle remplaçait

les mains par des machines. Cependant, derrière le clairon qui sonna l'assaut, il y avait moins de soudeurs peut-être que de pêcheurs. Les intérêts de classe l'emportaient sur les intérêts de corps. La grève de l'an dernier, à Lesconil et à Guilvinec, a révélé, à ceux qui s'endormaient sur la légende du bon pêcheur fidèle à ses « pardons » et à sa *Mamm Doué*, le sourd travail accompli d'une génération à l'autre. L'habitude des conflits sociaux est si bien entrée dans les mœurs, qu'on a vu, au printemps dernier, les langoustiers de Camaret et les maquereautiers de Douarnenez, patrons d'un bord et matelots de l'autre, se lancer mutuellement, entre pêcheurs, l'interdit. On chuchote même qu'à Penmarc'h, en mai, une pareille dispute fraternelle était sur le point d'éclater, quand l'institution du Comptoir d'achat vint offrir à propos le dérivatif.

***

Les solutions de violence ne sont, pour la plupart, que des solutions de paresse. Paresse d'esprit s'entend. Si le problème de l'industrie sardinière était bien posé par les plus nombreux intéressés, qui sont les pêcheurs, ils se rendraient compte que l'usine est aussi nécessaire à la barque, que la barque l'est à l'usine, et que la prospérité de l'une et de l'autre est suspendue à l'application des mêmes méthodes. Depuis que le décret du 30 décembre 1878, abrogeant sur un point essentiel celui du 10 mai 1862, est venu inaugurer dans les eaux bretonnes l'ère des restrictions à la liberté de la pêche, la plus pernicieuse erreur a été de croire que la qualité et les hauts prix pourraient suppléer à la quantité. Erreur irréparable en partie, puisqu'elle a permis le développement de la concurrence hispano-portugaise, triomphante sur tous les marchés, y compris le marché intérieur. Pour se maintenir, vaille que vaille, contre cette concurrence, il importe que la conserverie française, incapable de se confiner dans une production de luxe, vende et, par conséquent, achète à des prix modérés. Et, pour que le pêcheur y trouve son compte, il importe qu'il pêche beaucoup. S'il avait pêché beaucoup l'an dernier, non pas dans une baie, mais dans toutes, et si l'achat, sur les cales, avait été moins fiévreux, les usines, en dépit des apparences, ne seraient pas encombrées comme elles le sont aujourd'hui, et l'on eût sans doute évité une quatrième crise.

L'usine actuelle, avec son séchoir mécanique, sa chaufferie, ses sertisseuses, avec tous les progrès accomplis dans son aménagement, ne travaille le plus souvent qu'au tiers de sa puissance. Et la barque de 1927, pontée, munie d'un moteur et d'une annexe qui a son moteur elle-même, ne saurait sans paradoxe se borner au rendement de la chaloupe creuse des aïeux. La vie du pêcheur sardinier s'est d'ailleurs transformée comme sa barque : il s'habille mieux, sa femme aussi ; il se nourrit mieux. Moins d'eau-de-vie, mais plus de vin, plus de viande, et du pain blanc au lieu du pain noir. En 1913, l'un d'eux, sur la palud de Talifern, me parlant budget, évaluait ses dépenses annuelles, pour sa femme et lui, à 800 francs. Il serait loin de compte, aujourd'hui. Tout, au village comme à la ville, a renchéri. Le litre de lait s'y vend trente sous, cet été. Et le bateau, les agrès, la rogue, la farine d'arachide, les filets, ont quintuplé, décuplé de prix. La pension du pêcheur, qui était de 360 francs avant la guerre, s'élève maintenant à 2 200 francs. Mais ses prestations à la Caisse des invalides qui étaient de quinze sous par mois, sont montées à 14 fr. 10. Il paie en outre 2 fr. 50 à la Caisse de prévoyance. Il paie 10 ou 15 francs, suivant le tonnage de son bateau, comme taxe de visite. Si son bateau est ponté, quelle qu'en soit la jauge jusqu'à 25 tonneaux, il doit payer pour la feuille de rôle un timbre de 21 fr. 60 ; et, si la jauge va de 10 tonneaux à 25, ce sont encore, pour la taxe dite scientifique, autant de francs et de centimes qu'il y a de tonneaux et de fractions.

Non seulement donc il convient, mais il faut, pour couvrir ses frais, que le pêcheur gagne bien. Il ne s'agit que de savoir quelle est la conception de pêche la plus propre à lui assurer un gain suffisant et régulier. En cas de poisson rare, ou, comme il dit, peu « travailleur », il est naturel que les prix montent. A défaut du conserveur, il y aurait, pour les faire monter, le mareyeur. Mais c'est là une pauvre politique. Vers 1880, quand le filet perfectionné apparut comme un régulateur certain, la plupart des pêcheurs de Penmarc'h l'adoptèrent. Seuls entre tous, ils lui étaient, jusqu'ici, restés à peu près fidèles. Encore l'an dernier, en fin de saison, ils lui ont dû de belles aubaines. Je lis sur un registre d'usine, à la date du 22 octobre 1926, qu'une pêche de 18 000 maquereaux, pris au filet tournant, a été payée 5400 francs à un équipage de

Saint-Guénolé : huit hommes d'équipage, la part du filet, celle du bateau, cela fait dix parts. Bonne journée, on le voit. Cependant, le 22 juin, à Quimper, les délégués de Saint-Guénolé ont condamné le filet tournant. Peut-être, en octobre, le grâcieront-ils. Les usiniers ne tiennent pas particulièrement au filet tournant. Quelques-uns même lui ont été hostiles. Ils tiennent à tout filet, droit ou autre, ancestral ou moderne, qui approvisionnera suffisamment et sans trop de cherté leurs usines. Il peut sembler ironique de le dire en ce moment, où les pêcheurs de Penmarc'h pêchent un poisson trop petit, qu'ils ont peine à vendre. Telle est pourtant, sauf exception, la vérité. Que le pêcheur se fasse par la pensée conserveur, ou que, par une victoire imprévue du marxisme, il le devienne, il ne pourra lui-même calculer autrement.

L'un et l'autre, ils paient aujourd'hui, ils ont payé depuis une cinquantaine d'années l'hérésie économique qui consiste à se limiter dans sa production et à enfler ses prix, comme si l'industrie sardinière était demeurée un monopole français. Les 167 000 quintaux métriques de sardines étrangères introduits en France en 1924, les 170000 de 1925, les 141 000 de 1926 ne représentent qu'une faible part de la concurrence rencontrée à travers le vaste monde. Le salut ne pourra venir, une fois de plus, que de l'orthodoxie.

AUGUSTE DUPOUY.

LE CENTENAIRE DE
CHARLES DE COSTER

Le 20 août prochain, dans cinq jours, il y aura cent ans que naissait à Munich Charles De Coster, l'auteur de *la Légende et les Aventures héroïques, joyeuses et glorieuses d'Ulenspiegel et de Lamme Goedzak au pays de Flandres et ailleurs*. Sa mère, Anne-Marie Cartreul, était, en qualité de gouvernante, au service du nonce apostolique en Bavière, Mgr de Mercy Argenteau, entré dans les ordres l'année précédente, ancien officier de cavalerie sous Napoléon, ancien chambellan du roi des Pays-Bas, promu aussitôt archevêque de Tyr. L'enfant eut pour parrain Mgr de Mercy en personne, et l'ambassadrice de France à Turin fut sa marraine. En ce temps-là, la renommée de Gœthe, en Allemagne, brillait de tout son éclat. Celui qui devait s'éveiller, vingt ans plus tard, à la passion d'écrire, y sacrifier tout et mourir pauvre et méconnu à l'âge de cinquante-deux ans, entrait dans la vie sous le signe du romantisme. Il en fut marqué pendant tout le cours de ses jours. Son œuvre en porte la trace visible en dépit d'une forte originalité venue de la race.

Le romantisme est, d'ailleurs, le grand fait littéraire auquel la Belgique doit de posséder des écrivains d'imagination. La tradition de l'art n'engendrait jusque-là, chez elle, que des peintres. Les gens de plume étaient de graves rédacteurs de journaux ou des professeurs gourmés. En 1851, l'exil retentissant de Victor Hugo et l'émigration pittoresque d'Alexandre Dumas font, de Bruxelles, un lieu d'attraction littéraire. Un

appartement, dont les fenêtres donnent sur la prestigieuse Grand place, et une petite maison du boulevard de Waterloo résonnent de propos hyperboliques, nourris de l'effervescence d'images verbales et de récits débridés. Dans le cœur d'un jeune homme isolé, orienté par l'imagination et la sensibilité, tenté par le goût des aventures, une émulation naît, alimentée par le seul transport individuel. Il secoue, comme un feu intérieur, la croûte du réalisme flamand, crève l'arbitraire d'un formalisme officiel et rejoint au cœur de la race les sources tumultueuses du moyen âge, l'instinct de franchise et de révolte.

Anne-Marie Cartreul était mariée à l'intendant du nonce, De Coster, originaire d'Ypres. Le ménage quitta Munich quand l'enfant allait atteindre sept ans. Il se fixa à Bruxelles où lui naquit une fille. L'archevêque de Tyr abandonna le service diplomatique en 1836 pour revenir à Liége. Il y mourut en 1879, l'année même du décès de son filleul, doyen du chapitre de la Cathédrale et doyen du corps épiscopal du monde entier. On ne voit pas qu'il se soit beaucoup inquiété de sa paternité spirituelle. Quant au père De Coster, il disparut lui-même avant la dixième année du jeune Charles. Celui-ci fut élevé avec sa sœur par sa mère et une tante. Au foyer féminin une influence masculine prévalut pourtant pendant quelque temps. Théodore Cartreul, l'aïeul maternel, achevait à Bruxelles, dans de modestes fonctions d'employé à l'administration communale, une carrière tumultueuse. Ancien capitaine dans les gardes wallonnes au service de l'Autriche, il contait intarissablement à son petit-fils des histoires de cours et de camps qu'il rédigea lui-même et que Charles De Coster songeait à publier au moment de sa mort.

A dix-sept ans d'ailleurs, le seul avenir du futur auteur de *Thyl Ulenspiegel* semblait être dans l'administration. Il entra à la Société générale en 1845. Trois ans plus tard il en sortait et s'inscrivait à l'université de Bruxelles, avec la vague intention de devenir professeur. Déjà pourtant Charles De Coster est tout à la vie littéraire. Le 15 septembre 1845, il avait fondé un cénacle, *les Joyeux*. On y relève la présence de Félicien Rops, avec lequel l'écrivain ne cessera d'être lié. Le moindre succès le grise. Il note dans son carnet, après la lecture d'un poème

qui lui a valu des applaudissements : « J'étais fou de bonheur, ma tête s'égarait. » Les félicitations éveillent en lui « des désirs de gloire, des aspirations de célébrité ».

Comment les satisfaire dans le Bruxelles d'alors, si bourgeois, si réaliste, et avec les pauvres moyens d'un garçon sans fortune, sans situation? Ce n'est pas seulement le souffle de Werther qui creuse en lui un abîme de mélancolie. « Plusieurs fois j'ai pensé mourir, mais j'ai trouvé un puissant remède à ces idées lugubres dans la lecture d'Alphonse Karr, de Bérenger, et surtout dans le magnifique passage de Saint-Marc Girardin sur le suicide. »

Charles De Coster est amoureux. Il a vingt-trois ans, il est nourri de littérature, et il est épris secrètement d'une jeune fille dont nous ne connaissons que le prénom Élisa. Ces amours durèrent huit années. Elles ont dans l'interprétation de l'homme et de l'œuvre une importance capitale. Car toujours à demi secrètes, irrégulières et passionnées, elles s'exprimeront à travers une correspondance considérable où se trouve sans doute le romanesque de l'époque, et qui trahit la sincérité d'une âme tourmentée. Nous n'avons aucune des lettres d'Élisa, mais celles de Charles nous ont été conservées. Un choix en a paru dans une brochure, à peu près introuvable, de M. Ch. Potvin. La collection entière est déposée aux archives du ministère belge des Sciences et des Arts.

« Vous m'aimez enfin! Mon bonheur est si grand qu'il ressemble à de la tristesse », tel est le début d'un tour mélancolique et ardent. Romantisme naturel, cultivé bientôt dans la meilleure manière d'Hernani et d'Antony : « Je ne t'aime pas autant quand je suis gai... » Il y a dans tout amour sérieux quelque chose de triste, si l'on peut « appeler triste ce qui touche de si près au bonheur ». — « Comme tes deux lettres sont bonnes! Elles ont toutes deux cette teinte de tristesse délicieuse qui est tout l'amour. » — « As-tu remarqué dans les beaux livres cette fine mélancolie, cette tristesse recherchée qui touche les fibres les plus secrètes du cœur? Tout l'art est là. »

L'amant entend bien faire souffrir sa maîtresse, et recevoir d'elle par un choc en retour ce stimulant de sa vie inquiète. Il semble bien que Charles De Coster y ait particulièrement réussi. Même si on voit en Élisa, comme c'est probable, une jeune Belge équilibrée et raisonnable, ne sacrifiant point le bonheur

à la tranquillité, cherchant à apaiser surtout dans une tendresse égale et résignée, on devine combien sa tâche fut rude et finalement ingrate. Les reproches imaginaires ou réels de l'amant vont de pair avec les confidences de l'écrivain qui prend de plus en plus conscience de son destin.

Le cénacle des « Joyeux » a cédé le pas à un cercle littéraire « le Lothocolo », qui édite successivement diverses feuilles. La dernière s'intitule déjà l'*Ulenspiegel*, du nom du héros légendaire auquel De Coster finira par vouer son plus long effort. Pour le moment il y commence la publication d'un conte, *Histoire d'un ami*, dont le titre actuel est *Fantômes* et qui sera repris sous cette dénomination définitive dans le volume *Contes brabançons*, le second en date des ouvrages de De Coster. Ce conte est tout à fait dans la manière romantique : évolutions de personnages mystiques, appels aux forces cachées, interpellations et dialogues sur le mode lyrique. Citons pour ses références singulières cet éloge de la fantaisie. « Le monde lui appartient pour le peupler de ses enfants. Elle eut mille amoureux, peu d'amants et parmi eux Breughel, Jean Luyck, Callot, Hoffmann. Ceux-là, elle les aima follement et les fit grands. »

Rapprochons cette citation de certains passages d'une lettre écrite à Élisa vers la même époque. « Sais-tu ce que je veux ? j'ai ma passion, moi : elle est pour les Allemands et pour George Sand... J'aime Hoffmann, j'aime Schiller, j'aime toute cette littérature pensive, douce, pleine de cœur et de passion qui fait si bien rêver; j'aime ces poètes qui savent si bien peindre l'amour comme je le rêve. »

Et plus loin : « J'aime les Allemands, non pour leur forme que je ne puis comprendre, puisque je ne sais pas leur langue, mais pour ce fond d'amour, de rêverie, de douceur qui est dans tout ce qu'ils font. »

Cette prédilection ingénue, conforme au déracinement romantique, va dès ce moment de pair avec un archaïsme de parti pris. Charles De Coster, après les *Fantômes*, use dans ses compositions du vieux français, ou de cette mixture arbitraire mise à la mode par les *Contes drôlatiques* de Balzac. Il avance des raisons personnelles pour adopter ce qu'il appelle « le vieux langage français ». « Le vieux langage français est le seul qui traduise bien le flamand. » Et dès lors, il s'enfonce brusquement dans la passion nationale, racique dont il va tirer

d'extraordinaires effets, souvent malheureusement aux dépens de la justice et de l'histoire. Un sentiment légitime et très honorable le guide : « Cette Flandre que mon instinct d'homme et de poète me porte à aimer, dont le caractère convient à la trempe de mon esprit et qui est pour moi comme une petite patrie de choix au milieu de la grande patrie belge. »

Son premier volume *Légendes flamandes* paraît en 1859. Émile Deschanel, qui habitait alors Bruxelles, en écrivit la préface. Il contient quatre récits : *Les pèlerins d'Haeckendover* et *les Frères de la bonne Trogne*, parus déjà dans l'*Ulenspiegel*; et le *Sire Halewyn* et *Smetse Smee* dont la comparaison est féconde. A la suite de cette publication, De Coster est nommé employé de la « Commission royale chargée de la publication des lois anciennes ». C'était le faire entrer en contact direct et quotidien avec la matière qui est désormais la sienne : les mœurs du terroir à l'époque où elles reflètent la passion de la liberté en révolte contre l'ingérence étrangère ; le XVIe siècle de Philippe II d'Espagne. L'idéalisme débridé du romantisme surenchérit sur les revendications de l'individualisme national.

Si *Smetse Smee*, déjà, a conduit De Coster aussi loin qu'un poète de génie peut aller dans l'illumination violente et partiale des figures de ceux qu'il considère comme les bourreaux de son pays, le *Sire Halewyn* atteste ce qu'il peut mettre de grâce, de douceur et de pureté dans une image féminine. Et il est juste d'en faire remonter le mérite, avec l'auteur du conte lui-même, à la figure d'Élisa, qu'on retrouve encore plus tard et, après la rupture de leur liaison, dans la création de Nele de la *Légende d'Ulenspiegel*.

Smetse Smee est peut-être le chef-d'œuvre de Charles De Coster. Les critiques de l'époque ne s'y sont pas trompés. Ce récit mérite un résumé, et d'ailleurs c'est la seule occasion que nous ayons, en ces quelques pages, d'offrir une idée de l'art du conteur. L'œuvre principale est trop touffue; elle se déploie à travers mille épisodes et défie le raccourci.

Le début de *Smetse* est extrêmement débonnaire. Il nous peint, à la manière des petits maîtres flamands, le bon forgeron du Quai aux oignons à Gand. Ruiné bientôt par un rival, réduit à la mendicité, il se va pendre, quand une voix mystérieuse le sollicite de conclure un pacte en vertu duquel il sera riche et

heureux pendant sept années. Passé ce délai, il appartiendra au diable qui l'emmènera en enfer.

Smetse consent. Il revoit l'abondance. Charitable aux malheureux, il héberge un jour la sainte Famille sous l'aspect d'un homme et d'une femme avec un âne portant un petit enfant. Saint Joseph lui accorde en récompense la réalisation de trois souhaits. Et le rusé compère de demander : « que quiconque sera sur mon prunier juché n'en puisse descendre que je ne le veuille; que quiconque s'asseyera sur mon fauteuil ne s'en puisse ôter que je ne le veuille; que tant qu'il soit de sa stature, homme ou diable puisse entrer dans ce sac mais non en sortir que je ne le veuille. »

Les sept ans révolus, le diable envoie chercher Smetse par un messager qui n'est autre que Jacob Hessels, le conseiller de sang, le grand faucheur d'hérétiques, sous les traits d'un « méchant maroufle, ayant le poil blanc et crasseux, la corde au col, la gueule bée, tirant la langue et vêtu de méchante souquenille comme valet de seigneur débouté de fortune. » Il sort, tout catholique qu'il fût, de l'antre de Satan : « les traîtres réformés sont près de Dieu et je brûle au parfond des enfers. »

On devine ce qui se passe et comment, grimpé sur le prunier, l'envoyé du diable sous le bâton et la barre de fer est forcé d'accorder prolongation de bail de sept années. Ce deuxième répit épuisé, le nouveau messager infernal est le duc d'Albe en personne. Nous entrons cette fois en plein dans la manière corrosive du satiriste et du partisan, soutenant d'ailleurs puissamment l'ardent sentiment du patriote. Tout cela atteindra l'apogée dans la terrible scène qui met enfin aux prises, après sept années supplémentaires, le forgeron gantois et le roi Philippe II. Car d'Albe, assis sur le fauteuil, moulu de coups, a fait comme Jacob Hessels. L'apparition du cadavre vivant du Roi précédé d'un brouillard de poux dépasse toutes les inventions de Jérôme Bosch et de Breughel d'enfer. Philippe, nu sous le manteau de drap d'or, porte sur la poitrine « quatre grands apostèmes, lesquels n'étaient qu'une plaie et d'où sortaient l'infection qui enpuantissait la forge et les nuées de poux qui y sautaient... L'homme était blanc de teint, châtain de cheveux, roux de barbe, avait les lèvres quelque peu élevées et la bouche ouverte un tantinet. En ses yeux gris habitaient mélancolie, envie, dissimulation hypocrisie, rigueur et male rancune... »

Le forgeron réussit à faire entrer le Roi dans le sac merveilleux en le persuadant qu'il a été guéri lui-même par ce moyen d'une maladie analogue. Mais même sous les coups Philippe refuse de faire grâce : « Périsse plutôt Flandre ! » Chantant la terrible litanie de leurs griefs nationaux, Smetse et ses ouvriers le réduisent enfin à merci. Cette scène fantastique est encore dépassée par la fin du conte. De Coster écrivant à Élisa, notait : « J'ai un peu peur de la fin de *Smetse*. » C'est après la mort du forgeron. Son âme paraît devant Dieu. Péchés et bonnes actions s'équilibrent dans la balance. Et tout à coup le Flamand avoue avoir battu tant qu'il a pu les « méchants fantômes de Jacob Hessels, du duc d'Albe et de Philippe deuxième, roi d'Espagne.

— Smetse, dit alors Monseigneur Jésus, ceci est très bien, je te baille permission d'entrer en mon paradis...

L'écrivain, on le voit, a pris parti et il est maître de son style. Il demeurera ferme pour le fond et pour la forme. « Je resterai crânement et fortement ce que je suis, écrit-il à Élisa. J'aime l'espèce de folie qu'il faut pour créer dans ce genre. »

Il a devant lui un grand dessein. Il y consacre dix années de solitude et de souffrances. Depuis 1859, il a rompu avec Élisa ; en 1864, il renonce à sa place d'employé aux archives. La *Légende d'Ulenspiegel* paraîtra en 1867, chez l'éditeur Lacroix, le même qui paya, à la même époque, 300 000 francs le droit d'imprimer les *Misérables* de Victor Hugo achevés, eux aussi, à Bruxelles. Il semble que De Coster ait été hanté comme Hugo par l'ambition de laisser une bible populaire. Il en puise la matière dans le riche dépôt de pamphlets flamands des archives belges; littérature souvent apocryphe, et conçue tout entière dans un dessein de propagande révolutionnaire.

La publication, en 1860, des œuvres de Marnix de Sainte-Aldegonde, est venue renforcer le sentiment anti-catholique de certaines peintures. L'*Egmont* de Gœthe, dont une partie se passe à Bruxelles, le *Don Carlos* de Schiller ont pu contribuer aussi à orienter De Coster, baptisé à Munich, élève des jésuites de Bruxelles, mais devenu libre penseur et anticlérical, vers un mélange de dogmatisme et de réalisme qui est peut-être plus germanique que latin. Car ses dernières lettres à Élisa nous le révèlent avec une âme naturellement religieuse. « Dieu

sera avec nous... Dieu nous bénit. » Il s'agit évidemment du Dieu de George Sand.

Mais ce qui domine cette philosophie arbitraire et bien romantique de la *Légende d'Ulenspiegel*, ce qui lui assure en Belgique une situation privilégiée qui dépasse la vogue d'une école et s'insère dans la renaissance nationale, c'est le caractère du héros, Thyl, fils du charbonnier Claes, né à Damme dans le pays de Bruges, « quand mai ouvrait leurs fleurs aux aubépines ».

Un savant professeur de l'université de Liége, M. Hamelius, dans une étude fouillée, demeurée presque inédite, a relevé toutes les sources auxquelles De Coster a pu puiser pour recréer ce personnage légendaire. Il vient d'Allemagne et existe en Flandre dès le moyen âge. Vingt chapitres de l'œuvre de De Coster sont plus ou moins des transpositions d'un vieux texte flamand. L'auteur moderne s'est borné à faire naître Thyl à Damme et surtout à le faire vivre au temps de Philippe II, au moment où la Réforme fait son apparition aux Pays-Bas. La *Légende du Renard* était exploitée, quand De Coster commença d'écrire, par des publicistes flamands soucieux d'y incarner l'esprit des communes en lutte contre la noblesse féodale. Et Thyl se nargue lui-même en se qualifiant de « pauvre renard flamand qui va rentrer au service de peur des chasseurs espagnols ». Mais en transposant le type original, rusé et cruel, De Coster l'idéalise. Il y introduit un sentiment que ni le Moyen âge ni la Renaissance n'ont exploité : la bonté. A part cela, il s'agit toujours du vagabond traditionnel, pratiquant tous les métiers, parcourant toutes les provinces, s'octroyant toutes les licences.

A côté de Thyl nous trouvons Nele, sa fiancée, issue de l'imagination de l'auteur, dont le rôle sera d'abord de demeurer dolente à la raison, gardant sa mère folle, la sorcière Katheline. Elle prendra un jour une revanche éclatante pourtant et qui coïncide avec l'évolution de l'œuvre et du type d'Ulenspiegel vers une signification idéale. Thyl, entré au service du Taiseux, Guillaume d'Orange, s'est rebellé et va être pendu. Usant d'un droit ancien, Nele réclame fièrement celui qu'elle aime. On les marie donc et désormais l'épouse va être associée à la légende qui s'enfonce dans une nuit pathétique où elle devient épopée.

Thyl, en effet, poursuit autre chose que sa fantaisie à travers les aventures de tout genre auxquelles il mêle son ami Lamme Goedzak à la grosse bedaine, transposition d'une figure populaire empruntée au folklore. Il a entendu des voix mystérieuses qui lui enjoignent de « chercher les sept », révélation fragmentaire, indistincte, traduisant une sorte de croyance dans le progrès indéfini, à laquelle le héros flamand donne lui-même une interprétation plus conforme. Son père, l'humble charbonnier de Damme, dénoncé par un ennemi qui convoite son pauvre bien à la faveur des édits contre les hérétiques, a péri sur le bûcher. Thyl et sa mère Soetkin ont recueilli ses cendres. Pieusement enfermées dans un sachet, elles reposent contre le cœur filial et battent dès que la lutte pour la justice et pour la liberté grandit l'aventure du garçon errant.

Ainsi des épisodes, plaisants ou grossiers, de ripaille, de rixe, de basse galanterie, se voient soudain élargis, haussés pour atteindre sans effort à une véritabte grandeur. Le cadre subit une sublimation équivalente. Un simple décor villageois, l'esquisse d'un coin de cité, une ligne d'horizon, un détail de saison palpitent d'un élan d'amour profond. Le poète et le patriote dépassent l'évocateur archaïque et le partisan.

Le livre se clôt par la scène fantastique où Thyl et Nele sont précipités par une force irréelle dans un monde magique. Quand la jeune femme se réveille, elle trouve son époux comme mort à son côté. « Deux nuits et un jour passèrent et Nele, de douleur enfiévrée, veilla son ami Ulenspiegel. Au commencement du second jour, un prêtre et un fossoyeur veulent procéder à l'enterrement. Mais, au moment où déjà les premières pelletées de sable couvrent son corps, Ulenspiegel éternue, se secoue et dit :

— Est-ce qu'on enterre Ulenspiegel l'esprit, Nele, le cœur de la mère Flandre? Elle aussi peut dormir, mais mourir, non. Viens Nele.

« Et il partit avec elle en chantant sa sixième chanson, mais nul ne sait où il chanta la dernière. »

Cette finale a fait plus pour la popularité actuelle de l'œuvre touffue, diffuse, arbitraire et emportée sur l'aile d'une inspiration soutenue, que tout le reste. On en grava les lignes sur la pierre du monument élevé à la mémoire de De Coster. Sous un saule, au bord d'un étang qui précède les vestiges de

l'ancienne abbaye de la Cambre à Ixelles, un médaillon reproduit les traits aristocratiques de l'écrivain, la chevelure romantique, le nez busqué, le front large. Il se détache au centre d'un dispositif architectural, qui met au premier plan la figure de bronze du couple immortel.

Tardif hommage, gloire posthume. Illustrée par une douzaine de grands artistes, la première édition de la *Légende d'Ulenspiegel* ne se vendit point. En 1870, De Coster fut nommé professeur d'histoire générale de la littérature française à l'école de guerre qui venait d'être fondée. Cela pouvait suffire strictement à sa subsistance, mais il avait des dettes. Il mourut le 7 mai 1879, jour d'une échéance, soigné par une pauvre femme atteinte d'un ulcère au visage et qu'il prétendait guérir. Camille Lemonnier fut le premier à réclamer réparation envers sa mémoire. Encore un isolé, appropriant à l'instinct de sa race le naturalisme français issu du romantisme. Verhaeren, qui vint ensuite et connut vivant la renommée, doit beaucoup lui aussi au romantisme. Charles De Coster en a reçu l'étincelle sans laquelle peut-être son cerveau n'aurait point pris feu. Mais la substance du grand foyer qui y brûla trente ans et le consuma, nul ne la lui fournit que lui-même.

En cette saison de son centenaire, si l'on veut lui rendre un véritable hommage, on n'ira point sur sa tombe délabrée du cimetière d'Ixelles, qu'une souscription publique s'occupe de restaurer. Pas davantage devant le gracieux monument de l'étang, moins encore dans la chambre que désigne une plaque commémorative au premier étage d'une modeste maison à l'angle des rues Mercelis et de l'Arbre bénit. Ce serait peu même de le chercher à travers les trois volumes, qu'il a laissés ou parmi les feuillets jaunis de sa correspondance amoureuse. Pourquoi ne pas demander au paysage qu'il a aimé, qu'il a chanté la signification de l'âme inquiète et tumultueuse qui fut la sienne ? Né en marge de la vie régulière, dans un reflet de pourpre et de noblesse guerrière, il grandit avec une ambition que l'art seul contenta. Et cet art le mit dans la dépendance du plus ancien rêve national. D'un bout à l'autre, l'œuvre de De Coster obéit à l'amour des campagnes fertiles et libres, et à la haine des oppressions citadines. Nulle part cet air de franchise

ne se respire en Belgique comme dans la région de la mer et de l'Escaut où s'épanouit son Ulenspiegel.

Je viens de la parcourir longuement, verdoyante et saline, ponctuée par les tours massives de Damme, de Lisseweghe et d'Oostkerke, témoins indestructibles de la lutte religieuse d'où sortit la rupture entre les gens du nord et du sud. Elle a souffert également de la rude incompréhension des maîtres espagnols et des sacrilèges exactions des réformés de Zélande. Après avoir vu l'estuaire du Zwijn s'ensabler, la cité de Damme devenir bourgade et les fanaux de Lisseweghe et d'Oostkerke s'éteindre, elle a perçu dans la nuit de la plaine abondante, gagnée sur les eaux, le rougeoiment des feux allumés par les Gueux de mer, qui pour un temps encadrèrent le rêve indiscipliné du fils du charbonnier Claes. Là, il faillit mourir, révolté à son tour contre l'autoritaire révolte. Là, le cœur de la Flandre l'a réclamé. Là, enfin, il est revenu chanter sa septième chanson qui ne sera pas non plus la dernière.

Car la visionnaire Katheline l'avait prédit : Thyl ne meurt point. On le rencontre toujours sur les chemins flamands, dans les villages laborieux, sous la voûte des églises médiévales, enrichies par la Renaissance, irrémédiablement meurtries par les fureurs iconoclastes. Il aime errer sur le *schorre* désert du Zwijn, où une flore pourpre éclôt en août, entre la digue de sable chantée par Dante, et l'océan qui charrie le limon du fleuve national. A chaque menace étrangère, les cendres paternelles se réveillent sur son cœur. Le mérite de Charles De Coster est d'avoir pressenti, dans l'instinct de son héros, issu du moyen âge, approprié au XVIe siècle, et modernisé à la manière romantique, le destin même de la patrie.

HENRI DAVIGNON.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

MÉMOIRES D'UNE ALLEMANDE SUR NAPOLÉON Ier (1)

Ce qu'on appelait le Château d'eau, au faubourg de Plauen à Dresde, était un pavillon de la fin du XVIIIe siècle, du genre qu'on appelait en France une folie : un corps de logis à un étage, mansardé, une maison de campagne plutôt qu'une maison galante. Cette demeure assez isolée, close de murs, ombragée de saules, baigne dans un étang couvert de nénuphars qui lui donne un aspect d'abandon et de roman.

Cette maison singulière avait, comme toutes ses pareilles, sa légende. Vers 1850, elle était habitée par une septuagénaire. Les commères racontaient sur elle des choses étranges. Toute jeune, elle avait épousé le comte de Lynar, qui était mort en quelques heures, en revenant de la chasse, après avoir bu un verre d'eau : on sent bien que le verre était empoisonné. On ajoutait que la meurtrière s'était vue condamner à la peine bizarre de porter la corde au cou le reste de sa vie, et à se présenter au juge tous les huit jours, pour que celui-ci s'assurât que la corde y était toujours. Ces fables entouraient d'une réputation sinistre la dame aux nénuphars. On se rappelait qu'elle avait joué un rôle au temps de Napoléon, dont elle

(1) *Memoiren der Graefin Kielmannsegge ueber Napoleon I*, publiés d'après les manuscrits par Gertrude Aretz, 1 vol. in-8, 60 planches et fac-similé ; Dresde, Paul Aretz Verlag, 1927.

avait embrassé passionnément la cause ; elle avait eu un fils qu'on attribuait à l'Empereur. Tout cela faisait rêver : ce château aquatique, cette demeure fermée, la vieille dame invisible, c'était un thème de ballade, un îlot de poésie que laissait après elle la mémoire du héros. La comtesse de Kielmannsegge (c'est le nom de son second mari) y mourut en 1863, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Vivait alors à Dresde un singulier bonhomme, libraire, polygraphe, fureteur, auteur et éditeur de savants répertoires. La *Bibliographie universelle* d'Œttinger, son *Moniteur des dates* sont de précieux instruments de travail. Mais ce critique excellent était encore romancier à ses moments perdus. La légende du château d'eau, de la comtesse aux deux maris et du fils secret de Napoléon était un sujet tout trouvé de livre populaire. Son roman de la *Kielmannsegge* parut en 1864, et il s'en vendit en six mois plus de 8000 exemplaires. Je n'ai pas réussi à en découvrir un à Paris. J'ai trouvé en revanche un autre livre du même auteur, *Jérôme Bonaparte et son île de Caprée* : « roman humoristique », dit le titre, mais en réalité il n'est que ridicule.

Cependant, il existait au château de Lynar, près de Lübeck, d'authentiques descendants du premier lit de la comtesse. Là se conservaient ses portraits, ses livres, ses meubles, ses papiers, tout un trésor inexploré depuis plus d'un demi-siècle. Le culte de Napoléon n'est peut-être nulle part plus vivant qu'en Allemagne : l'Allemagne vénère en lui le fondateur de son unité. Ces sentiments n'ont point changé depuis la guerre, témoin le beau livre d'Emil Ludwig, un des meilleurs essais qu'on ait consacrés à l'Empereur (1). Mme Gertrude Aretz s'est fait connaître de son côté par un agréable ouvrage sur les *Femmes de Napoléon*, tandis que son mari en publiait un autre sur *Sainte-Hélène*. Mme Aretz, qui vit à Dresde, connaissait de longue date le roman d'Œttinger. Elle réussit à se faire ouvrir le dépôt de Lynar : elle eut la surprise d'y découvrir des mémoires originaux de la comtesse de Kielmannsegge, et ne douta pas d'éclaircir le secret du Château d'eau.

Ces *Mémoires*, qui viennent de paraître, ne manqueront pas de soulever une foule de questions. M. Jean Hanoteau les tient pour fort suspects, et a refusé de les mentionner dans les notes

(1) *Napoleon*, von Emil Ludwig; Berlin, Ernst Rowohlt Verlag, 1925.

de son édition des *Mémoires de la reine Hortense*. Je crois qu'on fera bien de se servir du texte avec précaution. Il est bien probable que l'auteur s'y donne un rôle qu'elle n'a pas eu. Elle brode, elle dit plus et moins qu'il n'y en a. A le bien prendre, quel auteur de *Mémoires* n'en est là? C'est le genre qui le veut, ils font tous le roman de leur vie.

Celui d'Auguste-Charlotte de Schoenberg, comtesse de Lynar et de Kielmannsegge, a au moins de quoi captiver. Son portrait par Grassi nous la montre en Hébé, brillante et demi-nue, sortant d'un flot de draperies et de nuages; l'œil caressant, le menton riant d'une fossette voluptueuse, elle verse le nectar d'une aiguière d'or dans un bassin de vermeil, et ce geste d'innocente rhétorique fait penser au breuvage funeste que la calomnie l'accusa d'avoir versé à son mari. A la vérité, un autre portrait, dessiné par Vogel, nous donne une image plus ressemblante : ce n'est plus le grand rôle mondain, c'est *Gustel*, comme on appelait la jeune femme dans l'intimité, un profil sensuel, la moue d'une petite Allemande sentimentale sous le fichu vaporeux d'Angelika Kaufmann. Cette forme un peu fade peut encore passer pour une figure de jolie femme.

Veuve à vingt-quatre ans, la jeune femme, héritière de Schmochtitz et de Lübbenau, terres qui se mesurent par dizaines de villages, se remariait l'année suivante au comte Ferdinand de Kielmansegge. Elle lui donna deux enfants dont l'aînée est cette Nathalie, les amours de ce toqué de Puckler-Muskau. Cela se passait en 1802. Le mariage tourna mal. On avait donné un époux à Gustel pour empêcher ses biens de demeurer sans maître; mais le maître en prenait à son aise et en usait comme du sien, sans égards pour Madame et même de la manière la plus offensante pour elle. Il la trompait, et elle s'y fût peut-être résignée ; mais elle était Saxonne et lui patriote prussien, c'est-à-dire qu'ils appartenaient à deux Allemagnes opposées. Après Iéna, la crise éclata. Le ménage devenait intenable. Le comte dépensait les revenus de sa femme à conspirer contre le tyran ; il la ruinait en régiments de volontaires pour l'Espagne. A la fin il se fit pincer dans le complot de Dörnberg contre le royaume de Westphalie. Il fut arrêté à Hambourg et ses biens confisqués. C'est à ce moment que les *Mémoires* commencent.

La comtesse eût pris son parti de la prison de son mari,

mais la confiscation la mettait sur la paille. Il vaut mieux s'adresser au bon Dieu qu'à ses saints. Toute l'Allemagne connaissait l'histoire de Mme de Hatzfeld, qui était venue se jeter aux pieds de l'Empereur, avait arraché par ses larmes la grâce de son mari. Mme de Kielmannsegge se dit qu'elle devait se conduire en épouse généreuse et qu'elle n'obtiendrait peut-être pas moins du vainqueur, que n'avait fait la femme du ministre prussien. Elle ne manquait pas de relations à Paris. Elle y avait une amie, la duchesse de Courlande, intime de Talleyrand, dont le neveu, le comte de Périgord, était sur le point d'épouser la fille de cette dame. Par cette voie elle n'eut point de peine à obtenir un passeport et elle arrivait à Paris en septembre 1809 avec ses trois enfants et le précepteur de l'aîné.

Quinze jours plus tard, l'Empereur rentrait de sa campagne d'Autriche, chargé des lauriers de Wagram, et la femme du prisonnier de Hambourg recevait une lettre d'audience. La comtesse se rendit aux Tuileries plus morte que vive. Des fenêtres, on voyait l'Empereur passer dans le Carrousel une revue de la Garde. Ses frères et ses aides de camp l'entouraient. L'étrangère revint s'asseoir près de la cheminée. « L'Empereur vous connaît mieux que vous ne pensez », lui dit à voix basse un officier. « Dieu le veuille ! » répondit-elle. Enfin, elle fut introduite. La porte se referma. « L'Empereur était devant moi. Il était de bonne humeur, le visage plein de bienveillance. Quelle âme y eût été insensible? Pour mon pauvre cœur agité, ce fut comme si le ciel s'ouvrait.

— Vous voilà! disait-il. Vous voyez ce qui se passe. Cela vous étonne ! Vos amis ne s'y attendaient pas : ils ne faisaient pas entrer cela dans leurs calculs. Qu'en dites-vous? Que voulez-vous ?

Elle implora la mise en liberté de son mari, promit gratitude éternelle. Il consentit, à condition que les enfants seraient élevés à Paris, et que la comtesse s'engageât à ne plus financer les entreprises de son mari. Elle ne demandait pas mieux. L'Empereur écrivit au roi de Saxe d'y veiller et de prendre soin de la fortune de la jeune femme.

— Je suis votre ami, dit-il en achevant, vous n'en aurez jamais de meilleur. Laissez-moi faire, je serai un père pour vos enfants. Vous n'avez été que trop à plaindre. C'est moi qui me charge de votre bonheur.

— Heureuse, Sire! s'écria-t-elle, près de vous, je le serai toujours.

A partir de ce jour, la comtesse fut acquise sans réserve à Napoléon. Pour celui-ci, on sent que sa clémence lui coûtait peu : il gardait des otages. La dame pouvait lui rendre des services, soit à Dresde, soit à Paris, où il avait ses raisons pour se méfier de Talleyrand, et pouvait ne pas trouver inutile d'avoir quelqu'un dans la maison. On sait quel charme était le sien quand il faisait patte de velours. La jeune Allemande devint son esclave pour la vie.

Tout de même, on est un peu surpris que tout cela ait échappé aux historiens, et que, de tant de chercheurs qui fouillent depuis un siècle les moindres recoins de l'Empire, aucun n'ait rencontré cette figure. Dit-elle la vérité? A l'en croire, elle aurait dès lors servi d'intermédiaire entre l'Empereur et le roi de Saxe, « pour certaines affaires que l'on désirait tenir secrètes ». C'est dommage que sa discrétion l'empêche d'en dire davantage. « Je ne voyais jamais l'Empereur qu'en public, les jours de cercle aux Tuileries. Le duc de Rovigo, qui prit vers ce moment le ministère de la Police, ou d'autres agents de l'Empereur, me communiquaient ses ordres. » Pour tout dire, c'était une « mouche », une curieuse attachée à la police secrète. Tout cela devrait avoir laissé des traces quelque part. Au mois de mars 1810, elle fit un voyage à Weimar et à Dresde, peut-être pour une mission dont elle ne nous dit pas l'objet : elle fut reçue partout avec une faveur marquée, invitée au théâtre dans la loge grand-ducale. On ne l'appelait que l'« ange gardien de l'Allemagne ». Le général Thielmann se faisait remarquer par son empressement. Il voulait baiser le bas de sa robe, qui avait approché leur bienfaiteur à tous. Trois ans plus tard, le général Thielmann était un des plus enragés officiers de Blücher.

L'intérêt grandit à partir de 1812, au moment des préparatifs de la campagne de Russie.

L'affaire Malet, l'alerte, le désordre, l'angoisse, la duchesse de Rovigo se sauvant en chemise par la porte de derrière de son jardin, le cri de Marie-Louise en voyant paraître les conjurés : « Ils vont me faire comme à ma tante ! », — la malheureuse ! toujours le cauchemar de Marie-Antoinette ! — sont des traits dramatiques. Le récit de l'exécution aurait ravi Stendhal.

L'année 1813 commençait, l'année de Leipzig, l'année de la débâcle. La comtesse s'apprêtait à repartir pour l'Allemagne, où la duchesse de Rovigo devait la rejoindre pour l'été. Elle regagnait son poste ; c'est là évidemment qu'elle devait être utile pendant les prochaines opérations. Elle eut l'occasion de revoir l'Empereur deux ou trois fois. Il se montra expansif; l'approche de la tourmente excitait son génie. Il se retrouvait le jeune général de l'armée d'Italie.

Ils se revirent après l'armistice, dans cet entr'acte qui sépare les deux campagnes de Saxe, lorsque les deux journées de Lützen et de Bautzen, étonnant les armées de la coalition, parurent rappeler les jours d'Arcole et de Rivoli, et ramener jusqu'au Niémen nos aigles victorieuses. Cet intervalle de deux mois (juin-juillet 1813) est une des dates mystérieuses de la vie de l'Empereur. Ce fut peut-être la dernière occasion qui lui fut offerte pour traiter. Il préféra jouer sa chance et courir le risque de tout perdre, plutôt que de rien sacrifier. Peut-être n'avait-il pas le choix : sans doute il fallait vaincre ou périr tout entier. Son système ne lui permettait pas de triompher à demi. Napoléon ne pouvait être que le maître absolu, ou disparaître. Ce sont ces circonstances qui donnent à cette accalmie, la valeur d'un instant pathétique.

Ce morceau de *1813*, est de beaucoup la partie supérieure des *Mémoires* : à vrai dire, c'est tout le livre. On en ferait un film; rien n'y manque, pas même les scènes de roman. La comtesse, à son arrivée, avait trouvé le pays en armes; Blücher marchait à l'est pour tendre la main aux Russes. Il se conduisait en Saxe comme en pays conquis. Le château de Lubbenau avait été mis au pillage, et le comte, qui marchait dans les rangs de l'ennemi, était là pour dénoncer sa femme et la vouer aux représailles. Pendant que la bataille faisait rage à Bautzen, la comtesse, avec ses enfants, avait dû fuir et passer une semaine vagabonde au fond des forêts de la Sprée, dans des cabanes de bûcherons.

Les victoires de juin vinrent retourner la situation. L'Empereur triomphait, la Prusse rentra sous terre. La comtesse revint en maîtresse à Lubbenau. Du 16 au 20 juillet, elle se rendit à Dresde, où l'Empereur habitait le beau palais Marcolini, devenu aujourd'hui l'hôpital de Friedrichsstadt. Tous les soirs, il y avait théâtre et représentation de la Comédie-

Française. Derniers rayons de ce soleil! Le roi de Saxe se montrait radieux à côté de son illustre ami. La noblesse saxonne se ralliait à la victoire. Mme de Kielmannsegge voyait se retourner vers elle les hommages contraints et les soins obséquieux. Elle déjeunait tous les jours avec l'état-major. L'Empereur était gai. Il racontait force anecdotes de la campagne de Russie, en écorchant les noms; il s'obstinait à dire Caligula pour Calouga. Il promettait à la jeune femme un hôtel à Paris, pour la dédommager du saccage de son château. Elle lui rendit un petit portefeuille de maroquin rouge, qu'il lui avait confié aux Tuileries, la veille de son départ. « Elle l'a toujours! j'en étais sûr, qu'elle l'avalerait plutôt que de se le laisser prendre. » Il lui rendit le portefeuille, qu'elle lui fit passer plus tard à l'île d'Elbe. Il lui recommanda de s'attacher à son frère, le roi de Westphalie, et lui confia un pli pour le tsar Alexandre. Puis il se mit à développer ses vues sur l'autre vie, sa foi dans l'Être suprême et dans l'immortalité. Il faisait son *Phédon*. On serait surpris qu'il n'y eût pas un peu de métaphysique dans le livre d'une Allemande.

Mais ce n'est pas ce qui occupait alors les jours de Mme de Kielmannsegge. Son âme était ailleurs. A Lubbenau, elle était l'hôtesse d'Oudinot et de tout l'état-major du 2e corps. Parmi tous ces jeunes gens, Bourzet, Jacqueminot, Lamare, Crillon, ayant pour chef d'état-major ce spirituel Lejeune, le héros de Saragosse et le meilleur crayon de l'armée, tous loin de leur pays, au milieu des hasards, entre deux batailles, on pense ce que devait être la présence d'une femme, aimable encore, et qu'une situation romanesque rendait intéressante. La comtesse avait trente-six ans. Elle approchait de cette arrière-saison des femmes, qui rend la beauté plus touchante; son automne s'accordait à l'automne de l'Empire. Les circonstances, le fragile et le précaire de toutes choses, je ne sais quel pressentiment de lendemains inquiets, tout conspirait pour conseiller de cueillir la minute présente. La comtesse depuis longtemps n'avait plus de mari; elle avait, belle encore, la liberté d'une veuve; on retrouvait chez elle des souvenirs de Paris; elle était engagée, d'une façon piquante, dans la même partie que ces soldats. Elle aussi, elle faisait la guerre. C'était une camarade. Il n'en fallait pas tant pour troubler cette jeunesse et pour en dégager une atmosphère galante. Il

est clair que tous ces garçons étaient amoureux d'elle. Jeune, aimable, au milieu des camps, il aurait fallu plus de trente-six ans pour résister à cette dernière griserie de l'amour.

Le premier aide de camp était le chef d'escadrons de cuirassiers Letellier. Il avait trente ans, et il y en avait quatorze qu'il faisait la guerre. C'était le visage d'Hippolyte et la noblesse d'un preux, avec cette teinte républicaine que gardaient seuls dans la Grande Armée les hommes de sa génération: je me figure un Romain de David ou plutôt le *Cuirassier blessé* de Géricault. On le sentait fait pour les choses extraordinaires. Un jour, au château de Laab, près de Wagram, il fut cerné par une compagnie de Croates embusquée dans les caves; retranché dans le salon, derrière une barricade de meubles, il essuya à bout portant la décharge de deux cents fusils: il s'en tira sans une blessure. Cependant une mélancolie ombrageait son visage. C'était un beau ténébreux, ce que nous appellerions aujourd'hui un neurasthénique. Il devait être insupportable. Il fit sur la jeune femme une impression profonde. « Quel caractère magnifique! Que de vertus et que de malheur! On dirait Achille souffrant... »

Ce héros de roman, dans un château de Lusace, c'est le type d'une aventure qui a dû se répéter dans l'histoire de l'Empire à beaucoup d'exemplaires. Dès lors, le bel Henri règne seul dans les rêves de la jeune femme. Dès le 2 juillet, on se jure amitié pour la vie. Les jours où le commandant est de service au château sont des jours de bonheur. Lorsqu'elle sortait pour se promener, il faisait présenter les armes. Il lui racontait son histoire, lui parlait de son père. Le 12 juillet, la tendre Allemande ne manque pas de lui souhaiter la Saint-Henri. Le lendemain, il lui fit une scène. Les choses devaient être déjà fort avancées; car, note la jeune femme, nous n'eûmes besoin de personne pour nous réconcilier.

Cependant l'idylle pensa tourner à l'orage. Il y avait trop d'hommes autour de cette lune de miel, dans le paradis de Lubbenau. Le maréchal Oudinot, quoique nouvellement marié, faisait la cour à la jeune femme et la serrait de près; ce n'était pas sans peine qu'elle maintenait ses hommages dans les limites du respect. La crise ne pouvait manquer de se produire. Il serait trop long de raconter par quel accident l'aide de camp manqua un jour à une revue dans l'escorte du maréchal. Celui-

ci eut un mot très vif pour cette faute dans le service. Le lendemain, l'officier en demanda raison. Le maréchal était à table. Il s'emporta, et fit le geste de jeter son assiette à la tête de l'insolent. Celui-ci bondit sous l'affront. Le maréchal était furieux : il mit l'aide de camp aux arrêts et parlait du conseil de guerre. Il est probable que sans le savoir il cédait à un accès d'humeur et de jalousie. Une femme était la cause de l'émeute, une femme l'apaisa. Tout ce petit drame est conté par l'auteur avec beaucoup de naturel. Comment elle s'y prit pour calmer le vieux soldat, qui était un peu *soupe au lait*, mais au fond un brave homme; comment elle l'amena à pardonner, et faire du coupable un général, après avoir voulu le fusiller la veille, c'est une comédie à laquelle il ne manque qu'un Sardou pour en tirer un pendant à *Madame Sans-Gêne*.

C'était au début d'août. L'armistice finissait le 15. Le 18, c'était la bataille de Dresde ; la ville se trouvait bombardée, le roi en fuite ; l'Empereur traversait sans retour le pont de l'Elbe, qu'il faisait sauter sur son passage. La comtesse, descendue à l'hôtel de Russie, regardait la ville embrasée par les obus prussiens et les grenades russes. Les Français résistaient encore dans les faubourgs, puis battirent en retraite sur la route de Leipzig. La comtesse écoutait la bataille s'éteindre. « Le bruit du canon qui s'éloignait mesurait le recul de notre libérateur. »

Alors ce furent, en sens inverse, les scènes de vexations et de pillages qui avaient eu lieu avant Bautzen : il fallut subir l'insolence du vainqueur. Après les Prussiens, c'étaient les Cosaques dont le malheureux pays apprenait à tâter : les Alliés faisaient regretter l'ennemi. La Prusse n'a jamais été une maîtresse aimable. Détestée, elle redouble de sévices et de brutalité. Ce n'est pas le lieu d'exposer la politique allemande de Napoléon. Pour la Saxe, pays de vieille histoire, en face du parvenu de Potsdam, il n'y avait d'indépendance possible qu'appuyée au dehors sur la puissance française. « Il fallait choisir entre le cerveau de Paris ou la botte de Berlin. »

La comtesse, comme son souverain, le roi Frédéric-Auguste, avait choisi la France, et ne se croyait pas, pour cela, moins bonne Allemande. Elle tenait à son petit pays. La chance lui donna tort. La Cour, à l'exception du prince, cachait ses sympathies, et se contentait de changer de camp suivant la for-

tune du moment ; la peur du roi de Prusse était la règle de sa sagesse. La défection du corps saxon à Leipzig causa la perte de la bataille. Mais dans le peuple, le grognard n'était nullement haï ; il était le gendarme qui en imposait au Prussien. Le gendarme parti, le pays se vit livré aux aménités du vainqueur.

Le retour de l'île d'Elbe vint ranimer les espérances. « L'explosion du dégoût populaire contre les Alliés ne connut plus de bornes. On respirait. On violait exprès les règlements, on piétinait toutes les consignes. Tous les matins, les aigles prussiennes se trouvaient barbouillées d'ordures. Ce n'était qu'un feu de joie.

Mme de Kielmannsegge partageait le transport de ses amis. Une correspondance singulière lui permettait de suivre de loin leurs sentiments, aux battements de son cœur. Une angoisse étrange l'avait saisie à deux reprises, le jour de l'abdication de l'Empereur et le jour du départ de l'île d'Elbe. Un phénomène du même genre lui annonça la catastrophe. Elle eut un rêve : elle se voyait au château de Chambord. Un cortège funèbre commença : on apportait sur des civières les corps de tous les officiers de sa connaissance. Elle reconnut d'abord le général Le Tort, puis d'autres Français, des Russes, des Allemands, des Austro-Hongrois, tous dans l'ordre où elle devait apprendre plus tard la nouvelle de leur mort, et frappés de la blessure même qu'ils allaient recevoir dans la réalité. Le son d'une trompe la réveilla. Un postillon heurtait à la porte et disparut. Il était trois heures du matin, le jour commençait à poindre. Troublée, elle se rendit au temple et reçut dévotement la sainte Cène avec sa fille. C'était le 18 juin, le jour de Waterloo.

Les avanies recommencèrent et la grande douleur des vaincus. Au milieu de ces misères elle eut la surprise, en septembre, de recevoir un mot du général Letellier : c'étaient les premières nouvelles qu'il lui donnait depuis deux ans. Une nuit d'automne, le 26 novembre, sans s'être fait annoncer, il tombait du ciel à Lubbenau. Il avait réussi à s'échapper de Paris et arrivait dans un cabriolet sous une bâche ruisselante, accompagné d'un domestique, avec une valise pour toute fortune.

Il passa quatre mois chez son amie. Les épreuves avaient achevé de déranger son cerveau. Malheureux, rempli d'idées noires, l'espoir de la guérison le ramenait aux lieux où il avait goûté quelques jours de bonheur. C'est là qu'il apprit le procès

et la mort du maréchal Ney. Il lui échappa alors des paroles incohérentes : « Moi aussi je saurai mourir! » s'écriait-il dans son délire. Il s'échappa, et on entendit un coup de feu. Il s'était contenté de tirer dans une fenêtre où il apercevait sans doute un ennemi imaginaire. Ces scènes pénibles se renouvelaient tous les jours. La pauvre femme le vit partir avec soulagement. C'est quelques mois plus tard, en 1816, qu'elle accoucha de l'enfant que ses ennemis disaient le fils de Napoléon. Le général, toujours poursuivi par les furies, se brûla la cervelle à Paris, en 1818.

Dès lors commença pour la femme vieillissante la vie du souvenir. Elle avait quarante ans : il lui en restait autant à passer sur la terre. Mais déjà elle ne vivait plus qu'avec les ombres. Tout ce qui la rattachait au monde, c'étaient les débris et les ruines de ce qu'elle avait aimé. Elle continuait de recevoir à Lubbenau les revenants de la Grande Armée, les guenilles, les fantômes des retours de Russie. Elle lisait Tacite, le prince Eugène, tous les livres dont elle avait entendu faire l'éloge par Napoléon. Elle se mettait à recueillir les gravures, les images du temps de l' « Autre » : elle peuplait ainsi « la chambre funéraire de sa vie »

Le nouveau régime l'accablait de tracasseries. En 1818, sous le prétexte de sa santé, elle obtint de Metternich la permission de voyager. Alors, pendant plus de dix ans, ce fut le pèlerinage de ville en ville, à Frohsdorf, à Schœnau, à Graz, à Trieste, à Prangins, à Arenenberg, dans tous ces lieux mélancoliques que les épaves de l'Empire, avant celles de la monarchie, remplissaient de leurs exils. Rome, veuve éternelle, la capitale des solitudes, était le rendez-vous de toutes ces détresses. Mme de Kielmannsegge y retrouva le roi Jérôme et la reine de Westphalie. Tous les jours, une vieille femme en noir faisait quelques pas dans l'arène du cirque de Néron : c'était la mère de l'Empereur qui promenait son deuil dans les ruines du Colisée.

Parfois, dans ces voyages, on venait à rencontrer quelqu'un qui avait à parler de l'homme immense qui remplissait le monde de son absence. A Chamonix, la voyageuse vit un capitaine Lacky, lequel avait passé quinze jours à Sainte-Hélène ; ailleurs, le peintre Hawell qui revenait des Indes lui donna une aquarelle du tombeau de l'Empereur. A Parme, elle inter-

rogea un ancien cocher des Tuileries. Elle cueillit aux îles Borromées un rameau du laurier, dans l'écorce duquel le premier Consul avait gravé le mot *Vittoria*, le soir de Marengo. Au grand Saint-Bernard, elle fit dire une messe pour l'Empereur et abjura en mémoire de lui.

Depuis la mort de son idole, elle ne quittait plus le crêpe. Elle s'était fait faire un livre, un herbier de reliques, où il y avait des portraits de l'Empereur, des feuilles du saule de Longwood et qu'elle appelait son bréviaire. Tout ce passé embaumé dans le souvenir devenait une poésie. La vie même de la comtesse participait de cette légende. Elle ne devait plus démêler avec exactitude le réel et le rêve. Sans doute, lorsqu'elle entreprit d'écrire ses *Mémoires*, beaucoup de choses qu'elle avait apprises dans les dernières années étaient venues s'intercaler dans les images originales ; d'autres s'étaient effacées. L'auteur céde à la tentation de se peindre en beau, d'avoir eu toujours une singulière clairvoyance. Elle avait un peu la marotte de la seconde vue. Elle se donna le plaisir de prophétiser après coup. Son œuvre, comme toutes celles de la mémoire et de l'amour, est à moitié imaginaire.

Au palais Marcolini, un jour de cet inoubliable été, comme elle se plaignait devant l'Empereur que les femmes n'eussent point d'armoiries : « Eh ! bien, fit-il, voici les vôtres : un lion qui porte un homme sauvage et, pour devise, *Seule et soumise.* » Ces mots, en caractères gothiques, sont cloués en lettres de fer noir sur la pierre noire de son tombeau.

Seule et soumise, ces deux mots ne sont pas plus un portrait, que l'image un peu conventionnelle que nous peignent les *Mémoires* de Mme de Kielmannsegge. La critique s'occupera de remettre au point ses récits. Ce n'est point mon affaire. J'ai eu plaisir à ranimer le vieux roman de la dame du Château d'eau, l'ombre d'une Allemagne aux sympathies françaises. L'amie du romantique général Letellier est une mémoire aimable, une figurine de Saxe, apprêtée et sentimentale, agréable à évoquer sous les ombrages du parc, autour de la Galerie verte ou sur la terrasse de Brühl, aux environs du Zwinger, devant le pont de l'Elbe qui roule encore à Dresde les souvenirs de l'Empereur.

LOUIS GILLET.

ROBERT DE FLERS

J'avais eu l'honneur de le recevoir à l'Académie française. A le voir, ce jour-là, si débordant de vie, si heureux de son éclatant succès, qui eût pu croire qu'il n'eût que si peu de temps à passer parmi nous? C'est la grande tristesse, pour nous qui vieillissons, de voir partir si jeunes encore, dans toute la force d'un beau talent, des écrivains que nous aimons. Que de fois ma pensée retourne vers le cher Rostand que je revois toujours, collégien de seize ans, se mêler à mes rhétoriciens de Stanislas!

Robert de Flers arrivait à nos séances, toujours en redingote et lavallière nouée à l'artiste. Entrait avec lui la gaieté inscrite sur sa bonne figure ronde, qu'animait le clair regard des yeux malicieux et doux. Très réservé, il se mêlait peu à nos discussions, mais l'avis qu'il exprimait, avec la légère hésitation qui cherche le mot juste et la nuance exacte, était toujours celui du bon sens, enveloppé de courtoisie et d'esprit. Et sa présence dans ce cadre sévère y mettait de la joie, de la lumière.

De la lumière. Partout où il a passé, dans les genres si variés qu'il a abordés, on le suit à cette trace lumineuse. Il était de ces êtres, nés sous une heureuse étoile, privilégiés de la nature, qui en ont reçu le don de s'adapter à la vie, d'aller dans le sens de la vie, d'en prendre et d'en donner ce qu'elle a de meilleur. Une telle disposition, si rare, si enviable, explique toute sa brillante carrière, toute son œuvre charmante.

Voyez-le, adolescent à peine hors de page, jouer, dans la société la plus élégante et devant le public le plus cultivé, jouer à ravir la comédie de salon. C'est, — pour ceux qui la jouent, sinon toujours pour les autres, — une chose délicieuse que la comédie de salon. On est jeune, on débute dans le monde, on porte un costume, on a une chanson

aux lèvres et de l'illusion plein les yeux, on connaît ces faciles succès, aussi doux que les premiers feux de l'aurore. Robert de Flers s'y amuse follement et c'est sa manière à lui de travailler. Il fait ses classes. Il apprend le public avec lequel il sera, pendant trente ans et sans un désaccord, en si parfaite union et si intime harmonie.

Il y a bien des formes du théâtre, et qui ne se valent pas toutes. Robert de Flers est allé tout droit à celle qui convenait le mieux à sa nature, mais aussi qui pouvait donner à un public parisien le maximum de jouissances : une comédie qui est non pas un rappel des tristesses et des laideurs de la vie, mais un délassement de bonne compagnie, une revanche de la fantaisie contre la plate réalité, de l'imprévu contre le terre à terre, de l'esprit contre la sottise, une comédie d'où l'on sort détendu, ayant repris le goût de vivre. Cet art, fait de légèreté spirituelle, Robert de Flers l'avait porté à la perfection dans les trois pièces où sa finesse s'était si bien mariée à la verve de Gaston de Caillavet. Il fallait l'entendre parler avec une sorte d'attendrissement de ce péristyle dorique du théâtre des Variétés. Ce petit théâtre d'un grec rococo a été, les soirs où on y jouait *le Roi*, *le Bois sacré*, ou *l'Habit vert*, le coin le plus parisien de Paris, aux années où nous y avons connu la douceur de vivre.

Homme de théâtre, Robert de Flers le restait en dehors même du théâtre, et au meilleur sens du terme. Sa conversation, qui était exquise, prenait naturellement le tour d'un dialogue de théâtre : le mot y jaillissait, la réplique y pétillait. Ses articles de journaux continuaient sa conversation. Il en écartait tout développement abstrait, tout ce qui pèse, tout ce qui lasse. De la vie et encore de la vie. Des anecdotes, des souvenirs, des portraits enlevés en quelques touches, des traits de caractère, des propos familiers. Critique dramatique, à qui rien n'était étranger de ce qui concerne la pratique du théâtre, il s'était fait de la bienveillance, qui lui était naturelle, une règle, j'allais dire un devoir. Pour les nouveaux venus dans cette carrière du théâtre où il avait si bien réussi, il se considérait comme un frère aîné, soucieux de leur en aplanir les difficultés, attentif à les guider de l'exemple et de la voix.

Ses conférences étaient agencées comme des pièces de théâtre. A chacun des personnages dont il entretenait le public, il assignait son rôle et son emploi ; il l'introduisait, à la manière dont on règle les entrées et les sorties : il y avait une péripétie et un dénouement. Les trois conférences sur Meilhac et Halévy, qu'il a données à notre *Société des Conférences*, étaient coupées comme une pièce en trois

actes. Et comme il les disait! Et comme il les jouait! Un Jules Lemaître, commodément assis dans son fauteuil, lisait sa prose malicieuse avec des sourires plein sa barbe. Robert de Flers n'était pas pour la conférence assise. Il parlait debout; il ne pouvait parler que debout; alors seulement il avait la liberté de son allure et de ses mouvements : il était tout action. Avec sa voix chaude et si bien timbrée, sa figure riante, son entrain, sa manière en dehors, on aurait dit qu'il allait au-devant du public pour lui porter le joli cadeau de son esprit.

Tel il se montrait dans nos cérémonies académiques, où il se plaisait. Il était notre lecteur attitré. Depuis que l'âge avait affaibli la belle voix métallique de Jean Richepin, c'était lui qui faisait au public réuni sous la Coupole les honneurs des poèmes couronnés. Son « remerciement » à l'Académie, lorsqu'il succéda au marquis de Ségur, avait été un éblouissement. Sa réponse au discours de réception d'Édouard Éstaunié fut un chef-d'œuvre de bonhomie accueillante. Qu'on me permette d'insister sur le discours des Prix de vertu qu'il prononça, il y a deux ans, à notre séance publique. Ce discours est une lourde tâche, pour laquelle il faut compulser maints rapports. Il avait accepté comme un honneur d'en être chargé. On se souvient de ces pages émues, où se révélait tout un côté de sa nature que sa discrétion se plaisait d'ordinaire à voiler : la bonté. Ce jour-là, ce fut une fête de l'esprit et du cœur, — le plus raffiné esprit parisien exaltant le cœur des humbles.

La dernière fois que je l'ai vu, — il y a si peu de jours! — c'était à la Commission pour les familles nombreuses. Il était arrivé portant dans ses bras l'énorme paquet des dossiers Cognacq. Le travail terminé, il se mit à causer avec son enjouement de toujours. Rien ne laissait deviner que sa santé fût gravement atteinte, ni qu'il en eût souci. Mais un tel homme ne pouvait pas vieillir. Heureux jusque dans la mort, il n'aura pas connu l'usure de l'âge et la maladie qui diminue. L'image qu'il nous laisse de lui-même est restée intacte et c'est, rayonnante de jeunesse, de bonne grâce et de fierté, la belle image dont rien n'est venu ternir l'éclat.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La conférence navale qui, après un mois et demi de travaux et de négociations, vient d'aboutir à un retentissant échec, ne doit pas nous apparaître, dans la politique contemporaine, comme un fait isolé, comme une tentative qui n'avait pas de précédents et qui n'aura pas de suite. Essayons de la replacer dans la chaîne des événements qui la préparent et dans l'ambiance historique qui l'explique. Nous trouvons à propos, pour nous éclairer, les quelques pages lumineuses que M. Guglielmo Ferrero intitule *la Question des Océans* dans le petit livre, chargé d'idées et de substance, qu'il vient de publier (1).

Dans la fureur d'une lutte pour la vie, où toute arme paraissait bonne pourvu qu'elle blessât, les belligérants de la Grande Guerre infestèrent les mers de défenses, de restrictions, de mines, de torpilles, de navires visibles et invisibles, si bien que les neutres s'aperçurent que « la liberté des mers, » que l'on croyait consacrée par le droit et l'usage, n'était plus qu'une illusion. En 1915 et 1916, le plus riche, le plus puissant de ces neutres, les États-Unis, se trouvèrent en difficulté, pour les mêmes raisons d'ordre maritime et commercial, avec l'Angleterre et l'Allemagne. A la suite d'incidents particulièrement atroces et attentatoires aux droits des neutres, comme le torpillage de la *Lusitania*, le différend avec l'Allemagne devint guerre. La victoire obtenue, les Américains, pour prix de leur concours, demandaient des garanties pour la liberté de la navigation et le respect des droits des neutres. C'était l'un des 14 points du président Wilson, le seul peut-être qui intéressât directement les Américains. Mais s'il y avait, sur terre, plusieurs vainqueurs, tout se passait comme si, sur mer, il n'y en avait qu'un seul. La

(1) *L'Unité du monde* (Simon Kra, in-16).

flotte allemande anéantie, les escadres alliées réduites, la marine britannique régnait sans partage sur les océans. « La liberté des mers, pour laquelle l'Amérique avait combattu, ne serait qu'un mot vide de sens si l'Angleterre ne consentait pas à reconnaître une loi des mers et certains droits inviolables des neutres. » Comment, par quelles affinités idéologiques ou religieuses, M. David Lloyd George parvint-il à circonvenir M. Woodrow Wilson et à escamoter, dans les négociations de paix, la question de la liberté des mers? Comment aussi M. Clemenceau n'aperçut-il pas tout le parti qu'il pouvait tirer, pour obtenir les sécurités que la France était en droit de réclamer, du désaccord profond entre les deux branches de la famille anglo-saxonne au sujet de la liberté des mers? Ce n'est point notre objet de le rechercher aujourd'hui. Toujours est-il que M. Wilson s'inclina, que le problème des mers fut passé sous silence et que les Américains s'occupèrent, avec désintéressement mais sans compétence, de régler les affaires européennes. Ils restèrent cependant inquiets, avec l'obscur sentiment d'avoir été frustrés du prix de leur victoire; ils refusèrent de signer le traité de paix; et, par une étrange erreur d'optique, c'est surtout à la France qu'ils s'en prirent.

Depuis 1919, les États-Unis se sont vus entraînés à dépenser des milliards en constructions navales afin de balancer la puissance maritime de l'Angleterre et du Japon qui se trouvaient, après la guerre, posséder les seules flottes importantes. Comment s'étonner après cela que les Américains aient exigé des Anglais, — et par suite des autres alliés, — le paiement de leurs dettes de guerre? « Il est évident que de longtemps l'Amérique n'aura rien à redouter de l'Allemagne. Le danger, au contraire, ou, si le mot est trop fort, un grave motif de défiance et de précaution lui viendra de l'Angleterre et du Japon. » Les Américains, comme toutes les grandes nations productrices et commerçantes, ont besoin des mers, car les eaux sont devenues non plus une séparation, mais un lien entre les nations; ils se sont aperçus, durant la guerre, qu'une dictature de la mer pourrait s'imposer à d'immenses continents, sinon à la terre entière. « Sans une loi des mers dictée par l'accord ou imposée par l'équilibre des forces, la liberté des continents même est menacée, parce que les continents ne peuvent plus se passer des mers. Ce lien est peut-être la plus grande révélation de la guerre mondiale. »

Rentrés chez eux, mécontents de l'Europe, vaguement conscients de ne pas rapporter les satisfactions qu'ils étaient en droit d'attendre,

les Américains se désintéressèrent des affaires de l'Europe et se mirent à construire des navires de guerre. Un conflit à propos du Pacifique n'était-il pas prévu et annoncé? Ils s'aperçurent que, s'ils possédaient beaucoup de dollars et tout l'or du monde, ils étaient fort en retard sous le rapport des constructions maritimes, des arsenaux, des bases navales, du recrutement des équipages. C'est alors que le président Harding lança des invitations pour la conférence de Washington. Il s'agissait d'une part de reculer ou d'empêcher la lutte pour le Pacifique, d'autre part de donner aux États-Unis le temps de rattraper l'avance de l'Angleterre par une limitation générale des armements navals. On n'a pas oublié que les accords de Washington de 1922 fixent la proportion de vaisseaux de ligne (*capital ships*), que chaque grande puissance est autorisée à mettre en service, à 5 pour l'Angleterre et les États-Unis, 3 pour le Japon, 1,75 pour la France et l'Italie. Ainsi, pour la première fois, l'Angleterre, qui jadis était à peine rassurée par le *two powers standard* (c'est-à-dire que sa flotte devait être supérieure au total des deux plus puissantes flottes venant après elle), acceptait de se trouver à égalité avec une autre puissance maritime; elle partageait avec les États-Unis cette royauté des mers (*the sea power*) dont l'amiral américain Mahan a expliqué, dans ses ouvrages célèbres, la décisive importance. Était-ce donc une abdication? C'était d'abord, vis-à-vis de toutes les puissances autres que les États-Unis, une consolidation de la suprématie britannique. L'Angleterre accordait aux Américains, dont elle avait besoin de se concilier les faveurs pour des raisons financières et économiques, une satisfaction d'amour-propre sans préjudice réel pour sa prééminence, car, outre la supériorité de son outillage technique, la concurrence restait libre pour les bateaux inférieurs à 10 000 tonnes, croiseurs, destroyers, torpilleurs, sous-marins, que l'Amirauté britannique peut mobiliser en grand nombre. Telle était la situation au moment où, sans préparation ni avertissement préalable, le président Coolidge invita les puissances signataires des accords de 1922 à une nouvelle conférence pour la limitation des armements navals.

Le 20 juin, en effet, la conférence ouvrait solennellement ses séances à Genève: les États-Unis, l'Empire britannique et le Japon y étaient représentés; la France et l'Italie s'étaient bornées à y déléguer chacune un « informateur », chargé, sans prendre aucune part aux délibérations, de tenir leur gouvernement respectif au courant des travaux de la conférence et de ses destinées. Dès la prise de contact

se révéla, entre le point de vue des Américains et celui des Anglais, une incompatibilité qui devait rester insurmontable ; le différend apparut définitif à la séance plénière du 14 juillet et l'on peut dire que, du 14 juillet au 4 août, il ne s'agit plus guère que de masquer la retraite, de colorer l'échec et surtout, pour chacune des parties, d'en rejeter sur l'une des autres la responsabilité.

A aucun moment les préoccupations que nous essayions tout à l'heure, avec M. Ferrero, de définir, ne sont apparues en pleine lumière ; elles n'en dominent pas moins tout le développement des négociations. Les Américains avaient cru, en 1922, s'assurer la parité maritime avec l'Empire britannique ; ils s'étaient aperçus de leur illusion ; mais la politique du parti républicain, faite d'économies et de réductions d'impôts, ne permettait pas d'entreprendre la construction, dans les classes inférieures à 10 000 tonnes, d'un nombre d'unités navales suffisant pour établir l'égalité avec l'Angleterre et ses dominions ; la course aux armements, dans cette catégorie de bâtiments, était interdite aux États-Unis aussi bien par la parcimonie du gouvernement que par l'insuffisance des moyens techniques. Mais l'opinion publique réclamait la parité ; les partisans de la *big navy*, appuyés, dit-on, par d'importantes firmes métallurgiques des États-Unis, s'agitaient. Puisqu'on ne pouvait arriver par des constructions intenses à balancer la puissance des Anglais en bâtiments légers, ni même celle du Japon, ne pouvait-on obtenir d'eux qu'ils cessassent de construire et même qu'ils détruisissent un certain nombre de leurs unités légères ? Tel était l'objet des propositions que M. Gibson soumit à la conférence ; les chiffres qu'il mit en avant impliquaient, en pratique, la démolition d'un certain nombre de croiseurs britanniques et, pour le Japon, l'arrêt de toute nouvelle mise en chantier dans cette catégorie.

L'opinion publique nippone, surtout dans le parti démocratique, avait accueilli avec enthousiasme la conférence proposée par le président Coolidge ; elle y voyait une occasion d'économies et une garantie de paix ; l'amiral Saïto fut acclamé par la foule à son départ pour Genève. Mais, d'autre part, la délégation, dirigée par le vicomte Ishii, attachait un haut prix à rester en accord avec l'Angleterre ; elle adopta donc une tactique très nuancée, très prudente, d'expectative et de bons offices, dont l'objet apparent était le succès de la conférence mais dont l'objet réel était probablement fort différent, en tout cas plus complexe.

Autant les propositions américaines décelaient l'improvisation, la

poursuite d'un succès d'opinion sur le terrain politique, autant l'Amirauté britannique, représentée à Genève par son premier lord, M. Bridgeman, par le vicomte Cecil, par l'amiral Field, plus tard par l'amiral Jellicoe comme représentant de la Nouvelle-Zélande, apparut dès l'abord techniquement mieux préparée, politiquement mieux inspirée. L'Anglerre s'est gardée de contester aux États-Unis le droit à la parité dans toutes les catégories, mais elle a d'abord posé sa propre thèse, fondée sur une étude détaillée de ses besoins en bâtiments légers. Pour la surveillance de ses lignes de communication maritime, dont la sécurité est, pour l'Angleterre, question de vie ou de mort, pour la défense de ses colonies, l'Amirauté estime ne pouvoir se passer de 70 croiseurs, c'est-à-dire qu'au lieu des 300 000 ou 350 000 tonnes de croiseurs que lui offraient les Américains, elle en exigeait 600 000. Les États-Unis ont très peu de possessions lointaines à défendre; leurs lignes de communication ne sont pas menacées ; leur ravitaillement est assuré par leur propre sol ; ils se suffisent à eux-mêmes et disposent d'une puissante assiette continentale qui fait défaut à l'Angleterre. Les besoins militaires d'un État, que ce soit sur mer ou sur terre, ne se mesurent ni à sa population, ni à l'étendue de son territoire, mais aux dangers qu'il court, aux menaces qui pèsent sur sa vie quotidienne. Il serait absurde que les États-Unis qui ne courent aucun risque d'invasion exigeassent, sous prétexte qu'ils sont trois fois plus peuplés que la France, que celle-ci n'eût qu'une armée trois fois moins forte que la leur.

Il est possible de limiter, par une entente entre les puissances intéressées, le tonnage global de bateaux alloué à chacune d'elles, pourvu que cette proportion corresponde non pas à une égalité théorique, mais à des besoins vitaux ; mais il convient de laisser à chaque État la faculté de disposer selon ses besoins du chiffre de tonnes qui lui revient. Ces doctrines que l'Amirauté britannique a soutenues sans faiblir à Genève, nous les connaissons, ce sont celles que le ministère français de la marine a toujours défendues depuis l'armistice et que nos experts ont préconisées, au cours des travaux préparatoires à la conférence du désarmement, parfois à l'encontre des représentants britanniques. Elles sont dictées par le bon sens et les Français se félicitent de constater que l'Angleterre s'y rallie sans réserves. Exposant, le 8 juillet, les principes dont s'inspire la délégation britannique à Genève, le premier lord de l'Amirauté affirmait à nouveau que l'existence de l'Empire britannique dépend de sa sécurité sur les mers, puis, citant une récente déclaration de M. Georges

Leygues, — le ministre actif et éclairé auquel la marine française doit sa résurrection, — il ajoutait : « Je ne saurais mieux définir notre position, ce sont les principes mêmes qui régissent notre politique navale. » Il nous plaît de prendre acte d'un tel accord.

Le tonnage des croiseurs et leur armement resta jusqu'au bout, entre les Amirautés britannique et américaine, le principal objet de contestation. Les Anglais disposant de bases navales sur tous les points du globe n'ont pas besoin de croiseurs à grand rayon d'action et 6000 tonnes leur suffisent; ils demandaient donc la suppression progressive des croiseurs de 10 000 tonnes; il fallut toute l'insistance des Américains pour leur faire admettre deux catégories de croiseurs, l'une de 10000, l'autre de 6000 tonnes; mais ils ont exigé que les croiseurs de cette catégorie n'eussent pas le droit de porter des canons de plus de 150 millimètres, les canons de 203 étant réservés aux croiseurs de 10000 tonnes. Or, il faut se souvenir que les croiseurs auxiliaires, c'est-à-dire les paquebots rapides susceptibles d'être armés en guerre, ne doivent porter au maximum, d'après les accords de Washington, que des pièces de 150 : de ces bâtiments les Anglais possèdent plus de 60, les Américains 2 ou 3 seulement. Une importante supériorité résulte donc de cette disproportion en faveur de l'Angleterre. Au cours des négociations, l'Amirauté britannique mit en avant diverses concessions qui, à l'étude, apparurent aux Américains ou illusoires ou avantageuses à la seule Angleterre. Ils offraient bien, par exemple, de réduire le nombre de leurs croiseurs, mais ils demandaient que la limite d'âge pour la durée de leur service actif fût prolongée. Ils proposèrent aussi de limiter, à l'avenir, à 30 000 tonnes le tonnage supérieur des *capital ships* que les accords de Washington fixent à 35 000; leurs partenaires se souvinrent aussitôt que la flotte britannique seule possède deux cuirassés de 35 000 tonnes, le *Nelson* et le *Rodney*, tout neufs, avec une formidable batterie de 9 canons de 406 millimètres; il serait doublement avantageux pour elle de garder cette supériorité et de n'avoir plus à faire l'énorme dépense (un milliard de francs par bâtiment) de pareils mastodontes. La suggestion n'eut pas de suite. Il en fut de même des dispositions que les Anglais voulaient prendre dès maintenant pour préjuger les solutions qu'il souhaiteraient voir adopter en 1931 lorsque les accords de Washington arrivés à échéance seront sujets à revision.

Tel est, dépouillé des questions accessoires et des propositions destinées à amuser le tapis ou à donner le change sur les responsabilités, l'objet du litige, l'écueil sur lequel a échoué la conférence.

Il ne s'agit de rien moins que du maintien de la prééminence de l'Empire britannique sur les mers et l'on comprend l'énergie tenace avec laquelle l'Amirauté a défendu ses positions. Le président Coolidge et ses conseillers s'étaient flattés d'arriver à imposer une limitation des armements en navires légers, de même que les accords de Washington ont établi une limite pour les *capital ships*; et voilà que, par suite de la fausse conception des Américains qui a provoqué la naturelle résistance de l'Amirauté britannique, le gouvernement des États-Unis se voit obligé ou de renoncer à établir à bref délai la parité de puissance avec les Anglais ou de se lancer dans un programme formidable de constructions neuves. La conférence convoquée sous prétexte de désarmement risquait ainsi d'aboutir à une nouvelle course aux armements.

Dans ces conditions, il eût été plus franc de constater d'un commun accord l'impossibilité d'une entente que de prolonger les manœuvres pour déplacer la responsabilité de l'échec. A la séance plénière du 14 juillet, les Américains tentèrent de rejeter l'échec final sur les Japonais ; ceux-ci ripostèrent, d'accord avec les Anglais, par une proposition, dont nous n'exposerons pas le dispositif, mais qui avait pour objet de faire ressortir l'insuffisance de la préparation technique des Américains et de prouver la bonne volonté des deux autres parties. Un voyage à Londres des délégués anglais ne permit pas de trouver une issue à une impasse qui, de toute évidence, n'en comportait aucune. Les concessions que M. Bridgeman rapporta de Londres étaient de pure apparence et n'avaient d'autre objet pratique que de donner, pour l'opinion publique, une marque de bonne volonté. Il fallut, à la séance du 4 août, se résoudre à prononcer l'ajournement *sine die* de la conférence et à masquer, par les vagues formules d'un optimisme de commande, le complet échec d'une tentative mal conçue et mal préparée.

Cet insuccès prévu entraîne des conséquences d'ordre technique et surtout d'ordre politique. Certes, il ne présage pas une guerre pour la suprématie navale entre l'Empire britannique et les États-Unis. Sir Austen Chamberlain disait, le 11 juillet, aux Communes : « Entre les États-Unis et ce pays, toute possibilité de guerre est désormais écartée, non seulement sur le papier, mais encore dans le cœur et l'âme de tous les citoyens. » C'est la vérité. Cependant, il reste, dans l'esprit des Américains, l'obscur sentiment que le problème de la liberté des mers n'est pas résolu; les remarques que nous présentions tout à l'heure subsistent, renforcées par la déception de Genève.

Les Anglais chercheront à trouver un terrain nouveau de négociation pour donner aux Américains une satisfaction qui risque fort de n'être qu'un trompe-l'œil dont les États-Unis ne se satisferont peut-être pas toujours ; l'obstacle qui a surgi à Genève ne s'abaissera pas, car c'est de l'indépendance politique de l'Angleterre et de sa sécurité navale qu'il s'agit; l'Amirauté, sur ce point, ne transige pas et il n'est, en Angleterre, ni un département ministériel, ni un parti politique, qui ne s'incline devant ses directions. Sur le vaisseau qui porte la fortune de l'Empire britannique, l'Amirauté est, comme le commandant sur son navire, « le maître après Dieu ». Aucun premier lord n'a maintenu plus fermement ces traditions que M. Frank Hodges, ancien secrétaire de la Fédération des mineurs, dans le ministère MacDonald. Écoutons ces paroles du *Daily Express*, journal conservateur indépendant : « C'est un soulagement de penser que le quartier général de la politique britannique est de nouveau à Londres et non à Genève. Il est encore davantage réconfortant de sentir que nous avons à notre disposition une flotte libre. Nous ne nous sommes jamais basés sur la flotte américaine pour nos dépenses navales et nous n'entendons pas le faire à l'avenir. »

Une flotte libre ! Voilà le mot de la situation, le mot qui répond à la pensée héréditaire, au vouloir permanent du peuple britannique. L'Angleterre n'accepte ni une limitation à sa liberté de manœuvre, ni un contrôle étranger à ses affaires nationales ; et quelle affaire serait plus nationale et plus vitale que la flotte d'où dépend le ravitaillement, l'indépendance, la vie de l'Angleterre ? Le *Times* constate avec satisfaction que la déclaration de M. Bridgeman a été lue, le 4 août, au nom et avec l'approbation de tous les Dominions de l'Empire. Les États-Unis trouvent leur cohésion nationale dans l'unité continentale de leur territoire ; l'Empire britannique, au contraire, ne relie les pièces et morceaux dont il est constitué que par la flotte impériale : ce n'est donc pas seulement l'Angleterre qui est en jeu, c'est l'Empire. Que vient-on discuter sur des questions de tonnage ou de calibre ? L'Angleterre se prête à ces débats comme à une nécessité qui résulte des difficultés économiques et financières qu'elle traverse en ce moment ; mais son programme reste invariable : flotte libre sur la mer libre, c'est-à-dire sur la mer toujours librement ouverte à la navigation britannique.

L'un des résultats inattendus de la conférence de Genève paraît être un rapprochement entre l'Angleterre et le Japon. C'est à propos de la conférence de Washington, en 1921, que l'alliance anglo-japo-

naise, conclue par lord Lansdowne, a été rompue, le cabinet de Londres l'ayant délibérément sacrifiée à l'entente avec les États-Unis qu'exigeaient les banques pour le maintien de la livre au pair du dollar; c'est peut-être à Genève qu'elle aura trouvé un nouveau printemps. Les Japonais, entre les deux cousins anglo-saxons, enclins à leur faire porter la responsabilité de l'échec de la conférence, ont manœuvré comme des maîtres en l'art national du jiu-jitsu; leur tactique diplomatique est aussi délicate que souple et forte. Déjà, à propos de la Chine, les Anglais ont eu, depuis quelques mois, l'occasion de regretter les alliés naguère dédaignés; à Genève, l'entente s'est opérée tout naturellement par l'adoption d'une commune stratégie. De cette constatation d'une similitude d'intérêts, il ne résulte, pour le moment, rien, si ce n'est une ambiance rénovée, des impondérables qui cristallisent en des formes nouvelles, des faits connus qui s'éclairent de lumières inattendues, en un mot quelque chose de très important. La lutte pour le Pacifique pourrait prendre un cours imprévu et les affaires de Chine évoluer vers des issues encore inconnues.

A peine l'Amérique et l'Europe avaient-elles appris l'échec définitif de la conférence que les agences transmettaient un laconique communiqué de M. Calvin Coolidge; de sa villégiature du Dakotah, le Président annonçait qu'il ne solliciterait pas un second renouvellement de son mandat; il quitterait donc la Maison Blanche le 4 mars 1929. Depuis Washington, il est de constante tradition qu'après deux législatures un Président sortant n'est pas une troisième fois candidat; mais cette règle d'usage s'applique-t-elle dans le cas, qui est celui de M. Coolidge, où un vice-président devient président automatiquement par décès du titulaire? Cette législature incomplète doit-elle entrer en ligne de compte? M. Roosevelt, qui s'est trouvé dans le même cas, a essayé de résoudre la question par la négative, mais le succès n'a pas répondu à son désir. Voici que M. Coolidge, à son tour, prend position. Entre sa décision et l'échec de ses projets à Genève, doit-on n'apercevoir qu'une simple coïncidence, ou chercher une relation de causalité? Nous ne croyons guère à un hasard. Le président fondait de grands espoirs sur sa politique de désarmement, d'où il espérait faire sortir à la fois la paix, les économies et la parité navale avec l'Angleterre; c'était peut-être trop demander à une simple manœuvre diplomatique; l'échec est à la fois celui d'un homme et d'une méthode et il n'est pas surprenant que M. Coolidge se soit senti atteint dans son prestige. Sans doute, la presse commence à dire

que l'annonce de sa retraite n'est qu'une feinte et que le désarroi où cette nouvelle jette son parti inclinerait bientôt M. Coolidge à se laisser faire par ses amis une douce violence. Tant d'astuce ne nous paraît pas vraisemblable. En tout cas, les républicains sont désemparés et les démocrates exultent. Il se pourrait que, de l'échec de la conférence de Genève, datât, pour les États-Unis, le retour à une politique moins particulariste, moins effacée, plus active.

La France n'a aucune raison de s'affliger de l'échec de la conférence; elle l'avait prévu et son gouvernement, avec une clairvoyance dont il convient de le louer, s'était abstenu, malgré les sollicitations pressantes dont il était l'objet, d'y participer activement. Instruit par l'expérience de Washington, il se refusait à jouer une seconde fois le rôle de dupe; il ne doutait guère qu'au cas vraisemblable où l'accord ne se ferait pas, Anglais et Américains auraient trouvé un terrain d'entente pour nous faire porter la responsabilité de l'échec. La France et l'Italie, qui se sont trouvées d'accord pour l'abstention, se trouvent aussi d'accord pour se féliciter d'une issue qui montre que les méthodes directes de désarmement sont impraticables et qu'il faudra revenir aux méthodes indirectes du protocole de 1924, en laissant la première place aux accords de sécurité. Les Anglais auraient aujourd'hui mauvaise grâce à nous contredire sur ce point : ils ont reconnu publiquement que nos méthodes sont les bonnes, que les principes de l'Amirauté sont conformes à ceux de notre ministère de la Marine; pour la première fois ils ont admis que les sous-marins constituent une arme aussi légitime que les cuirassés, que c'est par le tonnage global que peut être déterminée l'importance d'une marine et que chaque peuple a le droit, selon les besoins de sa sécurité et de sa politiqne, de répartir ce tonnage total au mieux de ses intérêts. L'Angleterre doit pourvoir à la sécurité de voies de communication maritimes dont elle évalue la longueur totale à 113 000 kilomètres; la France tient le second rang avec 60 000 kilomètres, distançant de loin les États-Unis, l'Italie et le Japon. Elle est aussi la seconde des grandes puissances coloniales. Dans ces conditions, elle est fondée à prétendre au deuxième rang comme puissance navale; en tout cas, il n'y a aucune raison pour qu'elle se contente de la dérisoire proportion de 1,75 que lui allouent, comme à l'Italie, les accords de Washington. La France n'a pas l'intention de se lancer dans une coûteuse politique d'armements navals, mais elle tient, elle aussi, à avoir, comme l'Angleterre, dans des limites raisonnables, une « flotte libre ». Ne pouvant imaginer aucun cas où elle devrait,

les armes à la main, se trouver parmi les adversaires soit de l'Angleterre, soit des États-Unis, elle souhaite l'entente cordiale entre tous ses alliés de 1918; elle se félicite de l'énergie que l'Angleterre a déployée pour défendre des principes et des méthodes qui lui paraissent raisonnables et justes, car elle est convaincue, — il faut toujours le redire, — que les deux plus puissants instruments d'ordre européen et de paix sont et resteront longtemps encore la flotte anglaise et l'armée française qui ne peuvent se trouver dans deux camps opposés.

L'expérience de la conférence tripartite qui vient d'échouer guidera désormais toute la politique de limitation des armements et la mettra à l'abri des fantaisies dangereuses de lord Robert Cecil. La ténacité avec laquelle la délégation britannique à Genève a invoqué la sécurité insuffisante de l'Empire pour justifier le maintien d'un « plafond » d'armement très supérieur à la force effective actuelle de la marine anglaise, est un heureux précédent qui ramène à ce principe de bon sens que chaque État est juge de sa sécurité, à moins que des traités internationaux n'en aient disposé autrement, et à cette constatation de fait qu'une conférence pour le désarmement, dans les conditions actuelles de sécurité qui existent en Europe, serait prématurée. Le désarmement, en aucun cas, ne saurait passer avant la sécurité. L'ajournement de la conférence prévue pour l'automne s'impose dès maintenant et devra être mis à profit pour pousser, vers des solutions précises et durables, les études relatives à la sécurité qui, sur l'initiative de la délégation française à la Commission préparatoire, sont étroitement liées aux travaux pour la limitation des armements. La conjonction doit rester très étroite entre le travail politique, qui a pour objet d'établir la sécurité générale, et le travail technique en vue de la limitation des armements. C'est la seule méthode qui soit sans danger et qui puisse donner des résultats durables.

Tels sont les enseignements de la conférence de Genève. A tous les points de vue que nous avons essayé d'étudier, son échec apparaît comme un fait considérable de l'histoire politique contemporaine.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCVII^e ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTE-HUITIÈME VOLUME

JUILLET — AOUT

Livraison du 1er juillet

Pages

HAUDEQUIN, DE LYON, deuxième partie, par Mme COLETTE YVER. 5
LE DÉSARMEMENT INTERNATIONAL. — *LES ESPÉRANCES, LES RÉALITÉS*, par M. H. CARTON DE WIART. 36
EN ALSACE. — LA VIE ET LA MORT DU GÉNÉRAL SERRET, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française 57
DANS LA LUMIÈRE DE RIO, par M. PAUL HAZARD 92
LA MAITRISE DE L'AIR. — III. *LE PERSONNEL*, par M. LE GÉNÉRAL NIESSEL . . 120
LE POSTE DANS LA BROUSSE, par M. W. SOMERSET MAUGHAM, traduit de l'anglais par Mme E. R. BLANCHET. 144
DE NEWTON A LAPLACE, par M. ÉMILE PICARD, de l'Académie des Sciences. . 174
POÉSIES, par M. TRISTAN DERÈME. 195
POUR LE 5e CENTENAIRE DE L'UNIVERSITÉ DE LOUVAIN, par M. JOSEPH BÉDIER, de l'Académie française 204
SPECTACLES. — *LORENZACCIO*, par GÉRARD D'HOUVILLE. 209
REVUE MUSICALE. — *LE DIABLE DANS LE BEFFROI. MORS ET VITA*, par M. CAMILLE BELLAIGUE. 217
LE COMTE PRIMOLI, par M. ANDRÉ CHAUMEIX. 223
RÉCEPTION DE M. PAUL VALÉRY, par M. HENRY BIDOU 227
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON. . . 229

Livraison du 15 juillet

L'ALTANA OU LA VIE VÉNITIENNE *1899-1904*, par M. HENRI DE RÉGNIER, de l'Académie française. 241
LA TECHNIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DU BOLCHÉVISME, par *** 271
LE LIVRE DE RAISON. — XIII. *UN ANIMATEUR*, par M. J. DE PESQUIDOUX. . . 300
HAUDEQUIN, DE LYON, troisième partie, par Mme COLETTE YVER. 322
L'AVENIR DU PLAN DAWES, par M. MAURICE LEWANDOWSKI 353
LETTRES D'ERNEST RENAN AU DOCTEUR GAILLARDOT. *PUBLIÉES PAR M. ANDRÉ LE BRETON*. — III. 369

Pages.
La France des cinq parties du monde. — VII. *Dans l'Atlantique*, par M. Octave HOMBERG 390
On joue *Prométhée* a Delphes, par M. Marcel BOULENGER 416
Littératures étrangères. — *Comment fut inventé l'émir Feyçal*, par M. Louis GILLET 441
Revue littéraire. — *La poésie de Racine*, par M. Victor GIRAUD 454
Une manifestation provinciale. — Le congrès de Dijon, par M. Édouard ESTAUNIÉ, de l'Académie française 466
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . 469

Livraison du 1er août

L'Altana ou la vie vénitienne. — II. *La bell'uva. — Casa zuliani*, par M. Henri de RÉGNIER, de l'Académie française 481
Pages de mémoires. — Les journées tragiques de juillet 1914, par M. S. SAZONOV 515
Haudequin, de Lyon, dernière partie, par Mme Colette YVER 540
Le Maréchal de la Force. — IV. *L'assassinat de Concini*, par le M. duc de La FORCE, de l'Académie française 572
Un tournant dans la question des soviets. — *La solution qui s'impose*, par *** 602
Souvenirs d'une petite fille. — VI. *Une visite a Frohsdorf*, par GYP . . 616
La France des cinq parties du monde. — VIII. *L'Indochine*, par M. Octave HOMBERG 639
La vie secrète d'une puritaine, Emily Dickinson, par M. Albert FEUILLERAT. 668
Au jeu de paume. — *Les trésors de Maximilien*, par M. Pierre TROYON . . 692
Revue littéraire. — *La comédie-proverbe*, par André CHAUMEIX 698
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . 709

Livraison du 15 août

Le Pacha de Tombouctou, première partie. — *L'Homme du Destin*, par M. André DEMAISON 721
La génération présente en Angleterre, par M. Cloudesley BRERETON . . . 761
L'Altana ou la vie vénitienne (1899-1924). — III. *Veduta di Venezia*, par M. Henri de Régnier, de l'Académie française 794
Les journées tragiques de juillet 1914. — II. *La déclaration de guerre*, par M. S. SAZONOV 815
Le Maréchal de La Force. — V. *La disgrace*, par M. le duc de La FORCE, de l'Académie française 838
La France des cinq parties du monde. — IX. *La France du Pacifique*, par M. Octave HOMBERG 867
La véritable signification du *Neveu de Rameau*, par M. Daniel MORNET . . 881
La dernière crise sardinière, par M. Auguste DUPOUY 909
Un romantique flamand : Charles De Coster, par Henri DAVIGNON 922
Littératures étrangères. — Mémoires d'une Allemande sur Napoléon Ier, par M. Louis GILLET 933
Robert de Flers, par M. René DOUMIC, de l'Académie française 945
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . 948

Paris, 1927. — Typographie Philippe Renouard. 19, rue des Saints-Pères. — 53539.

390
410

441
454

466
469

481

515
540

572

602
616

639
668
692
698
709

721
761

794

815

838

867
881
909
922

933
945
948